
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. LIX

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION DE 1925

DU 7 JANVIER 1925 AU 3 AVRIL 1925

Dans la quinzième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE V

DEUXIÈME SESSION DE LA SEIZIÈME LÉGISLATURE
DE QUÉBEC

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC
"LE SOLEIL" (*limitée*)

1925

Vol. LIX.



PROCLAMATION

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.] }

N. PÉRODEAU.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi, Empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.
TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PÉRODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce SIXIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-quatre, et de Notre Règne le quinzième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

15 GEORGE V, 1925

MERCREDI, 7 JANVIER 1925

La législature ayant été, par proclamation (ci-annexée), convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires,

Et les députés de la Chambre étant réunis en séance;

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

“M. L'ORATEUR,

“Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif”.

En conséquence, M. l'Orateur se rend avec les députés à la barre du Conseil législatif,

Et, à leur retour, M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu de trois juges de la Cour supérieure siégeant à Québec le jugement suivant au sujet de l'élection de M. Aurèle Leclerc dans le district électoral de Québec, et qu'il a, en conséquence, adressé au greffier de la Couronne

en Chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Québec.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Québec.
No 92.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC

Le sixième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

PRÉSENTS: L'honorable juge en chef Sir F.-X. LEMIEUX,
BLAISE LETELLIER,
G.-F. GIBSON.

ROMUALD A. BLOUIN, agent voyageur, du village de Beauport,
et NAPOLEON BÉDARD, marchand, de la paroisse de Beauport,
dans le comté de Québec, *Demandeurs,*

vs

AURÈLE LECLERC, notaire, de la cité de Québec, *Défendeur,*

LA COUR, parties ouies sur le mérite de la présente contestation d'élection et délibéré:—

CONSIDÉRANT que les pétitionnaires demandent, pour les motifs ci-après exposés, l'annulation de l'élection de l'intimé Aurèle Leclerc, proclamé élu par acclamation, par l'officier-rapporteur Belleau, le 29 janvier 1923, comme député du comté de Québec, pour l'Assemblée législative de Québec, et que Aimé Dion, candidat à ladite élection, soit déclaré élu comme député dudit comté:

1o. Parce que le bulletin de présentation dudit Aurèle Leclerc était illégal et nul, vû qu'il n'était pas revêtu des formalités requises par les sections 293, 297, 298, de la Loi Electorale de Québec.

2o. Parce que l'officier-rapporteur n'avait pas, au terme de l'art. 297, requis la personne qui lui avait présenté ledit bulletin de présentation, de jurer devant lui qu'il savait que les diverses personnes qui l'avaient signé étaient des électeurs ayant droit de vote, qu'elles avaient signé ce bulletin en sa présence, et que le consentement dudit Leclerc avait été signé en sa présence et qu'aucune assermentation de cette nature n'avait été prêtée dans ledit bulletin, devant un juge de paix ou un Commissaire de la Cour supérieure.

30. Parce que la déclaration assermentée, requise par la susdite section 297, sur ledit bulletin, avait été faite devant un notaire public.

40. Parce que, disent les pétitionnaires, aucun bulletin de présentation n'est valide et mis à effet par l'officier-rapporteur, s'il n'est fait et remis d'après les formalités prescrites, entr'autres par l'art. 297.

La Cour statuant sur ces premiers griefs des pétitionnaires contre la validité de l'élection dudit Leclerc, décide:—

Que la déclaration assermentée dudit bulletin dudit Leclerc, devant un notaire public, était valable, pouvait être faite devant un notaire public, suivant la section 26 des dispositions déclaratoires interprétatives des statuts; que tout notaire et autres personnes mentionnées dans ladite section, ont le pouvoir de recevoir un serment, dans tous les cas où un serment est requis, à moins de dispositions spéciales au contraire; le tout tel qu'affirmé par une jurisprudence constante;

Que la Loi électorale ne comporte aucun texte exigeant que la déclaration assermentée, suivant l'art. 297, doive être faite devant l'officier-rapporteur, un juge de paix ou un commissaire de la Cour supérieure, à l'exclusion de tout autre.

CONSIDÉRANT que de ce premier chef la pétition d'élection est mal fondée en fait et en droit, elle est, quant à cette première partie, rejetée;

CONSIDÉRANT que le deuxième grief des pétitionnaires est que l'officier-rapporteur a illégalement proclamé élu par acclamation ledit Aurèle Leclerc, vu qu'un autre bulletin de présentation d'un autre candidat, celui de Aimé Dion, avocat, lui avait été remis en temps utile;

CONSIDÉRANT que la preuve a révélé entr'autres les faits suivants:

Vers deux heures moins vingt, le 29 janvier, à Loretteville, lieu fixé par proclamation pour la nomination des candidats, Alfred Blondeau a présenté ou remis à l'officier-rapporteur, un bulletin de présentation dudit Aimé Dion, lequel bulletin était *prima facie* revêtu des formalités exigées par la loi.

Ledit officier-rapporteur et ledit Blondeau ont, de commun accord, commencé à identifier au moyen des listes électorales, les signataires dudit bulletin, comme étant des électeurs ayant droit de vote, mais vu que cette identification présentait certaines difficultés, Blondeau proposa d'examiner un autre bulletin de présentation dudit Aimé Dion, dont ce dernier, arrivé vers deux heures moins quart, était porteur;

Cette proposition fut agréée par l'officier-rapporteur, et ce dernier et Blondeau procédèrent à examiner le deuxième bulletin et il fut constaté que ce deuxième bulletin était signé par au moins vingt-cinq (25) électeurs.

Ce bulletin ne comportait pas la déclaration assermentée requise par la section 297 ci-dessus mentionnée.

Il a été prouvé qu'avant deux heures, l'officier-rapporteur avait été requis d'assermenter Blondeau aux termes de ladite section, ce qui ne fut pas fait.

L'officier-rapporteur, constatant que l'heure statutaire pour mettre

en nomination les candidats était écoulée, rejeta ce second bulletin et déclara Leclerc élu par acclamation.

Cette décision de l'officier-rapporteur fut prise sans s'occuper de nouveau du premier bulletin dont l'examen n'avait été qu'ajourné.

CONSIDÉRANT que le premier bulletin, remis à l'officier-rapporteur, était légal et revêtu des formalités requises par la loi, avant deux heures, et qu'il pouvait être examiné, rejeté ou admis après deux heures par l'officier-rapporteur;

CONSIDÉRANT qu'aucune preuve d'illégalité de ce bulletin n'a été faite en cette cause;

CONSIDÉRANT que de ce chef l'élection et la proclamation dudit Leclerc comme député du comté de Québec, est illégale et nulle, et que ladite pétition d'élection doit être, pour autant, maintenue;

CONSIDÉRANT que ladite pétition d'élection demande à ce que le siège du comté de Québec soit accordé audit Dion;

CONSIDÉRANT que cette demande est mal fondée et ne peut être octroyée, la Cour n'ayant aucun pouvoir ni juridiction pour donner le siège audit Dion;

CONSIDÉRANT que de ce chef la pétition d'élection est mal fondée et qu'elle doit être pour autant rejetée.

LA COUR STATUANT SUR LES FRAIS:

CONSIDÉRANT que ladite pétition d'élection n'est maintenue qu'en partie;

Que la demande du siège pour le candidat Dion a obligé l'intimé Leclerc à contester ladite pétition;

Que ledit Leclerc n'a participé en aucune manière à l'illégalité de l'officier-rapporteur; et que la présentation tardive des bulletins dudit Dion, a contribué, dans une certaine mesure, à l'erreur de l'officier-rapporteur.

POUR CES MOTIFS, la Cour annule ladite élection en date du 29 janvier dernier et la proclamation, par l'officier-rapporteur, dudit Aurèle Leclerc comme député du comté de Québec pour l'Assemblée législative, le tout sans frais.

Vraie copie,

(Signé) P. FRENETTE,

Dép. Protonotaire.

Vraie copie,

(Signé) L.-G. BELLEY,

Proc. Demandeurs.

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, il a adressé au greffier de la Couronne en chancellerie un

mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Montréal-Sainte-Anne.

MONTREAL, le 4 août 1924.

A l'honorable M. l'Orateur

de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Je, William James Hushion, député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Montréal-Sainte-Anne, donne, par la présente, ma démission de député de ladite Assemblée législative de la province de Québec pour le susdit collège électoral.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Montréal dans la province de Québec, ce quatrième jour d'août mil neuf cent vingt-quatre.

Signé en présence de:

M. J. WALSH, témoin,

J.-H. PRÉVOST, témoin.

}
}
}

W. J. HUSHION.

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, le greffier de la Couronne en chancellerie a émis de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Bonaventure, de Sherbrooke, de Saint-Maurice et de Témiscamingue.

*Au Greffier de la Couronne en Chancellerie,
à Québec.*

Nous avons l'honneur de vous informer que par suite du décès de Moïse O'Bready et de Nestor Ricard, ainsi que de l'acceptation par M. J.-Fabien Bugeaud d'une charge à laquelle est attaché un traitement annuel, les collèges électoraux de Sherbrooke, de Saint-Maurice et de Bonaventure se trouvent sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, en l'absence de M. l'Orateur de l'Assemblée législative de Québec, d'émettre de nouveaux brefs portant convocation desdits collèges électoraux.

Donné à Québec, ce 15 octobre 1924.

L.-A. TASCHEREAU,

député de Montmorency.

JACOB NICOL,

député de Compton.

QUÉBEC, le 5 novembre 1924.

*Au Greffier de la Couronne en Chancellerie,
à Québec,*

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de Téléphore Simard, le collège électoral de Témiscamingue se trouve sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons d'émettre un bref d'élection convoquant ledit collège électoral.

L.-A. TASCHEREAU,
député de Montmorency.

JOS.-ED. CARON,
député des Iles-de-la-Madeleine.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie, les certificats d'élection suivants:

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, le 7 janvier 1925.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze octobre mil neuf cent vingt-quatre et adressé à M. J.-A. Lazure, shérif-adjoint et officier-rapporteur, résidant à Sherbrooke, M. Armand-Charles Crépeau, ingénieur civil à Sherbrooke, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Sherbrooke à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Moïse O'Bready, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, le 7 janvier 1925.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze octobre mil neuf cent vingt-quatre et adressé à M. John L. Sherry, mécanicien et officier-rapporteur, résidant à Montréal, M. Joseph Henry Dillon, avocat à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se

trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Sainte-Anne à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. William James Hushion, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, le 7 janvier 1925.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze octobre mil neuf cent vingt-quatre et adressé à M. L.-P. Lebel, registra-
teur et officier-rapporteur résidant à New-Carlisle, M. Pierre-Emile
Côté, avocat à New-Carlisle, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se
trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral
de Bonaventure à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement
de M. Joseph-Fabien Bugeaud, qui a accepté une charge à laquelle est
attaché un traitement annuel.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, le 7 janvier 1925.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze
octobre mil neuf cent vingt-quatre et adressé à M. J.-F. Belleau, médecin
et officier-rapporteur résidant à Ancienne-Lorette, M. Ludger Bastien,
tanneur et manufacturier à Loretteville, a été, ainsi qu'il appert du
rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du
collège électoral de Québec à l'Assemblée législative de Québec, en rem-
placement de M. Aurèle Leclerc, dont l'élection a été annulée.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

QUÉBEC, le 7 janvier 1925.

*A Monsieur l'Orateur**de l'Assemblée législative de Québec.*

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le quinze octobre mil neuf cent vingt-quatre et adressé à M. A. Provencher, protonotaire et officier-rapporteur, résidant aux Trois-Rivières, M. Alphonse-Edgar Guillemette, commerçant à Shawinigan-Falls, a été ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Saint-Maurice à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Nestor Ricard, décédé.

Le greffier de la Couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

M. Pierre-Emile Côté, député du collège électoral de Bonaventure; M. Alphonse-Edgar Guillemette, député du collège électoral de Saint-Maurice; M. Joseph-Henry Dillon, député du collège électoral de Montréal-Sainte-Anne; M. Ludger Bastien, député du collège électoral de Québec; M. Armand-Charles Crépeau, député du collège électoral de Sherbrooke, qui ont prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, sont présentés et prennent séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 1) relatif à la prestation des serments d'office.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la chambre.

Et l'Orateur donne lecture dudit discours comme suit:

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,**Messieurs de l'Assemblée législative,*

L'année qui vient de s'écouler nous invite à être particulièrement reconnaissants envers la Providence.

Notre province s'est de nouveau distinguée par le calme et l'esprit d'ordre de sa population. Malgré la dépression économique qui sévit depuis la guerre et qui est parvenue jusqu'à nous, le capital et le travail ont continué, au sein de notre province, à vivre dans un harmonieux accord.

Une très bonne récolte a couronné les travaux de nos cultivateurs et, si les prix du marché n'ont pas été des plus rémunérateurs, l'abondance des produits a suppléé dans une certaine mesure à ce désavantage.

Le courant d'émigration que des conditions incontrôlables avaient créé en ces dernières années est pratiquement enrayé. Beaucoup des nôtres qui s'étaient laissé attirer vers les Etats-Unis reviennent à leurs foyers. Ils ont constaté que la vie était aussi difficile là-bas qu'ici, et qu'elle offrait moins de compensations. L'appel qu'a fait le gouvernement semble avoir été entendu de ceux qui s'apprêtaient à suivre un malheureux exemple.

Mon gouvernement veut s'appliquer énergiquement à conserver, et à développer chez nous, nos immenses ressources naturelles. Nos forêts, notre houille blanche, nos mines et nos pêcheries constituent un patrimoine national dont dépend en partie l'avenir de notre province. Pour cette raison, il importe de sauvegarder jalousement ce patrimoine et de l'exploiter judicieusement, ayant égard à l'avenir tout autant qu'au présent.

La nouvelle organisation que le gouvernement a inaugurée pour la préservation de la forêt contre les incendies, et les sommes considérables qu'il a consacrées à cette fin, ont eu un excellent résultat. Les associations de concessionnaires forestiers se plaisent elles-mêmes à le reconnaître. C'est l'intention du gouvernement de rendre cette organisation de plus en plus efficace.

Non content de pourvoir à la sécurité du domaine forestier, le gouvernement s'occupera d'activer le reboisement en remettant en valeur les sols qui ont été ruinés par des cultures épuisantes ou par le feu, en développant la pépinière de Berthierville, dont la capacité sera augmentée chaque année de plusieurs millions de plants, en faisant lui-même des plantations sur les terres appartenant à la Couronne, et en encourageant les particuliers à boiser leurs friches et les terrains improductifs.

Mon gouvernement désire également assurer le progrès de la province en donnant une attention toute spéciale à la colonisation, à l'agriculture, à l'instruction publique et aux problèmes ouvriers.

Les principales routes de la province seront bientôt parachevées. Je suis heureux de constater les remarquables résultats que le ministère de la voirie a obtenus dans l'entretien des grandes routes. Le fardeau est lourd au point de vue financier, mais cette politique nous vaut des chemins qui rivalisent avec les plus beaux du continent, et elle soulagera considérablement les municipalités auxquelles incombait l'entretien de ces chemins.

Il convient d'observer que le service d'inspection et de vérification de la comptabilité municipale, institué à notre dernière session, est maintenant parfaitement organisé et justifie pleinement son existence.

Quatre commissions importantes ont terminé, ou sont sur le point de terminer les travaux qui leur avaient été confiés. Ce sont les commissions chargées de la refonte des statuts, de l'étude de la loi des accidents du travail, du rajustement des traitements et de la classification des fonctionnaires civils, de l'examen des conditions scolaires de l'île de Montréal. Les rapports de ces diverses commissions vous seront soumis, ainsi que la législation requise pour leur donner effet.

Il me fait plaisir de vous informer que les négociations entre mon gouvernement et celui de l'Ontario, relativement au double paiement de droits sur les successions, semblent devoir se terminer bientôt par un accord satisfaisant. Cet arrangement diminuera quelque peu le montant que prélève actuellement chaque province, mais il mettra fin à une anomalie dont avaient à se plaindre plusieurs contribuables.

Vous serez appelés à légiférer sur divers sujets d'intérêt général.

Le fonctionnement de notre loi du jury laisse à désirer. Trop de personnes bénéficient du privilège d'exemption, et la formation du jury n'est pas aussi bien ordonnée qu'elle devrait l'être pour les fins de la justice. Vous serez invités à remédier aux défauts que l'on a constatés.

Mon gouvernement vous demandera d'affecter un certain montant à l'instruction, dans nos écoles primaires, des enfants d'ouvriers que la mort de leurs pères, survenue alors que ceux-ci étaient au travail, a laissés sans ressources.

D'autres mesures, d'un intérêt moins général, réclameront également une étude attentive.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Rapport vous sera fait de la situation financière de notre province. Les revenus excèdent considérablement les dépenses, et notre province conserve ainsi la position enviable qu'elle s'est acquise depuis quelques années.

Il vous incombera de voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Selon la tradition parlementaire dont vous vous inspirez, vous saurez consacrer aux projets de loi qui vous seront présentés toute votre attention. Je prie la Providence de bénir vos travaux pour qu'ils contribuent au progrès et au bonheur de notre province.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du code municipal;
8. un comité des bils privés en général;
9. un comité des bils publics en général;
10. un comité de la bibliothèque de la législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin;

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation;

Ordonné que les honorables MM. Taschereau, Caron et Nicol, MM. Bullock, Daniel, Fortier, Patenaude, Pilon, Sauvé, Smart et Thériault forment ledit comité spécial.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du ministre des affaires municipales, 1923-24.

(*Document de la session No 37*).

L'honorable M. Caron dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport du Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, 1923-1924.

(*Document de la session No 3*).

L'honorable M. Galipeault dépose sur le bureau de la Chambre:
Rapport général du ministre des Travaux publics et du travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1924.

(*Document de la session No 4*).

L'honorable M. Perrault dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport général du ministre de la Colonisation, des mines et des pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1924.

(Document de la session No 7).

Rapport du ministère de la voirie de la province de Québec, 1924.

(Document de la session No 21).

L'honorable M. David dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1923-24.

(Document de la session No 6).

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1923-24. *(Document de la session No 8).*

Etat financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

(Document de la session No 9).

Deuxième rapport annuel du service provincial d'hygiène de la province de Québec pour l'année 1923-24.

(Document de la session No 35).

Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1923-1924.

(Document de la session No 30).

Rapport du directeur de l'assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1924.

(Document de la session No 22).

Statistiques des institutions d'Assistance, (hôpitaux d'aliénés, hôpitaux, hospices, sanatoria, etc.), pour l'année 1923.

(Document de la session No 24).

Statistiques des établissements pénitenciers (prisons, écoles de réforme et écoles d'industrie) pour l'année 1923.

(Document de la session No 28).

Statistiques judiciaires pour l'année 1923.

(Document de la session No 29).

Statistiques municipales pour l'année civile 1923.

(Document de la session No 18).

Etat financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1923.

(Document de la session No 11).

Annuaire statistique de Québec, 1924.

(Document de la session No 19).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 8 JANVIER 1925

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

M. Côté propose, secondé par M. Dillon, que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre: Quinzième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1924.

(Document de la session No 16).

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur, lequel message est lu par M. l'Orateur, comme suit:

“N. PÉRODEAU,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution des Statuts de la province de Québec.

(Document de la session No 12).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 7 janvier 1925.”

L'honorable M. David, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé par Son Honneur et le dit message est lu par M. l'Orateur comme suit:

“N. PÉRODEAU,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre

d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 7 janvier 1925"

(Document de la session No 20).

L'honorable M. David dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 février 1924, pour copie de toute correspondance, télégrammes, rapports, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec toute personne concernant les opérations commerciales de la Coopérative Fédérée de Québec ainsi que l'intervention du ministre de l'agriculture ou autres employés de son département dans lesdites opérations.

(Document de la session No 38).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1924, pour copie de toutes correspondance, instructions, rapport ou autres documents entre le gouvernement ou quelqu'un de ses employés des départements touchant la construction d'un chemin d'hiver à partir Des Quinze en allant vers le nord jusqu'au district aurifère.

(Document de la session No 39).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1924, pour copie de toute correspondance, télégramme, requête, échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes au sujet du lot No 18 appartenant à M. Pierre Landry dans le troisième rang du canton Nouvelle, Bonaventure, et du rapport fait par M. Pierre Cyr, à propos de ce lot.

(Document de la session No 40).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 mars 1924, pour copie de toute correspondance, rapports, documents, etc., entre le ministre ou le ministère de l'agriculture et A. L. Gareau, au cours des années 1915 et 1916 ainsi que copie de tout chèque émis en faveur de M. Gareau par le ministère de l'Agriculture et de tout chèque signé par lui qui pourrait être dans les dossiers du Département et aussi copie des travaux, brochures, circulaires et rapports faits par ledit Gareau au département de l'Agriculture en 1915 et en 1916.

(Document de la session No 41).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures de l'avant-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 9 JANVIER 1925

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Association des Gardes-Malades enregistrées de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bernard.

De l'église presbytérienne en Canada et autres, demandant l'adoption d'une loi pour établir le titre de l'église unie du Canada.—M. Bullock.

De "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bullock.

De Dame Catherine Curran, veuve James O'Connor, et autres, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre au No 296 quartier Sainte-Marie, Montréal.—M. Dillon.

De la "St. John's School Company of Canada", et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le "Lower Canada College".—M. Gault.

De "The Montreal Central Terminal Company", demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à construire des tunnels sous la rivière Saint-Laurent, vis-à-vis Montréal.—M. Gault.

De la "Montreal Diocesan Theological College", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Gault.

De l'Hôpital Protestant pour les aliénés, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Verdun Protestant Hospital".—M. Gault.

Du Bureau des Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à contracter un nouvel emprunt.—M. Létourneau.

De Gaston Esnouf, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre parmi ses membres.—M. Létourneau.

De la "St. Maurice Lumber Company", demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant des résolutions et conventions passées par la cité des Trois-Rivières et autres en faveur de ladite compagnie.—M. Mercier (Trois-Rivières).

De M. Frédéric L. Martyn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.—M. Richard.

De M. Joseph Archambault, C. R., et autre, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de feu Gaspard Archambault.—M. Richard.

De M. Charles-A. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.—M. Thurber

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Conseil législatif, 9 janvier 1925.

Ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kelly, Perron, Simard et Power.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables Conseillers que les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier, Galipeault et Nicol, MM. Bouchard, Bullock, Côté, Dufresne, Gault, Hamel, Langlais, Oliver, Ouellet, Richard, Roy, Sauvé et Thurber soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la Législature.

Qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David et Nicol, MM. Bordeleau, Faucher, Hamel, Saurette, Sauvé, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 12 JANVIER 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Des "Ursulines de Roberval", demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte.—M. Delisle.

De la Corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 84 de ladite corporation.—M. Lahaie.

De Sir Douglas Alexander et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Thurso & Nation Valley Railway Company".—M. Lahaie.

De la corporation du Collège Nominique, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Le Séminaire Saint-Joseph de Mont-Laurier".—M. Lortie (Labelle).

De l'œuvre et fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant le cimetière de la Côte-des-Neiges et concernant la fabrique de Notre-Dame de Montréal.—L'honorable M. Patenaude.

De Sœur Marie Gérin-Lajoie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal".—L'honorable M. Patenaude.

De Joseph Crossman Barlow, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la signature apposée par lui à certains actes.—M. Richard.

Ordonné que M. Mercier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un bill (No 151) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Faucher, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:
Copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec et le gouvernement fédéral au sujet de la Banque Nationale, de 1922 jusqu'à ce jour, ainsi qu'au sujet du contrôle et de la surveillance des banques.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 13 JANVIER 1925

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De l'Association d'assurance mutuelle des fabriques de la province ecclésiastique de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte en changeant son nom en celui de "l'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec".—M. Létourneau.

De Dame Adilie Istas, en religion Mère Marie-Alphonse du Très-Saint-Sacrement, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement de Québec".—M. Létourneau.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Létourneau.

De la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Létourneau.

L'honorable M. Caron, président du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Caron pour son président et a choisi, pour faire partie des divers comités permanents de la chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication :

Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Lapierre, Mercier, Moreau, Nicol, MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Berco-

vitch, Bissonnet, Bullock, Charbonneau, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Matane), Dufresne, Gault, Hay, Houde, Lahaie, Laperrière, Lamoureux, Lemieux (Gaspé), Lafrenière, Létourneau, Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Miljour, Morin, Oliver, Paquet, Patenaude, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Richard, Roy, Sauvé, Savoie, Sayer, Smart, Thériault, Tourville.

Comité des comptes publics :

Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Lapierre, Madden, Mercier, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Authier, Bercovitch, Bordeleau, Bouchard, Bullock, Crépeau, Daniel, Dillon, Dufresne, Duranleau, Fortier, Hamel, Langlais, Lemieux (Gaspé), McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Ouellet, Paquet, Patenaude, Philips, Sauvé, Savoie, Smart, Tétreau, Thériault.

Comité des bills publics en général :

Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Mercier, Nicol, Perrault, MM. Authier, Beaudoin, Bercovitch, Bordeleau, Bouchard, Bullock, Côté, Daniel, Dillon, Duranleau, Fortier, Gault, Hamel, Lafrenière, Langlais, Lemieux (Wolfe), Mercier (Trois-Rivières), Moreault (Rimouski), Patenaude, Plante, Richard, Tétreau, Thériault.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Les honorables MM. Caron, Moreau, Perrault, MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bordeleau, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Dufresne, Fortier, Hamel, Hay, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Langlais, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Miljour, Morin, Oliver, Ouellet, Phaneuf, Pilon, Plante, Renaud, Richard, Saurette, Sauvé, Savoie, Thériault, Tourville.

Comité des règlements:

Les honorables MM. Caron, Lapierre, Madden, MM. Authier, Bertrand, Bordeleau, Bullock, Faucher, Hamel, Langlais, Létourneau, Patenaude, Pilon, Roy.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Lapierre, Madden, Mercier, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Authier, Bastien, Beaudoin, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bordeleau, Bouchard, Bouthillier, Bray, Bullock, Côté, Crépeau, Daniel, Dillon, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufresne, Duranleau, Faucher, Fortier, Gault, Guillemette, Hamel, Hay, Houde, Lafleur, Lafond, Lafrenière (Richelieu), L'Archevêque, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Paquet, Patenaude, Pellerin, Phaneuf, Philips, Pilon, Plante, Reed, Renaud, Richard, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Tétreau, Thériault, Thurber, Tourville.

Comité des industries et du commerce:

Les honorables MM. Caron, Lapierre, Madden, MM. Baillargeon, Bissonnet, Bordeleau, Bray, Bullock, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufresne, Gault, Guillemette, Lafleur, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, L'Archevêque, Létourneau, Lortie (Labelle), McDonald, Miljour, Morin, Ouellet, Paquet, Philips, Reed, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Sayer, Smart, Tourville.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Taschereau, David, Mercier, Nicol, Perrault, MM. Bercovith, Dillon, Duranleau, Fortier, Hamel, Sauvé, Tétreau, Thériault.

Comité du Code municipal:

Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Bastien, Bergeron, Bouchard, Bullock, Côté, Daniel, Delisle, Dufresne, Fortier, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, (Richelieu), Lamoureux, Langlais, Mercier (Trois-Rivières), Morin, Oliver, Ouellet, Plante, Richard, Sauvé, Thurber.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

"A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et des articles 859 et 860 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis par la loi.

SERVICE ET RAPPORT DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
TERRES ET FORÊTS :—			
Protection des forêts..... (O. C. No 661, 2 sept. 1924).	\$ 175,000.00	\$ 175,000.00	
DIVERS SERVICES :—			
<i>Gouvernement civil.—Dépenses contingentes :—</i>			
Bureau du revenu.....	2,600.00	2,600.00	
AGRICULTURE :—			
Encouragement à l'agriculture en général, savoir :—			
Graines de semence..... \$30,000.00			
Foin..... 5,000.00	35,000.00	35,000.00	
(O. C. No 1012, 4 juin 1924).			
DIVERS SERVICES :—			
Administration de la justice.....	280,000.00	280,000.00	
<i>Instruction publique :—</i>			
Ecoles normales.....	40,800.00	40,800.00	
Octroi spécial aux municipalités scolaires pour encoura- ger la construction et le maintien de nouvelles acadé- mies pour les garçons.....	10,000.00	10,000.00	
Ecoles publiques.....	5,000.00	5,000.00	
Journaux de l'Instruction publique, versions française et anglaise.....	600.00	600.00	
Fonds des écoles élémentaires.....	20,000.00	20,000.00	
Asiles d'aliénés.....	27,000.00	5,533.64	21,466.36
Ecoles de réforme et d'industrie.....	45,000.00		45,000.00
<i>Travaux publics et Travail :—</i>			
Ponts-routes.....	22,000.00	22,000.00	
Agriculture :—			
Société d'agriculture.....	2,000.00	2,000.00	
Cercles agricoles.....	12,000.00	12,000.00	
Encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration.....	162,000.00	162,000.00	
Ecoles ménagères.....	2,500.00	2,500.00	
Ecole de laiterie de la province de Québec, St-Hyacinthe; travaux de la ferme, et laboratoire officiel de la pro- vince de Québec.....	6,000.00	6,000.00	
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers.....	6,000.00	6,000.00	
Horticulture.....	12,000.00	12,000.00	

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et des articles 859 et 860 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis par la loi.—(Suite).

Aviculture	3,000.00	3,000.00	
Apiculture	8,000.00	8,000.00	
<i>Charges sur le revenu :—</i>			
Régistrateurs: traitements et dépenses contingentes	3,214.20	3,214.20	
Gazette Officielle de Québec	6,987.66	6,987.66	
<i>Services divers :—</i>			
Divers en général	3,977.51	3,977.51	
Octroi à l'Association des Touristes de la province	5,000.00	5,000.00	
Octroi pour permettre d'envoyer des athlètes aux Jeux Olympiques, à Paris	5,000.00	5,000.00	
(O. C. No 1185, 27 juin 1924).			
<i>SERVICES DIVERS :—</i>			
<i>Terres et forêts :—</i>			
Protection des forêts	15,000.00	15,000.00	
Ecoles de réforme et d'industrie	17,000.00	17,000.00	
(O. C. No 1186, 27 juin 1924).			
<i>SERVICES DIVERS :—</i>			
Aide aux sinistrés de Ste-Emélie-de-l'Energie	9,000.00	9,000.00	
(O. C. No 1536, 21 août 1924).			
<i>TERRES ET FORÊTS :—</i>			
Protection des Forêts	241,000.00	186,000.00	55,000.00
(O. C. No 1765, 1er oct. 1924).			
<i>GOVERNEMENT CIVIL :—</i>			
<i>Dépenses contingentes :—</i>			
Bureau du lieutenant-gouverneur	3,000.00	2,000.00	1,000.00
(O. C. No 2127, 26 nov. 1924).			
<i>GOVERNEMENT CIVIL :—</i>			
<i>Dépenses contingentes :—</i>			
Département du secrétaire de la province	10,000.00		10,000.00
(O. C. No 2320, 30 déc. 1924).			
	\$1,195,679.37	\$1,063,213.01	\$ 132,466.36

Département du Trésor,

Bureau de l'Auditeur.

JOS. MORIN,

Auditeur de la province.

Québec, le 9 janvier 1925.

(Document de la session No 36).

Et état des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, du 18 décembre 1923 au 6 janvier 1925 inclusivement tel que requis par l'article 637 S.R.Q., 1909.

(Document de la session No 15).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 14 Janvier 1925

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation du village d'Amos, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville d'Amos.—M. Authier.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bercovitch.

De M. Frédéric Lafleur et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la ville Lasalle.—M. Bercovitch.

De M. Isidore Charness, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à partiquer la profession d'avocat aussitôt après la sanction de cette loi.—M. Bercovitch.

De "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited" demandant l'adoption d'une loi donnant pouvoir d'exercer la charge d'exécuteur, etc.—M. Bercovitch.

De "The Canada & Gulf Terminal Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bercovitch.

De la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les compagnies ou corporations possédant des immeubles pourront être inscrites sur la liste des électeurs.—M. Bercovitch.

De la corporation de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi confirmant un règlement de ladite ville et pour d'autres fins.—M. Bissonnet.

De M. William Williamson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Great Northern Railway Company".—M. Bissonnet.

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Crépeau.

De Dame Olivine Lacroix, veuve de Joseph-Octave Gagnon, demandant l'adoption d'une loi validant ses titres aux lots 14 et 15,

subdivisions du lot 25 du village d'Hochelaga, cité de Montréal.—M. Duranleau.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et la libérant de certains impôts.—M. Fortier.

De la "Quebec Paper Mills Limited", demandant l'adoption d'une loi la continuant sous la deuxième partie de la loi des Compagnies de Québec. 1920.—M. Létourneau.

De "L'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "L'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement", et lui accordant certains pouvoirs.—M. Létourneau.

De "Le monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Moreault (Rimouski).

De la corporation de la ville de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi confirmant certains règlements et procès-verbaux du conseil de ville de l'Assomption.—M. Reed.

De la compagnie de téléphone nationale, demandant l'adoption d'une loi décrétant la valeur de ses actions et pour autres fins.—M. Roy.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande de réduire le quorum à sept."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Létourneau pour son président et recommande de réduire le quorum à quatre."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Caron pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité du Code

municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Daniel pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité des comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi l'honorable M. Perrault pour son président et il recommande de réduire le quorum à dix."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Thériault pour son président et il recommande de réduire le quorum à sept."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, président (*pro tem.*) du comité des industries et du commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande de réduire le quorum à six."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Caron, (président *pro tem.*) du comité des bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

"Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande de réduire le quorum à cinq."

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 8 janvier courant.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

" A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Caron, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 15 JANVIER 1925

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre'

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Commission Métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bercovitch.

De la ville de Saguenay et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de ladite ville.—M. Delisle.

De "Price Brothers & Company, Limited" et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation comme municipalité distincte un certain territoire sous le nom de ville River Bend.—M. Delisle.

De M. Robert Alexander Hart, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres.—M. Dillon.

De M. Adrien Lebrun, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres.—M. Dillon.

De M. James Kenneth Ross, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau à l'admettre au nombre de ses membres.—M. Dillon.

Des curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la construction de l'église de cette paroisse.—M. Dillon.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Lafleur.

De M. Joseph Letendre, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de donation par Olivier Letendre à Joseph Letendre.—M. Laperrière.

De M. Tancredé Bienvenu et autres, es-qualité, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.—L'honorable M. Patenaude.

De l'Hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—L'honorable M. Patenaude.

De M. Paul-Aimé Lussier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.—M. Richard.

De Dame Henriette Duckett, épouse de Joseph-O. Turgeon, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine.—M. Thurber.

M. Pilon, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De "The Saint John's School Company of Canada" et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le "Lower Canada College".

Du bureau des Commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à contracter un nouvel emprunt.

Des Ursulines de Roberval, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte.

De la Corporation du collège Nominingue, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Le Séminaire Saint-Joseph de Mont-Laurier".

De l'œuvre et fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant le cimetière de la Côte des Neiges et concernant la fabrique de Notre-Dame de Montréal.

De sœur Marie Gérin-Lajoie et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal".

De Joseph Crossman Barlow, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la signature apposée par lui à certains actes.

De M. Gaston Esnouf, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre parmi ses membres.

De l'Association d'Assurance Mutuelle des fabriques de la province Ecclésiastique de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte en changeant son nom en celui de l'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec."

De dame Adilie Istas, en religion Mère Marie-Alphonse du Très-Saint-Sacrement, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement de Québec".

De la corporation de la ville de la Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Dame Catherine Curran, veuve James O'Connor, et autres, demandant l'adoption d'une loi validant leur titre au No 296 quartier Sainte-Marie, Montréal.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert, comté de Beauce demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et la libérant de certains impôts.

Ordonné que M. Bullock ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Richard ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé "Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Lower Canada College."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fortier ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi amendant la charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lortie (Labelle) ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du Collège Nominigüe."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la charte des Ursulines de Roberval."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 96), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dillou ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie en la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi concernant la fabrique de Notre-Dame de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de La Tuque".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

' A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Pellerin, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 16 JANVIER 1925

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De William Currie, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de certaines propriétés.—M. Bercovitch.

De "The Royal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement 866 de la cité de Montréal et un acte passé conformément audit règlement.—M. Côté.

De la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Delisle.

De la corporation de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour lui donner d'autres pouvoirs.—L'honorable M. Patenaude.

De "The Saint Francis Valley Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Pilon.

De la corporation du comté de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi légalisant certains règlements de ladite corporation.—M. Reed.

De la corporation de la paroisse de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi légalisant certains règlements de ladite corporation.—M. Reed.

De Dame Mabel O'Dell, épouse de Harold G. Blair, et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes et pour autres fins concernant la succession de John-Uriah Gregory.—M. Thériault.

M. Pilon, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De M. Frédéric Lafleur et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la ville Lassalle.

De M. Isidore Charness, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la profession d'avocat aussitôt après la sanction de cette loi.

De "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited" demandant l'adoption d'une loi lui donnant pouvoir d'exercer la charge d'exécuteur.

De la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De M. James Kenneth Ross, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres.

De la ville de Saguenay et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de ladite ville.

De "Price Brothers & Company, Limited", et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation comme municipalité distincte un certain territoire sous le nom de ville River Bend.

De M. Robert Alexander Hart, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres.

Ordonné que M. Crépeau ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, cessionnaire, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas Canada."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart à la pratique de la chirurgie dentaire, après l'examen final."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Ross au nombre de ses membres."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saguenay."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de River Bend."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 52) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company."

Ce bill, est en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 95) intitulé: "Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire";

Bill (No 70) intitulé: "Loi amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec";

Bill (No 62) intitulé: "Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal";

Bill (No 54) intitulé: "Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 53) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Lower Canada College";

Bill (No 64) intitulé: "Loi amendant la charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce";

Bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du collège Nominigüe";

Bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la charte des Ursulines de Roberval";

Bill (No 58) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat";

Bill (No 96) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil de Montréal";

Bill (No 55) intitulé: "Loi constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement";

Bill (No 82) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de La Tuque".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté nos humbles remerciements pour le dis-

cours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Hamel, secondé par M. Paquet, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Etat des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1924. *(Document de la session No 2).*

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Deuxième rapport de la Commission chargée de la revision et de la refonte des Statuts Généraux de la province de Québec.

(Document de la session No 42).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant en témoignage de respect pour la mémoire de M. John Hay, député d'Argenteuil, et qu'elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 20 JANVIER 1925

Sur la motion de M. Bernard, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Chevaliers de Colomb et de leurs sociétés filiales, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Faucher, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Benjamin Nathanson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congrégation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania".

Ladite petition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Dillon.

De M. Jean-Baptiste Sasseville et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes concernant la succession de Alphonse-Joseph Sasseville.—M. Lemieux (Gaspé).

De la municipalité du comté de Montmorency No 2 (Ile d'Orléans), demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement concernant "La traverse de l'Ile d'Orléans".—M. Létourneau.

De la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté de Dorchester, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'annexion de certains lots.—M. Ouellet.

De la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—L'honorable M. Patenaude.

De l'honorable M. Pierre J. Véniot et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick.—M. Delisle.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Charbonneau ait la permission de présenter un bill (No 154) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Saint-Jean et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, dans le district électoral de Napierville-Laprairie, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Hamel ait la permission de présenter un bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tétreau ait la permission de présenter un bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 114) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke";

Bill (No 61) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit";

Bill (No 86) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine";

Bill (No 109) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart, à la pratique de la chirurgie dentaire, après l'examen final";

Bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Ross au nombre de ses membres";

Bill (No 84) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saguenay";

Bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de River-Bend".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fiduciaire, syndic, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada."

Ce bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, et dont elle a été saisie, le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

" A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. L'Archevêque, secondé par M. Beaudoin. il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport de la Commission spéciale d'Education nommée par un arrêté ministériel, en date du 31 juillet 1924.

(*Document de la session No 43*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 21 JANVIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Des Chevaliers de Colomb et de leurs sociétés filiales, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal.—M. Bernard.

De la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—L'honorable M. Pate-naude.

De Benjamin Nathanson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania".—M. Bereovitch.

De Louis Becker et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Beth Israel & Samuel Congregation".—M. Bereovitch.

De M. René Dupont et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Tramway de Québec".—M. Bertrand.

M. Pilon, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

M. Frederick L. Martyn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

La "Quebec Paper Mills, Limited", demandant l'adoption d'une loi la continuant sous la deuxième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920.

De M. Adrien Lebrun, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres.

Des curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la construction de l'église de cette paroisse.

De la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la corporation de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour lui donner d'autres pouvoirs.

De la Corporation du comté de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi légalisant certains règlements de ladite corporation.

De la corporation de la paroisse de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi légalisant certains règlements de ladite corporation.

De M. Jean-Baptiste Sasseville et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes concernant la succession de Alphonse Joseph Sasseville.

De "The Royal Trust Company", demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement 866 de la cité de Montréal et un acte passé conformément audit règlement.

De la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la corporation du village d'Amos, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville d'Amos.

De la corporation de la ville de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi confirmant certains règlements et procès-verbaux du conseil de ville de l'Assomption.

De la "St. Maurice Lumber Company", demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant des résolutions et conventions passées par la cité des Trois-Rivières et autres en faveur de ladite compagnie.

Ordonné que M. Lemieux (Gaspé) ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi concernant la succession d'Alphonse-Joseph Sasseville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant un certain acte entre "The Royal Trust Company et la cité de Montréal, et le règlement No 866 de ladite cité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Authier ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville d'Amos".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Reed ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Reed ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Reed ait la permission de présenter un bill No 65) intitulé: "Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Richard ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frédérick L. Martyn au nombre de ses membres, après examen."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Mercier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières, et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delisle ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Lasalle."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi concernant "Quebec Paper Mills, Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Dufresne.—1. Quand les droits sur l'amiante ont-ils été diminués de 50%?

2. Quand ont-ils été imposés?

3. Quels étaient-ils lors de leur imposition?

4. Quels sont-ils actuellement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. A compter du 1er janvier 1922.

2. A compter du 1er mai 1917.

3. 2% sur la valeur brute à compter du 1er mai 1917; 3½% pour cent à compter du 1er juin 1918; 5% à compter du 15 mars 1920 et 2½% à compter du 1er janvier 1922.

4. 2½% sur la valeur brute.

Question par M. Sauvé.—1. Quand la royauté sur le poisson a-t-elle été abolie?

2. Quand avait-elle été imposée?

3. Quelle était-elle lors de son imposition?

4. Quelle somme a-t-elle rapporté au gouvernement, chacune des années où elle était en vigueur?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le 9 juillet 1921.

2. Le 25 novembre 1919.

3. Un quart de cent par livre de poisson, excepté le saumon et la truite, sur lesquels la royauté était d'une demi cent par livre et 25 cents par livre de caviar.

4. En 1919-1920, \$5,297.95; en 1920-1921, \$4,356.12.

Question par M. Renaud.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vigueur le système des zones neutres tel que préconisé par le secrétaire-provincial, le 24 juillet, 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, en présence du premier ministre de cette province.

2. Si oui, quand se propose-t-il de faire cette innovation?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Cette question est à l'étude.

Question par M. Renaud.—1. Le gouvernement sait-il que le secrétaire provincial a déclaré, le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, en présence du premier ministre de cette province: "J'avoue qu'une exploitation rapide de la forêt ne m'effraierait pas et que je la préfère au risque que nous courons de voir le feu la détruire?"

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'appliquer cette politique d'exploitation rapide de la forêt, pronée par l'un de ses membres, pour ne pas encourir les risques de voir le feu la détruire?

3. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il d'inaugurer ce nouveau système contre l'incendie?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 2. et 3. La citation que l'on fait est un texte tronqué des paroles qu'a prononcées le secrétaire provincial.

Question par M. Renaud.—1. Combien y a-t-il de sièges vacants au Conseil législatif?

2. Quelles sont les divisions dont les sièges sont vacants?

3. Depuis quand?

4. Quel en fut le dernier titulaire?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Un.

2. De Salaberry.

3. 7 novembre 1921.

4. Sir Lomer Gouin.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quelle quantité de grains et de graines de semences a été distribuée dans le comté de Labelle durant l'année 1923-1924?

2. Quels sont les noms de ceux qui ont fait la distribution dans le comté de Labelle au nom du gouvernement?

3. Quel a été le coût total de cette distribution de grains et que la été le salaire de ceux qui ont fait cette distribution?

4. Quel était le but de cette distribution de grains?

5. Quels sont les noms de ceux à qui on a distribué ces grains de semence et quelle quantité a-t-on distribué à chacun d'eux en particulier?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. a. 763 minots d'avoine de semence; b. 20 minots de pois; c. 142 minots de sarrasin; d. 122 minots d'orge; e. 1,585 livres de mil; f. 855 livres de trèfle rouge; g. 40 livres de trèfle alsike.

2. MM. les abbés Thibault, curé de Mont St-Michel et A. Béchard, curé du Lac des Iles; M. le maire A. Pharand de Ste-Anne du Lac; Joseph Lortie de Lac des Ecorces et G. Lebœuf de Mont-Laurier, tra-

vaillant sous la surveillance de M. l'abbé P. Neveu, notre missionnaire colonisateur pour la région de Labelle.

3. \$2,162.71. Les personnes qui se sont chargées de la distribution ont donné tout leur temps gratuitement.

4. Aider aux colons pauvres de la région.

5. 192 Colons du Mont St-Michel, Lac des Iles, Ste-Anne du Lac, des cantons de Wurtele, Rochon, Moreau et Campbell, du chemin Gouin, des Chutes Victoria et de Mont-Laurier ont profité de la distribution de ces graines de semence. Une liste détaillée pourra être fournie sur demande de production de documents.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de lots de colonisation le gouvernement a-t-il fait défricher et bâtir en vertu de la loi en 1924?

2. Où se trouvent-ils situés?

3. Combien en a-t-il vendus?

4. Combien de contrats le ministre de la colonisation a-t-il donnés pour faire défricher ces lots et y faire construire des maisons, granges, etc.?

5. Quels sont les noms et demeures des acheteurs?

6. A quelles conditions les ont-ils achetés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Huit.

2. Dans le canton d'Otis, comté de Chicoutimi.

3. Cinq et les trois autres sont retenus par monsieur le curé Thibault pour des colons qui les achèteront au printemps à leur retour du chantier.

4. Il n'y a pas eu de contrat. M. l'abbé Thibault a bien voulu se charger de ces constructions, sans salaire.

5. M. Méridée Duchesne, Johnny Bouchard, Edmour Simard, Ulysse Dallaire et Georges Simard, de Saint-Félix d'Otis.

6. Aux conditions ordinaires et suivantes:

1. L'acquéreur doit rembourser au département le montant dépensé pour la construction et le défrichement avec intérêt à 6%. La première et la seconde année 5% du montant dépensé est remboursable, et la balance est payable en huit versements égaux et annuels.

2. Il devra tenir une police d'assurance, à ses frais, sur la maison pour le prix qu'elle a coûté au département. A défaut de prendre lui-même cette police le département le fera à ses frais. La police devra être remise au département.

3. L'acquéreur ne pourra transporter son lot à qui que ce soit avant paiement final sans autorisation du département.

Question par M. Dufresne.—1. Monsieur Edmond Robert est-il encore à l'emploi du gouvernement comme agent de colonisation?

2. Le gouvernement a-t-il autorisé ce fonctionnaire public à aller

faire la lutte pour le parti libéral dans Saint-Maurice et dans Sherbrooke au cours de la dernière campagne électorale ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. Non.

Question par M. Sauvé.—Quelle est la somme totale que le gouvernement a dépensée pour la voirie: *a.* de 1897 à 1908; *b.* de 1908 à 1924 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. \$149,469.85; *b.* \$59,400,473.76.

Question par M. Dufresne.—1. Le gouvernement a-t-il ou a-t-il eu une réclamation contre la municipalité de Sainte-Victoire, comté de Richelieu, à propos de voirie ?

2. Dans l'affirmative, laquelle et pour quelle somme ?
3. Quelle est actuellement la situation ?
4. Le conseil municipal a-t-il consenti à faire les dépenses pour lesquelles le gouvernement aurait telle réclamation ?
5. Dans l'affirmative, à quelle date, et quelle est la teneur de la résolution ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. Montant dépensé pour construire la partie de la route Lévis-St-Lambert traversant la municipalité de la paroisse de Ste-Victoire, \$38,378.20.
3. Une action a été intentée le 13 septembre 1924 et elle est contestée par la corporation défenderesse.
4. Non. En vertu de la loi 8 George V, chapitre 11, le ministre de la voirie était autorisé à exécuter, sans le consentement du conseil municipal, les travaux qu'il a faits.
5. Réponse donnée par la réponse à la question précédente.

Question par M. Bastien.—1. Un pont a-t-il été construit en 1924 dans le village de Percé, ou est-il en voie de construction ?

2. Dans l'affirmative, quel est l'ingénieur du gouvernement qui est allé faire l'évaluation du coût de construction ?
3. Quel est le coût de construction ?
4. Que paie la municipalité, et que paie le gouvernement ?
5. Quel est l'entrepreneur qui a construit le pont et où réside-t-il ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.
2. 3. 4 et 5. Réponses données par la réponse à la question 1.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 97) intitulé: "Loi concernant la fabrique de Notre-Dame de Montréal."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

A Son Honneur

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

M. Lortie (Soulanges) propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Néanmoins nous croyons devoir exprimer de respectueux regrets que le discours du Trône ne permette pas à la province d'attendre du gouvernement:—

(a) Une politique de saine et rigoureuse économie dans tous les départements;

(b) La réduction de la dette publique ainsi que des impôts et obligations qui pèsent sur notre population, sur le colon et le cultivateur en particulier;

(c) Une politique très énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le repatriement des nôtres;

(d) Un traitement plus efficace aux propriétaires et locataires des cités et villes par le respect de leurs droits et de l'autonomie municipale, ainsi que par une réforme du système des impôts;

(e) Une loi des accidents du travail rendant justice à toutes les catégories d'ouvriers;

(f) Une juste représentation des travailleurs dans le gouvernement;

(g) L'amélioration de notre voirie d'après une méthode proportionnée aux moyens de nos municipalités et en considération de la crise qu'elles traversent;

(h) La dépense des crédits votés par le parlement pour la colonisation, suivant un mode impartial qui puisse améliorer le sort du colon, en appliquant judicieusement cet argent à des travaux sagement dirigés par des autorités compétentes;

(i) Des écoles primaires plus favorables et plus profitables aux enfants du peuple;

(j) La création et la protection de nouvelles industries, spécialement des industries rurales greffées sur l'agriculture;

(k) Un inventaire national, notamment sur les richesses naturelles détenues par des particuliers ou propriété de la Couronne, de manière à assurer une réglementation qui, tout en encourageant et protégeant le commerce de notre bois ainsi que l'industrie de la pulpe, exerce dans l'intérêt de l'avenir national, un contrôle ferme et efficace contre les empiètements d'exploiteurs trop ambitieux;

(l) Conformément aux idées préconisées par l'opposition, l'organisation de nos pouvoirs hydrauliques afin de répondre aux besoins présents et futurs de la province, et de favoriser dans les districts ruraux l'éclosion de nouveaux centres industriels qui fourniraient des marchés locaux aux cultivateurs et du travail aux ouvriers, tout en créant de nouveaux revenus à la province;

(m) Une réforme de la politique minière de façon à mieux encourager l'explorateur et les détenteurs de "claims" ou les porteurs de permis d'exploitation, à assurer une plus grande source de revenus à la province et à favoriser l'industrie ainsi que nos ouvriers canadiens;

(n) L'encouragement à l'épargne populaire en vue, autant que possible, de l'exploitation de nos ressources naturelles par les nôtres et pour les nôtres.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Lortie (Soulanges), secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de M. Dillon secondé par M. Oliver il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Frank Devlin Genest, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre à la pratique du droit, et que ladite pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Dillon secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Natural History Society of Montreal", demandant l'adoption d'une loi accordant lui de plus amples pouvoirs, et que ladite pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Dillon secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal, et que ladite pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Richard, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier sa résolution du 9 janvier, 1925, et que ladite pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Faucher, secondé par l'honorable M. Patenaude, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Robert Fiset, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres après examen, et que ladite pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 22 JANVIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Frank Devlin Genest, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre à la pratique du droit.—M. Dillon.

De "The Natural History Society" of Montreal, demandant l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs.—M. Dillon.

De François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.—M. Dillon.

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier sa résolution du 9 janvier 1925.—M. Richard.

De Robert Fiset, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres après examen.—M. Faucher.

M. Pilon, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente au nom de ce comité, le cinquième rapport: de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. Benjamin Nathanson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania."

De M. René Dupont et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Tramway de Québec".

De M. Tancrède Bienvenu et autres, ès-qualité, demandant l'adoption d'une loi modifiant et concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

De l'Hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 12 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 26 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

Bill 54.—Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec.

Bill 95.—Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire.

Et avec des amendements:

Bill 70.—Loi amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 78.—Loi modifiant la charte de la corporation du Collège Nominigüe.

Et sans amendement les bills suivants:

Bill 61.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Isidore Charness à la pratique du droit.

Bill 58.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat.

Bill 63.—Loi amendant la charte des Ursulines de Roberval.

Votre comité recommande de prolonger au 12 février prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 26 février prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par

le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Bertrand ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi constituant en corporation le tramway de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois,

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat d'élection suivant:

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, le 22 janvier 1925.

A Monsieur l'Orateur

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le six novembre mil neuf cent vingt-quatre et adressé à M. Jules Maillard, registraire et officier-rapporteur résidant à Ville-Marie, M. Joseph Miljour, agent, à Fugèreville, a été, ainsi qu'il appert au rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Témiscamingue à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Télesphore Simard, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. GEOFFRION.

M. Joseph Miljour, député du collège électoral de Témiscamingue, qui a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, est présenté et prend séance.

Question par M. Sauvé.—1. Quelle quantité de chlorure de calcium le gouvernement a-t-il achetée pour l'année 1924 ?

2. De qui a-t-il acheté cette marchandise ?

3. A quel prix ?

4. Combien coûte ce produit pour un mille de chemins ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 253 tonnes.

2. Colonial Agencies Limited, Montreal; M. P. Dixon, Beebe, comté de Stanstead; Wilson, Paterson & Gifford Limited, Montreal.

3. \$34.00 et \$34.85 la tonne.

4. De \$150.00 à \$250.00 selon la largeur du chemin et son état.

Question par M. Plante.—1. Combien ont coûté au 1er décembre 1924, la construction des 224.35 milles des grandes routes en gravier ?

2. Combien pour les 36.27 milles de macadam à l'eau ?

3. Combien pour le béton ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. \$1,282,483.57.

2. \$557,056.26.

3. \$5,811.69.

Question par M. Sauvé.—1. Combien ont coûté en 1924, les travaux de réfection exécutés sur les 80.46 milles de routes provinciales et régionales ?

2. Combien pour les 72.01 milles de chemins municipaux entretenus en régie: *a.* part du gouvernement; *b.* part des municipalités ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. \$329,878.70.

2. \$262,362.80.

3. *a.* \$188,361.35; *b.* \$74,001.45.

Question par M. Dufresne.—Quelle somme les municipalités se sont-elles engagées à payer pour leurs chemins en vertu de l'emprunt à 3% pendant 41 ans ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

Les municipalités ont signé à date des coupons à 3% sur la somme de \$18,513,312.81.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quel est le tracé de la route régionale Mont-Laurier-Montréal, de Nominigüe à Mont-Laurier?

2. Quel est le nom de celui qui est en charge de la construction de la route de Mont-Laurier & Nominigüe?

3. Quels sont les noms des différents contre-maîtres sur ces routes?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. La route passe à travers les cantons et les villages suivants : village de Nominigüe ; canton de Loranger ; village de Loranger ; canton de Montigny ; canton de Boyer ; village du Lac Saguay ; village de Terre-Haute ; village de Bédard ; village de Guenette ; village de Mine Brodie ; canton de Campbell ; village de Camp-Pigeon ; village du Lac-des-Ecorces ; village de Val-Barrette ; village de Mont-Laurier.

2. Réal Lévesque.

3. Eudore Lamarre, Gédéon Rouleau, Rosario Vandale, Joseph Larochelle.

Question par M. Crépeau.—1. A quelle date M. C.-E. Therrien a-t-il démissionné comme shérif du district de Saint-François?

2. Quelle date porte le dernier chèque fait par le gouvernement pour l'exercice des fonctions de shérif à Sherbrooke?

3. Qui a rempli les fonctions de shérif depuis la démission de M. Therrien?

4. M. Therrien a-t-il exercé quelque fonction au Palais de Justice de Sherbrooke depuis que sa démission a été annoncée?

5. Était-il autorisé à agir depuis, comme shérif ou à exercer les fonctions du shérif?

6. A-t-il reçu quelque somme pour l'exercice de ces fonctions?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 25 avril 1924.

2. 23 avril 1924.

3. Le député-shérif.

4. Non.

5. Non.

6. Non.

Question par M. Sauvé.—1. Quelle quantité de bitume liquide a été employée par le gouvernement pour la voirie en 1924?

2. De qui cette huile bitumineuse a-t-elle été achetée?

3. A quel prix?

4. Combien coûte ce produit pour un mille de chemin?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 489,370.3 gallons.

2. Alexander Murray & Company; Barrett Company Limited; Wilson, Paterson & Gifford; Imperial Oil Limited.

3. Alexander Murray & Company: huile intermédiaire, \$0.14 le gallon; huile légère, \$0.13 le gallon.

Barrett Company Limited; huile légère, \$0.145 le gallon.

Wilson, Paterson & Gifford: huile intermédiaire et huile légère, \$0.09 le gallon.

Imperial Oil Limited, huile intermédiaire et huile légère, \$0.095 le gallon.

4. De \$100.00 à \$400.00 du mille selon la largeur et la condition du chemin.

Question par M. Sauvé.—1. Quelle quantité de glutrine a été employée par le gouvernement pour la voirie, en 1924?

2. De qui cette glutrine a-t-elle été achetée?

3. A quel prix?

4. Combien coûte ce produit pour un mille de chemin?

Réponse par l'honorable M. Perrault.

1. 8,146 gallons.

2. Robeson Process Company.

3. \$0.08 le gallon.

4. \$100.00 à \$300.00 du mille, selon la largeur du chemin, la nature du gravier et la condition du chemin.

Question par M. Renaud.—1. Combien a coûté jusqu'au 31 décembre 1924, la construction de la route Montréal-Mont-Laurier?

2. Combien le mille?

3. Quels sont les noms des entrepreneurs?

4. Combien a coûté au mille la route Rawdon-L'Assomption?

5. Combien le mille?

6. Quels sont les noms des entrepreneurs de cette route?

7. Quels sont les réels propriétaires des bancs de gravier qui fournissent le gravier pour la confection de cette route?

8. Combien a coûté la route l'Assomption-Joliette en 1924?

9. Combien le mille?

10. Quels sont les entrepreneurs de cette route?

11. Quels sont les réels propriétaires des bancs de gravier qui ont fourni le gravier pour cette route, ou celle de Rawdon-l'Assomption?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Par l'honorable M. Perrault:

1. \$980,267.24.

2. \$13,735.00.

3. T. E. Rousseau; Frank Walters & Company; Bélanger & Sicotte; Larivière & Farand.

4. Coût total, \$178,718.25.

5. \$6,847.44.

6. J. A. Brouillette & A. Venne; Jos. Vézina; Albert Brouillet; Morin & Simard.

7. Le gouvernement l'ignore.
8. La route Joliette-L'Assomption via St-Jacques a coûté \$62,-290.21.
9. \$8,163.85.
10. Kennedy Construction Company; Albert Brouillet.
11. Le gouvernement l'ignore.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement qui a été proposé par M. Lortie (Soulanges) à la motion dont elle a été saisie le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

" A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Qui se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Néanmoins nous croyons de voir exprimer de respectueux regrets que le discours du Trône ne permette pas à la province d'attendre du gouvernement:—

(a) Une politique de saine et rigoureuse économie dans tous les départements;

(b) La réduction de la dette publique ainsi que des impôts et obligations qui pèsent sur notre population, sur le colon et le cultivateur en particulier;

(c) Une politique très énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le rapatriement des nôtres;

(d) Un traitement plus efficace aux propriétaires et locataires des cités et villes par le respect de leurs droits et de l'autonomie municipale, ainsi que par une réforme du système des impôts;

(e) Une loi des accidents du travail rendant justice à toutes les catégories d'ouvriers;

(f) Une juste représentation des travailleurs dans le gouvernement;

(g) L'amélioration de notre voirie d'après une méthode proportionnée aux moyens de nos municipalités et en considération de la crise qu'elles traversent;

(h) La dépense des crédits votés par le parlement pour la colonisation, suivant un mode impartial qui puisse améliorer le sort du colon, en appliquant judicieusement cet argent à des travaux sagement dirigés par des autorités compétents;

(i) Des écoles primaires plus favorables et plus profitables aux enfants du peuple;

(j) La création et la protection de nouvelles industries, spécialement des industries rurales greffées sur l'agriculture;

(k) Un inventaire national, notamment sur les richesses naturelles détenues par des particuliers ou propriété de la Couronne, de manière à assurer une réglementation qui, tout en encourageant et protégeant le commerce de notre bois ainsi que l'industrie de la pulpe, exerce dans l'intérêt de l'avenir national, un contrôle ferme et efficace contre les empiètements d'exploiteurs trop ambitieux;

(l) Conformément aux idées préconisées par l'opposition, l'organisation de nos pouvoirs hydrauliques afin de répondre aux besoins présents et futurs de la province, et de favoriser dans les districts ruraux l'éclosion de nouveaux centres industriels qui fourniraient des marchés locaux aux cultivateurs et du travail aux ouvriers, tout en créant de nouveaux revenus à la province;

(m) Une réforme de la politique minière de façon à mieux encourager l'explorateur et les détenteurs de "claims" ou les porteurs de permis d'exploitation, à assurer une plus grande source de revenus à la province et à favoriser l'industrie ainsi que nos ouvriers canadiens;

(n) L'encouragement à l'épargne populaire en vue, autant que possible, de l'exploitation de nos ressources naturelles par les nôtres et pour les nôtres.

Et à six heures du soir, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et demie.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 87) intitulé: "Loi concernant la succession de Alphonse-Joseph Sasseville;"

Bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant un acte entre "The Royal Trust Company" et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866 de ladite cité;"

Bill (No 65) intitulé: "Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption;"

Bill (No 57) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal;"

Bill (No 74) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company";

Bill (No 115) intitulé: "Loi concernant "Quebec Paper Mills, Limited;"

Bill (No 154) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Saint-Jean et les annexant à la municipalité de la paroisse de

Saint-Cyprien-de-Léry, dans le district électoral de Napierville-Laprairie, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;"

Bill (No 4) intitulé: "Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 72) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville d'Amos;"

Bill (No 67) intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption;"

Bill (No 66) intitulé: "Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption;"

Bill (No 119) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick L. Martyn au nombre de ses membres après examen;"

Bill (No 60) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;"

Bill (No 85) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville Lasalle;"

Bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;"

Bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 68) intitulé: "Loi amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement qui a été proposé par M. Lortie (Soulanges) à la motion dont elle a été saisie le jeudi 8 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

" A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres."

Qui se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Néanmoins nous croyons devoir exprimer de respectueux regrets que le discours du Trône ne permette pas à la province d'attendre du gouvernement:—

(a) Une politique de saine et rigoureuse économie dans tous les départements;

(b) La réduction de la dette publique ainsi que des impôts et obligations qui pèsent sur notre population, sur le colon et le cultivateur en particulier;

(c) Une politique très énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le rapatriement des nôtres;

(d) Un traitement plus efficace aux propriétaires et locataires des cités et villes par le respect de leurs droits et de l'autonomie municipale, ainsi que par une réforme du système des impôts;

(e) Une loi des accidents du travail rendant justice à toutes les catégories d'ouvriers;

(f) Une juste représentation des travailleurs dans le gouvernement;

(g) L'amélioration de notre voirie d'après une méthode proportionnée aux moyens de nos municipalités et en considération de la crise qu'elles traversent;

(h) La dépense des crédits votés par le parlement pour la colonisation, suivant un mode impartial qui puisse améliorer le sort du colon, en appliquant judicieusement cet argent à des travaux sagement dirigés par des autorités compétents;

(i) Des écoles primaires plus favorables et plus profitables aux enfants du peuple;

(j) La création et la protection de nouvelles industries, spécialement des industries rurales greffées sur l'agriculture;

(k) Un inventaire national, notamment sur les richesses naturelles détenues par des particuliers ou propriété de la Couronne, de manière à assurer une réglementation qui, tout en encourageant et protégeant le commerce de notre bois ainsi que l'industrie de la pulpe, exerce dans l'intérêt de l'avenir national, un contrôle ferme et efficace contre les empiètements d'exploiteurs trop ambitieux;

(l) Conformment aux idées préconisées par l'opposition, l'organisation de nos pouvoirs hydrauliques afin de répondre aux besoins présents et futurs de la province, et de favoriser dans les districts ruraux l'éclosion de nouveaux centres industriels qui fourniraient des marchés locaux aux cultivateurs et du travail aux ouvriers, tout en créant de nouveaux revenus à la province;

(m) Une réforme de la politique minière de façon à mieux encourager l'explorateur et les détenteurs de "claims" ou les porteurs de permis d'exploitation, à assurer une plus grande source de revenus à la province et à favoriser l'industrie ainsi que nos ouvriers canadiens;

(n) L'encouragement à l'épargne populaire en vue, autant que possible, de l'exploitation de nos ressources naturelles par les nôtres et pour les nôtres.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bastien,
Beaudoin,
Crépeau,
Dufresne,
Duranleau,
Faucher,
Gault,
Houde,
Lafleur,*

*Langlais,
L'Archevêque,
Lortie (Soulanges),
Patenau,
Pellerin,
Plante,
Renaud,
Sauvé,
Tétreau. —18.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bertrand,
Bissonnet,
Bordeleau,
Bouchard,
Bouthillier,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
David,
Desmarais,
Dillon,
Dufour (Charlevoix-Saguenay),
Dufour (Matapédia),
Fortier,
Galipeault,
Guillemette,
Hamel,
LaFerté,
Lafond,
Lafrenière (Berthier),
Lafrenière (Richelieu),
Lahaie,*

*Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie (Labelle),
Madden,
McDonald,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac St-Jean),
Moreault (Rimouski),
Morin,
Nicol,
Oliver,
Ouellet,
Perrault,
Phaneuf,
Philps,
Pilon,
Richard,
Roy,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Tourville. —58.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte, après s'être divisée comme dans le dernier vote avec enregistrement de noms, mais en sens inverse.

Question par M. Sauvé.—1. Combien en argent ou par subsides en terre le gouvernement a-t-il dépensé pour la construction des chemins de fer dans la province de Québec, de 1867 à 1897 ?

2. Combien de 1897 à 1923 ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault;

1. Subsides en argent et subsides en terres converties en argent. Voir état, 28, pages 396, 397, 398 et 399 des comptes publics, exercice finissant le 30 juin 1924.

Subsides en terres non convertis en argent: aucun.

2. Subsides en argent et subsides en terres convertis en argent, voir même état que ci-dessus, pages 399 et 400.

Subsides en terres non convertis en argent: payés, 1,328,686 acres.

Question par M. Dufresne.—1. Quel est le nombre de fabriques de fromage dans la province de Québec ?

2. Quel est le nombre de patrons ?

3. Quel est le nombre de livres de fromage produit ?

4. Quelle est la valeur en livres ?

5. Où le gouvernement a-t-il pris ses statistiques ?

Réponse par l'honorable M. David:

Par l'honorable M. David:

1. 618.

2. 14,785.

3. 46,890,579.

4. .185.

5. Des rapports des inspecteurs de beurreries et fromageries.

Question par M. Houde.—1. Combien d'ouvriers ont été employés aux travaux publics du gouvernement à Montréal en 1924 ?

2. Ces hommes étaient-ils tous des ouvriers de Montréal ?

3. Faisaient-ils partie des unions ouvrières ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 2. et 3. Les travaux que le gouvernement a fait exécuter à Montréal, l'ont été en vertu de contrats donnés à forfait et les entrepreneurs n'ont pas produit leurs listes de paie.

Question par M. Renaud.—1. Quel est le nombre des beurreries dans la province de Québec ?

2. Quel est le nombre des patrons ?

3. Quel est le nombre de livres produit ?

4. Quelle est la valeur par livre ?

5. Quelle est la valeur du lait condensé ?

6. D'où le gouvernement a-t-il tiré ses statistiques ?

Réponse par l'honorable M. David:

Par l'honorable M. David:

1. 725.

2. 47,343.

3. 59,214,767.

4. .349.
5. Ignore.
6. Des rapports des inspecteurs de beurreries et fromageries.

Question par M. Renaud.—1. Combien a coûté le pont construit entre la municipalité de Saint-Louis de Terrebonne et la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose?

2. Le gouvernement a-t-il payé, ou s'est-il chargé de payer le coût de la construction de ce pont?

3. Dans la négative, quelle part a-t-il payée ou doit-il payer?

4. Quelles sont les conditions d'entretien?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. \$60,000.00.

2. et 3. Le département des travaux publics a promis de payer \$45,000.00.

De plus, ce pont étant situé sur une route actuellement complètement améliorée et appelée à devenir route régionale, le département de la voirie a avancé à la municipalité la somme de \$15,000. laquelle doit être remboursée annuellement au taux de 3% pendant quarante et une années.

4. Le pont est entretenu aux frais et par la municipalité de Saint-Louis de Terrebonne, suivant les instructions du département des Travaux Publics et du Travail.

Question par M. Houde.—1. Combien de positions ont été accordées en 1924 par les bureaux de placement du gouvernement de la province?

2. Le gouvernement a-t-il des statistiques comprenant les noms des personnes qui ont été secourues ou protégées par ces bureaux de placement?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 18,267, depuis le 1er juillet 1923 au 1er juillet 1924, suivant le rapport du surintendant général.

2. Oui.

Question par M. Crépeau—Quelle est la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires; a. pour toute la province; b. dans chacun des comtés de la province?

Réponse par l'honorable M. David:

a. Pour toute la province \$424.

b. Pour chacun des comtés de la province: Abitibi, \$336; Argen-teuil, \$437; Arthabaska, 227; Bagot., \$266; Beauce, \$240; Beauharnois, \$362; Bellechasse, \$246; Berthier, \$269; Bonaventure, \$292; Brôme, \$389; Chambly, \$453; Champlain, \$259; Charlevoix, \$237; Chateau-guay, \$339; Chicoutimi, \$307; Compton, \$359; Deux-Montagnes, \$305; Dorchester, \$240; Drummond, \$279; Frontenac, \$264; Gapsé, \$277; Hull, \$470; Huntingdon, \$443; Iberville, \$286; Iles-de-la-Madeleine, \$231; Jacques-Cartier, \$765; Joliette, \$274; Kamouraska, \$195; Labelle, \$312; Lac-St-Jean, \$296; Laprairie, \$325; L'Assomption, \$280; Laval, \$423; Lévis, \$286; L'Islet, \$225; Lotbinière, \$250, Maskinongé, \$245;

Matane, \$223; Matapédia, \$245; Mégantic, \$262; Missisquoi, \$346; Montcalm, \$282; Montmagny, \$259; Montmorency, \$279; Montréal-Cité, \$1167; Napierville, \$283; Nicolet, \$194; Papineau, \$334; Pontiac, \$489; Portneuf, \$270; Québec-Cité, \$599; Québec-Comté, \$319; Richelieu, \$232; Richmond, \$350; Rimouski, \$255; Rouville, \$296; Saguenay, \$302; Shefford, \$311; Sherbrooke, \$587; Soulanges, \$352; Stanstead, \$402; St-Hyacinthe, \$269; St-Jean, \$328; St-Maurice, 251; Témiscamingue, \$345; Témiscouata, \$244; Terrebonne, \$355; Trois-Rivières (cité), \$414; Vaudreuil, \$348, Verchères, \$267; Westmount, \$1240; Wolfe, \$262; Yamaska, \$207.

Question par M. Duranleau.—1. Quand les travaux de l'annexe du Palais de Justice de Montréal ont-ils été commencés?

2. Combien ont-ils coûté jusqu'à date?

3. Depuis le 28 avril 1923, le gouvernement a-t-il donné d'autres contrats d'entreprise concernant la construction de l'annexe du Palais de justice de Montréal?

4. Dans l'affirmative: *a.* à quelle date; *b.* à qui; *c.* quel est le montant de chaque contrat?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. En novembre 1921.

2. \$2,764,201.19.

3. et 4. Non.

Question par M. Beaudoin.—1. Combien y a-t-il de dispensaires anti-tuberculeux: *a.* dans le district de Montréal; *b.* dans le district de Québec?

2. Combien d'hôpitaux anti-tuberculeux *a.* dans le district de Montréal, *b.* dans le district de Québec?

3. Quels sont-ils et où sont-ils situés?

4. Combien de lits chacun d'eux contient-il?

5. Combien y a-t-il actuellement de patients dans chacun de ces hôpitaux?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* Six. Deux nouveaux seront ouverts dans quelques jours portant le nombre à huit.

b. Six.

2. *a.* Quatre centres d'hospitalisation; *b.* trois centres d'hospitalisation.

3. Mount Sinai Sanatorium, Ste-Agathe; Grace Dart Home Hospital, Montréal; Institut Bruchési, Montréal; Hospice du Sacré-Cœur, Sherbrooke; Hôpital Laval, Ste-Foye, Québec; Sanatorium du Lac Edouard, Lac Edouard; Hôpital de l'Immigration, Québec, (mis à la disposition des autorités provinciales par le ministère fédéral de la santé pour les mois d'hiver.)

4. Mount Sinai Sanatorium.....	47
Grace Dart Home Hospital.....	36
Institut Bruchési.....	23
Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke.....	15
Hôpital Laval.....	235

Sanatorium du Lac Edouard.....	53
Hôpital de l'Immigration.....	54
5. Au 15 janvier 1925:	
Mount Sinai Sanatorium.....	40 malades
Grace Dart Home Hospital.....	19 “
Institut Bruchési.....	23 “
Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke.....	6 “
Hôpital Laval.....	235 “
Sanatorium du Lac Edouard.....	48 “
Hôpital de l'Immigration.....	48 “

Question par M. Pellerin.—1. Le Sanatorium Laurentien à Ste-Agathe-des-Monts est-il de nouveau en opération?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quand avait-il été fermé et par ordre de qui?

4. Combien ce Sanatorium a-t-il coûté: *a* au gouvernement fédéral, *b* au gouvernement provincial?

5. Combien peut-il loger de patients tuberculeux?

6. Combien y en a-t-il actuellement?

7. Combien de tuberculeux ont-ils été traités depuis sa fondation jusqu'à sa fermeture?

8. Combien d'autres patients?

9. Qui paye pour les patients?

Réponse par l'honorable M. David:

1. et 2. Non.

3. Le 24 janvier 1924 par les autorités fédérales.

4. *a.* Ignore; *b.* depuis le 16 avril 1919, \$185,427.69.

5. Capacité maximum: 300 lits.

6. Aucun.

7. 8. et 9. Ignore.

Question par M. Plante.—1. Quels sont: *a.* les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre des cours additionnels à Paris, en vertu de 10 Geo. V, chapitre 9, depuis le premier mars 1924 jusqu'à date? *b.* quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* MM. Jean Bruchési, Emile Brunet, Claude Champagne, Roland Desmeules, Albert Doyon, Rodolphe Duguay, Mercier Fauteux, Louis Gravel, Edouard Leclerc, Edouard Morin, Arthur Robert, Ed. Trudel, Waldeck Janelle, P. Joseph, Eugène Lapierre, J. A. Lambert, Félix Walter, Armand Viau, Albert Bourget, Geo. Côté, Elphège Bois, *b.* Roland Desmeules, Louis Gravel, Edouard Morin, Ed. Trudel, Eugène Lapierre, Albert Bourget, Elphège Bois, Geo. Côté.

2. 8 août et 9 octobre 1924.

3. Jean Bruchési, pédagogie; Roland Desmeules, médecine; Albert Doyon, sciences sociales; Rodolphe Duguay, peinture; Mercier Fauteux, médecine; Louis Gravel, chant; Edouard Leclerc, sciences techniques;

Edouard Morin, médecine; Arthur Robert, commerce; Ed. Trudel composition musicale; Waldeck Janelle, génie civil; P. Joseph, droit; Eugène Lapierre, orgue; J. A. Lambert, médecine; Félix Walter, lettres; Armand Viau, commerce; Albert Bourget, génie forestier; Elphège Bois, chimie.

Question par M. Renaud.—1. Combien a coûté à la province le renouvellement de chacune des couvertures de quatre ailes de la prison de Bordeaux fait au cours de 1923-24, tel qu'il appert d'après le rapport du ministre des Travaux Publics?

2. Qui a obtenu ce contrat de réparations?

3. Quand la construction de chacune de ces couvertures avait-elle été terminée?

4. Combien avait-elle coûté?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. \$2,400.00 par aile.

2. M. Daniel Kochenberger.

3. Quand la prison elle-même a été construite.

4. Le coût de ces couvertures était compris dans le prix global du contrat.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu que le mercredi 28 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté;

Résolu que le mercredi 28 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 23 JANVIER 1925

Onze heures du matin.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'audition de certains appels."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 54) intitulé: "Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 95) intitulé: "Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 70) intitulé: "Loi amendant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du Collège Nominingue".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 58) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 61) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 80) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation".

Bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Renaud.—1. Quand les droits imposés aux beurseries et fromageries pour fins d'inspection ont-ils été abrogés?

2. Quand avaient-ils été imposés?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. Par la loi 13 George V, chapitre 33, section 1, sanctionnée le 29 décembre 1922.

2. Par la loi 5 George V, chapitre 31, section 10, sanctionnée le 5 mars 1915.

Question par M. Dufresne.—Qu'a rapporté au gouvernement la nouvelle taxe sur la gasoline, du premier juillet 1924 au premier janvier 1925?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

\$359,110.57.

Question par M. Beaudoin.—Quel a été le revenu en 1923-24, dans la cité de Montréal, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures conformément à la loi des licences de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Pour l'honoraire de l'enregistrement des appareils, \$465.00; pour les droits sur les paris ou gageures, \$156,580.63.

Question par M. Beaudoin.—Quels ont été les droits perçus en 1923-24, dans la cité de Montréal, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Pour les licences, \$12,425.00; pour les droits d'entrée, \$11,453.51.

Question par M. Pellerin.—Quels ont été les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1922-23, en vertu des dispositions de la section 34, du chapitre 2, du titre 77 des Statuts refondus, 1909, articles 5956u à 5956za?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

\$607,126.62.

Question par M. Pellerin.—Quels ont été les droits perçus en 1923-24, dans la cité de Montréal, pour les licences de lieux d'amusements conformément à la loi des licences de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

\$32,634.27.

Question par M. Renaud.—Quel montant d'octrois le gouvernement a-t-il donné pour l'érection du premier silo dans une paroisse: *a.* en 1910 *b.* en 1920; *c.* en 1921; *d.* en 1922; *e.* en 1923; *f.* en 1924?

Réponse par l'honorable M. Caron:

a. Aucun; *b.* \$200.00; *c.* \$500.00; *d.* \$650.00; *e.* \$550.00; *f.* \$241.06.

Question par M. Renaud.—1. Combien y a-t-il de manufactures; de silos dans cette province?

2. Où sont-elles situées et quels en sont les propriétaires?

3. Combien y en avait-il en 1910?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. 2. et 3. Le gouvernement n'a pas de renseignements particuliers à ce sujet.

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement a-t-il accordé en 1924 des octrois à l'industrie des conserves alimentaires dans cette province?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces industries et combien chacune d'elles a-t-elle reçu?

3. Où est le siège social de chacune d'elles et quels en sont les propriétaires?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. Oui.

2. La fabrique de conserves "Madeleine de Verchères",

Verchères. \$ 470.52

La fabrique de conserves de Chambly-Canton, Chambly.	800.00
La fabrique de conserves de Laprairie.....	400.00
La fabrique de conserves de Boucherville, Boucherville.	800.00
Windsor Canning Company Ltd., St-Jean.....	400.00
Windsor Canning Company Ltd., Napierville.....	1,200.00
J.-A. Fortin & Cie, Enreg., Grandes Bergeronnes, Saguenay.....	782.27
Lemay & Frère, St-Pierre-les-Becquets, Nicolet.....	400.00
The Valleyfield Canning Company, Valleyfield, Beauharnois.....	308.05
La compagnie de conserves Yamaska Ltée, St-François-du-Lac, Yamaska.....	512.18
La manufacture de tomates en conserves "Marque Royale" Abord-à-Plouffe.....	400.00
RR. PP. Oblats, Ville Lasalle.....	708.23
Alphonse Raymond, Montréal.....	187.96
RR. PP. Trappistes, Mistassini, Lac-St-Jean.....	237.00
La fabrique de conserves de St-Maurice, St-Maurice, Champlain.....	400.00
La Coopérative de Carleton, Carleton, Bonaventure...	800.00
3. La fabrique de conserves "Madeleine de Verchères", Verchères, C.-A. Bussièrès, propriétaire; La fabrique de conserves de Chambly-Canton, Chambly, A.-D. Grégoire propriétaire; La fabrique de conserves de Laprairie, Laprairie, P.-C.-J. de Gruchy, propriétaire; La fabrique de conserves de Boucherville, Boucherville, J.-T. Lassonde, propriétaire; Windsor Canning Company, Ltd., St-Jean, P.Q., Windsor Canning Company, Ltd., propriétaire; Windsor Canning Company Ltd, Napierville, Windsor Canning Company Ltd., propriétaire; J.-A. Fortin & Cie, Enreg., Grandes-Bergeronnes, J.-A. Fortin & Cie Enreg., propriétaire; Lemay & Frère, St-Pierre-les-Besquets, Lemay & Frère, propriétaires; The Valleyfield Canning Company, Valleyfield, The Valleyfield Canning Company, propriétaire; La compagnie de conserves Yamaska Ltée, St-François-du-Lac, La compagnie de conserves Yamaska Ltée, propriétaire; La manufacture de tomates en conserves "Marque Royale", Abord-à-Plouffe, Wilfrid Lorrain, propriétaire; RR. PP. Oblats, Ville Lasalle, RR. PP. Oblats, propriétaires; Alphonse Raymond, Montréal, Alphonse Raymond, propriétaire; RR. PP. Trappistes, Mistassini, Lac-St-Jean, RR. PP. Trappistes, propriétaires; La fabrique de conserves de St-Maurice, St-Maurice, Champlain, Roland Michaud, propriétaire; La Coopérative de Carleton, Carleton, Bonaventure, La Coopérative de Carleton, propriétaire.	

Question par M. Lafleur.—1. Combien la Commission des Liqueurs a-t-elle dépensé en 1924 pour frais de publicité dans les journaux de la province ?

2. Quels sont les noms de ces journaux, et combien pour chacun ?

3. Quels sont les noms des journaux en dehors de la province et combien pour chacun ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. \$2,528.52.

2. L'Action Catholique, \$109.20; L'Action Populaire, Joliette, \$25.55; L'Avenir du Nord (St. Jérôme), \$15.40; Bien Public, Trois Rivières, \$10.95; The Herald, \$93.61; The Gazette, \$105.75; The Star, \$188.94; Le Canada, \$127.03; The Chronicle, Quebec, \$59.96; Pontiac Advance, \$24.40; Bulletin de la Ferme, \$71.96; The Bulletin, Ormstown, \$19.20; Journal, Fraserville, \$19.95; The Chronicle, Trois-Rivières, \$10.50; Le Canadien, Thetford Mines, \$26.25; Le Canada Français, St-Jean, \$21.35; Le Soleil, Québec, \$164.80; Le Sorelois, \$21.70; Le Spectateur, \$39.20; Le St-Laurent, Riv. du Loup, \$26.60; The Telegraph, Québec, \$74.60; Times Guardian, Windsor Mills, \$11.55; La Tribune (Sherbrooke), \$49.95; The Record, Sherbrooke, \$60.78; Progrès de l'Est, Sherbrooke, \$7.70; La Presse, \$160.17; La Patrie, \$142.65; La Presse (hebdomadaire), \$91.20; La Patrie (hebdomadaire), \$69.65; Le Peuple, Montmagny, \$19.95; Journal Rock Island, \$6.30; Journal Waterloo, \$25.55; Leader Mail, Granby, \$16.10; News, St-Jean, \$10.85; Le Nouvelliste, Trois-Rivières, \$30.60; The Observer, Coaticook, \$9.45; Post Buckingham, \$18.91; Progrès du Golfe, Rimouski, \$10.63; Progrès du Saguenay (Chicoutimi), \$16.49; Le Progrès, Valleyfield, \$15.75; Le Quotidien, Lévis, \$26.78; Le Devoir, \$136.25; L'Evenement, Québec, \$36.50; Courrier de St-Hyacinthe, \$10.22; Courrier et Gazette, Sorel et Berthier, \$23.45; La Sentinelle, Montmagny, \$6.19; Le Courrier, Montmagny, \$21.56; Le Colon, Roberval, \$9.75; Le Clairon, St-Hyacinthe, \$30.10; Echo de St-Maurice, \$6.58; L'Eclaireur, Beauceville, \$16.50; The Enterprise, Magog, \$17.85; L'Etoile du Nord, Joliette, \$21.88; Gazette du Nord, Amos, \$26.60; Gleaner, Huntingdon, \$5.40; Hebdomadory, Lévis, \$19.95; Times Guardian, Richmond, \$13.30; Union des Cantons de l'Est, Arthabaska, \$23.45; The Watchman, Lachute, \$15.75; The Eagle, Montreal, \$26.25; L'Echo de St-Maurice, Shawinigan Falls, \$3.08.

3. Il n'y en a aucun.

Question par M. Renaud.—Le ministre de l'agriculture a-t-il encore sur la Grande-Allée, à Québec, les bureaux qu'il avait loués d'un M. Larochelle?

Réponse par l'honorable M. Caron:

Le ministère de l'Agriculture occupe les mêmes bureaux que l'an dernier, pour l'usage du service de l'industrie laitière, en attendant que l'annexe des bâtisses du Parlement soit terminée.

Question par M. Duranleau.—1. Le gouvernement qui, le 18 février 1924, a admis que le poste de régistrateur du comté de Vaudreuil était vacant depuis le 2 novembre 1919 et a alors déclaré que la question de remplir cette vacance était sous considération, en est-il arrivé à une conclusion?

2. Dans l'affirmative, qu'a décidé le gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Le poste est occupé, tel que le veut la loi, par le député-régistrateur, qui remplit tous les devoirs de cette charge et en assume toutes les responsabilités; il est censé être le véritable régistrateur jusqu'au choix du titulaire, choix qui n'a pas encore été arrêté par le gouvernement.

Question par M. Plante.—1. Quelles sont les personnes qui ont payé des amendes en vertu de la loi des liqueurs alcooliques de Québec durant l'année 1924 dans le district de Beauharnois?

2. Pour quelles infractions ces amendes ont-elles été imposées?

3. Ces amendes ont-elles été toutes payées?

4. Dans la négative, quelles sont les amendes qui n'ont pas été payées, et, pour quelles raisons?

5. Quelle somme ces amendes ont-elles rapportée pour les mêmes années?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2.—

Noms des personnes

Mastaï Brault

Mastaï Brault,

Albert Desparois,

Albert Desrochers,

Albert Desrochers,

Armand Genneau,

Armand Genneau,

Armand Genneau,

Rosa-H. Hébert,

Napoléon Jodoin,

Horace Lebœuf,

Roméo Lalonde,

Adélard Monette,

Aimé Marcil,

Cyrille Picard,

Stanley Hampson,

Maud Gauthier,

Infraction

Article—Loi des liq. alc.

51—C. & F.

51—C. & F.

51—C.

51—F.

51—F.

51—C. & F.

51—C. & F.

51—C. & F.

51—F.

51—F.

51—F.

3 et 5.

50—A.

51—C.

51—C.

51—T.

3 et 5.

3. Non.

4. Celle imposée à Roméo Lalonde qui a été emprisonné, et celle imposée à Maud Gauthier qui n'a pas été emprisonnée, pour cause de maladie.

5. \$1,255.00

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 26 JANVIER 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant l'article 4531 les Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Ouellet ait la permission de présenter un bill (No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 152) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales judiciaires, municipales et d'enregistrement."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de résidants de la province de Québec ont émigré aux Etats-Unis: *a.* en 1920; *b.* en 1921; *c.* en 1922; *d.* en 1923; *e.* en 1924?

2. Sur ce nombre: *a.* combien de Canadiens-français; *b.* combien de citoyens d'autres nationalités; *c.* combien d'étrangers non naturalisés?

3. Combien d'émigrés de notre province sont revenus dans leurs foyers: *a.* en 1922; *b.* en 1923; *c.* dans chacun des mois de 1924?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Les gouvernements d'Ottawa et de Québec n'ont pas de statistiques à ce sujet. Quant aux statistiques du gouvernement de Washington elles ont été compilées de telle façon qu'elles ne répondent pas à ces questions.

3. 2,471 de langue française en 1921-1922; 1,123 de langue française en 1922-1923; 1,303 du 1er juillet 1923 au 30 mars 1924.

Le département de l'Immigration et de la Colonisation, à Ottawa, ayant modifié son système d'enregistrement aux différents ports d'entrée, à la date du 30 mars 1924, il ne nous est guère plus possible d'établir de statistique relativement au rapatriement dans la province de Québec.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Combien ont coûté les travaux sur les 119 milles de chemins de terre améliorés en 1924?

2. Quelles sortes de travaux a-t-on fait?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement a payé à date \$123,726.49.
2. Amélioration des chemins avec gravier; mise en forme; approches de ponts; amélioration de côtes; creusage de fossés; détournements de chemins; minage, etc., etc.

Question par M. Sauvé.—1. Combien a coûté l'entretien des chemins par le gouvernement en 1924?

2. Quelle somme a-t-il été dépensé en 1924, pour l'entretien des autres chemins gravelés ou macadamisés? a. par le gouvernement; b. par les municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$1,239,735.54.
2. \$642,325.71.
 - a. Entretien en régie. . . . \$ 273,881.31
 Entretien municipal. . . 123,311.43
 ----- \$ 397,192.74
 - b. Entretien en régie. . . . \$ 126,480.97
 Entretien municipal. . . 118,652.00
 ----- \$ 245,132.97

Question par M. Sauvé.—1. Combien a coûté au 1er décembre 1924 le gravelage des 254.61 milles de chemins?

2. Combien les 31.25 milles (sable et glaise)?
3. Combien les 17.81 de macadam à l'eau?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement a payé à date \$199,401.90.
2. Le gouvernement a payé à date \$31,929.95.
3. Le gouvernement a payé à date \$4,326.95.

Question par M. Sauvé.—1. Combien a coûté en 1924 l'entretien de 1678.88 milles de routes régionales qui est à la charge du département de la voirie?

2. Combien a coûté en 1924 l'entretien des chemins municipaux améliorés dont l'entretien est fait en régie par le département de la voirie?

3. Quelle a été la part du gouvernement?
4. Quelle a été celle des municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$1,239,735.54.
2. \$400,362.28.
3. \$273,881.41.
4. \$126,480.97.

Question par M. Houde.—Est-il à la connaissance du gouvernement: a. que la loi Lemieux relativement aux différends industriels aurait été déclarée ultra vires par le Conseil Privé; b. que le même tribunal aurait décidé qu'une législation de ce genre est du ressort des provinces?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement va-t-il s'en tenir à la loi des différends ouvriers de Québec" (1 Ed. VII, c. 31, s. 1), ou a-t-il l'intention de légiférer à ce sujet dès la présente session?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Le gouvernement n'a pas été autrement informé que par les journaux.

2. A l'étude.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la charte des Ursulines de Roberval".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 77) intitulé: "Loi constituant en corporation le tramway de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 19), intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 14) intitulé: "Loi concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 7), intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'audition de certains appels";

Bill (No 12), intitulé: "Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile".

L'honorable M. Galipeault dépose sur le bureau de la Chambre: Rapports pour l'année finissant le 31 décembre 1923, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer, subventionnées par la législature de Québec, et adressés à l'honorable ministre des travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909. (*Document de la session No 13*).

Etats, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 31 décembre 1923, en conformité des articles 6650 et 6652 des Statuts refondus, 1909. (*Document de la session No 14*).

Rapport de la commission d'étude sur la réparation des accidents du travail avec ses annexes. (*Document de la session No 44*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 27 JANVIER 1925

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. McDonald, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser ladite commission à effectuer un emprunt et pour autres fins, et que la dite pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bernier.

De l'Eglise Presbytérienne en Canada et autres, demandant l'adoption d'une loi pour établir le titre de l'Eglise Unie du Canada.—M. Bullock.

De la corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 84 de ladite corporation.—M. Lahaie.

De Sir Douglas Alexander et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Thurso & Nation Valley Railway Company".—M. Lahaie.

De la corporation de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi confirmant un règlement de ladite ville et pour d'autres fins.—M. Bissonnet.

De Dame Olivine Lacroix, veuve de Joseph Octave Gagnon, demandant l'adoption d'une loi validant ses titres aux lots 14 et 15 subdivisions du lot 25, village d'Hochelaga, cité de Montréal.—M. Duranleau.

De la Commission Métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Bercovitch.

De William Currie, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de certaines propriétés.—M. Bercovitch.

La municipalité du comté de Montmorency No 2 (Ile d'Orléans), demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement concernant "La Traverse de l'Ile d'Orléans".—M. Létourneau.

Des Chevaliers de Colomb et de leurs sociétés filiales, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal.—M. Bernard.

De François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.—M. Dillon.

De Robert Fiset, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres après examen.—M. Faucher.

De la Compagnie de téléphone Nationale, demandant l'adoption d'une loi décrétant la valeur des ses actions et pour autres fins.—M. Roy.

De l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement, et lui accordant certains pouvoirs.—M. Létourneau.

De l'honorable M. Pierre Veniot et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du Pouvoir Electrique du Nouveau-Brunswick.—M. Delisle.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 108.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Ross au nombre de ses membres.

Bill 96.—Loi constituant en corporation l'Institut de Notre-Dame-du Bon-Conseil de Montréal.

Bill 55.—Loi constituant en corporation la congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement;

Et sans amendement, le bill suivant:

Bill 109.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen final.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 64, intitulé.—Loi amendant la charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce" ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général,

présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

Bill 154.—Loi détachant certains lots du district électoral de Saint-Jean et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Cyrien-de-Léry, dans le district électoral de Napierville-Laprairie, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Bill 4.—Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne.

Bill 74.—Loi ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières, et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company";

Avec amendements:

Bill 57.—Loi amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal.

Bill 65.—Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption.

Ordonné que M. Lahaie ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso".
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lahaie ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duranleau ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph-Octave Gagnon".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bernard ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bernard ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Roy ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi amendant la charte de la compagnie de téléphone nationale."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Faucher ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le règlement No 1 de la municipalité du comté de Montmorency No 2 ainsi que le contrat entre ladite municipalité et la Traverse de L'Ile d'Orléans, limitée".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commissions du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bullock ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi concernant l'union de certaines églises y mentionnées".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: 'Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook'.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Troisième rapport annuel de la Commission des Liqueurs de Québec.
 (Document de la session No 31).

Question par M. Houde—Combien chacune des différentes sources de revenus qui forment les recettes pour "Terres de la Couronne" apparaissant à la page 4 des Comptes publics 1923-24, a-t-elle rapporté au Gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Prix des terres de la Couronne: Capital.....	\$ 61,936.52
“ “ “ Intérêt sur arrérages.....	\$ 12,344.28
“ “ “ Rentes d'occupation.....	\$ 1,376.64
Certificats d'établissement, d'inspection et enregistrement de titres.....	\$ 5,622.00
Dépôts faits en attendant décision.....	\$ 3,266.34
Total.....	\$ 84,545.78

Question par M. Bastien—1. Par ordre de M. P. Blouin, surintendant des gardes-feux de la côte nord, des pêcheurs faisant la pêche dans la rivière Natasquan, ont-ils été obligés de laisser leurs travaux de pêche en juillet ou en août dernier, pour aller éteindre les feux de forêts?

2. Dans l'affirmative, combien de pêcheurs ont été ainsi embauchés par M. Blouin?

3. Combien d'heures chacun a-t-il travaillé?

4. Quel salaire avait été promis?

5. Combien chacun a-t-il reçu?

6. Quand le salaire de chacun a-t-il été payé?

7. Combien de gardes-feux M. Blouin a-t-il régulièrement sous ses ordres?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. En juillet.

2. Il est impossible d'établir le nombre de pêcheurs qui ont travaillé au feu de Natasquan, vu que la profession ou le métier n'est pas mentionné dans notre rapport. Ces gens ont été requis de combattre

ce feu en vertu de l'article 1655-A de la loi concernant la Protection des bois contre le feu.

3. Voici la liste des combattants de ce feu: Arsenault, Elias, 30, \$7.50; Arsenault, Euclide, 10, \$2.50; Arsenault, Fabien, 30, \$7.50; Arsenault, Isidore, 30, \$7.50; Arsenault, Ulric, 30, \$7.50; Arsenault, Xavier, 30, \$7.50; Boudreault, Edmond, 30, \$7.50; Boudreault, Félix, 30, \$7.50; Boudreault, Joseph, 30, \$7.50; Boudreault, Léo, 30, \$7.50; Boudreault, Wilson, 30, \$7.50; Bourgeois, Johnny, 33, \$8.25; Carbonneau, Chrysologue, 10, \$2.50; Carbonneau, Cléophas, 44, \$11.00; Carbonneau, Etienne, 20, \$5.00; Carbonneau, Hector, 24, \$6.00; Carbonneau, Placide, 33, \$8.25; Carbonneau, Téléphore, 20, \$5.00; Chavarie, Edmond, 10, \$2.50; Chavarie, Edward, 20, \$5.00; Chiasson, Dominique, 42, \$10.50; Cormier, Adélard, 30, \$7.50; Cormier, Alfred, 30, \$7.50; Cormier, François, 30, \$7.50; Cormier, Joseph, 30, \$7.50; Cormier, Louis, 30, \$7.50; Cormier, Nazaire, 30, \$7.50; Cormier, P.-E., 15, \$3.75; Cormier, Polyte, 38, \$9.50; Cormier, Raoul, 30, \$7.50; Cormier, Walter, 30, \$7.50; Cormier, William, 30, \$7.50; Cormier, Williams, 30, \$7.50; Cummings, Joseph, 30, \$7.50; Cummings, Xavier, 30, \$7.50; Cyr, Absolon, 30, \$7.50; Cyr, Josep Joseph, 30, \$7.50; Cyr, Léger, 30, \$7.50; Desjardins, Christophe, 30, \$7.50; Desjardins, Paul, 30, \$7.50; Desjardins, Pierre, 30, \$7.50; Doyle, Alphonse, 10, \$2.50; Fournier, Adolphe, 30, \$7.50; Fournier, Georges, 30, \$7.50; Gallant, Edmond, 20, \$5.00; Guilmet, Joseph, 20, \$5.00; Honzell, François, 8, \$2.00; Honzell, Gaudias, 8, \$2.00; Honzell, Joseph, 8, \$2.00; Jomphe, Alfred, 30, \$7.50; Jomphe, Odina, 30, \$7.50; Jomphe, Victoire, 30, \$7.50; Joncas Richard, 10, \$2.50; Landry, Alcide, 40, \$10.00; Landry, Alex., 30, \$7.50; Landry, Alphonse, 20, \$5.00; Landry, Claude, 42, \$10.50; Landry, Dominique, 30, \$7.50; Landry, Emile, 37, \$9.25; Landry, Emilien, 30, \$7.50; Landry, Félix, 30, \$7.50; Landry, Firmin, 30, \$7.50; Landry, Gustave, 10, \$2.50; Landry, Hipolyte-P., 30, \$7.50; Landry, Joseph, 30, \$7.50; Landry, Ovila, 28, \$7.00; Landry, Wilfrid, 42, \$10.50; Landry, William, 30, \$7.50; Landry, Xavier, 30, \$7.50; Lapierre, Alfred, 34, \$8.50; Lapierre, Edmond, 10, \$2.50; Lapierre, Jean, 10, \$2.50; Lapierre, Léonie, 24, \$6.00; Richard, Alfred, 30, \$7.50; Richard, Adélard, 30, \$7.50; Richard, Condé, 30, \$7.50; Richard, Epiphane, 30, \$7.50; Richard, Louis, 30, \$7.50; Richard, William, 30, \$7.50; Tanguay, Edmond, 10, \$2.50; Tanguay, Paul, 10, \$2.50; Therriault, Alfred, 30, \$7.50; Therriault, Gildas, 30, \$7.50; Therriault, Hormisdas, 30, \$7.50; Therriault, Joseph, 30, \$7.50; Therriault, Noel, 30, \$7.50; Therriault, Pierre, 30, \$7.50; Turbis, Adélard, 30, \$7.50; Turbis, Hector, 30, \$7.50; Turbis, Henry, 30, \$7.50; Turbis, Hipolyte, 30, \$7.50; Turbis, Paul, 30, \$7.50; Turbis, Roméo, 30, \$7.50; Vigneault, Armand, 10, \$2.50; Vigneault, Alphonse, 30, \$7.50; Vigneault, Charles (fils), 45, \$11.25; Vigneault, Edgar, 30, \$7.50; Vigneault, Ernest, 42, \$10.50; Vigneault, Jean, 20, \$5.00; Vigneault Jean (père), 10, \$2.50; Vigneault, Jean (fils), 20, \$5.00; Vigneault, Paul, 10, \$2.50; Vigneault, Polyte (fils), 10, \$2.50; Vigneault, Téophane, 30, \$7.50; Vigneault, Théophile, 30, \$7.50; Vigneault, Walter, 30, \$7.50; Vigneault, Wilfrid, 20, \$5.00; Vigneault, Welly, 52, \$13.00.

4. 0.25 centins par heure.
5. Voir tableau à réponse question No 3.
6. 1er août 1924 et 20 novembre 1924.
7. 43 gardes-feux.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quel est le nom de celui qui était en charge de la protection des forêts contre le feu, dans le comté de Labelle, pour l'année 1924 ?

2. Quels sont les noms de ceux qui ont travaillé pour le gouvernement dans cette protection contre les feux de forêts, dans le comté de Labelle, pour l'année 1924 ?

3. Pourquoi a-t-on choisi le village du lac des Ecorces comme centre de ce service de protection contre le feu ?

Réponse par l'honorable M. Mercier :

1. Adélarde Lortie.

2a. Inspecteurs: Paul Fortier, Thomas Gervais, Thomas Séguin.

2b. Gardes-feux: Euclide Arbie, Albéric Bélec, Emile Desroches, Geo. A. Guérin, Wilfrid Lortie, Horace Meyer, Ubald Prévost, Gédéon Prévost, Rodolphe St-Louis, J.-M. Thibeault.

2c. Assistants gardes-feux: Raoul Allard, David Binette, Joseph Binette, Jos. Bienvenue, Joseph Bondu, Camille Boucher, Joseph Bourque, J.-Bte Boyer, Adjutor Brière, Louis Campeau, Armand Cardinal, Ovila Caron, J.-Bte Charland, F. Chartrand, Jos. Clément, Téphosphore Clément, Amédée Constantineau, Xavier Courtemanche, Pierre Croisetière, Léo Daoust, Rosario Deserres, Patrick Duffy, Edmond Dufour, Joseph Dufour, Louis Dupras, François Fafard, Jules Fauquereau, Henri Filiatrault, Joseph Forget, Wilfrid Froment, Ernest Gauthier, Charles Giroux, J.-Albert Giroux, Anselme Grand, Maison, Joseph Grenier, Napoléon Grenier, Adélarde Harbour, Omer Harbour, Alexandre Jetté, R. Lachaine, Félix Lafleur, Josaphat Lanthier, Alexandre Lapointe, Aimé Laramée, Albert Legault, Alphonse Leriche, Fleuremont Lortie, Ovila Melançon, Maxime Michaudville, Eug. Miller, Henri Morin, Louis Morin, Trefflé Morin, Gerald McClements, James Paquin, Joseph Piché, Albert Pilon, Henri Pilon, Aimé Raymond, Roméo Raymond, J.-A. Rousseau, Joseph Sévigny, Xavier Tessier, Adrien Thibault, Dalma Viger.

3. Le village du Lac des Ecorces n'est pas le centre de ce service de la protection contre le feu.

Question par M. Faucher.—1. Est-il vrai, qu'à la Rivière Madeleine, dans Gaspé, un bout chemin, qui a coûté \$7,000.00, aurait été condamné et que le chemin aurait dû être fait ailleurs ?

2. Dans l'affirmative, quel est l'ingénieur du gouvernement qui a fait faire ce bout de chemin ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. et 2. En 1921, M. C. L. Dufort, ingénieur civil, qui dirigeait la construction du chemin maritime, sur la Côte de Gaspé, avait indiqué au conducteur des travaux, à l'endroit appelé "Grande Anse", le lieu où une côte très difficile devait être construite. Pendant l'absence de l'ingénieur, le conducteur des travaux fit, en dehors du tracé de l'ingé-

nieur, des travaux au coût de \$4,016.00. Dès que ces faits vinrent à la connaissance de l'ingénieur, le conducteur des travaux fut destitué et les travaux furent faits dans le tracé indiqué par l'ingénieur.

Question par M. Faucher.—1. Est-il vrai qu'à Saint-Antoine, Gaspé, les travaux de voirie exécutés sous les ordres d'un ingénieur du gouvernement auraient été condamnés et que d'autres travaux auraient dû être faits?

2. Dans l'affirmative, quel est l'ingénieur du gouvernement qui avait fait exécuter les premiers travaux?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. Répondu par le No 1.

Question par M. Bastien.—1. Quelle quantité de ciment le gouvernement a-t-il achetée en 1924?

2. A quel prix?

3. Quelle quantité a-t-il employée dans les travaux exécutés pour le gouvernement en 1924?

4. Quelle quantité a-t-il été employée pour la voirie durant la même année?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 6346 sacs.

2. De \$0.75 à \$1.10 le sac selon les localités.

3. 6346 sacs.

4. 4612 sacs.

Question par M. Bastien.—1. Combien a coûté à la province le chemin de Gaspé?

2. Quand les travaux ont-ils été commencés?

3. Combien de milles ont été faits?

4. Ce chemin est-il terminé?

5. Quel est l'ingénieur ou les ingénieurs du gouvernement qui ont conduit les travaux?

6. Quelle est leur expérience, et quelle est leur compétence?

7. Les premiers tracés ont-ils été changés? Dans l'affirmative, ce changement a-t-il entraîné une augmentation du coût de construction?

8. Qu'est-ce qui a déterminé l'adoption du premier tracé?

9. A Marsouis, le conducteur du chemin avait-il indiqué à l'ingénieur un tracé autre que celui qui a été adopté en premier lieu?

10. Dans l'affirmative, pourquoi celui-ci ne l'a-t-il pas adopté?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$494,353.83 y compris le coût du bois fait pour la construction des quais et qui n'est pas encore employé.

2. Dans l'été de 1920.

3. 72.91 milles, dont 50.52 milles terminés et 22.39 à compléter

4. Non.

5. M. C. L. Dufort, ingénieur civil.

6. Diplômé ingénieur civil de l'Ecole Polytechnique de Montréal en 1905. Admis membre de la corporation des arpenteurs-géomètres

de la province de Québec, en 1910. Vingt ans de pratique de génie civil dont quatre ans dans la construction de charpente métallique et de béton armé et onze années dans la confection de travaux de chemins de construction, d'édifices municipaux et autres travaux de génie civil à Montréal et ses environs. Depuis 1920, au service du département de la Colonisation.

7. L'ingénieur a toujours fait ses tracés en tenant compte des facteurs les plus importants, à savoir: le coût de la construction, la facilité de circulation, le coût de l'entretien et l'avantage des résidents. Ce chemin traverse partout des endroits montagneux et accidentés et nécessite de nombreuses et dispendieuses excavations dans le roc, ainsi que la construction de quais sur la grève le long des falaises. Il est de construction très difficile.

8. Non.

9. Le tracé à Marsouis n'est pas encore fait.

10. Répondu par le No 9.

Question par M. Sauvé.—Combien ont coûté les travaux de réfection exécutés en 1924 par les municipalités sur les 27.37 milles de chemins municipaux améliorés?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Le gouvernement a payé à date \$7,929.64.

Question par M. Renaud.—1. Le gouvernement a-t-il indemnisé M. Arthur Barbe pour les 1,399 pieds de bois de construction que les employés du gouvernement ont pris sur son terrain pour construire un pont dans le canton de Salaberry?

2. Dans l'affirmative: *a.* quelle somme lui a-t-il accordée? *b.* quand?

3. Dans la négative, pourquoi?

4. Quand ce bois de construction a-t-il été pris par les employés du gouvernement sur le terrain de M. Barbe?

5. Le ministre de la colonisation sait-il que M. Barbe destinait ce bois à la construction de ses bâtiments?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. et 3. Le Département est en correspondance avec M. Barbe à ce sujet.

4. En novembre 1923.

5. M. Barbe me l'a appris récemment.

Question par M. Renaud.—1. Quel a été le montant des intérêts payés en 1924 par les municipalités en vertu de la loi des chemins?

2. Combien de municipalités n'ont pas encore payé les intérêts dus en 1922?

3. Combien pour 1923?

4. Combien pour 1924?

5. Quelles municipalités n'ont pas encore payé ces intérêts dus: *a.* en 1922; *b.* en 1923; *c.* en 1924?

6. Dans quel comté se trouve chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$669,808.39.

2. 29.

3. 56.

4. 260.

5a. Chambly: Chambly-Bassin, village; Greenfield Park, ville.—Chicoutimi: Ste-Anne, village; St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village; Bagotville, division nord-ouest; Bourget, canton.—Compton: East Angus, ville; Westbury, canton.—Drummond: St-Germain-de-Grantham, paroisse.—Frontenac: Winslow-Sud; Whitton, canton.—Lac-St-Jean: St-Méthode, paroisse; St-François-de-Sales, paroisse; Ste-Hedwidge, paroisse.—L'Assomption: L'Epiphanie, paroisse.—Lotbinière: Deschailons, village; Notre-Dame-d'Issoudun, paroisse.—Matapédia: Ste-Marie-de-Sayabec, paroisse.—Mégantic: St-Antoine-de-Pontbriand, paroisse.—Montmagny: Ste-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton Talon.—Québec: Notre-Dame-des-Laurentides, paroisse; Ste-Foy, paroisse.—Richelieu: St-Roch, paroisse; St-Ours, paroisse.—St-Jean: Ste-Marguerite-de-Blairfindie, paroisse; St-Jean, paroisse.—Verchères: Contre-cœur, village; Ste-Julie, paroisse.

5b. Beauce: St-François d'Assise, paroisse.—Berthier: St-Barthélémy, paroisse.—Chambly: Chambly-Bassin, village; Greenfield Park, ville; St-Joseph-de-Chambly, paroisse.—Champlain: Ste-Thècle, paroisse.—Chicoutimi: Ste-Anne, village; St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village; St-Ambroise, village; Bagotville, ville; Bagotville, division nord-ouest; Bourget, canton.—Compton: Bury, canton; East Angus, ville; Westbury, canton.—Charlevoix: St-Etienne-de-la-Malbaie, paroisse.—Drummond: St-Germain-de-Grantham, paroisse.—Frontenac: Winslow-Sud; Whitton, canton.—Gaspé: Chandler, village.—Hull: Aylmer, ville.—Labelle: L'Annonciation, village.—Lac-St-Jean: St-Louis-de-Chambord, paroisse; St-Méthode, paroisse; Roberval, paroisse; St-François-de-Sales, paroisse; Ste-Hedwidge, paroisse.—L'Assomption: L'Epiphanie, paroisse.—Lévis: St-Nicolas, paroisse.—Lotbinière: Deschailons, village; Notre-Dame-d'Issoudun, paroisse.—Matapédia: Ste-Marie-de-Sayabec, paroisse; St-Moïse, village.—Mégantic: St-Antoine-de-Pontbriand, paroisse; Amiante, village.—Montmagny: St-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton Talon.—Montmorency: Ste-Famille, I.-O., paroisse.—Papineau: Chéneville, village.—Québec: Notre-Dame-des-Laurentides, paroisse; Charlesbourg, village; Ste-Foy, paroisse; Charlesbourg, paroisse.—Richelieu: St-Roch, paroisse; St-Ours, paroisse.—St-Jean: Ste-Marguerite-de-Blairfindie, paroisse; St-Jean, paroisse. St-Valentin, paroisse.—Sherbrooke: Compton, canton; Compton, village.—Terrebonne: St-Jérôme, paroisse; Ste-Thérèse-de-Blainville, paroisse.—Verchères: Contre-cœur, paroisse; Contre-cœur, village; Ste-Julie, paroisse; Varennes, paroisse.

5. c. Abitibi: Amos, village.—Arthabaska: Princeville, village; Warwick, village.—Argenteuil: Lachute, ville.—Beauce: L'Enfant-Jésus, paroisse; St-Victor-de-Tring, paroisse; St-Victor-de-Tring, village; St-François-d'Assise, paroisse.—Beauharnois: St-Timothée, paroisse; Ste-Cécile, village; St-Clément, paroisse.—Berthier: Ste-Geneviève-de-Ber-

thier, paroisse; St-Norbert, paroisse; Berthier, ville; St-Barthélémy, paroisse.—Bellechasse: St-Michel, paroisse; St-Raphael, paroisse; St-Camille-de-Lellis, paroisse.—Brôme: Bolton-Ouest.—Compton: Lingwick, canton; Scotstown, ville; Westbury, canton; East Angus, ville; Easton, canton; Ste-Edwidge-de-Clifton-canton; Bury.—Charlevoix: Escoumains; St-Etienne-de-la-Malbaie, paroisse; Bergeronnes, canton.—Châteauguay: St-Urbain-Premier, paroisse; Ste-Clotilde, paroisse.—Chambly: St-Hubert, paroisse; St-Joseph-de-Chambly, paroisse; Longueuil, cité; St-Antoine-de-Longueuil, paroisse; Greenfield Park, ville; Chambly-Bassin, village; Boucherville, paroisse.—Champlain: Ste-Geneviève-de-Batiscan, paroisse; Ste-Thècle, paroisse; St-Timothée, paroisse; St-Tite, paroisse; Ste-Thècle, village; St-Tite, ville; St-François-Xavier-de-Batiscan, paroisse.—Chicoutimi: Jonquière, ville; Notre-Dame-de-Laterrière, paroisse; Rivière-du-Moulin, village; St-Fulgence, paroisse; St-Dominique-de-Jonquière, paroisse; St-Alexis-de-la-Grande-Baie, village; St-Alexis-de-la-Grande-Baie, paroisse; Bagotville, ville; Bagotville, division nord-ouest; Bourget, canton; St-Ambroise, paroisse; St-Ambroise, village; Tremblay, canton.—Drummond: St-Germain-de-Grantham, paroisse; Kingsey-Falls; Notre-Dame-du-Bon-Conseil, paroisse; Wickham, canton; Durham, canton.—Deux-Montagnes: St-Hermas, paroisse; St-Joseph-du-Lac, paroisse; partie nord de la paroisse L'Annonciation; St-Augustin, paroisse.—Dorchester: Ste-Justine, paroisse; St-Odilon-de-Cranbourne, paroisse; Ste-Rose-de-Watford, paroisse.—Frontenac: St-Sébastien-d'Aylmer, paroisse; Lambton; Winslow-Sud; Winslow-Nord; Whitton, canton; Gayhurst, canton; corporation du comté de Frontenac; St-Evariste-de-Forsyth, paroisse; Courcelles, paroisse.—Gaspé: Chandler, village.—Hochelaga: St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, paroisse; St-Léonard-de-Port-Maurice, ville; Laval-de-Montréal, ville.—Hull: Pointe-à-Gatineau, village; Aylmer, ville; Gracefield, village.—Huntingdon: Elgin, canton; Dundee, canton; St-Anicet, paroisse.—Iberville: Iberville, ville; St-Grégoire-le-Grand, paroisse; Ste-Anne-de-Sabrevois, paroisse.—Joliette: St-Thomas, paroisse; Ste-Béatrix, paroisse; St-Ambroise-de-Kildare, paroisse.—Jacques-Cartier: Lasalle, ville; Pointe-Claire ville.—Kamouraska: St-Pascal, paroisse; St-André paroisse.—Lac-St-Jean: St-Gédéon, paroisse; St-Henri-de-Taillon, paroisse; Ste-Hedwidge, paroisse; Hébertville-Station, village; St-Joseph-d'Alma, village; St-Jérôme, paroisse; L'Ascension-de-Notre-Seigneur, paroisse; St-Louis-de-Chambord, paroisse; St-Méthode, paroisse; Notre-Dame-d'Hébertville, paroisse; Notre-Dame-d'Hébertville, village; St-Prime, paroisse; Roberval, paroisse; Roberval, ville; Val-Jalbert, village; St-François-de-Sales, paroisse; St-Félicien, paroisse; Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse; St-Félicien, village; St-Cœur-de-Marie, village; St-Bruno, village.—Labelle: L'Annonciation, village; Mont-Laurier, village; partie-est du canton Campbell.—L'Assomption: L'Assomption, paroisse; L'Epiphanie, paroisse.—L'Epiphanie, village.—Laval: Laval-des-Rapides, ville; St-Martin, paroisse; St-François-de-Sales, paroisse.—L'Islet: Ste-Perpétue, paroisse, canton; Tourville; St-Cyrille, paroisse.—Lévis: Lauzon, ville; St-Nicolas, paroisse; Rivière-Boyer; St-Romuald, paroisse.—Lotbinière: St-Narcisse,

paroisse; Notre-Dame-d'Issoudun, paroisse; St-Sylvestre, paroisse; St-Flavien, paroisse; St-Flavien, village; Deschaillons, village; Ste-Croix, paroisse; Ste-Agathe, village; St-Agapitville, village.—Matapédia: St-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal, paroisse; St-Moise, village; Ste-Marie-de-Sayabec, paroisse; St-Benoît-Joseph-Labre, village.—Mégantic: Partie sud de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Marie; Bernierville, village; Amiante, village; St-Antoine-de-Pontbriand, paroisse.—Montmagny: Cap-St-Ignace, paroisse; St-Juste-de-Bretonnière; Montmagny, ville; partie sud-est du canton Talon; St-Thomas, paroisse.—Montcalm: Ste-Julienne, paroisse; St-Jacques-de-l'Achigan, paroisse; St-Jacques-de-l'Achigan, village; St-Esprit, paroisse.—Montmorency:—St-Joachim, paroisse; L'Ange-Gardien, paroisse; Ste-Famille, I.-O., paroisse; Beau-lieu, I.-O., village.—Napierville-Laprairie: St-Mathieu, paroisse; St-Constant, paroisse; St-Michel-Archange, paroisse; St-Patrice-de-Sherbrington, paroisse; St-Rémi, paroisse; St-Rémi, village; St-Edouard, paroisse; St-Cyprien-de-Léry, paroisse.—Nicolet: Gentilly, village; St-Léonard, paroisse; St-Léonard, village; St-Pierre-les-Becquets, paroisse; St-Edouard, paroisse; Bécancour, paroisse.—Papineau: Chénéville, village; Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance, paroisse; St-André-Avellin, village.—Pontiac: Campbell's Bay, village.—Portneuf: St-Joseph-de-Deschambault, paroisse; Notre-Dame-de-Portneuf, paroisse; St-Charles-des-Grondines, village; St-Charles-des-Grondines, paroisse; St-Alban, paroisse.—Québec: St-Gérard-Magella, paroisse; Giffard, village; Notre-Dame-des-Laurentides, paroisse; Québec-Ouest, ville; Stoneham et Tewkesbury, cantons; St-Félix-de-Cap-Rouge, paroisse; Ste-Foy, paroisse; St-Dunstan-du-Lac-Beauport; St-Charles-de-Charlesbourg, paroisse; St-Colomb-de-Sillery, paroisse; Charlesbourg, village.—Rouville: Rougemont, village; Ste-Angèle-de-Monnoir, paroisse.—Richelieu: St-Ours, paroisse; St-Roch, paroisse; Sorel, cité.—Richmond: St-Georges-de-Windsor, canton; Stoke, canton; Windsor, canton; Brompton, canton; Cleveland, canton; Asbestos, village.—Sherbrooke: Orford, canton; Rock Forest; Compton, village; Compton, canton; Ascot, canton.—Shefford: Ste-Pudentienne, village; Ste-Pudentienne, paroisse; Shefford, canton; Waterloo, ville; Ely, canton.—Stanstead: Barford, canton.—St-Jean: St-Jean, paroisse; St-Luc, paroisse; Ste-Marguerite-de-Blairfindie, paroisse; St-Valentin, paroisse; St-Blaise, paroisse.—St-Maurice: Trois-Rivières, paroisse; Shawinigan-Falls, ville; St-Boniface-de-Shawinigan, paroisse; St-Barnabé, paroisse.—Témiscamingue: Ville-Marie, village.—Témiscouata: Trois-Pistoles, ville; St-Antonin, paroisse.—Terrebonne: St-Jérôme, paroisse; St-Janvier, paroisse; St-Louis-de-Terrebonne, paroisse; Piedmont; Ste-Thérèse-de-Blainville, paroisse; Terrebonne, ville; Shawbridge, village; St-Sauveur, paroisse; Ste-Adèle, paroisse; Ste-Agathe-des-Monts, ville. Vaudreuil: Ste-Marthe, paroisse; Ste-Madeleine-de-Rigaud, paroisse; St-Michel-de-Vaudreuil, paroisse; Rigaud, ville.—Verchères: Ste-Julie, paroisse; St-Marc, paroisse; Varennes, paroisse; Varennes, village; Verchères, paroisse; Contrecoeur, village; Contrecoeur, paroisse; Belœil, ville; St-Mathieu-de-Belœil, paroisse; St-Antoine-de-Padoue, paroisse.—Wolfe: Lac WeeDon, village; Stratford, canton; Disraéli, village.

6. Réponse donnée par la réponse à la question 5.

Question par M. Sauvé.—1. Combien y a-t-il de milles de chemins dans la province de Québec?

2. Combien ont été refaits au moyen de gravier, sable et glaise, macadam, macadam bitumineux, béton et béton bitumineux?

3. Quel en a été le coût total?

4. Combien reste-t-il de chemins de terre?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 30,758 milles.

2. Depuis 1911, il a été construit 5928 milles répartis comme suit:
Gravier, 3,719 milles; Sable et glaise, 186 milles; Macadam, 1,783 milles; Macadam bitumineux, 137 milles; Béton, 71 milles; Béton bitumineux, 32 milles.

3. \$51,986,755.93.

4. 24,830 milles.

Question par M. Sauvé.—1. Combien ont coûté les 105 ponts et ponceaux construits en 1920 sous la direction du département de la voirie et subventionnés comme travaux spéciaux?

2. Quelle a été la part des municipalités pour le coût de ces ponts?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$54,554.88, d'après les comptes produits à date.

2. \$29,090.81.

Question par M. Plante.—1. Quelles sont les municipalités dans le district de Beauharnois qui ont été ou sont actuellement poursuivies par le gouvernement en rapport avec la voirie, en vertu de la loi 12 George V, chapitre 42?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant sont ces poursuites?

3. Ces municipalités ainsi poursuivies ont-elles contesté ces actions?

4. Jugement est-il intervenu dans ces actions?

5. Que le gouvernement se propose-t-il de faire au sujet de ces poursuites?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Paroisse de St-Louis-de-Gonzague, paroisse de St-Timothée; village de Ste-Cécile; canton de Dundee.

2. Paroisse de St-Louis-de-Gonzague, \$1,931.35; Paroisse de St-Timothée, \$4,775.12; Village de Ste-Cécile, \$222.95; Canton de Dundee, \$63,209.56.

3. Non.

4. Non.

5. La paroisse de St-Louis-de-Gonzague et le village de Ste-Cécile ont payé les montants réclamés. La paroisse de St-Timothée et le canton de Dundee s'acquittent par versements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales".

M. Hamel propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant l'article 4531 des Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec".

M. Bercovitch propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 28 JANVIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser ladite commission à effectuer un emprunt et pour autres fins.—M. Dillon.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement les bills suivants:

Bill 156.—Loi modifiant l'article 4531 des Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Bill 7.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'audition de certains appels.

Bill 12.—Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile.

Bill 120.—Loi ratifiant un acte entre "The Royal Trust Company" et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866 de ladite cité.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 114.—Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Dame Mabel O'Dell, épouse de Harold G. Blair, et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes et pour autres fins concernant la succession de John-Uriah Gregory.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De M. Joseph Archambault, C.R., et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de feu Gaspard Archambault.

De M. Charles A. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

De la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi décrétant que les compagnies ou corporations possédant des immeubles pourront être inscrites sur la liste des électeurs.

De Dame Henriette Duckett, épouse de Joseph-C. Turgeon, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Marie J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine.

De la "Montreal Diocesan Theological College," demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Du Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De l'Hôpital Protestant pour les aliénés, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Verdun Protestant Hospital".

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Lafond, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 des règlements soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de T. A. Lalonde, Allan Case et autres, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie dite "The Abitibi Southern Ry. Co.", et que cette pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi concernant la succession de J. U. Gregory."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Richard ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succes-

sion de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Moreault (Rimouski) ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi amendant la charte de Le Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi changeant le nom de l'hôpital protestant des aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Létourneau ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

18 janvier 1925.

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives tel que demandé et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil durant la présente session est composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Miles, Paradis, Perron, Roberge, Robillard, Tourigny et Turgeon.

Question par M. Renaud.—1. Quel était le conducteur des travaux lors de la construction de deux ponts sur la rivière Macamic, dans le canton Royal-Roussillon en ou vers 1922?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet d'une certaine quantité de bois qui devait entrer dans la construction de ces ponts?

3. Dans l'affirmative, quelle en est la nature et sur qui porte-t-elle?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. M. Médard Boucher.

2. et 3. Un M. Champagne qui s'était engagé à fournir le bois a prétendu, non lors de la livraison mais beaucoup plus tard après la cons-

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, lettres, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et les organisateurs du Congrès Agricole, qui eut lieu les 1er et 2 octobre dernier dans la cité de Québec, ou aucun des officiers de l'Union Catholique des cultivateurs de Québec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 154) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Saint-Jean et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, dans le district électoral de Napierville-Laprairie, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un

après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

(Bill No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement";

(Bill (No 152), intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 4) intitulé: "Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 74) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières, et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier,

du bill (No 65) intitulé: "Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Ross au nombre de ses membres."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 96) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 55) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart à la pratique de la chirurgie dentaire, après l'examen final."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso;"

Bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph-Ocatave Gagnon;"

Bill (No 91) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;"

Bill (No 73) intitulé: "Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par "William Currie Limited".

Bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 94) intitulé: "Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales et scolaires, à Montréal;"

Bill (No 112) intitulé: "Loi amendant la charte de la compagnie de téléphone Nationale;"

Bill (No 101) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la chirurgie, après examen;"

Bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement;"

Bill (No 90) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;"

Bill (No 117) intitulé: Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick;"

Bill (No 75) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal."

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 29 JANVIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De T. A. Lalonde, Allan Case et autres, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie dite "The Abitibi Southern Railway Company".—M. Authier.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "The Montreal Central Terminal Company", demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à construire des tunnels sous la rivière Saint-Laurent, vis-à-vis Montréal.

De M. Joseph Letendre, demandant l'adoption d'une loi validant un acte de donation par Olivier Letendre à Joseph Letendre.

Ordonné que M. Lafrenière (Richelieu) ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gault ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi concernant la "Montreal Central Terminal Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par M. Sauvé, il est—

Résolu que cette Chambre est heureuse de constater la présence, dans son enceinte, d'un si grand nombre de citoyens éminents de la province-sœur d'Ontario;

Elle se joint à la population de Québec pour leur souhaiter la bienvenue la plus cordiale et les remercier de leur démarche si sympathique en faveur de la Bonne Entente entre les provinces canadiennes.

Et, pour marquer dans l'histoire de notre province cet important événement, il est résolu qu'il soit consigné dans les procès-verbaux de cette Législature et que la Chambre s'ajourne maintenant en l'honneur de nos distingués visiteurs.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 30 JANVIER 1925

Onze heures du matin.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Bordeleau, il est—
Ordonné que les article 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Chevra Thilim Linas Hazadek et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est irrégulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De M. Paul Aimé Lussier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les succession de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

Ordonné que M. Richard ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angéline Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 158) intitulé: "Loi amendant le Code procédure civile concernant les effets non saisissables."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Langlais.—1. Est-ce que des travaux de soulanges et de reconnaissances ont été faits sur le contour du lac Kénogami avant de construire les barrages et de monter l'eau?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison et pour quelle cause est-on obligé aujourd'hui de construire un barrage additionnel à la tête du lac, près d'Hébertville, barrage dont le contrat a été donné à la Cie Fraser Brace Ltée?

Réponse par l'honorable M. Mercier;

1. Oui.

2. Il n'y a pas de barrage additionnel à construire à la tête du lac. Le barrage naturel à cet endroit est insuffisant et doit être augmenté.

Question par M. Langlais.—1. Le gouvernement a-t-il pris toutes les précautions pour qu'une fois le lac Kénogami rendu à la côte 115, il ne se produise pas de percolation souterraine?

2. Est-ce que des plans ont été faits à ce sujet?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. Oui.

Question par M. Langlais.—1. Pour quelle raison la Commission des Eaux Courantes n'a-t-elle pas fait construire le chemin Jonquière-Saint-Bruno dès le commencement des travaux de barrage et avant de monter l'eau du lac Kénogami?

2. Pourquoi a-t-elle fait construire plutôt un chemin temporaire?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Le manque d'entente entre les compagnies intéressées et les corps publics du district quant au tracé de la nouvelle route.

2. La Commission n'a pas fait construire de chemin temporaire; elle a dévié le vieux chemin à quelques endroits pour que ce chemin soit utilisé durant la saison de 1924.

Question par M. Langlais.—1. Est-ce que des travaux préliminaires de sondages suffisamment élaborés ont été faits au barrage de la baie Moncouche?

2. Quand ce barrage eût été fini et qu'on eût fait monter le lac Kénogami, les petits lacs voisins se mirent-ils aussi à monter?

3. Quelles raisons l'ingénieur en charge des travaux a-t-il données pour expliquer cette percolation souterraine?

4. Avait-on enfoncé les palplanches toutes jusqu'à refus?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. Oui quelque peu.

3. Parce que le barrage repose sur un terrain perméable.

4. Oui, excepté pour une largeur de 30 pieds où elles ont été enfoncées dans toute leur longueur.

Question par M. Langlais.—1. Est-ce que des travaux préliminaires de sondages ont été faits dans le lit de la rivière Chicoutimi à l'endroit de barrage à Portage-des-Roches?

2. Dans l'affirmative, les a-t-on indiqués sur les plans remis à l'entrepreneur?

3. Pour quelle raison la Commission des Eaux courantes a-t-elle fait à ses frais l'excavation du milieu de ladite rivière, en plein cœur de l'hiver?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui, où la chose était possible.

2. Oui.

3. Ces travaux ont été faits aux frais de la Commission comme tous les autres que la Commission a fait exécuter au lac Kénogami, frais qui seront remboursés par les compagnies bénéficiaires.

Question par M. Sauvé.—Combien a coûté depuis 1914 le bureau des statistiques de la province de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:
\$284,047.76.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 156) intitulé: "Loi modifiant l'article 4531 des Statuts re-fondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile rela-tivement à l'audition de certains appels."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant un acte entre "The Royal Trust Company", et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866 de ladite cité."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général.

Bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le règlement No 1 de la municipalité du comté de Montmorency No 2, ainsi que le contrat entre ladite municipalité et la "Traverse de l'Ile d'Orléans, Limitée";

Bill (No 104) intitulé: "Loi concernant la succession de J.-U. Gregory;"

Bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;"

Bill (No 59) intitulé: "Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions;"

Bill (No 98) intitulé: "Loi concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine";

Bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs;"

Bill (No 69) intitulé: "Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill (No 113) intitulé: "Loi amendant la charte du "Monastère de l'immaculée Conception des Ursulines de Rimouski;"

Bill (No 116) intitulé: "Loi changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés;"

Bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;"

Bill (No 123) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 124) intitulé: "Loi concernant la "Montreal Central Terminal Company."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 3 FÉVRIER 1925

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Létourneau, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Commissaires d'Ecoles de la municipalité des Ecors, comté de Laval, et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Barnet Panofsky et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Chevra Thilim Linas Hazadek".—M. Bercovitch.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

Bill 152.—Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Bill 157.—Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Bill 76.—Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada.

Sans amendement:

Bill 51.—Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs.

Bill 88.—Loi concernant la succession de Joseph-Octave Gagnon.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 97.—Loi concernant la Fabrique de Notre-Dame de Montréal.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 66.—Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption.

Bill 53.—Loi constituant en corporation le "Lower Canada College".

Et, sans amendement, les bills suivants:

Bill 101.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Bill 113.—Loi amendant la charte du Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski.

Bill 116.—Loi changeant le nom de l'hôpital protestant des aliénés.

Ordonné que M. Lemieux (Wolfe) ait la permission de présenter un bill (No 159) intitulé: "Loi amendant l'article 724 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la Loi électorale de Québec"

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi concernant les créances privilégiées du Gouvernement de la province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du Roi en appel."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Beaudoin.—1. Quel est le nombre d'élèves inscrits, au début de chaque année, depuis qu'elles existent, aux écoles techniques de Montréal Québec et Trois-Rivières?

2. Quel est le nombre d'élèves inscrits à la fin de chaque année, depuis qu'elles existent, aux écoles techniques de Montréal, Québec et Trois-Rivières?

3. Quel est le montant des subsides payés par les gouvernements fédéral et provincial, chaque année?

4. Quel est le nombre d'élèves diplômés sortis de chacune de ces écoles, chaque année, et pour quels métiers les diplômes ont-ils été accordés et combien pour chaque métier?

Réponse par l'honorable M. David.

1.—Montréal.—1911-12, 436 élèves; 1912-13, 585 élèves; 1913-14, 695 élèves; 1914-15, 620 élèves; 1915-16, 745 élèves; 1916-17, 827 élèves; 1917-18, 852 élèves; 1918-19, 1,023 élèves; 1919-20, 1,380 élèves; 1920-21, 1,250 élèves; 1921-22, 1,302 élèves; 1922-23, 1,182 élèves; 1923-24, 1,394 élèves.—Total: 12,201.

Québec.—1911-12, 166 élèves; 1912-13, 326 élèves; 1913-14, 303 élèves; 1914-15, 291 élèves; 1915-16, 318 élèves; 1916-17, 282 élèves; 1917-18, 188 élèves; 1918-19, 197 élèves; 1919-20, 248 élèves; 1920-21, 230 élèves; 1921-22, 331 élèves; 1922-23, 315 élèves; 1923-24, 491 élèves.—Total: 3,686.

Trois-Rivières: 1920-21, 24 élèves; 1921-22, 52 élèves; 1922-23, 43 élèves; 1923-24, 41 élèves; 1924-25, 38 élèves.—Total: 198.

2. Montréal :— 1911-12, 383 élèves; 1912-13, 510 élèves; 1913-14, 510 élèves; 1914-15, 539 élèves; 1915-16, 637 élèves; 1916-17, 713 élèves; 1917-18, 725 élèves; 1918-19, 944 élèves; 1919-20, 1,198 élèves; 1920-21, 1,082 élèves; 1921-22, 1,129 élèves; 1922-23, 919 élèves; 1923-24, 1,162 élèves.

Québec:— 1911-12, 135 élèves; 1912-13, 288 élèves; 1913-14, 271 élèves; 1914-15, 273 élèves; 1915-16, 282 élèves; 1916-17, 248 élèves; 1917-18, 156 élèves; 1918-19, 175 élèves; 1919-20, 208 élèves; 1920-21, 193 élèves; 1921-22, 283 élèves; 1922-23, 291 élèves; 1923-24, 451 élèves.

Tr.-Rivières: 1920-21, 14 élèves; 1921-22, 35 élèves; 1922-23, 36 élèves; 1924-25, 31 élèves.

3.—Montréal:—

	<i>Fédéral</i>	<i>Provincial</i>	<i>Municipal</i>
1911-12,		20,000.00	25,000.00
1912-13,		40,000.00	40,000.00
1913-14,		40,000.00	40,000.00
1914-15,		40,000.00	40,000.00
1915-16,		40,000.00	40,000.00
1916-17,		52,500.00	40,000.00
1917-18,		40,000.00	52,500.00
1918-19,		50,000.00	40,000.00
1919-20,		60,000.00	15,000.00
1920-21,	15,700.00	40,000.00	41,000.00
1921-22,	50,000.00	50,000.00	
1922-23,	20,000.00	50,000.00	65,000.00
1923-24,	40,000.00	50,000.00	50,000.00

Québec:—

	<i>Fédéral</i>	<i>Provincial</i>	<i>Municipal</i>
1907-08,		2,000.00	
1909-10,		5,000.00	
1910-11,		23,000.00	1,000.00
1911-12,		30,000.00	11,000.00
1912-13,		40,000.00	5,000.00
1913-14,		40,000.00	10,000.00
1914-15,		42,411.50	10,000.00
1915-16,		36,000.00	10,000.00
1916-17,		38,000.00	20,000.00
1917-18,		62,500.00	20,000.00
1918-19,		30,000.00	20,000.00
1919-20,		40,000.00	20,000.00
1920-21,	35,400.00	40,000.00	20,000.00
1921-22,	15,000.00	40,000.00	20,000.00
1922-23,	5,000.00	40,000.00	20,000.00
1923-24,	20,000.00	40,000.00	20,000.00

Trois-Rivières:—

	<i>Fédéral</i>	<i>Provincial</i>	<i>Municipal</i>
1920-21,		10,000.00	10,000.00
1921-22,	35,000.00	10,000.00	10,000.00
1922-23,		10,000.00	10,000.00
1923-24,	10,000.00	10,000.00	10,000.00

4. *Montréal*:—(Nombre, par spécialité, d'élèves diplômés, chaque année, cours réguliers du jour.

	Modelerie	Mécan. d'ajust.	Electricité.	Dessin mécan.	Menuiserie	Forge	Fonderie	Automobile	Ebénisterie	Total
1912-13.....	1	4	7	1						13
1913-14.....	2	8	4		1					15
1914-15.....	1	6	6	3		1				17
1915-16.....	1	11	2				2			16
1916-17.....		17	1	3	2		1			24
1917-18.....		19	3		2	1		1		26
1918-19.....	1	21	3	2	1	1		1		30
1919-20.....	1	15	4	5	1			1		27
1920-21.....	2	7	9		1					19
1921-22.....	2	25	7		1		1		2	38
1922-23.....	1	17	7		3		2			30
1923-24.....	2	11	10		3					26
	14	161	63	14	15	3	6	3	2	281

Nombre, par spécialité, de certificats accordés chaque année.—Cours spéciaux du Soir.

	Ingénieur Stationnaire	Electricité et pratique	Dessin	Automobile	Soudure auto- gène	Ferblanterie	Méc. d'ajustage	Menuiserie	Coupe	Forge	Modèlerie	Plomberie	Mathématiques	Chimie	Lect. plans de const.
1912-13.....	9	7	9	35											
1913-14.....	4	10	10	28	7	4	4	4							
1914-15.....	7	11	9	30	10	4	8	2							
1915-16.....	6	16	6	31	6		5		18						
1916-17.....	6	15	6	34	6		14		5	1					
1917-18.....	2	22	11	35	3	2	10		18		2				
1918-19.....	4	17	13	29	9		16			1	2				
1919-20.....	9	30	8	31	10		15						3	1	
1920-21.....	10	28	8	5	5		14							6	1
1921-22.....	10	19	10	26	16		21	6				5		2	
1922-23.....	7	23	14	18	6		21	1							11
1923-24.....	12	21	6	39	17	7	10					4		7	12
	86	219	110	361	95	17	138	13	41	2	4	9	3	16	24

Nombre, par spécialité, de certificats accordés chaque année.—Cours spéciaux du JOUR.

—	Mécanique d'auto	Fonderie	Electricité	Mécanique d'ajustage	Modèlerie	Forge
1918-19.....	9					
1919-20.....	43	1	1			
1920-21.....	74	.....	1	1		
1921-22.....	84	.....	.....	2		
1922-23.....	35	.....	1	5	3	2
1923-24.....	22	.....	.....	2	1	
	267	1	3	10	4	2

RÉCAPITULATION:

Diplômes et certificats accordés chaque année (Montréal).

	Diplômes Cours Régulier du jour.	Certificats Cours spéciaux du soir.	Certificats Cours spéciaux du jour.
1912-13,	13	60	
1913-14,	15	71	
1914-15,	17	81	
1915-16,	16	88	
1916-17,	24	87	
1917-18,	26	125	
1918-19,	30	91	9
1919-20,	27	107	45
1920-21,	19	77	76
1921-22,	38	115	86
1922-23,	30	101	46
1923-24,	26	135	25
	281	1,138	287

Québec:—Nombre d'élèves diplômés, par spécialité et par année scolaire.

	Diplômes	Certificats	Dessinateur	Electricien	Mécanicien	Modelleur	Menuisier	Forgeron	Mouleur	Mécanicien d'auto
1913-14.....	10	.....	1	1	7	1				
1914-15.....	9	.....	3		5		1			
1915-16.....	10	.....		1	7				2	
1916-17.....	11	.....	1	1	5	3	1			
1917-18.....	11	.....		2	8			1		
1918-19.....	6	.....	2	1	2		1			
1919-20.....	13	.....	1		11	1				
1920-21.....	7	.....	1		5	1				
1921-22.....	9	1	1		6	2				1
1922-23.....	9	25			8				1	25
1923-24.....	11	12	1		11					12
			10	6	75	8	3	1	3	38

Trois-Rivières:—

	Mécaniciens	Modelleurs	Total
1922-23,	2		2
1923-24,	5	1	6

Question par M. Renaud.—1. Combien y avait-il d'agriculteurs dans la province de Québec; *a.* en 1891; *b.* en 1911; *c.* en 1921; *d.* en 1922; *e.* en 1923; *f.* en 1924?

2. Où le gouvernement a-t-il pris ses statistiques?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* 1891, 174,996; *b.* 1911, 149,701; *c.* 1921, 137,619; *d.*, *e.* et *f.* ignore.

2. Des recensements fédéraux.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault. il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires".

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province:

N. PÉRODEAU.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1925, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 3 février 1925.

(Document de la session No 1).

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac;"

Bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne;"

Bill (No 158) intitulé: "Loi amendant le Code de procédure civile concernant les effets non saisissables."

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie des listes de paie pour la construction du pont de la rivière Lois, rang 8 et 9 du canton Poularies.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Dufresne, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes et documents quelconques entre le gouvernement ou l'honorable ministre de l'agriculture

et la compagnie d'Exposition de Valleyfield ou aucun de ses officiers relativement au fonctionnement de cette exposition et des octrois qui lui sont accordés.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Dufresne, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Etat des recettes et des dépenses du 30 juin 1924 au 31 décembre 1924.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angéline Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Question par M. Sauvé.—1. Quand les droits de coupe ont-ils été abaissés?

2. De combien dans chacun des cas?

3. Quand ont-ils été imposés?

4. Quels étaient-ils lors de leur imposition?

5. Quels sont-ils actuellement?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Par arrêté du Conseil en date du 1er septembre 1921; par arrêté du Conseil en date du 30 août 1922; par arrêté du Conseil en date du 11 octobre 1923.

2. Si le concessionnaire coupait en 1921-22 au moins 25% du chiffre total des coupes de sa dernière année d'exploitation, les droits de coupe exigés étaient ceux stipulés dans l'arrêté du Conseil No 765 en date du 13 juin 1918.

	<i>Tarif de</i> 1918	<i>Tarif de</i> 1920
I.—Bois équarri, flacheux ou méplat, le pied cube:—		
a. Pin blanc, chêne, carya, noyer.	0.08	0.15
b. Pin rouge, orme, frêne, cèdre, bois blanc ou tilleul, merisier, érable, tamarac.....	0.06	0.12
c. Epinette, sapin, pin gris, ou cyprès, pruche, bouleau, tremble, peuplier.....	0.04	0.10

II.—Billots de sciage ou grumes et grand bois (de dimensions ou d'estacade) à l'état brut, le mille pieds, mesure de planche:		
a. Pin blanc, chêne, craya, noyer.	2.60	5.00
b. Pin rouge, orme, frêne, bois blanc ou tilleul, merisier, érable, tamarac.....	2.00	3.50
c. Epinette, sapin, pin gris ou cyprès, pruche, bouleau, tremble, peuplier.....	1.60	2.70
d. Cèdre.....	1.40	2.70
III.—Poteaux de plus de 18 pieds de longueur n'excédant pas 10 pouces de diamètre au petit bout, l'unité:		
a. 30 pieds et moins de longueur.	0.25	0.75
b. 31 à 40 pieds de longueur.....	0.50	1.50
c. 41 à 50 pieds de longueur.....	1.00	3.00
d. 51 pieds et plus de longueur..	2.00	6.00
IV.—Dormants ou traverses de chemins de fer n'excédant pas 9 pieds de longueur, l'unité.....		
	0.10	0.15
V.—Autres articles de bois, <i>ad-valorem</i>		
	15%	15%

Pour les bois endommagés par le feu et suivant que contrôlés par les rapports de nos ingénieurs, ils ont été facturés à raison de \$1.75 les mille pieds, mesure de planche, pour les bois de pin blanc, de \$1.50 les mille pieds, mesure de planche, pour les bois de pin rouge, orme, frêne, bois blanc, érable, merisier, et tamarac; et de \$1.25 les mille pieds, mesure de planche, pour les bois d'épinette, sapin, pin gris, pruche, bouleau, tremble, cèdre, etc.

B

Par l'arrêté du Conseil du 30 août 1922, il est ordonné que l'arrêté du Conseil du 6 octobre 1920 soit modifié temporairement en ce qui regarde les concessionnaires qui couperont, d'ici au 1er mai 1923, au moins 25% du chiffre total de leurs coupes respectives de la saison 1920-21 ou de la dernière année d'exploitation forestière précédant cette saison, s'il n'y a pas eu de coupe en 1920-21, et que les droits de coupe sur les bois ainsi coupés, soient calculés d'après les dispositions de l'arrêté du Conseil numéro 765 du 13 juin 1918.

Par ce même arrêté du Conseil les bois brûlés ont été facturés suivant les droits de coupe mentionnés au dernier paragraphe de l'item 2A.

C

Les droits de coupe exigibles pour les bois incendiés qui seront exploités durant l'hiver 1923-24 sont fixés comme suit: Pin blanc \$2.00 les mille pieds; Pin rouge, tilleul \$1.75 les mille pieds; Epinette, sapin, pin gris, cèdre, bouleau, tremble et peuplier \$1.50 les mille pieds.

3. Ils ont été imposés sur les opérations en cours durant l'année que chaque arrêté du Conseil sus-mentionné a été décrété.

4. Voir réponse 2.

5. Depuis le 1er septembre 1923 l'échelle des droits de coupe en force est celle adoptée en 1920 (arrêté du Conseil numéro 1956 du 6 octobre 1920).

Question par M. Bastien.—1. Combien a coûté à la province la Commission du Service Civil nommée le 15 août 1923 ?

2. Combien a-t-elle tenu de séances ?

3. Quels sont les noms des membres ?

4. Quels ont été: *a.* les salaires; *b.* les dépenses de chacun de ses membres ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. \$2,290.10, dont \$1,050. a été appliqué à la rémunération des secrétaires, d'un sténographe et d'un messenger.

2. 35 séances plénières et 52 séances du comité.

3. MM. Charles Lanctôt, Dr A. Morisset, Hon. C.-F. Delâge, G.-W. Parmelee, J.-N. Miller, Dr E.-M. Déchêne, J.-A. Grenier, L.-A. Richard, C.-J. Simard, J.-A. Métayer, Joseph Morin, A. Hyde, Oscar Morin, J.-L. Boulanger, Louis Guyon, J.-B. Dionne, Oscar Bélanger, Charles Lavoie.

4. *a.* Aucun; *b.* Charles Lanctôt, aucune; Dr A. Morisset, \$77.75; C.-F. Delâge, aucune; G.-W. Parmelee, aucune; J.-N. Miller, aucune; Dr E. M. Déchêne, aucune; J.-A. Grenier, aucune; L.-A. Richard, aucune; C.-J. Simard, aucune; Joseph Morin, aucune; A. Hyde, aucune; Oscar Morin, aucune; J.-A. Métayer, \$37.65; J.-L. Boulanger, aucune; Louis Guyon, \$587.05; J.-B. Dionne, \$40.00; Oscar Bélanger, \$497.65; Charles Lavoie, aucune. Ces dépenses sont pour frais de voyage.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 25 février 1924, pour un état indiquant: A qui ont été payés les \$6,929.17 qui restaient disponibles le 22 décembre 1922 sur le mandat de \$50,506.81 que le Trésor avait remis à l'assistant-procureur-général le 20 août 1919; et quel montant chacun ? (*Document de la session No 45*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 4 FÉVRIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

Des commissaires d'Ecoles de la municipalité des Ecors, comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution adoptée eux par le 19 décembre 1924.—M. Bercovitch.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 15.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac.

Bill 16.—Loi modifiant le loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne.

Bill 158.—Loi amendant le Code de procédure civile concernant les effets non saisissables.

Bill 62.—Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal.

Bill 73.—Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie Limited.

Avec amendements:

Bill 59.—Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions.

Bill 93.—Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso.

Bill 111.—Loi ratifiant une convention passée par la municipalité du comté de Montmorency No 2 et La Traverse de l'Île d'Orléans, Limitée.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 67.—Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 82.—Loi amendant la charte de la ville de La Tuque, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

T. A. Lalonde, Allan Case et autres, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie dite: "The Abitibi Southern Railway Company".

Louis Becker et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Beth Israel & Samuel Congregation".

La ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier sa résolution du 9 janvier 1925.

La cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

St. Francis Valley Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Barnet Panofsky et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Chevra Thilim Linas Hazedek".

Votre comité est d' aussi d'opinion que la petition de Frank Devlin Genest, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre à la pratique du droit est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill. (No 122) intitulé: "Loi amendant la charte de "The St. Francis Valley Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Authier ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Abitibi Southern Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit après examen".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Richard ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Beth Israel & Samuel Congregation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Gault.—1. Le gouvernement a-t-il exigé quelques montant de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts jusqu'à concurrence de \$18,478,777.28, dont les détails sont indiqués dans les statistiques annuelles publiques sous la direction du secrétaire provincial, pages 258-259?

2. Dans l'affirmative, quels sont les montants exigés de chaque municipalité?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui.

2. Cités:—Hull, \$237.88; Lévis, \$345.00; Longueuil, \$45.00; Montréal, \$270.00; Montréal (Commission Métropolitaine), \$500.00; Outremont, \$172.50; Salaberry de Valleyfield, \$247.50; Shawinigan-Falls, \$198.25; Sherbrooke, \$447.50; Sorel, \$237.50; Thetford-Mines, \$105.00; Trois-Rivières, \$1,247.75; Verdun, \$200.00; Westmount, \$195.00.

Villes:—Acton-Vale, \$107.50; Aylmer, \$137.80; Bagotville, \$170.00; Beauceville, \$20.00; Cap-de-la-Madeleine, \$147.50; Châteauguay, \$50.00; Chicoutimi, \$232.50; Disraéli, \$60.00; Dorval, \$433.25; Drummondville, \$245.00; East-Angus, \$110.25; Greenfield-Park, \$110.00; Jonquière, \$162.50; LaSalle, \$147.50; Laval-des-Rapides, \$50.00; Montmagny, \$35.00; Montréal-Nord, \$112.50; Nicolet, \$60.00; Pointe-aux-Trembles, \$75.00; Québec-Ouest, \$165.00; Roberval, \$35.00; Ste-Anne-de-Bellevue, \$75.00; Ste-Thérèse, \$195.00; Terrebonne, \$232.50; Trois-Pistoles, \$10.00.

Villages:—Beauport, \$207.50; Bécancourt, \$45.00; Belle-Plage; \$50.00; Cowansville, \$25.00; Deschailons, \$60.00; Deschênes, \$45.00; Hudson, \$50.00; La-Reine, \$10.25; Métis-sur-Mer, \$200.00; New-Glasgow, \$10.00; Roxton-Falls, \$85.00; St-Benoît, \$25.00; St-Benoît-Joseph-Labre, \$60.00; St-Faustin-Station, \$45.00; St-Moïse, \$25.00; Ste-Pudentienne, \$25.00; St-Raymond, \$45.00; St-Rémi, \$85.00; Ste-Scholastique, \$85.00; Ste-Thècle, \$60.00; Val-Brillant, \$75.00.

Paroisses:—St-Alexis-de-Matapédia, \$50.00; St-Camille-de-Lellis, \$10.00; St-Colomb-de-Sillery, \$162.50; St-Félix-du-Cap-Rouge, \$45.00; St-Joachim-de-Châteauguay, \$60.00; St-Juste de Bretonnières, \$35.00; St-Martin, \$35.00; Ste-Rose, partie ouest, \$50.00.

Cantons:—Brompton, \$105.00; Chicoutimi, \$221.50; La Reine et Demeloizes, partie ouest, \$55.00; Masson et Laviolette, \$45.00; Tremblay, \$115.00.

Comté:—Tadoussac, \$60.00.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 157) intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce, et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph-Octave Gagnon".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuteur, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas Canada".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 53) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Lower Canada College".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi amendant la charte du "Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 66) intitulé: "Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est, mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi amendant l'article 724 du Code municipal".

M. Lemieux (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 13, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de Magistrat".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à défrayer le coût des locaux nécessaires à la tenue des Cours de magistrat additionnelles qu'il peut établir en vertu de l'article 3309 des Statuts refondus, 1909, dans le comté de Saguenay, et que ces dépenses soient payées sur le fonds consolidé du revenu.

Résolu 2.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à chacun des greffiers des Cours de magistrat établies dans et pour le comté de Saguenay, en sus des honoraires qu'ils sont autorisés à recevoir en vertu des tarifs, telle rémunération additionnelle, n'excédant pas deux cents dollars par année, qu'il lui plaira de fixer.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de Magistrat".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Dufresne.—1. Quel est l'entrepreneur qui a construit les chemins de la municipalité de Saint-Thomas, dans le comté de Joliette?

2. Quel était le montant du contrat?

3. Combien ont coûté les ponts en ciment construits sur ces chemins?

4. Y a-t-il eu des extras payés dans la construction de ces ponts? Dans l'affirmative, pour quels montants?

5. Quels ont été les extras sur les chemins?

6. Est-il à la connaissance du gouvernement que la municipalité de Saint-Thomas a été poursuivie par l'entrepreneur?

7. Dans l'affirmative, quel est le montant de cette poursuite?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Canadian Highway Engineering & Contracting Company et Canadian Highway Engineering Limited.

2. Contrat à prix unitaires pour un montant approximatif de \$118,-687.60.

3. Le coût de ces ponts fait l'objet d'un litige entre la corporation et l'entrepreneur.

4. Cette question fait également partie d'un litige entre la corporation et l'entrepreneur.

5. Cette question fait également partie d'un litige entre la corporation et l'entrepreneur.

6. Oui.

7. \$100,931.32.

Question par M. Dufresne.—1. Combien de municipalités de la province de Québec ont-elles été ou sont-elles actuellement poursuivies par le gouvernement au sujet de travaux de voirie?

2. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

3. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée?

4. Pour quel montant dans chacune d'elles?

5. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites?

6. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame?

7. A combien de municipalités le gouvernement a-t-il fait envoyer des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie?

8. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

9. Quel est le montant de la réclamation dans chacun des cas?

10. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer ses réclamations?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 49.

2, 3, 4 et 5.—Paroisse de St-François-d'Assise, comté de Beauce, 26 janvier 1925: \$3,923.92, action signifiée.—Paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, 8 novembre 1924: \$4,775.12, action réglée.—Village de Ste-Cécile, comté de Beauharnois, 8 novembre 1924: \$222.95, action réglée.—Paroisse de St-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois, 14 novembre 1924: \$1,931.35; action réglée.—Ville de Grennfield Park, comté de Chambly, 29 novembre 1924: \$3,143.66, action rapportée. Paroisse de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, 20 novembre 1924: \$15,780.08, action réglée.—Paroisse de St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, 20 décembre 1924: \$15,652.38, action réglée.—Paroisse de St-François-Xavier-de-Batiscan, comté de Champlain, 14 octobre 1924:

\$19,512.41, action rapportée.—Paroisse de St-Narcisse, comté de Champlain, 8 novembre 1924: \$2439.39, action réglée.—Paroisse de Ste-Thècle, comté de Champlain, 17 novembre 1924: \$5,078.27, action rapportée.—Paroisse de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, 11 novembre 1924: \$2,677.84, jugement signifié.—Cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, 21 novembre 1924: \$4,167.71 action rapportée.—Village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi, 5 janvier 1925: \$3,540.45, jugement signifié.—Ville de Bagotville, comté de Chicoutimi, 1er décembre 1924: \$4,398.32, action contestée.—Village de St-Eustache-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes, 9 janvier 1925: \$7,896.93; action rapportée.—Ville de Montréal-Nord, comté d'Hochelaga, 25 novembre 1924: \$20,231.65, défenderesse assignée sur faits et articles.—Ville d'Aylmer, comté de Hull, 15 septembre 1924: \$568.09, action rapportée.—Cité de Hull, comté de Hull, 22 décembre 1924: \$4,152.68, action rapportée.—Canton de Dundee, comté de Huntingdon, 13 septembre 1924: \$63,209.56, action rapportée.—Ville de Lasalle, comté de Jacques-Cartier, 13 janvier 1925: \$3,568.23, action rapportée.—St-François-de-Sales, comté du Lac-St-Jean, 27 novembre 1924: \$3,798.20, jugement signifié.—Ville de Roberval, comté du Lac-St-Jean, 4 novembre 1924: \$1,761.55, action réglée.—Paroisse de St-Louis-de-Chambord, comté du Lac-St-Jean, 13 novembre 1924: \$4,240.01 jugement signifié.—Paroisse de Ste-Hedwidge, comté du Lac-St-Jean 4 novembre 1924: \$1,128.21, jugement signifié.—St-Méthode, comté du Lac-St-Jean, 4 novembre 1924: \$906.10, jugement signifié.—Paroisse de L'Epiphanie, comté de L'Assomption, 7 janvier 1925: \$6,492.44, jugement signifié.—Village de Charlemagne, comté de L'Assomption, 19 novembre 1924: \$1,287.43, action rapportée.—Paroisse de St-Sulpice, comté de L'Assomption, 22 janvier 1925: \$3,610.60, action réglée.—Paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis: \$2,957.64, jugement signifié.—Paroisse de St-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis: \$51,792.97, action contestée.—Village de St-Henri, comté de Lévis, 1er décembre 1924: \$8,854.48, action contestée.—Paroisse de St-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, 20 octobre 1924: \$86,679.54, action contestée.—Village de St-Moïse, comté de Matapédia, 14 novembre 1924: \$660.50, action rapportée.—Paroisse de St-Moïse, comté de Matapédia, 14 novembre 1924: \$461.88, action réglée.—Château-Richer, comté de Montmorency, 29 décembre 1924: \$127.77, action rapportée.—St-Jacques-le-Mineur, comté de Laprairie, 13 novembre 1924: \$13,492.59, action rapportée.—Paroisse de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, 28 octobre 1924: \$9,631.37, action réglée.—Ville de St-Ours, comté de Richelieu, 16 octobre 1924: \$339.58, action réglée.—Paroisse de Ste-Victoire, comté de Richelieu, 14 novembre 1924: \$38,378.20, action contestée.—Paroisse de St-Ours, comté de Richelieu, 16 octobre 1924: \$2,318.43, jugement signifié.—Paroisse de St-Pierre-de-Sorel, comté de Richelieu, 14 novembre 1924: \$25,398.88, action contestée.—Paroisse de St-Jean, comté de St-Jean, 29 janvier 1925: \$2,367.83, action signifiée.—Canton de Hatley, comté de Stanstead, 26 décembre 1924: \$2,364.37, action rapportée.—Canton de Stanstead, comté de Stanstead, 6 décembre 1924: \$7,107.43, action rapportée.—Paroisse de St-Louis-de-Terrebonne, comté de Terrebonne, 5 décembre 1924: \$6,097.34, action rapportée.—Ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne: \$3,589.28, jugement signifié.

Village de Contrecœur, comté de Verchères, 14 novembre 1924: \$2,127.22, jugement signifié.—Paroisse de Contrecœur, comté de Verchères, 15 novembre 1924: \$2,707.08, action rapportée.—Paroisse de St-Mathieu-de-Belœil, comté de Verchères, 20 janvier 1925: \$15,940.87, action rapportée.

Les réponses qui précèdent sont basées sur les renseignements fournis par les avocats du département.

6. Oui.

7. 153.

8. et 9.—Ville de Lachute, comté d'Argenteuil: \$945.31.—Paroisse de St-François-d'Assise, comté de Beauce: \$3,923.92.—Paroisse de L'Enfant - Jésus, comté de Beauce, \$25,132.06.—Ville de Beauceville, comté de Beauce: \$5,431.90.—Paroisse du Sacré-Cœur - de - Jésus, comté de Beauce: \$5,553.14.—Village de Ste-Marie, comté de Beauce: \$6,089.05.—Paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois: \$5,775.12.—Paroisse de Ste-Cécile, comté de Beauharnois: \$7,661.12.—Paroisse de St-Louis-de-Gonzague, comté de Beauharnois: \$1,931.35.—Village de Ste-Cécile, comté de Beauharnois: \$222.95.—Paroisse de St-Barthélémy, comté de Berthier: \$3,982.30.—Paroisse de Lanoraie, comté de Berthier: \$10,174.56.—Paroisse de Lavalltrie, comté de Berthier: \$3,316.07.—Paroisse de St-Cuthbert, comté de Berthier: \$204.45.—Paroisse de St-Viateur, comté de Berthier: \$930.97.—Village de Chambly-Bassin, comté de Chambly: \$1,994.14.—Paroisse de St-Basile-le-Grand, comté de Chambly: \$16,966.26.—Ville de Greenfield Park, comté de Chambly: \$3,143.66.—Paroisse de St-Hubert, comté de Chambly: \$3,235.44.—Paroisse de St-Joseph-de-Chambly, comté de Chambly: \$7,289.77.—Ville de Montréal-Sud, comté de Chambly: \$7,596.46.—Conseil du comté de Chambly: \$3,282.58.—Paroisse de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly: \$17,223.27.—Paroisse de St-François-Xavier-de-Batiscan, comté de Champlain: \$19,512.41.—Paroisse de Ste-Geneviève-de-Batiscan, comté de Champlain: \$3,741.88.—Paroisse de St-Narcisse, comté de Champlain: \$243.39.—Village de Ste-Thècle, comté de Champlain: \$4,745.73.—Paroisse de Ste-Thècle, comté de Champlain: \$5,078.27.—Paroisse de St-Tite, comté de Champlain: \$4,815.66.—Paroisse de La Visitation-de-Champlain, comté de Champlain: \$11,432.29.—Ville du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain: \$4,167.71 et \$2,766.36.—Paroisse de Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain: \$6,845.55.—Village de Champlain, comté de Champlain: \$1,398.40.—Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Champlain: \$323.38.—Village d'Almaville, comté de Champlain: \$580.52.—Paroisse de St-Louis-de-France, comté de Champlain: \$564.50.—Paroisse de Notre-Dame-de-la-Présentation-d'Almaville, comté de Champlain: \$1,018.36.—Escoumains, comté de Saguenay: \$703.56.—Paroisse de Ste-Agnès, comté de Charlevoix: \$10,507.52.—Paroisse de St-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay: \$5,963.67.—Village d'Ormstown, comté de Châteauguay: \$1,795.45.—Paroisse du Très-St-Sacrement, comté de Châteauguay: \$4,263.98.—Ville de Léry, comté de Châteauguay: \$3,359.76.—Paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay: \$21,515.62.—

Village de Ste-Anne, comté de Chicoutimi: \$2,679.02.—Village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi: \$2,334.71.—Ville de Bagotville, comté de Chicoutimi: \$4,398.32.—Bagotville, division nord-ouest du canton Bagot, comté de Chicoutimi: \$6,854.50.—Canton Taché, comté de Chicoutimi: \$923.46.—Ville de East-Angus, comté de Compton: \$1,454.10.—Paroisse de L'Annonciation, comté de Deux-Montagnes: \$623.92.—Partie nord de la paroisse de L'Annonciation, comté de Deux-Montagnes: \$2,036.88.—Village de St-Eustache-sur-le-Lac, comté de Deux-Montagnes: \$7,903.72.—Village de St-Benoît, comté de Deux-Montagnes: \$402.99.—Village de St-Anselme, comté de Dorchester: \$1,980.66.—Canton de Whitton, comté de Frontenac: \$5,535.74.—Ville de Pointe-aux-Trembles, comté d'Hochelaga: \$15,130.92.—Paroisse de St-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, comté d'Hochelaga: \$14,206.38.—Ville de Montréal-Nord, comté d'Hochelaga: \$18,241.38.—Ville d'Aylmer, comté de Hull: \$568.09.—Village de Pointe-à-Gatineau, comté de Papineau: \$5,678.48.—Cité de Hull, comté de Hull: \$9,815.33.—Canton de Dundee, comté de Huntingdon: \$26,782.21.—Canton de Hinchinbrooke, Comté de Huntingdon: \$5,072.20.—Paroisse de Ste Anne-de-Sabrevois, comté d'Iberville: \$629.01.—Ville de Lasalle, comté de Jacques-Cartier: \$3,568.23.—Village de St-Geneviève, comté de Jacques-Cartier: \$718.39.—Paroisse de St-Louis-de-Chambord, comté du Lac-St-Jean: \$4,240.01.—Ville de Roberval, comté du Lac-St-Jean: \$1,761.55.—St-François-de-Sales, comté du Lac-St-Jean: \$3,798.20.—Paroisse de Ste-Edwidge, comté du Lac-St-Jean: \$1,128.21.—Paroisse de St-Henri-de-Taillon, comté du Lac-St-Jean: \$273.66.—St-Méthode, comté du Lac-St-Jean, \$906.10.—Paroisse de L'Epiphanie, comté de L'Assomption: \$4,025.80.—Paroisse de St-Paul-l'Ermite, comté de L'Assomption: \$4,744.12.—Paroisse de St-Sulpice, comté de L'Assomption: \$5,104.21.—Village de Charlemagne, comté de L'Assomption: \$1,287.43.—Ville de L'Assomption, comté de L'Assomption: \$196.81.—St-François-de-Sales, comté de Laval: \$7,040.77.—Paroisse de St-Martin, comté de Laval: \$9,074.18.—Ville-de-Laval-des-Rapides, comté de Laval: \$7,409.36.—Paroisse de St-Romuald, comté de Lévis: \$766.80.—Paroisse de St-Télesphore, comté de Lévis: \$389.13.—Paroisse de St-Henri-de-Lauzon, comté de Lévis: \$47,812.45.—Village de St-Henri, comté de Lévis: \$8,321.04.—Paroisse de St-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis: \$87,679.54.—Village de Deschailions, comté de Lotbinière: \$8,769.62.—Paroisse de St-Joseph-de-Maskinongé, comté de Maskinongé: \$4,508.50.—Paroisse de St-Jacques-le-Majeur, comté de Matapédia: \$243.50.—Paroisse de Ste-Marie-de-Sayabec, comté de Matapédia: \$1,775.21.—Village de St-Moïse, comté de Matapédia: \$660.50.—Paroisse de St-Moïse, comté de Matapédia: \$461.88.—Village de Robertsonville, comté de Mégantic: \$169.33.—Paroisse de Ste-Famille, I.-O., comté de Montmorency: \$2,447.50.—Paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency: \$1,205.47.—Château-Richer, comté de Montmorency: \$166.57.—Ville de Laprairie, comté de Laprairie: \$1,108.28.—Paroisse de St-Constant, comté de Laprairie: \$2,896.33.—Paroisse de St-Mathieu, comté de Laprairie: \$112.40.—St-Jacques-le-Mineur, comté de Laprairie: \$13,492.59.—Paroisse de St-Philippe, comté de Laprairie: \$12,488.70.—Paroisse de Laprairie, comté de

Laprairie: \$4,842.71.—Paroisse de Ste-Angélique, comté de Papineau: \$438.17.—Paroisse de St-Charles-des-Grondines, comté de Portneuf: \$2,788.09.—Village de Notre-Dame-de-Portneuf, comté de Portneuf: \$308.72.—Paroisse de St-Jean-Baptiste-des-Ecoreuils, comté de Portneuf: \$742.38.—Paroisse de St-Joseph-de-Deschambault, comté de Portneuf: \$1,511.83.—Paroisse de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf: \$9,631.37.—Paroisse de St-Colomb-de-Sillery, comté de Québec: \$1,138.31.—Ville de Québec-Ouest, comté de Québec: \$763.14.—Paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec: \$13,816.97.—Paroisse de Ste-Foye, comté de Québec: \$11,816.36.—St-Dunstan, Lac-Beauport, comté de Québec: \$8,018.44.—Paroisse de St-Roch, comté de Richelieu: \$757.38.—Paroisse de St-Pierre-de-Sorel, comté de Richelieu: \$25,398.88.—Par. de Ste-Victoire, comté de Richelieu: \$38,378.20.—Paroisse de St-Denis, comté de St-Hyacinthe: \$389.05.—Paroisse de St-Jean, comté de St-Jean: \$1,697.47.—Paroisse de St-Paul-de-l'Ile-aux-Noix, comté de St-Jean: \$118.40.—Paroisse de St-Valentin, comté de St-Jean: \$254.08.—Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de St-Jean: \$13,142.45.—Village de Lacolle, comté de St-Jean: \$195.90.—Paroisse de Pointe-du-Lac, comté de St-Maurice: \$10,102.44.—Paroisse de St-Boniface-de-Shawinigan, comté de St-Maurice: \$764.99.—Partie est de la paroisse de Ste-Flore, comté de St-Maurice: \$92.59.—Paroisse de Ste-Pudentienne, comté de Shefford: \$832.75.—Village de Ste-Pudentienne, comté de Shefford: \$207.93.—Canton Ascot, comté de Sherbrooke: \$1,487.75.—Village de Lennoxville, comté de Sherbrooke: \$6,954.86.—Village de Waterville, comté de Sherbrooke: \$3,873.71.—Partie ouest du canton Hatley, comté de Stanstead: \$5,268.96.—Canton de Hatley, comté de Stanstead: \$2,364.37.—Canton de Stanstead, comté de Stanstead: \$7,107.43.—Paroisse de St-Antonin, comté de Témiscouata: \$153.39.—Paroisse de Ste-Rose-du-Dégelé, comté de Témiscouata: \$13,362.00.—Rivière-du-Loup (en bas), comté de Témiscouata: \$74.16.—Paroisse de St-Mathias-de-Cabano, comté de Témiscouata: \$308.59.—Paroisse de St-Louis-de-Terrebonne, comté de Terrebonne: \$6,097.34.—Paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne: \$33,257.90.—Ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne: \$3,589.28.—Paroisse de Ste-Agathe, comté de Terrebonne: \$4,630.02.—Paroisse de St-Mathieu-de-Belœil, comté de Verchères: \$13,823.56.—Paroisse de Contrecoeur, comté de Verchères: \$5,336.71.—Village de Contrecoeur, comté de Verchères: \$2,127.22.—Paroisse de Ste-Julie, comté de Verchères: \$5,631.41.—Paroisse de St-Marc-de-Cournoyer, comté de Verchères: \$1,964.74.—Village de Varennes, comté de Verchères: \$3,645.22.—Paroisse de Varennes, comté de Verchères: \$22,645.10.—Village de Verchères, comté de Verchères: \$4,457.04.—Village de Disraéli, comté de Wolfe: \$226.50.—Disraéli, comté de Wolfe: \$2,624.74.—Paroisse de St-Guillaume, comté d'Yamasaka: \$643.69.—Village de St-Guillaume, comté d'Yamaska: \$11.80.

10. Oui.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Combien a coûté à date la construction du pont ou chaussée reliant Notre-Dame-de-Pierreville au village des Abénakis?

2. Quand ces travaux ont-ils été commencés?

3. Quel est l'ingénieur qui a fait les plans et qui préside à leur exécution ?

4. Quels sont les surveillants et quel est le salaire de chacun d'eux ?

5. Combien de pieds de bois est entré dans la construction de ce pont ?

6. Qui a vendu ce bois ?

7. A quel prix ?

8. Combien de toises de pierre ont été employées à date pour la construction de ce pont ?

9. Qui a fourni cette pierre ?

10. Quel prix a-t-elle été payée la toise ?

11. Quelle pesanteur de toises a été donnée ?

12. Qui a vérifié la pesanteur de la toise donnée et livrée ?

13. Quel est ou quels sont les entrepreneurs de ce pont ?

14. Ces travaux lors de la crue des eaux, en forçant l'eau à passer dans le tunnel et en produisant ainsi un fort courant, causent-ils des dommages aux terrains situés en bas du maître chenal ?

15. Ces travaux empêchent-ils les propriétaires de l'aqueduc de la Baie de livrer de l'eau potable à leurs abonnés ?

16. Ces travaux se brisent-ils à chaque grosse pluie ?

17. Quelle somme faudra-t-il encore approximativement pour finir ce pont ?

18. Certains entrepreneurs ont-ils offert de construire ce pont, en fer avec deux piliers en ciment pour la somme de \$12,000. ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$14,477.81.

2. Le 9 octobre 1923.

3. Les plans ont été faits par M. Roméo Savary, I.C.; l'exécution a été surveillée par MM. Euclide Vézina, I.C. en 1923, et Robert Dorion I.C., en 1924.

4. M. Jules Descheneaux en 1923, \$4.50 et \$4.00 par jour; M. Wilfrid Gagné en 1924, \$4.00 par jour.

5. 21,120 pieds B.M.

6. La Cie Harold & Spheppard.

7. \$55.00 le mille pied B.M.

8. 286.6 toises.

9. Plusieurs contribuables de la municipalité.

10. \$4.00, \$5.00, \$14.00, \$15.00 et \$16.00 la toise, selon la distance de charroyage et la qualité de la pierre fournie.

11. La pierre achetée n'a pas été pesée, elle a été mesurée.

12. Le mesurage était vérifiée par le contremaître.

13. Les travaux ont été faits à la journée.

14. Non.

15. Non.

16. Non.

17. Environ \$400.00.

18. Le gouvernement l'ignore.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 3 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Bullock, secondé par M. Philps, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 19, intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu 1.—Qu'il sera loisible au gouvernement de cette province d'approprier, en sus de la somme de \$600,000.00 autorisée par la section 1 de la loi 11 George V, chapitre 9, une somme additionnelle de \$250,000.00 à la construction des ponts de l'île Perrot pour relier l'île de Montréal à la terre ferme, du côté de Vaudreuil, avec les approches, culées, piliers et travaux nécessaires.

Résolu 2.—Que, en sus de la somme de \$600,000.00 que le trésorier de la province est autorisé à emprunter pour payer la construction de ces ponts, il soit autorisé à contracter, de temps à autre, un ou des emprunts pour une somme additionnelle n'excédant pas \$250,000.00, de la manière et aux conditions édictées par la section 3 de la loi 11 George V, chapitre 9.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à l'entretien des ponts de l'île Perrot".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, LE 5 FÉVRIER 1925

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition des Commissaires d'Ecoles de la municipalité des Ecors comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution adoptée par eux le 19 décembre 1924.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De "The Canada & Gulf Terminal Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De William Williamson et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec Great Northern Railway Company".

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte", est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 159.—Loi modifiant l'article 724 du Code municipal.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 87.—Loi concernant la succession de Alphonse-Joseph Sasseville.

L'honorable M. Perrault, du comité des comptes publics, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité s'est réuni aujourd'hui le cinq et a passé les résolutions suivantes:

Monsieur Duranleau propose, secondé par M. Patenaude, que le gérant-général et le secrétaire de la Commission des Liqueurs soient assignés devant ce comité.

Le président fait remarquer que dans son opinion le comité, vu l'article 390 des règlements de la Chambre, n'a pas le pouvoir d'assigner ces personnes sans que la Chambre n'ait donné des instructions spéciales à cet effet.

Le vote est pris, la motion est rejetée, dix contre et six pour.

Monsieur Duranleau propose, secondé par M. Patenaude, que Monsieur C. Therrien, ex-shérif, et Monsieur J.-A. Lazure, député-shérif du district de Saint-François, soient assignés devant ce comité. Monsieur Bouchard fait remarquer que cette motion est trop générale et qu'il faudrait la préciser, de façon à savoir si elle tombe sous le coup de l'article 390 des règlements de la Chambre.

Le vote est pris, la motion est rejetée.

Monsieur Bouchard propose, secondé par M. Bordeleau, que M. Therrien, ex-shérif, et M. J.-A. Lazure, député-shérif du district de Saint-François, soient assignés devant ce comité pour rendre compte de leur administration des deniers publics votés par la législature pour la dernière année financière, s'étendant du 1er juillet 1923 au 30 juin 1924. M. Patenaude propose en amendement que l'on retranche de la motion principale les mots "la dernière année financière s'étendant du 1er juillet 1923 au 30 juin 1924".

Le vote étant pris sur l'amendement, ce dernier est rejeté.

La motion principale, étant mise aux voix, est adoptée.

Ordre est donné d'assigner M. C.-A. Therrien, ex-shérif et M. J.-A. Lazure, député-shérif du district de Saint-François, à comparaître devant le comité, mercredi, le 11 février courant, à dix heures et demie de l'avant midi.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*), du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 75.—Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 86.—Loi amendant la charte de la cité de Lachine.

Ordonné que M. Dillon ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance,

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Ecors, en date du 19 décembre 1924".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Bissonnet ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 58.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat.

Bill 70.—Loi amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec."

L'honorable M. Mercier dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1924.

(Document de la session No 5).

Question par M. Sauvé.—1. Quelle quantité de bois de pulpe a été exportée de cette province aux Etats-Unis: *a.* en 1920; *b.* en 1921; *c.* en 1922; *d.* en 1923; *e.* en 1924.

2. Quelle quantité de bois de pulpe a été exportée aux Etats-Unis en 1920 par les compagnies ou personnes suivantes: *a.* Brown Corporation; *b.* St. Regis Paper Co. Ltd.; *c.* International Paper Co.; *d.* M. Frank Blais, d'Amos; *e.* M. Boisvert, de la Sarre; *f.* M. Lagueux, de la Beauce; *g.* M. Champoux, de la Beauce; *h.* M. Grégoire, de Plessisville: Combien: *a.* en 1921; *b.* en 1922; *c.* en 1923; *d.* en 1924?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. *a.* en 1920, il a été exporté 827,892 cordes; *b.* en 1921, il a été exporté 601,846 cordes; *c.* en 1922, il a été exporté 553,836 cordes; *d.* en 1923, il a été exporté 760,238 cordes; *e.* en 1924, il a été exporté 636,072 cordes.

2. Vu que les rapports des compagnies nous sont fournis à titre confidentiel, il n'est pas dans l'intérêt public de fournir les renseignements demandés.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 130) intitulé: "Loi concernant l'union de certaines églises y mentionnées".

M. Bullock propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

Bill 122.—Loi amendant la charte de la "St. Francis Valley Railway Company";

Bill 133.—“Loi constituant en corporation “The Abitibi Southern Railway Company”.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés en général:

Bill 128.—“Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen”;

Bill 121.—“Loi modifiant la charte de la cité de Verdun”;

Bill 125.—“Loi constituant en corporation “The Beth Israel & Samuel Congregation”;

Bill 134.—“Loi constituant en corporation “Chevra Thilim Linas Hazedek”.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 129) intitulé: “Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925”.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

La Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 3 février courant: “Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil” (pour que la chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par M. Bray.—1. Quels ponts ont été construits en 1923-24 dans la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, comté d'Yamaska?

2. Combien a coûté chacun d'eux?

3. Quels ponts ont été construits dans la paroisse de la Visitation, comté d'Yamaska?

4. Combien a coûté chacun d'eux?

5. Quels ponts ont été construits dans la paroisse de Saint-Bonaventure, comté d'Yamaska?

6. Combien a coûté chacun d'eux?

7. Combien de sacs de ciment ont été employés dans chacun de ces ponts?

8. Quel est ou quels sont les marchands qui ont fourni le ciment? Si ce sont des sociétés ou compagnies, quelles sont-elles et quels en sont les propriétaires?

9. Quelle quantité de ciment a fournie chacun de ces marchands, sociétés ou compagnies?

10. A quel prix dans chaun de ces cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. La municipalité de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval a construit en 1924 un pont sur le ruisseau Lahaie

2. \$2,599.72.

3. La municipalité de la paroisse de La Visitation a construit en 1924 un pont sur le ruisseau René.

4. \$4,517.23.

5. La municipalité de la paroisse de Saint-Bonaventure-d'Upton a fait construire par contrat, en 1923-24, un pont sur le ruisseau Proulx, et un autre sur la rivière aux Vaches.

6. \$5,071.06 et \$4,507.00.

7. Pour le pont Lahaie 610 sacs; pour le pont René 1039 sacs; pour le pont Proulx et celui de la rivière aux Vaches, le gouvernement l'ignore, les travaux ayant été faits par contrat.

8. D. & A. Laperrière.

9. 1649 sacs pour les ponts Lahaie et René.

10. \$0.85 le sac pour le pont Lahaie; \$0.82½ le sac pour le pont René.

Ordonné que l'honorable M. Patenaude ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la la charte de Communauté des Sœurs de charité de la Providence".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle, soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 6 FÉVRIER 1925

Onze heures du matin.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 16) intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 62) intitulé: "Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 59) intitulé: "Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le règlement No 1 de la municipalité du comté de Montmorency No 2 et La Traversée de l'Île d'Orléans, Limitée".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 86) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des chemins de fer et autres moyens de communication:

Bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company";

Bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publiques en général:

Bill (No 81) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Ecors en date du 19 décembre 1924";

Bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de "La Communauté des Sœurs de charité de la providence".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 9 FÉVRIER 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Ordonné que M. Richard ait la permission de présenter un bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 73) intitulé: "Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 67) intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 57) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Mont-réal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolution relative au bill No 14, intitulé: "Loi concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, par la loi 10 George V, chapitre 19, il a été décrété que l'agent général de la province dans le Royaume-Uni ferait partie des officiers publics de cette province ayant droit à une pension de retraite, aux termes des articles 681 et suivants des Statuts refondus, 1909;

Attendu que l'honorable Pantaléon Pelletier, agent général de la province dans le Royaume-Uni s'est conformé aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 689a des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 3 de ladite loi 10 George V, chapitre 19;

Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 691 des Statuts refondus, 1909, la veuve d'un officier public a droit, sa vie durant et pendant viduité, à la moitié de la pension que son mari recevait ou aurait eu droit de recevoir s'il avait été mis à sa retraite;

Attendu que, par la loi 14 George V, chapitre 18, les dispositions de la loi 10 George V, chapitre 19, ont été abrogées et qu'il a été pourvu à l'établissement d'un système de pension spéciale applicable aux agents généraux de la province;

Attendu que ledit honorable Pantaléon Pelletier, décédé le 19 octobre 1924, ne s'est pas prévalu avant sa mort des dispositions de la

loi 14 George V, chapitre 18, mais, au contraire, a continué à payer au trésorier de la province les retenues qui étaient exigibles suivant les articles 681 et suivants des Statuts refondus, 1909;

Attendu qu'il y a lieu en conséquence d'appliquer à sa pension les dispositions de la loi telle qu'elle existait avant l'adoption de ladite loi 14 George V, chapitre 18;

Qu'il soit en conséquence:

Résolu.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accorder, sa vie durant et pendant viduité, à la veuve de l'honorable Pantaléon Pelletier, en son vivant agent général de la province dans le Royaume-Uni, la moitié de la pension que ce dernier aurait eu droit de recevoir s'il avait été mis à sa retraite sous l'empire des dispositions des articles 681 et suivants des Statuts refondus, 1909, sujet aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 689a desdits statuts.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé: "Loi concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 10 FÉVRIER 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

Bill 69.—Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre.

Bill 91.—Loi amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Bill 110.—Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angéline Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

Bill 115.—Loi concernant la "Quebec Paper Mills, Limited".

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général présente, le huitième rapport de ce comité lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 119.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frédérick-L. Martyn au nombre de ses membres, après examen.

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 83.—Loi constituant en corporation la ville de River Bend.

L'honorable M. Moreau, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'Immigration et Colonisation, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité s'est occupé des questions suivantes:—

Proposition de M. Richard, *Re* élevage de porc à bacon.

Questions de M. Hamel, concernant les taux de chemin de fer.

Proposition de M. Sauvé, concernant le marché et prix du fromage.

Proposition de M. Charbonneau, le comité de l'Agriculture recommande que le Gouvernement Fédéral étende au bétail croisé les lois déjà en vigueur pour la tuberculanisation du bétail de race pure et qu'il accorde une indemnité proportionnée à la valeur des animaux abattus.

Le comité est ajourné à jeudi prochain le 19 courant.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 67) intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise au voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant l'article 724 du Code municipal".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 21, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera durant bon plaisir, pour tenir le greffe de la paix qu'il est autorisé à établir par proclamation, dans et pour le district de Pontiac, à Témiscamingue, en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une personne de capacité et d'expérience suffisantes dans la pratique des tribunaux de la province en matière criminelle, député-greffier de la paix, et fixera son traitement, et que ce député-greffier de la paix devra rendre compte au trésorier de la province des honoraires et émoluments qu'il percevra dans l'exercice de ses fonctions, à quelque titre que ce soit.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra également nommer les employés additionnels qu'il jugera à propos pour aider ce député dans l'accomplissement de ses devoirs, et fixer le traitement de ces employés.

Résolu, 3.—Que les dépenses à encourir pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées sur le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 3 février courant:

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Bergeron, secondé par M. Dufour (Charlevoix-Saguenay), il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 11 FÉVRIER 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 127.—"Loi modifiant la charte de "La Communauté des Sœurs de Charité de la providence".

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 85.—Loi amendant la charte de la ville Lasalle.

Bill 105.—Loi modifiant la charte de la ville de Lasalle.

M. Thériault, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 52.—Loi amendant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

Bill 89.—Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

Bill 92.—Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company".

L'honorable M. Perrault, du comité des Comptes publics, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a siégé le 11 courant et a procédé à l'examen de Messieurs Therrien et Lazure respectivement, ex-shérif et député-shérif du district de Saint-François, suivant l'article 39e des Règlements de la Chambre.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des commissaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi concernant certains paiements faits à la couronne."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi concernant les droits sur les successions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Beaudoin.—1. Quelles sont, les fonctions officielles que remplit à Paris le docteur Siméon Grondin?

2. Depuis quand est-il à l'emploi du gouvernement?

3. Quel est son salaire?

4. Est-il à Paris pour faire poursuivre par les boursiers du gouvernement des études sur la chirurgie de l'estomac et de l'intestin, "science d'après lui, inconnue dans notre pays"?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Directeur des boursiers de la province de Québec, en Europe.

2. 1er juillet 1923.

3. \$5,000.

4. Il est à Paris pour diriger et surveiller tous les boursiers du gouvernement de la province de Québec.

Son dernier rapport, au sujet de la chirurgie de l'estomac et de l'intestin, contient une erreur de transcription qui a été corrigée dès qu'on y a attiré son attention.

Question par M. Lafleur.—1. Quelle est la longueur des chemins améliorés des cités et villes dans la province de Québec, outre les 5,928 milles mentionnés à la page 99 des procès-verbaux de l'Assemblée législative du 27 janvier 1925?

2. Combien ont coûté ces chemins améliorés?

3. Le gouvernement a-t-il contribué à ces travaux en octrois, subsides, subventions ou autrement?

4. Dans l'affirmative, pour quelle somme?

5. Quelles sont les cités et villes qui ont bénéficié de cette contribution du gouvernement et pour quel montant dans chacun des cas?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Par l'honorable M. Perrault:

1. Le gouvernement l'ignore.

2. Le gouvernement l'ignore.

3. Le gouvernement, dans certains cas spéciaux, a prêté des sommes à 2% et à 3%.

4. \$456,298.68.

5. Cap-de-la-Madeleine, \$3,123.05; Grand'Mère, \$8,074.60; La Tuque, \$34,288.44; Chicoutimi, \$51,155.60; Valleyfield, \$11,205.00; Hull, \$34,524.99; Joliette, \$27,746.40; Lévis, \$30,000.00; Thetford-Mines, \$25,393.37; Farnham, \$16,723.33; Montmagny, \$43,255.86; Québec, \$21,467.56; Sorel, \$53,496.90; Rimouski, \$27,918.07; St-Hyacinthe, \$22,295.79; Rivière-du-Loup, \$45,629.72.

Sur la motion de M. L'Archevêque, secondé par M. Houde, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de la liste détaillée des noms de ceux à qui on a distribué des grains et graines de semences dans le comté de Labelle, en 1923-1924, indiquant la quantité distribuée à chacun d'eux en particulier.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Bouchard, il est—

Ordonné que vu que le bill No 64, intitulé: "Loi amendant la charte de la municipalité de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce", a été retiré les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Lemieux (Gaspé), secondé par M. Bordeleau, il est—

Ordonné que vu que le bill No 87, intitulé: "Loi concernant la succession de Alphonse-Joseph Sasseville", a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payé leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Perrault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 100) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi 3 février courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la chambre se forme en comité des subsides).

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Lapierre, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 12 FÉVRIER 1925

Sur la motion de M. Bercovith, secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Congregation Shareh Tefilah" et que la petition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements les bills suivants:

Bill 159.—Loi modifiant l'article 724 du Code municipal;

Bill 129.—Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 9 janvier 1925.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 60.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

Bill 128.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen.

Et avec des amendements les bills suivants:

Bill 121.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Bill 80.—Loi constituant en corporation la congrégation Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Ansh Romania Congrégation'

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité rapporte avec des amendements le bill suivant:

Bill 153.—Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général;

Bill 36.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des commissaires.

Bill 37.—Loi modifiant l'article 584 des Statuts révisés, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant le code municipal."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie, le mardi 3 février courant:

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil," (que la Chambre se forme en comité des subsides.)

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, S. R. Q., 1909, art. 152, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté dans amendement, les bills suivants:

Bill No 4, intitulé: "Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne".

Bill No 7, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'audition de certains appels",

Bill No 12, intitulé: "Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile".

Question par M. Gault.—1. Y a-t-il eu des saisies de vins ou liqueurs faites durant le mois de mars, avril ou mai 1924 ?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms des expéditeurs ou consignateurs et quelles pénalités, s'il y en a, ont été imposées ?

Réponse par l'honorable M. Nicol.:

1. Oui.

2. Les noms des expéditeurs ou consignateurs sont inconnus, mais les pénalités suivantes ont été imposées aux consignataires ou possesseurs:—

1924					
Mars,	3—1	mois et les frais ou 3 mois, et confiscation.			
"	3—1	"	"	"	"
"	3—1	"	"	"	"
"	3—1	"	"	"	"
"	3—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
"	28—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
"	28—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
"	18—1	"	"	"	"
"	18—1	"	"	"	"
"	18—1	"	"	"	"
"	18—1	"	"	"	"
"	18—1	"	"	"	"
Oct.	8—1	mois et les frais ou 3 mois, et confiscation.			
Mars	18—1	"	"	"	"
"	12—1	"	"	"	"
Juillet,	4—1	"	"	"	"
Mars,	28—1	"	"	"	"
Mai,	27—1	"	"	"	"
Juin,	10—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
Mars,	24—1	"	"	"	"
"	24—1	"	"	"	"
"	24—1	"	"	"	"
"	24—1	"	"	"	"
"	24—1	"	"	"	"
Juin,	6—1	"	"	"	"
Mars,	24—1	"	"	"	"
Mai,	7—1	"	"	"	"
Juillet,	14—1	"	"	"	"
Mai,	9—1	"	"	"	"
Mars,	31—1	"	"	"	"
Juin,	6—1	"	"	"	"

Juin,	20—\$1,000.00 et les frais et confiscation.				
"	20—1 mois et les frais ou 3 mois et confiscation.				
"	10—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
"	10—1	"	"	"	"
Fév.,	29—1	"	"	"	"
Mars,	31—1	"	"	"	"
"	31—1	"	"	"	"
"	31—1	"	"	"	"
"	31—1	"	"	"	"
Avril,	3—\$1,000.00 et les frais et confiscation.				
Mai,	19—1 mois et les frais ou 3 mois et confiscation.				
Mars,	10—1	"	"	"	"
"	3—1	"	"	"	"
"	12—1	"	"	"	"
"	31—Action renvoyée.				
"	31—1 mois et les frais ou 3 mois et confiscation.				
"	3—1	"	"	"	"
"	14—1	"	"	"	"
Avril,	4—1	"	"	"	"
"	23—1	"	"	"	"
Mai,	2—1	"	"	"	"
Avril,	23—1	"	"	"	"
Mai,	24—1	"	"	"	"
Avril,	23—1	"	"	"	"
Mai,	21—1	"	"	"	"
Mars,	7—\$1,000.00 et les frais ou 3 mois et confiscation.				
"	24—1 mois et les frais ou 3 mois et confiscation.				
"	12—1	"	"	"	"
Mai,	16—1	"	"	"	"
"	16—1	"	"	"	"
"	14—1	"	"	"	"
"	14—1	"	"	"	"
"	13—1	"	"	"	"
Fév.,	21—\$1,000.00 et les frais et confiscation.				
Mai,	—1 mois et les frais et 3 mois et confiscation.				
Juin,	7—\$1,000.00 et les frais et confiscation.				
Mars,	21—\$100.00 et les frais ou 3 mois et confiscation.				
"	24—1 mois et les frais et confiscation.				
"	26—\$100.00 et les frais et confiscation.				
"	27—1 mois et les frais et confiscation.				
Avril,	7—\$100.00 et les frais et confiscation.				
"	14—\$100.00 et les frais et confiscation.				
"	21—\$100.00 et les frais et confiscation.				
Mai,	7—\$1,000.00 et les frais et confiscation.				
"	7—\$100.00 et les frais et confiscation.				

- Mai, 12—\$50.00 et les frais et confiscation.
 “ 28—\$1,000.00 et les frais et confiscation.

Question par M. L'Archevêque.—. Le gouvernement a-t-il décidé la fondation d'un Institut pédagogique pour les professeurs des écoles normales de la province?

2. Dans l'affirmative, cet institut sera-t-il établi à Montréal?

3. A qui la fondation de cette institution a-t-elle été ou sera-t-elle confiée?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 2. et 3. A l'étude.

Question par M. Bray.—1. M. R. Lemay qui d'après les Comptes publics du dernier exercice a reçu \$1,250.00 de salaire comme commis (page 140) et M. Raoul Lemay qui, d'après les mêmes comptes publics a reçu \$300.00 pour services supplémentaires (page 303) et \$598.11 comme dépenses de transport (page 310) sont-ils une même personne?

2. Pendant le même exercice 1923-24, M. Raoul Lemay a-t-il reçu d'autres sommes? Dans l'affirmative, lesquelles?

3. A quelle date a-t-il reçu le ou les montants, au total de \$598.11 pour dépenses de transport?

4. Quels sont les endroits où M. Lemay a dû aller transiger des affaires du gouvernement?

5. M. Raoul Lemay s'est-il fait remplacer dans certains de ces voyages?

6. Dans l'affirmative: *a.* quels sont les noms de ces substituts de M. Lemay; *b.* quels sont les endroits visités; *c.* quel est le montant dépensé par chacun d'eux?

7. Quel est le travail supplémentaire fait par M. Lemay pour lequel il a reçu la somme de \$300.00?

8. Ce travail supplémentaire a-t-il été fait à Québec où ailleurs?

9. Depuis combien de temps M. Lemay est-il à l'emploi du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. Non.

3. 6 juillet 1923,	\$50.00
27 décembre,	145.00
7 février 1924,	53.67
11 février 1924	75.00
4 mars 1924,	113.87
1 mai 1924,	95.99
16 juin 1924.	64.38

4. Aux bureaux de fret et messageries des chemins de fer et bateaux ici, à Québec.

5. Non.

6. Voir réponse au No 5.
7. Pour travail après les heures du bureau, durant les soirées et les jours de congé pendant deux ans: *Re*: envois d'affiches, circulaires, matériel, etc.
8. A Québec.
9. Depuis le 1er février 1913.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Statistiques de l'Enseignement pour l'année scolaire 1923-24.

(*Document de la session No 10*).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 13 FÉVRIER 1925

Onze heures du matin.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Adolphe Klein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Shareh Tefilah".—M. Bercovitch.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De "The Natural History Society of Montreal", demandant l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*), du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 72.—Loi constituant en corporation la ville d'Amos.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Lafond, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 131, intitulé: "Loi concernant La Société d'Histoire Naturelle, à Montréal".

M. Dillon, en conséquence, présente le bill (No 131) intitulé: "Loi concernant La Société d'Histoire naturelle à Montréal", lequel est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschecau ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 13, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat";

Bill No 16, intitulé: "Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne";

Bill No 15, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac";

Bill No 19, intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'Ile Perrot";

Bill No 61, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit."

Bill No 63, intitulé: "Loi modifiant la charte des Ursulines de Roberval."

Bill No 78, intitulé: "Loi confirmant la charte de la corporation du Collège Nominingue";

Bill No 95, intitulé: "Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire";

Bill No 109, intitulé: "Loi autorisant le Collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart, à la pratique de la chirurgie dentaire après l'examen final".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 74, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company".

Bill No 120, intitulé: "Loi ratifiant un acte entre "The Royai Trust Company" et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866, de ladite cité".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 74) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi ratifiant un acte entre "The Royal Trust Company" et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866, de ladite cité", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 69) intitulé: "Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 91) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angéline Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement au titre.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick-L. Martyn au nombre de ses membres après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de River Bend".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de charité de la providence".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 60) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 80) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 16 FÉVRIER 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné de l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 161) intitulé: "Loi concernant la célébration des mariages".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des droits réels".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé "Loi modifiant la loi pourvoyant à une journée de repos par semaine pour les employés dans certaines industries".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 80) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 92) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bordeleau, secondé par M. LaFerté, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 82, intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de La Tuque" a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance en 1924, entre le gouvernement et toute personne au sujet d'allocation aux municipalités rurales pour construction d'aqueducs ou tout autre service prévenant les incendies.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 151) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;

Bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920";

Bill (No 32) intitulé: "Loi amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du Roi en appel".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 5) intitulé: "Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 22) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés."

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 17 FÉVRIER 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 98.—Loi concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 56.—Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Bill 81.—Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Ecors, en date du 19 décembre 1924.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 123.—Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Hamel, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du "Conseil de la cité de Thetford-Mines et du Conseil municipal du village de Plessisville, dans le comté de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'établissement de deux divisions d'enregistrement dans le comté de Mégantic, et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Question par M. Renaud.—Quel est le montant des intérêts dus en vertu de la loi des chemins et qui, d'après les procès-verbaux 1925, pages 94 et 95, n'ont pas encore été payés: a. en 1922 par 29 municipalités; b. en 1923 par 56 municipalités; c. en 1924 par 260 municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

a. Depuis la réponse contenue dans les procès-verbaux 1925, deux municipalités ont payé leurs intérêts de 1922, et d'autres ont versé des acomptes. Il reste maintenant dû par 27 municipalités la somme de \$23,460.85.

b. Depuis la réponse contenue dans les procès-verbaux 1925, une municipalité a payé ses intérêts de 1923 et quelques autres ont versé des acomptes. Il reste maintenant dû par 55 municipalités la somme de \$77,304.02.

c. Depuis la réponse contenue dans les procès-verbaux 1925, 55 municipalités ont payé leurs intérêts de 1924 et quelques autres ont versé des acomptes. Il reste maintenant dû par 205 municipalités la somme de \$242,962.77.

Question par M. Pellerin.—Quels ont été les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1923-24, en vertu des dispositions de la section 34, du chapitre 2, du titre 11 des Statuts refondus, 1909, article 5956u à 5956za?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

\$651,566.99.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 158) intitulé: "Loi amendant le Code de procédure civile concernant les effets non saisissables."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 159) intitulé: "Loi modifiant l'article 724 du Code municipal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 161) intitulé "Loi concernant la célébration des mariages."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 75) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 52) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 131) intitulé "Loi concernant La Société d'Histoire Naturelle à Montréal".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Crépeau, secondé par M. Sayer, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement, et toute personne depuis le mois de juin 1924, au sujet des statistiques de la province de Québec, publiées par le gouvernement.

Sur la motion de M. Smart, secondé par M. Duranleau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, états-financiers et rapports soumis par les syndics de l'école protestante de la cité de Verdun, au gouvernement ou à un de ses départements, ou au comité protestant du conseil de l'instruction publique, ainsi que copie de toutes réponses qu'y ont faites le gouvernement ou un de ses départements, ou ledit comité protestant, depuis le premier janvier 1920 jusqu'à date.

M. Sauvé propose, secondé par M. Gault:

Que la Chambre autorise le Comité des Comptes publics à s'enquérir de toutes les opérations de la Commission des liqueurs de Québec et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont il pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité.

Et la motion étant mise en délibération,

Un débat s'élève.

L'honorable M. Perrault propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Mercier:

Que les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette chambre est prête à donner au comité des comptes publics toutes instructions nécessaires pour s'enquérir des opérations de la Commission des Liqueurs, quand on lui aura fait connaître ce que l'on désire savoir et quelles opérations l'on veut enquêter."

Et le débat se continue.

L'honorable M. Patenaude soulève le point d'ordre: "que l'amendement n'est pas en réalité un amendement".

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre. (art. 160.)

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Authier,</i>	<i>Létourneau,</i>
<i>Baillargeon,</i>	<i>Lortie (Labelle),</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Madden,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Bordeleau,</i>	<i>Mercier (Châteauguay),</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Mercier (Trois-Rivières),</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Miljour,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Moreau (Lac-St-Jean),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Morin,</i>
<i>David,</i>	<i>Nicol,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Oliver,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>Dufour (Charlevoix-Saguenay),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour (Matapédia),</i>	<i>Phaneuf,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Philps,</i>
<i>Guillemette,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Hamel,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Laperrière,</i>	<i>Savoie,</i>
<i>Lapierre,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Lemieux (Gaspé),</i>	<i>Thériault.—43.</i>
<i>Lemieux (Wolfe),</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>L'Archevêque,</i>
<i>Beaudoin,</i>	<i>Patenaude,</i>
<i>Bray,</i>	<i>Pellerin,</i>
<i>Crépeau,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>Renaud,</i>
<i>Duranleau,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Faucher,</i>	<i>Sayer,</i>
<i>Gault,</i>	<i>Smart,</i>
<i>Lafleur,</i>	<i>Tétreau.—19.</i>
<i>Langlais,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.
Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Question par M. Bray.—1. Quand expire le contrat entre le Secrétaire provincial, ou le gouvernement ou la Commission des Hautes Etudes et M. Laureys, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes de Montréal?

2. Quand expire le contrat entre le Secrétaire de la province ou le gouvernement de la province et M. Fougerat, directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal?

Réponse par l'honorable M. David:

1. M. Henry Laureys a été nommé directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal conformément à la loi 7 Ed. VII, ch. 23, sec. 8 et 15.

2. M. Emmanuel Fougerat a été nommé directeur de l'Ecole des Beaux Arts de Montréal, conformément à la loi 12 Geo. V, ch. 55, sec. 3.

Question par M. Faucher.—1. Le département des terres et forêts a-t-il employé en 1923, à Rivière Petit Pabos, des hommes pour éteindre les feux de forêts?

2. Dans l'affirmative: *a.* Noms et adresses de ces hommes; *b.* Quand ont-ils été payés; *c.* Combien chacun a-t-il reçu; *d.* Et pour combien de jours de travail?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Non.

2. Non.

Question par M. Renaud.—1. Quel était le nombre de fabriques de beurre et de fromage (ensemble) dans la province de Québec: *a.* en 1919; *b.* en 1923?

2. Même question pour le nombre de patrons?

3. Même question pour la valeur du capital engagé?

4. Même question pour les salaires et gages payés?

5. Même question pour les sommes payées aux patrons?

6. Même question pour le nombre de vaches qui alimentaient ces fabriques?

7. Même question pour la valeur de la production ?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. *a.* 1,867; *b.* 1,660.

2. *a.* 78,665; *b.* 75,920.

3. *a.* \$6,144,563; *b.* \$7,542,455.

4. *a.* \$1,369,834; *b.* \$1,371,023.

5. *a.* \$33,072,059; *b.* \$25,764,720.

6. *a.* 561,454; *b.* 675,812.

7. *a.* \$36,163,011; *b.* \$29,386,505.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 18 FÉVRIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du conseil de la cité de Thetford-Mines et du Conseil municipal du village de Plessisville, dans le comté de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'établissement de deux divisions d'enregistrement dans le comté de Mégantic.—M. Fortier.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants :

Bill 36.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des commissaires.

Bill 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du roi en appel.

Et, avec des amendements, le bill suivant :

Bill 107.—Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant :

Bill 103.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé : "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil; M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé : "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 98) intitulé : "Loi concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 56) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bray, secondé par M. Pellerin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance en 1924 entre le ministre de la colonisation ou ses officiers et M. Hormisdas Hamel, de Makamic.

Question par M. Sauvé.—1. Combien d'acres de terres de la Couronne ont été octroyées gratuitement pour fins de colonisation ou autres: *a.* en 1892-93; *b.* en 1893-94; *c.* en 1902-03; *d.* en 1903-04; *e.* en 1912-13; *f.* en 1913-14; *g.* en 1922-23; *h.* en 1923-24?

2. Combien de lettres patentes ont été émises gratuitement aux colons: *a.* en 1892-93; *b.* en 1893-94; *c.* en 1902-03; *d.* en 1903-04; *e.* en 1912-13; *f.* en 1913-14; *g.* en 1922-23; *h.* en 1923-24?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Voir le rapport du ministre des Terres et Forêts, pour l'année 1923-24 aux pages 7 et suivantes:

Question par M. Bastien.—1. Quel est le coût des travaux du chemin entre l'Echourie et le Petit-Cap comté de Gaspé?

2. Par qui ces travaux étaient-ils dirigés?

Réponse par l'honorable M. Perrault

1. \$10,306.36.

2. M. le curé Narcisse Rioux.

Question par M. Bastien.—1. Quelle somme a été dépensée pour un pont construit en l'été 1924, à l'Echourie, comté de Gaspé?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Il n'y a pas eu de pont de construit à cet endroit, mais le remplissage d'un ravin avec posage d'un tuyau en béton a coûté \$2,346.00.

Question par M. Sauvé.—1. A qui appartiennent les lots 7 et 8 dans le rang 15 du canton Baby, comté de Témiscamingue?

2. Quand ces lots ont-ils été vendus?

3. Et M. Louis Côté a-t-il, en avril 1923, fait application pour avoir ces lots?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Les lots 7 et 8 dans le rang 15 du canton de Baby, dans le comté de Témiscamingue, ne sont pas vendus.

3. Aucune demande de monsieur Louis Côté n'a été reçue au département, en avril 1923.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à une journée de repos par semaine pour les employés dans certaines industries."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill, soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du

comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 19 FÉVRIER 1925

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Dufresne, il est—

Ordonné que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter un bill intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation du Collège de Valleyfield", et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Bercovieth, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Hebrew Maternity Hospital", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Lafond, secondé par M. Authier, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La Cité de Hull", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 37—Loi modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 79.—Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Question par M. Bastien.—1. Quand le gouvernement a-t-il reçu le rapport de la Commission chargée du rajustement des traitements et de la classification des fonctionnaires civils?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, au cours de la présente session, quelque mesure basée sur les conclusions de ce rapport?

Réponse par l'honorable M. Tascheteau:

1. 20 décembre 1924.

2. Oui.

Question par M. Beaudoin.—1. Quels ont été le secrétaires de la Commission du Service Civil?

2. Quels ont été: *a.* le salaire ou la rémunération; *b.* les dépenses de chacun d'eux?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. G.-L. Dussault et P.-E. Caron.

2. *a.* \$400.; *b.* Aucune.

Question par M. Dufresne.—1. Depuis quand M. Wenceslas Lévesque n'est-il plus à l'emploi du gouvernement comme percepteur des taxes sur les successions?

2. M. Lévesque a-t-il donné sa démission ou a-t-il été remercié de ses services?

3. M. Lévesque a-t-il été remplacé!?

4. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* par qui?

5. Dans la négative, pourquoi?

6. Le gouvernement a-t-il l'intention de remplir cette vacance?

7. Si oui, quand?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Par l'honorable M. Nicol:

1. Depuis le 1er mai 1924.

2. Il a donné sa démission.

3. Non.

4. Voir réponse au No 3.

5. 6. et 7. Sous considération.

Question par M. Renaud.—1. Quels sont les ponts qui ont été construits dans cette province entièrement à la charge du gouvernement et où sont-ils situés?

2. Quels sont les ponts dont l'entretien est entièrement à la charge du gouvernement et où sont-ils situés?

3. Existe-t-il encore des ponts de péage dans la province?

4. Dans l'affirmative, combien?

5. Quand chacun d'eux a-t-il été construit?

6. Quels sont ceux qui ont été construits par le gouvernement?

7. Qu'a rapporté chacun des ponts de péage au gouvernement, de la date de leur inauguration au 30 juin 1924?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Pont de Batiscan, sur la rivière Batiscan, à Batiscan; Pont de St-Jean, sur la rivière Lafleur, I.-O.; Ste-Brigitte, sur la rivière Gaudreau; St-Ferréol, sur la rivière Larose; St-Ferréol, sur la rivière Desroches; St-Jean, sur la rivière Bellefleur, I.-O.; St-Tite-des-Caps, Grande-Décharge; St-François, I.-O., sur rivière du Moulin; Ste-Catherine, sur rivière Jacques-Cartier; Donnacona, rivière Jacques-Cartier; Pont Dorion, Ile Perrot, rivière Ottawa.

2. Pont sur rivière Batiscan, à Batiscan; Pont rivière Ottawa, entre Dorion et l'Ile Perrot; Pont rivière Jacques-Cartier, à Donnacona.

3. Oui.

4. et 5. Ceux à la connaissance du gouvernement sont les suivants: Pont Victoria, sur le St-Laurent, entre Montréal et St-Lambert, construit en 1858; Pont de Ste-Anne, rivière Ste-Anne, à Ste-Anne de la Pérade, construit en 1903; Pont Bélair, sur rivière des Milles-Iles, entre Ste-Rose et Ste-Thérèse, construit vers 1830; Pont de Bellefeuille, sur rivière des Milles-Iles, entre Ste-Rose et St-Eustache, construit en 1872; Pont Batiscan, sur rivière Batiscan, à Batiscan, construit en 1922; Pont sur le Richelieu, entre Noyon et Lacole, construit en 1882; Pont Dorion, Ile Perrot, sur rivière Ottawa, construit en 1924; Pont sur rivière Jésus, entre Terrebonne et St-François de Sales, construit en 1907.

6. Pont de Batiscan, à Batiscan, rivière Batiscan; Pont Dorion, Ile Perrot, rivière Ottawa.

7. Voir rapport général du Ministre des Travaux publics et du Travail, exercice finissant le 30 juin 1924, pages 125 et 127 (version française.)

Question par M. Lafleur.—1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes pour venir en aide aux sans-travail dans les grands centres de la province?

2. Dans l'affirmative, de qui a-t-il reçu ces demandes?

3. Quelle a été en substance sa réponse?

4. Le gouvernement reçoit-il des différents bureaux de placement un rapport mensuel mentionnant le nombre de demandes de positions?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 2. et 3. Non.

4. Oui.

Question par M. Bastien.—1. Combien a coûté le nouveau chemin de colonisation construit en 1912 entre Montmagny et Notre-Dame du Rosaire?

2. Quels étaient les noms et résidence des entrepreneurs?

3. Le ministre de la colonisation a-t-il reçu des soumissions pour l'accomplissement de ces travaux?

4. Dans l'affirmative, les travaux ont-ils été accordés aux plus bas soumissionnaires?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Construit en 1922-23 et 1924-25. Coût total \$48,417.44.

2. 1922-23, Raoul Boulanger entrepreneur, de St-Thomas; en 1924-1925, les conseils municipaux de Montmagny et du Rosaire.

3. Oui, pour la partie des travaux exécutés en 1922-1923. Quant au reste, il a été fait à la journée sous la surveillance des deux conseils intéressés.

4. Non, les trois plus basses soumissions étaient de \$3,241.66, \$3,140.00 et \$3,125.00 le mille. Celle de \$3,241.66 a été acceptée parce que le soumissionnaire offrait plus de garantie pour l'exécution des travaux.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 34) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les corporations".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 81) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Ecors, en date du 19 décembre 1924."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de correspondance échangée en 1924 entre le département du Trésor de la province, et la Corporation de la paroisse de Saint-François de Sales, Lac Saint-Jean, au sujet de la voirie.

Copie de toute correspondance entre le département des Terres et les colons de Saint-Louis de Gonzague, comté de Bonaventure, en 1923 et 1924, au sujet de la réserve cantonnale de cette région.

Copie de toute correspondance en 1923-24, entre le ministre de la Colonisation et Monsieur Arthur Barbe, de Saint-Jovite, au sujet de bois de construction.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 14, intitulé: "Loi concernant la pension de l'agent-général de la province dans le Royaume-Uni".

Bill No 21, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac".

Bill No 101, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen."

Bill No 113, intitulé: "Loi modifiant la charte du Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski".

Bill No 116, intitulé: "Loi changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés".

Bill No 152, intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien de Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement."

Bill No 156, intitulé: "Loi modifiant l'article 4531 des Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec".

Bill No 157, intitulé: "Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 20 FÉVRIER 1925

Onze heures du matin.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

M. Bercovitch.—De "Hebrew Maternity Hospital", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

M. Lafond.—De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant l'article 1215 du Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. L'Archevêque.—A la page 174 des Comptes publics de 1923-24, il apparaît que le gouvernement aurait payé pour du charbon durant l'année à la prison de Bordeaux: \$5,472.03, à la "Century Coal Co."; \$3,641.76 à Jos. Elie; \$9,527.85 à T. F. Moore & Co.; \$1,000.28 à Wilson & Frères et pour de l'huile pour chauffage \$21,591.55 à l'Imperial Oil Co.; soit pour le chauffage \$41,285.47. Ces chiffres sont-ils exacts?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Oui, ils sont exacts, mais le total mentionné dans la question est inexact, vu que ce total est de \$41,233.47.

Question par M. Thériault.—1. Quelles ont été les recettes totales de l'Assistance Publique, en 1923-24?

2. Quelles ont été les recettes totales de l'Assistance Publique, provenant directement de la cité de Montréal, en 1923-24?

3. Quelles ont été les subventions régulières et les octrois spéciaux accordés par l'Assistance Publique, aux institutions reconnues d'Assistance Publique, de la cité de Montréal, en 1923-24?

Réponse par l'honorable M. David:

1. \$1,079,548.97.
2. \$538,493.15.
3. \$764,691.47.

Question par M. Lafleur. 1. Le gouvernement a-t-il eu à son emploi comme détective un nommé Roméo Parent, de Beauport?

2. Dans l'affirmative, à quel salaire?

3. Avant d'être à l'emploi du gouvernement, quelle était l'occupation de M. Parent?

4. Quel était son salaire?

5. M. Parent est-il encore à l'emploi du gouvernement?

6. Dans la négative, a-t-il démissionné ou a-t-il été destitué?

7. S'il a été destitué, pour quelle raison?

8. Pendant qu'il était à l'emploi du gouvernement a-t-il troublé des assemblées publiques dans Québec-Comté, lors de la dernière élection partielle?

9. Le gouvernement a-t-il reçu à son sujet quelques plaintes de certaine municipalité?

10. Dans l'affirmative, quelle est cette municipalité?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Non comme détective mais comme constable.

2. \$1,300.

3. Charretier.

4. Ignore.

5. Non.

6. Il a été destitué.

7. Pour absence sans permission.

8. Ignore.

9. Oui.

10. De la municipalité de la paroisse de Beauport.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des commissaires."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 34, intitulé: "Loi amendant dant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les corporations".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, relativement à l'application de la loi imposant des taxes sur les corporations et compagnies commerciales, les expressions "faisant des affaires en cette province" et "y faisant quelque entreprise, commerce ou affaires" signifient: exerçant aucun de ses droits, pouvoirs ou objets corporatifs dans la province, mais que, cependant, la prise de commandes, l'achat ou la vente de marchandises et autres effets, par l'entremise de voyageurs ou par correspondance, ne peut être interprété comme étant l'exercice d'aucun des droits, pouvoirs ou objets corporatifs

de la compagnie dans la province, si la compagnie n'a pas d'agent ou de représentant résidant dans la province, et n'a pas de place d'affaires dans la province; mais, dans ce cas, il incombe à la compagnie de prouver qu'elle n'a pas d'agent ou de représentant résidant dans la province, ni de place d'affaires dans la province.

Résolu, 2.—Que, quand il s'agit d'actions sans valeur au pair ou nominale, l'expression "capital versé de la compagnie" signifie le capital que représentent les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes.

Résolu, 3.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions s'appliquera à toutes les compagnies constituées en corporation qui feront affaires dans cette province après son entrée en vigueur et à toutes celles qui jusqu'ici ont fait affaires ou qui font actuellement affaires dans cette province, et sur lesquelles les taxes imposées par les articles 1345 à 1359 des Statuts refondus, 1909, sont restées totalement ou partiellement impayées; mais qu'elle ne s'appliquera pas aux causes actuellement pendantes.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 3) intitulé: "Loi amendant les Statuts refondus, 1909".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi concernant les créances privilégiées du Gouvernement de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance en 1923-24, entre le ministre de la voirie et toute personne relativement aux plaintes qui auraient été portées contre les travaux sur la route nationale dans le comté de Gaspé et de M. Dufort, ingénieur de la voirie.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le ministère de l'agriculture et toute personne, en 1923-24, au sujet de beurreries à Farnham.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant; lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 53.—Loi constituant en corporation la "Lower Canada College".

Bill 54.—Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec.

Bill 55.—Loi constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement.

Bill 59.—Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père à emprunter sous certaines conditions.

Bill 62.—Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal.

Bill 65.—Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption.

Bill 66.—Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption.

Bill 93.—Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso.

Bill 96.—Loi constituant en corporation l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal.

Bill 108.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Matthews Ross au nombre de ses membres.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 54) intitulé: "Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 55) intitulé: "Loi constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 59) intitulé: "Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père à emprunter sous certaines conditions", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 62) intitulé: "Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 65) intitulé: "Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 66) intitulé: "Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 93) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 96) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Matthews Ross au nombre de ses membres," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 53) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Lower Canada College", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 23 FÉVRIER 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi légalisant certaines signatures apposées par le régistateurs de la division d'enregistrement de Montmagny."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu ne première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 47) intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2."

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement de droits réels;"

Bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies;"

Bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant l'article 1215 du Code de procédure civile."

Question par M. Sauvé.—1. Combien de colons et journaliers de chantiers ont été poursuivis ou arrêtés pour infractions aux lois de chasse et de pêche; a. en 1919-20; b. en 1920-21; c. en 1921-22; d. en 1922-23; e. en 1923-24?

2. Quels ont été les montants d'amendes et de frais payés pour chacune de ces années?

3. Combien de colons ont été emprisonnés pour défaut de paiement des frais et amendes pour chacune de ces années?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. 2. et 3. Les dossiers n'indiquent pas la profession de ceux qui sont poursuivis pour infractions à la loi de chasse et de pêche.

Question par M. Sauvé.—1. Le ministre de la Colonisation aurait-il reçu en 1924, une requête demandant de venir en aide aux colons de la paroisse de Sainte-Séraphine, comté d'Arthabaska?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il accordé cet aide?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le ministre de la Colonisation a reçu en 1924 une requête demandant au gouvernement de prêter de l'argent à certains cultivateurs de Ste-Séraphine pour leur permettre de payer leurs créanciers; ce prêt devant être fait à 3% pendant 40 ans. La requête proposait encore au gouvernement de payer les créanciers, de prendre les terres de ces cultivateurs, d'y laisser les détenteurs actuels qui le rembourseraient selon des conditions faciles.

2. Le gouvernement n'a pu se rendre à cette requête.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 22, intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il pourra être établi, conformément aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sous le nom d'"Asile des détenus aliénés", un asile pour recevoir les aliénés envoyés d'un pénitencier, d'une prison ou de tout autre endroit de détention dans la province pour être gardés dans un asile d'aliénés dans les cas prévus par une loi du Canada ou de la province.

Résolu, 2.—Que cet asile pourra être localisé dans l'endroit que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire acquérir les terrains nécessaires pour ledit asile et y faire faire, suivant des plans et devis préparés sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, les constructions et travaux requis, et que le coût de ces acquisitions, constructions et travaux sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 4.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de placer la réception, la garde, l'entretien et le traitement des personnes détenues dans cet asile sous le contrôle direct d'employés du gouvernement, sous la surveillance du secrétaire de la province, ou de faire et de renouveler avec toute personne, association ou corporation, un contrat en vue de la réception, de la garde, de l'entretien et du traitement de ces détenus, ce contrat étant sujet à ratification par la Législature à la session qui suivra la date de sa signature.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant médical pour l'asile des détenus aliénés et des médecins pour l'assister, avec le traitement qu'il fixera.

Résolu, 6.—Que le médecin assistant désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil aura et exercera tous les pouvoirs du surintendant médical en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier pour quelque cause que ce soit.

Résolu, 7.—Que les autorités de l'asile seront tenues de fournir au surintendant médical et aux médecins assistants un bureau d'une dimension suffisante et convenablement meublé dans leur établissement.

Résolu, 8.—Que lorsqu'une personne traduite devant une cour de justice sous le coup d'une accusation criminelle sera déclarée, par la cour, irresponsable de ses actes, soit pour cause de surdi-mutité soit pour cause de démence sénile, et envoyée dans l'asile des détenus aliénés, le secrétaire de la province pourra faire transférer ce patient de l'asile des détenus aliénés à un autre asile ou établissement en rapport avec son état de santé, et que, à cette fin, le secrétaire de la province pourra faire avec toute institution de cette nature, les arrangements qu'il croira les plus avantageux.

Résolu, 9.—Que, lorsqu'un aliéné sera transféré d'une prison dans l'asile des détenus aliénés, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile sera due et payée par la municipalité de comté, de cité ou de ville dans laquelle aura été opérée l'arrestation du patient, sauf le recours de cette municipalité, dans le cas où le patient n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire,

contre la municipalité de comté, de cité ou de ville où il avait son domicile; que si, cependant, la municipalité de comté, de cité ou de ville qui sera appelée à payer en vertu de la présente résolution, indique d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade avait son domicile avant l'arrestation, le gouvernement devra faire payer directement la municipalité de comté, de cité ou de ville où le malade avait son dit domicile; et que les mêmes dispositions s'appliqueront dans tous les cas où un aliéné sera transféré d'un pénitencier dans l'asile des détenus aliénés et que le gouvernement fédéral n'est pas tenu ou cesse d'être tenu de payer la dépense d'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné.

Résolu, 10.—Que les articles 4139 à 4144 et l'article 4147 des Statuts refondus, 1909, ainsi que les amendements à iceux, recevront application dans le cas du transfert d'un aliéné d'une prison, d'un pénitencier, de tout autre lieu de détention ou d'un asile d'aliénés à l'asile des détenus aliénés.

Résolu, 11.—Que les frais occasionnés par le transfert d'un aliéné de la prison ou de tout autre lieu de détention à l'asile, et de l'asile à la prison ou à tout autre lieu de détention, formeront partie du coût de l'entretien, du séjour et du traitement de l'aliéné.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 22) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 5, intitulé: "Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés."

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il le jugera convenable, mettre à traitement fixe un ou plusieurs des officiers de justice mentionnés à l'article 3493 des Statuts refondus, 1909, sauf le greffier et le député-greffier des appels, dans un ou plusieurs des districts y mentionnés, nul traitement ne devant excéder deux mille cinq cents dollars par année, et que ces traitements seront payés à même le fonds d'honoraires des officiers de justice du district pour lequel ces officiers sont nommés.

Résolu, 2.—Que les députés et les employés permanents des officiers à traitement seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, à chacun desquels il assignera un traitement estimé convenable, payable à même le fonds des honoraires des officiers de justice du district pour lequel ces officiers sont nommés.

Résolu, 3.—Que les autres employés seront nommés par le procureur général, à chacun desquels il assignera un traitement estimé raisonnable, payable de la même manière que le traitement des employés permanents.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 5) intitulé: "Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Alexandra Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile, rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth, Montréal, pour les enfants abandonnés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile de St-Vincent de Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Catholic Sailors' Club", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Church Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de St-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant, pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Dispensary" Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Sailors' Institute", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Old Brewery Mission", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté, pour l'Orphelinat St-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Prisoners' Aid Association", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Patrick's Hospital", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Sheltering Home", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, angle des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs Grises, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'Orphelinat catholique de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Club des Marins Catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité de St-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, sous les soins des Srs du B.-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Ouvroir des Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40 Ave. Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Salvation Army", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, asile des veuves et des infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Young Women's Christian Association", Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Beauceville (Beauceville), Cté. Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat St-Joseph comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence de Valleyfield, (Valleyfield) Cté. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu-de-Valleyfield, (Valleyfield) Cté. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Saint-Bernard (St-Damien) Cté. Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, Cté. Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades (Longueuil), Cté. Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots (Baie St-Paul), Cté. Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Youville de St-Benoît, Cté. des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital (Drummondville), Cté Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de la Providence, (Chandler), Cté Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital du Sacré-Cœur de Hull, (Hull), Cté Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général de Maniwaki, (Maniwaki), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Joseph de Lachine, Cté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Lachine General Hospital", (Lachine), Cté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

53. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Eusèbe, (Joliette), Cté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

54. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Jardin de l'Enfance St-Joseph, (Joliette), Cté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

55. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat de la Providence, Ste-Elizabeth, Cté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

56. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Srs de la Charité, St-André, Cté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

57. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne-de-la-Pocatière, Cté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

58. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-André-Avellin, (St-André-Avellin), Cté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

59. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "St. Michael Hospital", (Buckingham), Cté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

60. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Providence, (Mont-Laurier), Cté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

61. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de Laprairie, Cté Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

62. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence, (L'Assomption), Cté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

63. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de la Providence, (St-Henri-de-Mascouche), Cté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

64. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Antoine, (St-Lin), Cté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

65. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Maison de la Providence, (St-Vincent-de-Paul), Cté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

66. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Guay, (Lauzon), Cté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

67. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, Cté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

68. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, (Section Orphelinat), Cté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

69. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Co. Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

70. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Edouard, Cté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

71. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité, (St-Jean-Des-chaillons), Cté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

72. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Ursule, (Louiseville), Cté Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

73. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Children's Hospital", (Black -Lake), Cté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

74. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Joseph, (Thetford-Mines), Cté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

75. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Bedford Hospital", (Sweetsburg), Cté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

76. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Elizabeth-de-Farnham, Cté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

77. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Sœurs de la Charité, (Montmagny), Cté Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

78. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice St-Célestin, Cté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

79. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, (Nicolet), Cté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

80. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Casimir, (St-Casimir), Cté Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

81. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Général (Sorel), Cté Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

82. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité, (Rimouski), Cté Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

83. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Sœurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix, (Marieville), Cté Rouville, pour l'exercice finissant le 30, juin 1926.

84. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de St-Hyacinthe, (St-Hyacinthe), Cté St-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

85. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice Ste-Anne (Yamachiche), Cté St-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

86. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital de Magog, (Magog), Cté Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

87. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Ste-Famille, (Ville-Marie), Cté Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

88. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Brehmer Rest," (Ste-Agathe-des-Monts), Co. Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

89. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté, pour l'Hospice Drapeau, (Ste-Thérèse-de-Blainville), Cté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

90. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des Dominicains du Rosaire, Cté. Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

91. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital St-Victor, (Belœil), Cté. Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 24 FÉVRIER 1925

M. Thériault, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

Bill 133.—Loi constituant en corporation "The Southern Abitibi Railway Company".

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le troisième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 160.—Loi modifiant le Code municipal.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 84.—Loi amendant la charte de la ville de Saguenay.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de:

La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser ladite commission à effectuer un emprunt et pour autres fins.

Votre comité est d'auSSI d'opinion que la pétition du Conseil de la cité de Therford-Mines et du conseil municipal du village de Plessisville dans le comté de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi décrétant, l'établissement de deux divisions d'enregistrement, dans le comté de Mégantic, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 11.—Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Bill 26.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1920, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 162.—Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des droits réels.

Bill 104.—Loi concernant la succession de J. U. Gregory.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 164.—Loi modifiant l'article 1215 du Code de procédure civile.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Hamel, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter, sans frais additionnels, un bill No 136, intitulé: "Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic".

M. Fortier, en conséquence, présente le bill (No 136) intitulé: "Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill (No 132) intitulé: "Loi concernant la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal".

M. Dillon, en conséquence, présente le bill (No 132) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement se propose-t-il d'établir un district judiciaire dans le comté de Témiscamingue?

2. Dans l'affirmative, quand?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Sous considération.

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire une route carrossable entre la ville de Témiscamingue et le canton de Rouyn?

2. Si oui, quand les travaux vont-ils commencer?

3. Les deux parties de cette route, c'est-à-dire de la ville de Témiscamingue à Fabre et de Guérin à Rouyn, seront-elles construites simultanément?

4. Est-ce l'intention du gouvernement, lorsque ces travaux seront terminés de faire de cette route une route régionale entretenue par le gouvernement?

5. A combien estime-t-on le coût de la construction de cette route et quand sera-t-elle complétée dans son entier?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Le gouvernement a déjà commencé la construction de deux routes, l'une de Témiscamingue à Fabre et l'autre d'Angliers à Rouyn.

3. A l'étude.

4. Il n'en est pas question pour le moment.

5. Ces deux routes coûteraient environ \$350,000.00.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de grains de semence a été fourni par le gouvernement aux différentes municipalités rurales de la province depuis cinq ans?

2. Pour quelle valeur?

3. Combien le gouvernement a-t-il retiré de la vente de ces grains?

4. Combien lui est-il encore dû?

5. Des municipalités se sont-elles prévaluées de la loi pour collecter le prix de vente de ces grains?

6. Dans l'affirmative: *a.* quelles sont ces municipalités; *b.* quel montant a réclamé chacune d'elle; *c.* quel montant chacune d'elles a-t-elle obtenu?

7. Des propriétés de colons ont-elles été vendues par les conseils de comté pour le recouvrement des prix de vente de ces grains de semence?

8. Dans l'affirmative: *a.* quels sont ces colons ou cultivateurs; *b.* dans quelles paroisses et dans quels comtés, dans chacun des cas; *c.* quel était le montant de la réclamation contre chacun de ces colons ou cultivateurs?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, et 8.—Le gouvernement n'a pas fourni de grains de semence aux municipalités rurales depuis cinq ans.

Question par M. Renaud.—1. Pour quelle somme a été réglée l'action contre chacune des municipalités suivantes poursuivies par le gouvernement au sujet de travaux de voirie: *a.* paroisse de Saint-Timothée; *b.* village de Sainte-Cécile; *c.* paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague; *d.* paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville; *e.* paroisse de Saint-Basile-le-Grand; *f.* paroisse de Saint-Narcisse; *g.* ville de Roberval; *h.* paroisse de Saint-Sulpice; *i.* paroisse de Saint-Moïse; *j.* paroisse de Pointe-aux-Trembles; *k.* ville de Saint-Ours?

2. Quelles sont les municipalités qui ont actuellement payé cette somme?

3. Quelles sont celles qui s'en acquittent par versements et quel versement est exigé dans chacun des cas?

4. Qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites en frais de cour ou autres: *a.* à la municipalité intéressée; *b.* au gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Paroisse de Saint-Timothée, \$4,775.12; village de Sainte-Cécile, \$222.95; paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, \$1,931.35; paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville, \$15,780.07; paroisse de Saint-Basile-le-Grand, \$15,652.38; paroisse de Saint-Narcisse, \$243.39; ville de Roberval, \$1,761.55; paroisse de Saint-Sulpice, \$3,610.60; paroisse de Saint-Moïse, \$461.88; paroisse de Pointe-aux-Trembles, \$9,631.37; ville de Saint-Ours, \$339.58.

2. Paroisse de Saint-Timothée; village de Sainte-Cécile; paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague; paroisse de Saint-Narcisse; ville de Roberval; paroisse de Saint-Sulpice; paroisse de Saint-Moïse; paroisse de Pointe-aux-Trembles; ville de Saint-Ours.

3. Les paroisses de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Basile-le-Grand acquittent leur dette en laissant entre les mains du gouvernement les 50% auxquels elles auraient droit pour travaux dans leurs chemins non encore améliorés.

4. *a.* Paroisse de Saint-Timothée, \$86.75; paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, \$50.15; paroisse de Saint-Narcisse, \$33.00; ville de Roberval, \$63.40; paroisse de Saint-Moïse, \$54.60.

b. Paroisse de Saint-Sulpice, \$96.80; paroisse de Pointe-aux-Trembles, \$152.00; ville de Saint-Ours, \$87.13.

Les frais pour les autres municipalités ne sont pas encore réglés.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 53) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Lower Canada College".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Fortier, secondé par M. Hamel, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou l'honorable procureur général et le conseil général du barreau de la province relativement au tarif des honoraires des avocats ayant droit de pratiquer leur profession dans ladite province.

Sur la motion de l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Sauvé il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre.

Copie des rapports faits au gouvernement en 1922, 1923, et 1924 par les experts chargés de faire durant cette période des relevés dans les forêts du nord du Lac Saint-Jean et du comté de Saguenay.

Copie des plans et relevés du ministère des Terres et Forêts faisant connaître l'état général de nos forêts et plus particulièrement l'étendue des ravages causés par l'incendie en 1922, 1923 et 1924.

Copie des rapports faits au gouvernement par les différentes associations, compagnies, organisations forestières ou toutes autres personnes, concernant les feux qui ont ravagé la forêt dans le cours des années 1922, 1923 et 1924.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte,

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur auant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration et ventes de terres publiques

pour fins d'agriculture (département de la colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Inspection des lots pour colonisation pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Resolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 25 FÉVRIER 1925

Sur la motion de M. Mercier (Trois-Rivières), secondé par M. Bordeleau, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La St. Maurice Lumber Co." demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. Thériault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 118.—Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company".

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 131.—Loi concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal.

Bill rapporté à la Chambre.

Bill 163.—Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile, relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 151.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la Province de Québec".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte du bill No 130, intitulé: "Loi concernant l'union de certaines églises y mentionnées", et il demande à être relevé de l'obligation d'en continuer l'étude.

Votre comité recommande de prolonger au 12 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits, par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 72) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville d'Amos."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Saguenay."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 85) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville LaSalle."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

Baillargeon,
Bercovitch,
Bernard,
Bordeleau,
Caron,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
David,
Desmarais,
Dufour (Matapédia),

Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie (Labelle),
Madden,
McDonald,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Oliver,

*Fortier,
Guillemette,
Hamel,
Lafond,
Lafrenière (Berthier),
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,*

*Perrault,
Phaneuf,
Pilon,
Richard,
Roy,
Saurette,
Taschereau,
Thériault.—38.*

Messieurs:

*Bastien,
Beaudoin,
Bray,
Crépeau,
Dillon,
Dufresne,
Faucher,
Gault,
Houde,*

*Lafleur,
Langlais,
L'Archevêque,
Morin.
Patenaude,
Pellerin,
Plante.
Tétreau.—17.*

La motion est ainsi adoptée.
Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi concernant la succession de J. U. Gregory."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 136) intitulé: "Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic;"

Bill (No 132) intitulé: "Loi concernant la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal."

Question par M. Sauvé.—1. Combien de Canadiens des Etats-Unis de l'Ontario ou de autres provinces se sont établis comme colons dans notre province en 1924?

2. Quels sont leurs noms et les lots sur lesquels ils se sont établis?

3. Quels sont ceux qui venaient: *a.* des Etats-Unis; *b.* de l'Ontario *c.* des autres provinces?

4. Combien y a-t-il de Canadiens-français et où sont-ils établis?

5. Combien de colons établis dans cette province ont émigré à l'étranger en 1924?

6. Combien dans les villes de cette province?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1, 2, 3 et 4. Les gouvernements d'Ottawa et des provinces n'ont pas de statistiques à ce sujet.

5. et 6. Les renseignements recueillis par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, permettent de dire que bien peu de colons ont émigré à l'étranger ou sont allés dans les villes.

Question par M. Beaudoin.—1. Quels sont les noms des professeurs aux écoles techniques: *a.* de Québec; *b.* de Montréal; *c.* des Trois-Rivières?

2. Quelle est la nationalité de chacun de ces professeurs?

3. Quel est le salaire de chacun d'eux?

4. Les élèves fréquentant ces écoles techniques ont-ils quelque rémunération à payer?

5. Dans l'affirmative, laquelle?

6. Quels sont les noms des commissaires des différentes écoles techniques: *a.* de Québec; *b.* de Montréal; *c.* des Trois-Rivières?

7. Y a-t-il actuellement des vacances à quelqu'un des postes de commissaires?

8. Dans l'affirmative: *a.* combien; *b.* dans quelles écoles; *c.* depuis quand, dans chacun des cas?

9. Pourquoi ces vacances ne sont-elles pas encore remplies?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Québec: *a.* W. Vaillancourt; J.-R.-A. Désy; A. V. Dumas; M. Koetz; J. Thomas; P. E. Beaulé; Art. Doiron; Marc. Giauque; Alb. Lafond; Ant. Pettigrew; A. Rousseau.

Montréal: (*b.*) (Professeurs): Ian McLeish; G. H. Cinq-Mars, H. E. Tanner; Geo. Landreau; Alex. Bailey; H. W. Wood; Ludger Venne; Geo. Stevenson; J. C. A. Demers; Paul Cadotte; Léo Gareau; Hector Beaupré; C. H. Dorais, (assistant).

(Contremaîtres-Instructeurs): Fidolin Roberge; Emile Morgentaler; J. O. Massicotte; A. E. Proulx; J. A. Jacques; R. W. Boisjoly; O. Colpron; J. A. Juteau; E. Allard.

(Contre-maîtres-Instructeurs), (Cours spéciaux d'automobile): J. H. Pelletier; Armand Grenier; Jean Lasalle; Auguste Fittes; Armand Gadbois.

Trois-Rivières: (*c.*) Ernest Boucher; Emile Côté; Léo Evans; Ernest Fleury; Joseph Lamothe; Eldège Lauriault; Ludger Tellier; Josaphat Thériault.

2. Québec: (*a.*) W. Vaillancourt; Canadien; J. R. A. Désy, Canadien; A. V. Dumas, Canadien; M. Koex, Luxembourgeois; J. Thomas, français; P. E. Beaulé, canadien; Art. Doiron, canadien; Marc. Giauque, Suisse; Alb. Lafond, canadien; Ant. Pettigrew, canadien, A. Rousseau, Canadien.

Montréal (*b.*): Ian McLeish, Canadien; G.-H. Cinq-Mars, Canadien; H. E. Tanner, Canadien; Geo. Landreau, Français; Alex. Bailey,

Canadien; H. W. Wood, Canadien; Ludger Venne, Canadien; Geo. Stevenson, Canadien; J. C. A. Demers, Canadien; Paul Cadotte, Canadien; Léo Gareau, Canadien; Hector Beaupré, Canadien; C. H. Dorais, Canadien; Fidolin Roberge, Canadien; Emile Morgentaler, Français; J. O. Massicotte, A. E. Proulx, J. A. Jacques, R. A. Boisjoly, O. Colpron, J. A. Juteau, E. Allard, Canadiens; J. H. Pelletier et Armand Grenier, Canadiens; Jean Lassalle, Français; Auguste Fittes et Armand Gadbois, Canadiens.

Trois-Rivières: (c) Tous Canadiens.

3. Québec: (a) W. Vaillancourt, \$3,150.00; J. R. Désy, \$2,500.00; A. V. Dumas, \$2,200.00; M. Koetz, \$2,200.00; J. Thomas, \$2,500.00; P. E. Beaulé, \$1,500.00; Art. Doiron, \$1,700.00; Marc Giauque, \$2,100.00; Alb. Lafond, \$1,500.00; A. Pettigrew, \$1,700.00; A. Rousseau, \$2,000.00.

Montréal (b): Ian McLeish, \$3,000.00; H. E. Tanner, \$3,000.00; Alex. Bailey, \$2,400.00; Ludger Venne, \$2,200.00; J. C. Demers, \$2,100.00; Léo Gareau, \$2,000.00; C. H. Dorais, \$1,200.00; Fid. Roberge, \$2,300.00; J. O. Massicotte, \$2,200.00; J. A. Jacques, \$2,000.00; O. Colpron, \$1,700.00; E. Allard, \$1,400.00; J. H. Pelletier, \$2,300.00; Jean Lasalle, \$1,700.00; Art. Gadbois, \$1,440.00; G. H. Cinq-Mars, \$3,000.00; Geo. Landreau, \$2,800.00; H. W. Wood, \$2,300.00; Geo. Stevenson, \$2,200.00; Paul Cadotte, \$2,000.00; Hector Beaupré, \$2,000.00; E. Morgentaler, \$2,300.00; A. E. Proulx, \$2,200.00; R. A. Boisjoly, \$2,000.00; J. A. Juteau, \$1,600.00; Armand Grenier, \$2,100.00; Aug. Fittes, \$1,600.00.

Trois-Rivières: (c) \$2,000.00 pour M. Thériault; \$1,500.00 pour M. Côté et \$1,800.00 pour les autres.

4. Oui.

5. Québec:—Cours réguliers du jour.

La rétribution scolaire, en première année est fixée à \$1.50 par mois; en 2ème année, à \$4.00 par mois; en 3ème année, à \$5.00 par mois.

Il n'est pas accordé de bourse aux élèves de 1ère année. En 2ème et 3èmes années, il est accordé des bourses dans les conditions suivantes:

(1) Ont droit à une bourse entière, ceux qui en font la demande, et qui ont obtenu, à l'examen de passage, une moyenne générale d'au moins 15 points sur 20.

(2) Ont droit à une demi-bourse ceux dont la moyenne varie entre 12 et 15 points sur 20.

Cours spéciaux du jour: Cours de mécanicien d'auto \$60.00; Cours de chauffeurs d'auto: \$35.00.

Cours du soir: A l'exception des cours d'auto dont le prix est de 15.00, les cours du soir sont gratuits.

Montréal: La rétribution exigée de nos élèves est de \$3.00 par mois pour la première année, \$4.00 par mois pour la deuxième et \$5.00 par mois pour la troisième.

Cependant un nombre illimité de bourse partielles ou entières sont accordées chaque année aux élèves qui en ont de besoin.

Trois-Rivières: \$3.00 par mois pour la première année, \$4.00 la deuxième et \$5.00 la troisième.

6. Québec: (a) J.-Art. Marier, C.-E. Morissette, Art. Paquet, Hon. Frank Carrel, J.-A. Lesage, C.-N. Paradis, Ed.-G. Tanguay.

Montréal: (b) A.-L. Caron, président; E. McGuirk, vice-prés.; Alph. Verville, sec.-trés.; J.-M. Fortier, Hon. Smeaton White, J.-O. Gareau, Ludger Gravel, Théo. H. Wardleworth, B. W. Coghlin, Dr D. Gagné, Alph. Bélanger, principal.

Trois-Rivières: (c) L.-P. Mercier, A. Bettez, N. Labelle, V. Burrell, X. Dubé.

7. Québec: (a) Oui; Montréal: (b) Non; Trois-Rivières: (b) Non

8. Québec: 1.

9. Nomination à l'étude.

Question par M. Pellerin.—1. Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: a. en 1867-68; b. 1877-78; c. en 1887-88; d. en 1897-98; e. en 1907-08; f. en 1917-18; g. en 1918-19; h. en 1919-20; i. en 1920-21; j. en 1921-22; k. en 1922-23; l. en 1923-24?

Réponse par l'honorable M. David:

Contributions scolaires payées par:

Année	Contribuables		Gouvernement	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
	\$	%	\$	%
a. 1867-68	792,823	76	256,762	24
b. 1877-78	1,555,363	82	346,710	18
c. 1887-88	1,016,372	74	362,220	26
d. 1897-98	1,517,565	77	447,650	23
e. 1907-08	2,870,244	81	683,350	19
f. 1917-18	7,208,942	78	2,077,569	22
g. 1918-19	9,076,698	81	2,143,976	19
h. 1919-20	10,256,579	81	2,334,108	19
i. 1920-21	12,009,508	84	2,351,471	16
j. 1921-22	13,187,054	84	2,604,409	16
k. 1922-23	13,935,117	81	3,261,111	19
l. 1923-24	Compilation pas terminée.			

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, département de la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement, (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la commission sur perception de royauté et de licences de pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil, et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à une journée de repos par semaine pour les employés dans certaines industries".

Bill No 34, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant le taxe sur les corporations."

Bill No 36, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des Commissaires".

Bill No 41, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement".

Bill No 60, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique".

Bill No 119, intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frédéric L. Martyn au nombre de ses membres après examen".

Bill No 127, intitulé: "Loi modifiant la charte de la communauté des Sœurs de charité de la Providence".

Bill No 128, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 67, intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption".

Bill No 69, intitulé: "Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre".

Bill No 83, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Riverbend".

Bill No 110, intitulé: "Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue".

Bill No 111, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le règlement No 1 de la municipalité du comté de Montmorency No 2 et le contrat passé entre ladite municipalité et La Traverse de l'Île d'Orléans Limitée."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 67) intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 69) intitulé: "Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Riverbend", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le règlement No 1 de la municipalité du comté de Montmorency No 2 et

le contrat passé entre ladite municipalité et La Traverse de l'Ile d'Orléans Limitée," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 26 FÉVRIER 1925

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :
De "St. Maurice Lumber Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Mercier (Trois-Rivières).

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant :

Bill 102.—Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.

Ordonné que M. Savoie ait la permission de présenter un bill (No 165) intitulé : "Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 5, intitulé : "Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés".

Bill No 22, intitulé : "Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés".

Bill No 79, intitulé : "Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Pierre".

Bill No 103, intitulé : "Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants :

Bill No 73, intitulé : "Loi ratifiant l'acquisition et l'alinéation de propriétés par William Currie, Limited".

Bill No 81, intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalités des Ecors, en date du 19 décembre 1924".

Bill No 88, intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Octave Gagnon".

Bill No 115, intitulé: "Loi concernant la "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited".

Bill No 129, intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 73) intitulé: "Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie, Limited", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 81) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Ecors, en date du 19 décembre 1924", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 88) intitulé: "Loi concernant la succession de Joseph Octave Gagnon", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill, au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 115) intitulé "Loi concernant la "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 129) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 69) intitulé: "Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre."

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 83) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Riverbend".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angéline Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue."

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 111) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le règlement No 1 de la municipalité du comté de Montmorency No 2 et La Traverse de l'Ile d'Orléans, Limitée".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 67) intitulé: "Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec, Great Northern Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté dans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des droits réels."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est:—

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la loi Electorale de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis; M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est:—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 27 FÉVRIER 1925

Onze heures du matin.

Sur la motion de M. Bordeleau, secondé par M. Delisle, il est:—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "St. Maurice Paper Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions et conventions, et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Dufresne, il est—

Ordonné que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter un bill intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation du Collège de Valleyfield".

M. Plante, en conséquence, présente le bill (No 139) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation du Collège de Valleyfield", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Desmarais ait la permission de présenter un bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant l'article 110 du Code municipal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état indiquant: 1. Combien de municipalités ont emprunté du gouvernement pour travaux de voirie à moins de 3%;

2. A quel taux d'intérêt;

3. Quelle est la somme globale de ces emprunts;

4. Quelles sont ces municipalités et dans quel comté chacune d'elles est située;

5. Quelle somme chacune d'elles a empruntée;

6. Quand;

7. Quelles sont les municipalités qui ont vu leur taux initial d'intérêt élevé à 3% par le gouvernement;

8. Quand;

9. Quelle somme additionnelle représente pour chacune des municipalités l'augmentation du taux initial, de la date du changement jusqu'au paiement total des ces intérêts;

L'honorable M. Galipeault dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à ordre de l'Assemblée législative en date de ce jour pour communication d'un état indiquant:

1. Combien de municipalités ont emprunté du gouvernement pour travaux de voirie à moins de 3%;

2. A quel taux d'intérêt;

3. Quelle est la somme globale de ces emprunts;

4. Quelles sont ces municipalités et dans quel comté chacune d'elles est située;

5. Quelle somme chacune d'elles a empruntée;
6. Quand;
7. Quelles sont les municipalités qui ont vu leur taux initial d'intérêt élevé à 3% par le gouvernement;
8. Quand;
9. Quelle somme additionnelle représente pour chacune des municipalités l'augmentation du taux d'initial, de la date du changement jusqu'au paiement total de ces intérêts; (*Document de la session No 47.*)

Question par M. Faucher.—1. Outre ses \$5,000. de traitement annuel, le protonotaire de Montréal, reçoit-il d'autres sommes du gouvernement pour salaire, gratification, récompenses, pension, honoraires, dépenses ou autres rémunérations?

2. Dans l'affirmative, quelle somme a-t-il reçue en 1923-24 et pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non, sauf une somme de \$19.00 qui lui a été payée pour frais de voyage en septembre 1923.

Question par M. Faucher.—1. Le ministère de la Colonisation, des Mines et Pêcheries a-t-il retiré une licence de pêche à M. Léonard Court, d'Escuminac?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Pour quelle raison

4. A qui l'a-t-il donnée?

5. Le gouvernement a-t-il reçu une requête demandant de remettre cette licence à MM. Léonard Court et Fred. Gaudin?

6. Dans l'affirmative, qu'a répondu le gouvernement?

7. Quand a-t-il fait tenir sa réponse aux signataires de la requête?

8. S'il n'a pas répondu, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. En décembre dernier.

3. Cette licence avait toujours été émise au nom de Fred Gaulin. L'an dernier, le nom de L. Court fut ajouté à celui de Gaulin, parce que ce dernier était malade et que L. Court devait pêcher pour lui. Gaulin est maintenant décédé et, comme M. Court a déjà trois licences, le département a pensé qu'il était juste de l'accorder à John Fraser.

4. A John Fraser.

5. A M. Léonard Court, oui.

6. Qu'il ne croyait pas devoir changer sa décision.

7. et 8. Le 24 février.

Question par M. Bray.—1. Combien a coûté le terrain de l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal.

2. Qui l'a vendu?
3. Combien a coûté la construction de cette école?
4. Quels ont été les entrepreneurs pour les différents travaux:
a. de l'intérieur; b. de l'extérieur?
5. Combien a coûté: a. l'intérieur; b. l'extérieur?
6. Quand les travaux de construction ont-ils été commencés?
7. Quand ont-ils été terminés?
8. Quel a été le coût de l'aménagement?
9. Combien y a-t-il de professeurs?
10. Quel est: a. le salaire; b. la nationalité de chacun d'eux?
11. Combien y a-t-il d'élèves?
12. Quelles sont les différentes nationalités qui s'y trouvent représentées et quel est le nombre d'élèves de chacune de ces nationalités?
13. Les élèves fréquentant l'Ecole des Beaux-Arts ont-ils quelque rémunération à payer?
14. Dans l'affirmative, laquelle?

Réponse par l'honorable M. David:

1. \$20,376.50.
2. Stanley Bagg Corporation.
3. et 5, \$328,087.41.
4. a et b. Collet & Frères.
6. Juin 1922.
7. Octobre 1923.
8. \$20,067.80.
8. 10 professeurs.
10. Fougerat, Em., \$4,000.00 Français; Dyonnet, Edmond, \$2,800.-00, Canadien; Maillard, Charles, \$2,200.00, français; Mahias, Robert, \$4,000.00 Français; Poivert, Jules, \$3,200.00, Français; Larue, Albert, \$2,400.00, Canadien; Beaugrand-Champagne, Aristide, \$2,000.00 Canadien; Laliberté, Alfred, \$600.00 Canadien; Lagacé, J.-B., \$200.00 Canadien; Labrecque, Henri, \$400.00 Canadien.
11. A date il y a 766 inscriptions.
12. Canadiens-français, 378; Espagnols, 2; Italiens, 6; Allemands, 2; Juifs, 119; Anglais, 258; Grec, 1.—Total 766.
13. Les cours sont gratuits, sauf pour les élèves des cours d'architectures.
14. \$150.00 par an.

Question par M. Beaudoin.—1. Quelle somme le gouvernement a-t-il octroyée: a. en 1921; b. en 1922; c. en 1923; d. en 1924 à l'hospice Saint-André Avellin?

2. Quel a été le nombre: a. d'hommes; b. de femmes; c. d'enfants recueillis par cet hospice en 1921?
3. Même question pour 1922?
4. Même question pour 1923?
5. Même question pour 1924?

Réponse par l'honorable M. David:

1. a. \$200.00; b. \$200.00 c. \$200.00; d. \$200.00.

2, 3, 4 et 5.—

<i>Années</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Garçons</i>	<i>Filles</i>
1921,	16	14	9	38
1922,	15	17	2	38
1923	17	16	1	31
1924,	18	16	..	44

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement approuve-t-il la demande que les cantons de Dasserat, Boischatel, Rouyn et Joannes fassent partie du comté de l'Abitibi.

2. A-t-il reçu des requêtes à ce sujet?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Le gouvernement étudie la question.

2. Oui, une requête.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers."

L'honorable M. Caron propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les membres de la commission créée par la loi 9 George V, chapitre 11, recevront pour leurs services la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que, avec l'autorisation du ministre, la commission pourra employer un secrétaire et encourir toutes autres dépenses nécessaires.

Résolu, 2.—Que toutes les dépenses prévues par la résolution précédente seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi légalisant certaines signatures apposées par le registraire de la division d'enregistrement de Montmagny."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier à la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier, et siège ainsi durant quelque tems; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 32) intitulé: "Loi amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du Roi en appel."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 2 MARS 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Le greffier annonce que l'Orateur et le président des comités sont tous deux absents.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que M. Elisée Thériault, député de l'Islet, soit élu orateur pour la durée de la journée.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De "St. Maurice Lumber Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions et conventions.
—M. Bordeleau.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la loi des licences."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.,

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Galipeault ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les colporteurs."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. A la page 194 des Comptes publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a dépensé à \$15,800 en 1923-24, pour publication d'un journal français et d'un journal anglais sur l'Instruction publique aux conditions et de la manière déterminée par le secrétaire de la province. Quels sont ces journaux?

2. Quels en sont les propriétaires?

3. Qui les imprime?

4. Combien chacun a-t-il reçu des \$15,800?

5. Ces journaux, leurs propriétaires ou leurs imprimeries ont-ils reçu du gouvernement, en 1923-24, d'autres montants pour annonces, articles, impressions, reliures, abonnements, etc.?

6. Dans l'affirmative, quelles différentes sommes ont-elles été versées par le gouvernement et à qui?

Réponse par l'honorable M. David:

1. "L'Enseignement primaire" et "Educational Record".

2. M. C.-J. Magnan est le propriétaire de "L'Enseignement Primaire", et G.-M. Parmelee, de l'"Educational Record".

3. Le premier est imprimé par "Le Soleil, Ltée", et le second par le "Chronicle Printing Co".

4. M. Magnan, \$14,000.00. M. Parmelee, \$1,800.00.

5. et 6. Non.

Question par M. Langlais.—1. Quelles démarches ont été faites par le procureur général pour trouver l'auteur de la mort d'un jeune homme du nom de Farrell, à Ferrellton, survenue à la suite de fracture du crâne causée par un instrument contondant?

2. Quels ont été les résultats de ces démarches?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Deux enquêtes complètes ont été faites par les officiers de la Sûreté provinciale, et tout ce qu'il était possible de faire a été fait pour retrouver les coupables. Les circonstances spéciales dans lesquelles le crime a été commis ont rendu impossible jusqu'à présent la découverte de ces derniers. L'affaire n'est cependant pas classée et les recherches continuent.

Question par M. Houde.—1. A quelle date, M. Emmanuel Fougerat a-t-il été nommé directeur de l'Ecole des Beaux Arts Montréal, en vertu de la loi 12 Geo. V, ch. 55, sec. 3?

2. Quand le contrat passé avec M. Fougerat, en vertu de la même loi, expire-t-il?

3. Quel traitement annuel reçoit M. Fougerat?

Réponse par l'honorable M. David.

1. et 2. M. Emmanuel Fougerat a été nommé directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal, le 6 avril 1923, conformément à la loi 12 Geo. V, ch. 55, sec. 3.

3. \$4,000.00.

Question par M. Houde.—1. A quelle date M. Henry Laureys a-t-il été nommé directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, en vertu de la loi 7 Ed. VII, ch. 23, sec. 8 et 15?

2. Qui a signé le contrat d'engagement de ce fonctionnaire de la province?

3. Pour combien d'années est-il engagé, en vertu de la loi 7 Ed. VII, ch. 23, sec. 8 et 15?

4. Quel traitement annuel reçoit-il?

Réponse par l'honorable M. David:

1. 2. et 3. M. Henry Laureys a été nommé directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, le 14 avril 1916, conformément à la loi 7 Ed. VII, ch. 23, sec. 8 et 15.

4. \$6,000.00.

Question par M. Langlais.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'au cours de 1923 ou au commencement de 1924, un nommé Denault ait été trouvé mort à Saint-Pierre de Wakefield, dans la région de la Gatineau, recouvert de branches et entouré de cailloux?

2. Une enquête a-t-elle été tenue au sujet de cette mort?

3. Dans l'affirmative, quand?

4. Quel verdict a été rendu?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. Oui.

3. Le 10 décembre 1923.

4. Le verdict déclare que Léo Denault, vieillard de 76 ans, est mort dans le township de North Templeton à peu près 4 semaines avant la date de l'enquête, mais qu'il est impossible de déclarer la cause du décès; et contient une recommandation qu'une investigation soit faite. Le coroner a, en outre, fait rapport que la mort était due à une cause purement naturelle et les renseignements qu'a recueillis la sûreté provinciale confirment le rapport du coroner.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 50) intitulé: "Loi concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Nicol, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 48) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'aide au Sanatorium du Lac Edouard, relativement à l'administration du Sanatorium du Lac Edouard".

Sur la motion de l'honorable M. Galipeault, secondé par l'honorable M. David, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 201) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la gazoline."

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 190) intitulé: "Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité du Code municipal:

Bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux;"

Bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant l'article 110 du Code municipal."

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi amendant la Loi électorale de Québec".

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus dus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers,"

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 139) intitulé: "Loi amendant la charte de la corporation du Collège de Valleyfield."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 3 MARS 1925

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de: "St. Maurice Lumber Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de "St. Maurice Paper Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant certaines résolutions et conventions, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Richard, secondé par M. Bergeron il est—

Ordonné que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter un bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal Est, en date du 20 février 1925."

M. Richard, en conséquence, présente le bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 20 février 1925", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Mercier (Trois-Rivières), secondé par M. Bordeleau, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 140, intitulé: "Loi modifiant la charte de "The St. Maurice Lumber Company".

M. Mercier (Trois-Rivières), en conséquence, présente le bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The St. Maurice Lumber Company", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bordeleau, secondé par M. Mercier (Trois-Rivières) il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 141, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des Commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company Limited".

M. Bordeleau, en conséquence, présente le bill (No 141) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine et conventions entre les mêmes et la St. Maurice Paper Company Limited," qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Le gouvernement a-t-il en 1924 en 1925 réclamé une certaine somme à la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville: pour: a. confection; b. réfection; c. entretien des chemins?

2. Dans l'affirmative, quelle somme?

3. La municipalité a-t-elle payé la somme réclamée?

4. Dans la négative, pourquoi?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre cette municipalité?

6. Serait-il vrai que le maire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse aurait reçu d'un membre du cabinet l'assurance que le gouvernement ne ferait pas payer la somme réclamée par le trésorier de la province ou le ministre de la voirie?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.
2. a. \$416.70; b. \$30,024.56; c. \$1,837.55
3. Non.
4. Le gouvernement l'ignore.
5. La municipalité est actuellement poursuivie.
6. Non.

Question par M. L'Archevêque.—1. Le gouvernement s'est-il engagé à donner pour la fondation d'un institut pédagogique \$375,000, soit \$25,000 par année pendant 15 ans?

2. Une somme de \$25,000 a-t-elle déjà été versée?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui. (14 Geo. V, ch. 40).
2. Premier paiement fait le 25 août 1924 Cet institut des Dames de la Congrégation est destiné à donner la formation pédagogique supérieure aux institutrices religieuses et laïques.

Question par M. L'Archevêque.—1. Combien la "Herald Publishing Co." a-t-elle publié d'articles pour les \$5,000.00 qu'elle a reçues à même le crédit "Divers en général", pendant le dernier exercice?

2. Où ces articles ont-ils été publiés?
3. A quelles dates ont-ils été publiés?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Trente-six, comprenant un numéro spécial, "Harbour Issue."
2. Dans le "Montreal Herald".
3. Entre le 7 juillet 1923 au le 23 février 1924.

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 73) intitulé: "Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par William Currie, Limited".

Résolu que cette Chambre adopte lesdits amendements.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 163) intitulé: "Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bastien, secondé par M. Crépeau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance entre le ministère des Terres et Forêts et toute personne concernant le traitement des hommes qui ont été employés pour éteindre les feux de forêts dans la région de Natasquan.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Dufresne, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute responsabilité entre le gouvernement et toute personne au sujet de la Cour de Magistrat du district d'Abitibi et des juges de paix de Senneterre dans la cause Kervin vs Laurence Glyde.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 197) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les colporteurs."

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant soumise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 200) intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 18, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires."

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les inspecteurs-vérificateurs nommés en vertu de l'article 2520*ta* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 14 George V, chapitre 32, section 1, seront tenus, en sus des devoirs qui leur sont imposés et sans autre rémunération, de visiter, sous la direction du ministre des affaires municipales, à la demande du secrétaire de la province, les bureaux des commissions scolaires de la province.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera le montant qui sera payé aux inspecteurs-vérificateurs pour défrayer les frais encourus par eux lorsqu'ils voyageront à l'occasion de l'exécution des devoirs qui leur sont imposés par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 3.—Que les dépenses encourues pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées sur le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdites résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, les résolutions sont adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre adopte lesdits amendements.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 4 MARS 1925

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "David Coveler, étudiant en droit, demandant à être admis à la pratique du droit après examen", et que la pétition puisse être lue et reçue à la prochaine séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 125.—Loi constituant en corporation "The Beth Israel and Samuel Congregation".

M. Pilon, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Pétition de: "La cité de Hull", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

L'honorable M. Moreau, président (*pro tem.*) du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité s'est réuni et a étudié la question suivante: Différence qui existe entre les prix offerts sur le marché pour le fromage d'Ontario et ceux de la province de Québec, et les remèdes à apporter à la situation qui existe.

Furent entendus: Messieurs Auguste Trudel, M. Ayre, M. J.-A. Paquet, M. Antonio Grenier, M. J.-R. Lussier et M. Elie Bourbeau.

Sur la motion de M. Lafond, secondé par M. Authier, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 138, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

M. Lafond, en conséquence, présente le bill (No 138) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux jeunes délinquants."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Tascheereau ait la permission de présenter un bill (No 196) intitulé: "Loi concernant les jurés."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Dufresne.—1. Le gouvernement a-t-il étudié la question de faire la centralisation de la comptabilité des divers services, ainsi que des perceptions?

2. Dans l'affirmative, à quelle décision en est-il arrivé?

3. A-t-il reçu des protestations concernant ce projet de centralisation?

4. Dans quel but serait fait cette centralisation?

Réponse par l'honorable M. Nicol.

1. 2. 3. et 4. Non.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quels sont les noms des médecins des prisons des districts: *a.* de Hull; *b.* de Saint-François; *c.* des Trois-Rivières?

2. Quand chacun d'eux a-t-il été nommé?

3. Qu'a retiré chacun d'eux en traitement, salaire, gratification, récompense, honoraires, dépenses ou autres rémunérations, chacune des années depuis sa nomination?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. *a.* Dr J.-E. Fontaine, nommé le 10 mars 1909; *b.* Dr J. Daigneault, nommé le 5 septembre 1924; *c.* Dr. Napoléon Lambert, nommé le 31 oct. 1924.

3. Pour toutes sommes à venir jusqu'au 1er juillet 1924: voir Comptes publics. Pour l'année en cours:

Dr. J.-E. Fontaine, \$594.; Dr. J. Daigneault, rien; Dr N. Lambert, \$150.

M. Lortie (Soulanges) propose, secondé par M. Renaud:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie d'un questionnaire qui aurait été envoyé aux agronomes du gouvernement par le ministre de l'agriculture ou l'un de ses employés et de la lettre qui l'accompagnait.

Et un débat s'élève.

Sur un message de reçu Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par l'huissier à la verge noire suppléant, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 4 Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne.
- 5 Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés.
- 7 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'audition de certains appels.
- 12 Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile.
- 13 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat.
- 14 Loi concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni.
- 15 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac.
- 16 Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne.
- 19 Loi modifiant la loi pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot.
- 21 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac.
- 22 Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenues aliénés.
- 29 Loi modifiant la loi pourvoyant à une journée de repos par semaine pour les employés dans certaines industries.
- 34 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les corporations.
- 36 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour des commissaires.
- 41 Loi modifiant le Code civil relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement.
- 53 Loi constituant en corporation "Lower Canada College".
- 54 Loi concernant L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec.
- 55 Loi constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très Saint-Sacrement.
- 58 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat.
- 59 Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions.
- 60 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adrien Lebrun, à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.
- 61 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit.
- 62 Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal.

- 63 Loi amendant la charte des Ursulines de Roberval.
- 65 Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption.
- 66 Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption.
- 67 Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption.
- 69 Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre.
- 70 Loi amendant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
- 74 Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Lumber Company".
- 78 Loi modifiant la charte de la corporation du Collège Nominique.
- 79 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.
- 81 Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Écours, en date du 19 décembre 1924.
- 83 Loi constituant en corporation la ville de Riverbend.
- 88 Loi amendant la succession de Joseph-Octave Gagnon.
- 93 Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso.
- 95 Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire.
- 96 Loi constituant en corporation L'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal.
- 98 Loi concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine.
- 101 Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.
- 103 Loi modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine.
- 108 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Mathews Ross, au nombre de ses membres.
- 109 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart à la pratique de la chirurgie dentaire, après l'examen final.
- 110 Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.
- 111 Loi ratifiant et confirmant le règlement No un de la municipalité du comté de Montmorency No 2 et le contrat passé entre ladite municipalité et La Traverse de l'Ile d'Orléans, Limitée.
- 113 Loi modifiant la charte du Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski.
- 115 Loi concernant la "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited".
- 116 Loi changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés.
- 119 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick-L. Martyn au nombre de ses membres, après examen.
- 120 Loi ratifiant un acte entre "The Royal Trust Company" et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866 de ladite cité.

-
- 127 Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence.
- 128 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen.
- 129 Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925.
- 152 Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.
- 156 Loi modifiant l'article 4531 des Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.
- 157 Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Et à leur retour.

La Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie d'un questionnaire qui aurait été envoyé aux agronomes du gouvernement par le ministre de l'agriculture ou l'un de ses employés et de la lettre qui l'accompagnait.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

M. l'Orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 98.—Loi concernant la succession de Dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine".

M. Duranleau, propose, secondé par M. Smart:

Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir de toutes les opérations de la commission des Liqueurs de Québec et plus particulièrement, entre autres choses, de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau chef, de ses succursales et agences, de ses magasins; du prix d'achat, du prix coûtant, du prix de vente de ses marchandises ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a fait et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs, de ses entrepôts, des saisies et confiscations de boisson, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des amendes; des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de

son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, et de son administration générale et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité.

Et un débat s'élève.

M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par M. Thériault:

Que tous les mots après:

"Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"des opérations suivantes de la Commission des liqueurs de Québec de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau chef, de ses succursales et agences, de ses magasins; du prix d'achat, du prix coûtant, du prix de vente de ses marchandises, ainsi que de leur nature et qualité; des additions transformations et traitement qu'elle a fait et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs; de ses entrepôts; des saisies et confiscations de boissons, des poursuites devant les tribunaux du paiement des amendes, des abandons, de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, ainsi que de toutes opérations par les nommés Ludger Brien, Albert Brosseau, Lord et Lavallée et la United Auto Supply Company et leurs associés et autres intéressés, en rapport avec l'importation de liqueurs alcooliques, dans la province. au détriment du commerce de la Commission des liqueurs, et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité."

Et un débat s'élève.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 20 février 1925;"

Bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The St. Maurice Lumber Company";

Bill (No 141) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company, Limited".

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé ce jour par M. Bouchard à la motion de M. Duranleau, dont elle a été saisie ce jour:

Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir de toutes les opérations de la Commission des Liqueurs de Québec et plus particulièrement, entre autres choses, de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau chef, de ses succursales et agences, de ses magasins; du prix d'achat, du prix coûtant, du prix de vente des es marchandises ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a fait et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs, de ses entrepôts, des saisies et confiscations de boissons, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des amendes, des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi des licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banques de la Commission, de ses archives, et de son administration générale et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité.

Et qui se lit comme suit:

Que tous les mots après: "Que la Chambre autorise le comité des comptes publics à s'enquérir", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"des opérations suivantes de la Commission des liqueurs de Québec: de l'établissement, des attributions, des pouvoirs et des opérations de commerce de son bureau chef, de ses succursales et agences, de ses magasins, du prix d'achat du prix coûtant du prix de vente de ses marchandises, ainsi que de leur nature et qualité; des additions, transformations et traitement qu'elle a fait et fait subir aux boissons et de leur embouteillage; des noms et adresses de ses fournisseurs; de ses entrepôts; des saisies et confiscations de boissons, des poursuites devant les tribunaux, du paiement des amendes, des abandons de recours et poursuites; des vols de boissons; des achats, constructions, démolition et reconstructions d'immeubles; de l'octroi de licences; des relations de la Commission et du gouvernement ou de son trésorier provincial; des affaires de banque de la Commission, de ses archives, ainsi que de toutes opérations par les nommés Ludger Brien, Albert Brosseau, Lord et Lavallée, et la United Auto Supply Company et leurs associés et autres intéressés, en rapport avec l'importation de liqueurs alcooliques, dans la province. au détriment du commerce de la Commission des liqueurs, et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin à ce sujet; et qu'elle l'autorise à employer un sténographe dûment qualifié pour recueillir tous les témoignages reçus devant ledit comité."

Et le débat se continue.

M. Langlais propose par voie d'amendement à l'amendement, secondé par M. Smart

Que l'amendement en discussion soit sous-amendé en y intercalant après les mots:

"De ses archives", les mots suivants, savoir:

"Et de son administration générale ainsi que de tout commerce illicite de liqueurs alcooliques (bootlegging) fait en cette province à la connaissance de la Commission et de ses employés et à requérir la comparution de toutes personnes et la production de toutes pièces dont le comité pourra avoir besoin pour les fins plus haut mentionnées".

Et un débat s'élève.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bastien,
Beaudoin,
Bertrand,
Bray,
Crépeau,
Dufresne,
Duranleau,
Faucher,
Gault,
Houde,
Lafleur,*

*Langlais,
L'Archevêque,
Lortie (Soulanges),
Patenaude,
Pellerin,
Plante,
Renaud,
Sauvé,
Sayer,
Smart,
Tétreau.—22.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bergeron,
Bordeleau,
Bouchard,
Bouthillier,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Côté,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour (Charlevoix-Saguenay),
Fortier,
Galipeault,
Guillemette,
Lafond,*

*Lemieux (Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Létourneau,
Lortie (Labelle),
Madden,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Morin,
Nicol,
Ouellet,
Perrault,
Phaneuf,
Pilon,
Reed,
Richard,
Roy,*

Lafrenière (Berthier),
Lafrenière (Richelieu),
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,

Saurette,
Taschereau,
Thériault,
Tourville.—47.

Le sous-amendement est ainsi rejeté.

Et l'amendement étant de nouveau mis en délibération:

M. Mercier (Trois-Rivières) propose par voie d'amendement à l'amendement, secondé par M. Tourville:

Que la motion d'amendement soit amendée en intercalant, après les mots "archives", les mots suivants: "ainsi que tout commerce illicite de liqueurs alcooliques ((bootlegging) fait en cette province, à la connaissance de la commission et de ses employés".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

Authier,
Baillargeon,
Bergeron,
Bordeleau,
Bouchard,
Bouthillier,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Côté,
David,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour (Charlevoix-Saguenay),
Fortier,
Galipeault,
Guillemette,
Lafond,
Lafrenière (Berthier),
Lafrenière (Richelieu),
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Gaspé),

Lemieux (Wolfe),
Létourneau,
Lortie (Labelle),
Madden,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Morin,
Nicol,
Ouellet,
Perrault,
Phaneuf,
Pilon,
Reed,
Richard,
Roy,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Tétreau,
Thériault,
Thurber,
Tourville.—50.

CONTRE:

Messieurs:

*Bastien,
Beaudoin,
Bertrand,
Bray,
Crépeau,
Dufresne,
Duranleau,
Faucher,
Gault,
Houde.
Lafleur,*

*Langlais,
L'Archevêque,
Lortie (Soulanges),
Paternaude,
Pellerin,
Plante,
Renaud,
Sauvé,
Sayer,
Smart.—21.*

Le sous amendement est ainsi adopté.

Et l'amendement ainsi amendé étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux jeunes délinquants".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la loi concernant les jurés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 43, intitulé "Loi modifiant les Statuts refnodus de 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

L'honorable M. Galipeault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les taux pour honoraires en ce qui regarde l'examen des installations électriques nouvelles dans les édifices publics, soit pour l'éclairage, la chaleur ou la force motrice, de même que pour toutes les installations de systèmes de chauffage, seront basés sur le pourcentage de la valeur de l'installation, soit une demie de un pour cent avec un maximum de \$200.00 et un minimum de \$10.00.

Résolu, 2.—Que, dans le but d'assurer l'observation de la loi et des règlements en ce qui concerne les installations électriques ou de chauffage, et en vue de constater si les personnes visées par la loi possèdent des licences ou certificats et se conforment à la loi et aux règlements, il pourra être ajouté au personnel du département de l'inspection des établissements industriels et des édifices publics, un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens, ainsi que des inspecteurs de système de chauffage, dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices publics de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler à l'inspecteur en chef et aux examinateurs les contraventions qu'ils constatent; que les inspecteurs de système de chauffage auront le devoir de faire l'inspection des systèmes de chauffage à la vapeur, à haute et à basse pression, ainsi que des chaudières à sections à eau chaude; et que ces inspecteurs recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, dix-huit cents dollars par année.

Résolu, 3.—Que l'honoraire pour l'inspection de tout système de chauffage dans les édifices visés par la loi 11 George V, chapitre 75, sera de cinq dollars, sauf les églises, chapelles, couvents, collèges, écoles, hospices, orphelinats, asiles d'aliénés, palais de justice et prisons, où cette inspection devra être faite gratuitement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdites résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que les dites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le journal d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'industrie laitière de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École de laiterie de la province de Québec, St-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois. et adoptées.

Question par M. Duranleau—1. Quand le gouvernement a-t-il reçu le rapport de la Commission chargée de l'étude de la loi des accidents du travail?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, au cours de la présente session, quelque mesure basée sur les conclusions de ce rapport?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. 15 janvier 1925, déposé sur le bureau de la Chambre le 26 janvier 1925, comme document de la session No 44.

2. Le gouvernement étudie les différentes propositions du rapport, lequel suggère d'attendre après la tenue de la Conférence du Travail, à Genève, en mai et juin prochains, pour modifier la loi actuelle, s'il y a lieu.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 5 MARS 1925

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De David Coveler, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique du droit, après examen.—M. Dillon.

M. Bullock, président (*pro tem.*) du comité des bills en privés général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 117 :—Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Oliver, il est—

Ordonné que toutes les dispositions du règlement de cette Chambre qui ont trait à l'avis, à la présentation et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire à la présentation, soient suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter immédiatement un bill No 144, intitulé : "Loi continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37".

M. Dillon, en conséquence, présente le bill (No 144) intitulé : "Loi continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé : "Loi modifiant la loi des mines de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé : "Loi modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Côté ait la permission de présenter un bill (No 168) intitulé : "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 28.—Loi légalisant certaines signatures apposées par le registraire de la division d'enregistrement de Montmagny.

Bill 42.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders".

Bill 44.—Loi modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.

Bill 52.—Loi amendant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill 91.—Loi modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

Bill 92.—Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company".

Bill 114.—Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Bill 121.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 91) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No. 92) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 114) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke," et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 121) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, le Chambr se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant la loi des mines de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Beth Israel and Samuel Congregation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 138) intitulé "Loi modifiant la charte de la cité de Hull."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 48, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au Sanatorium du Lac Edouard relativement à l'administration du Sanatorium du Lac Edouard".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac Édouard, le 20 février 1925, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro cinq mille huit cent quatre-vingt-trois de ses minutes et reproduit comme annexe à la présente résolution, soit ratifié.

ANNEXE

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le vingt février

DEVANT ADOLPHE LABRÈQUE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

COMPARAISSENT :

SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE V, ici représenté et agissant par l'honorable Louis-Athanase David, en sa qualité de secrétaire de la province de Québec, autorisé aux fins des présentes, suivant arrêté ministériel en date du treize février mil neuf cent vingt-cinq, et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le même jour, partie de la première part, ci-après appelée "le gouvernement",

et

L'AIDE AU SANATORIUM DU LAC ÉDOUARD, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, ici représenté et agissant par M. Willie Amyot, conseil en loi du roi, de Québec, son secrétaire dûment autorisé par résolution ci-annexée, partie de la seconde part, ci-après appelée "la corporation".

LESQUELLES PARTIES, attendu que le gouvernement détient la propriété du Sanatorium du Lac Édouard et désire en confier l'administration à la corporation, arrêtent entre elles ce qui suit:

1. Le gouvernement s'engage à entretenir et aménager les immeubles, édifices, maisons, bâtiments et dépendances qui forment actuellement ou formeront le Sanatorium du Lac Édouard, pour que ce sanatorium puisse recevoir un maximum de cent trente-cinq (135) malades tuberculeux;

2. La corporation s'engage:

a. A recevoir, audit sanatorium, des malades tuberculeux jusqu'à concurrence de cent trente-cinq (135) et à leur procurer les soins requis

en se faisant payer la valeur de la pension et des soins médicaux par ceux de ses malades qui sont en position, en tout ou en partie, de le faire;

b. A pourvoir à la construction de l'édifice ou des édifices nécessaires pour que le nombre des malades tuberculeux hospitalisés au sanatorium puisse être porté jusqu'à cent trente-cinq (135). Les plans de telles constructions additionnelles devront cependant, au préalable, être approuvés par le gouvernement, et ces constructions, sans autre transport, seront la propriété du gouvernement à toutes fins que de droit;

c. A pourvoir à tous les frais d'administration dudit sanatorium, y compris les honoraires des médecins, des gardes-malades et du personnel et assumer seul le contrôle de la direction du sanatorium; le gouvernement aura, cependant, le droit, par ses représentants officiels, de s'assurer des conditions dans lesquelles le sanatorium sera tenu;

d. A tenir, pour tout ce qui concerne le Sanatorium du Lac Édouard une comptabilité distincte, et faire rapport au gouvernement, annuellement et sur demande, en tout temps, de l'état des recettes et déboursés se rapportant au maintien dudit sanatorium;

PRIX

3. Pour aider à subvenir aux frais requis pour soins à donner aux malades indigents, le gouvernement paiera à la corporation, la somme de quinze cents piastres (\$1,500.00) par mois, d'avance, à partir du jour où la corporation prendra charge dudit sanatorium et aussi longtemps que le gouvernement croira cette allocation nécessaire pour rencontrer les dépenses et l'exploitation du sanatorium;

4. Aucun loyer ne sera réclamé par le gouvernement pour l'usage et l'occupation, par la corporation, des meubles et immeubles servant actuellement ou qui serviront à l'avenir audit sanatorium;

TERMES

5. Le présent contrat est fait pour vingt (20) ans, à compter de la date du présent contrat et pourra être renouvelé. Le gouvernement aura le droit, aussi, de canceller, en tout temps et sans aucun recours contre lui, par un avis écrit d'un mois donné à la corporation, le susdit contrat.

Dont acte à Québec, sous le numéro cinq mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes du notaire soussigné.

Et les parties ont signé avec moi, notaire, et en ma présence, lecture faite.

(Signé) ATHANASE DAVID,
" W. AMYOT,
" AD. LABRÈQUE, N.P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

AD. LABRÈQUE, N.P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 13 février 1925, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 février 1925.

CONCERNANT un contrat à intervenir entre le gouvernement de cette province et l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard.

203

L'honorable secrétaire de la province, dans un mémoire en date du 13 février (1925), recommande qu'il lui soit permis de signer, pour et au nom du gouvernement de la province de Québec, un contrat à intervenir entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard, fixant les conditions du maintien de l'Hôpital des tuberculeux du Lac Édouard, dont copie est annexée au mémoire susdit.

Certifié.

(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil exécutif.

Vraie copie.

AD. LABRÈQUE, N.P.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard, tenue aux bureaux de la corporation, dans la cité de Québec, le sixième jour de février, 1925, à dix heures de l'avant-midi, à laquelle assistaient tous les directeurs.

Il est proposé par M. Jules Gauvin, secondé par M. Jules Garneau, que le projet de contrat susmentionné devant Adolphe Labrègue, notaire, de Québec, entre Sa Majesté le roi George V, représenté par l'honorable secrétaire de la province de Québec, et la présente corporation, en vertu duquel la corporation assume, moyennant les conditions exprimées au contrat, l'administration du sanatorium du Lac Édouard soit accepté par la corporation. Qu'il soit déclaré que la corporation consent à assumer l'administration du Sanatorium du Lac Édouard aux conditions stipulées dans ledit contrat, et que le secrétaire de la corporation, M. Willie Amyot, C.R., de Québec, soit autorisé à signer la minute du contrat, au nom de la corporation, ainsi que tous autres documents et toutes autres procédures nécessaires pour donner pleine force et effet audit contrat.

Adopté unanimement.

" Je, soussigné, secrétaire de la corporation susmentionnée, certifie que la résolution ci-haut a été unanimement adoptée à une assemblée régulière du bureau de direction de l'Aide au Sanatorium du Lac Édouard tenue aux bureaux de la corporation, dans la cité de Québec, le sixième jour de février, 1925."

Québec, ce dix-huitième jour de février 1915.

(Signé) W. AMYOT,
Secrétaire.

Vraie copie.

AD. LABRÈQUE, N.P.

Resolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac Edouard relativement à l'administration du Sanatorium du Lac Edouard."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi concernant les droits sur les successions."

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies."

L'honorable M. Galipeault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Beaudoin.—1. Quels montants ont été donnés par le gouvernement conservateur en 1896-97 aux institutions de bienfaisance suivantes: *a.* “Children’s Memorial Hospital, Montreal; *b.* Hôtel-Dieu St-Joseph, Montréal; *c.* Hôpital Notre-Dame, Montréal; *d.* “Montreal General Hospital,” Montréal; *e.* “Royal Victoria”, Montréal; *f.* “Western Hospital”, Montréal; *g.* Hôpital Sainte-Justine, Montréal; *h.* Hôpital des Incurables, Montréal; *i.* Hôpital des Sœurs Grises, Montréal; *j.* Jeffrey Hale, Québec; *k.* Hôpital de l’Enfant-Jésus, Québec; *l.* Hôpital Saint-François d’Assise, Québec; *m.* Hôpital Laval, Québec; *n.* Hospice St-Antoine, Québec; *o.* Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; *p.* “St. Bridget’s Home”, Québec; *q.* Crèche St-Vincent de-Paul, Québec?

2. Quels montants ont été donnés par le gouvernement libéral chacune de ces institutions: *a.* en 1900; *b.* en 1905; *c.* en 1910; *d.* en 1915?

Réponse par l’honorable M. David :

<i>Nom:</i>	No 1 1896-97	No 2 (a) 1900	No 2 (b) 1905	No 2 (c) 1910	No 2 (d) 1915
Children’s Memorial Hosp., Montréal					300.00
Hôtel-Dieu St-Joseph, Montréal.....	1,050.00	1,050.00	1,050.00	1,050.00	1,050.00
Hôpital Notre-Dame, Montréal.....	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00
Montreal Gen. Hosp. Montréal.....	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00	5,000.00
Royal Victoria, Montréal.....					
Western Hospital, Montréal.....	262.50	262.50	262.50	500.00	500.00
Hôpital Ste-Justine, Montréal.....				500.00	500.00
Hôpital des Incurables, Montréal.....			500.00	1,000.00	3,000.00
Hôpital des Sœurs Grises, Montréal.....					
Jeffrey Hale, Québec.....					400.00
Hôpital de l’Enfant-Jésus, Québec.....					
Hôpital St-François-d’Assise, Québec.....					
Hôpital Laval, Québec.....					
Hospice St-Antoine, Québec.....					
Hôpital du Sacré-Cœur, Québec.....	1,477.50	1,477.50	1,477.50	1,677.50	1,690.00
St. Bridget’s Home, Québec.....	525.00	525.00	525.00	525.00	525.00
Crèche St-Vinc.-de-Paul, Québec.....				400.00	1,500.00

Question par M. Hamel.—1. Quels octrois ont été payés aux institutions de Bienfaisance dont les noms suivent: *a.* en l’année 1896-97 *b.* en l’année 1923-24?

“Children’s Memorial Hospital”, Montréal; Hôtel-Dieu St-Joseph, Montréal; Hôpital Notre-Dame, Montréal; “Montreal General Hospital”, Montréal; “Royal Victoria Hospital”, Montréal; “Western Hospital”, Montréal; Hôpital Ste-Justine, Montréal; Hôpital des Incurables, Montréal; Hôpital des Sœurs Grises, Montréal; “Jeffrey Hale Hospital”, Québec; Hôpital de l’Enfant-Jésus, Québec; Hôpital

St-François-d'Assise, Québec; Hôpital Laval, Québec; Hospice St-Antoine, Québec; Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; St. Bridget's Home", Québec; Crèche St-Vincent-de-Paul, Québec.

2. Quel en est le total: a. pour l'année 1896-97; b. pour l'année 1923-24?

Réponse par l'honorable M. David:

<i>Nom:</i>	<i>a. 1896-97</i>	<i>b. 1923-24</i>
"Children's Memorial Hospital, Montréal".		\$ 27,754.08
Hôtel-Dieu St-Joseph, Montréal,	1,050.00	54,389.06
Hôpital Notre-Dame, Montréal,	5,000.00	81,827.68
"Montreal General Hospital", Montréal,	5,000.00	69,224.40
"Royal Victoria", Montréal,		54,161.46
"Western Hospital", Montréal,	262.50	14,757.42
Hôpital Ste-Justine, Montréal,		53,688.02
Hôpital des Incurables, Montréal,		11,663.90
Hôpital des Sœurs Grises, Montréal,		34,205.82
"Jeffrey Hale", Québec,		4,191.52
Hôpital de l'Enfant-Jésus, Québec,		15,925.90
Hôpital St-François-d'Assise, Québec,		4,825.70
Hôpital Laval, Québec,		91,842.40
Hospice St-Antoine, Québec,		7,796.10
Hôpital du Sacré-Cœur, Québec,	1,477.50	14,791.64
"St. Bridget's Home", Québec,	525.00	8,552.28
Crèche St-Vincent-de-Paul, Québec,		22,669.66
2. a. \$13,315.00; b. \$572,267.04.		

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sept heures et demie du soir.

Sur la motion de M. Lortie (Soulanges), secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement et le conseil de la municipalité de Sainte-Victoire de Richelieu au sujet de la route nationale qui aurait coûté \$38,384.20.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 50, intitulé: "Loi concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, afin de pourvoir aux besoins du service public, toute corporation, quels que soient ses pouvoirs et objets corporatifs, constituée par une loi spéciale ou sous l'autorité d'une loi générale de cette province ou de la Puissance du Canada, ayant dans cette province son bureau chef ou bureau principal ou son siège social, et ayant en dehors de la province un ou plusieurs bureaux ou agences où l'enregistrement ou le transfert de ses actions, par elle-même ou un agent, est autorisé, devra payer annuellement à cette province la taxe qui lui est imposée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que, le ou avant le premier jour de mars, chaque année, toute corporation qui sera dans les conditions établies par la résolution précédente devra, sans attendre d'avis ou de demande à cet effet de la part de la province, produire au contrôleur du revenu de la province l'état détaillé ou la déclaration qui suit, savoir:

a) Si, durant l'année de calendrier immédiatement précédente, une ou plusieurs transmissions par décès de ses actions ont été enregistrées dans son ou ses bureaux ou agences en dehors de cette province et si, dans ces cas, la succession s'est ouverte en dehors de cette province, la corporation doit produire un état détaillé donnant, entre autres renseignements, le nom de l'actionnaire décédé, son domicile à la date de son décès, cette date, le nom de chaque bénéficiaire et son degré de parenté avec l'actionnaire décédé, le nombre d'actions qui sont ainsi transmises à chaque bénéficiaire et leur valeur réelle à la date du décès;

b) Si, durant l'année de calendrier immédiatement précédente, aucune transmission par décès de ses actions n'a été enregistrée dans son ou ses bureaux ou agences en dehors de cette province, dans les cas où la succession s'est ouverte en dehors de cette province, la corporation devra produire une déclaration à cet effet.

Résolu, 3.—Que l'état détaillé ou la déclaration mentionné dans la résolution précédente pourra être en la forme établie par le contrôleur du revenu de la province et devra être attesté sous serment prêté devant tout officier autorisé à recevoir les affidavit devant servir dans cette province, par un officier de la corporation ou une autre personne ayant une connaissance des faits sur lesquels l'état détaillé ou la déclaration porte.

Résolu, 4.—Que les taxes annuelles suivantes, calculées de la manière et aux taux ci-après, seront imposées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, sur les corporations qui seront dans les conditions établies par la résolution No 1, lorsque ses actions seront transmises par le décès d'un actionnaire dont la succession sera ouverte en dehors de cette province et lorsque ses actions ainsi transmises seront enregistrées en dehors de cette province durant l'année de calendrier précédant immédiatement la date où l'état détaillé ou la déclaration, exigé par la résolution No 2, devra être produit, savoir:

Sur la valeur réelle de ses actions ainsi transmises et enregistrées:

Si la transmission est en ligne directe, descendante ou ascendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru. 3%

Si la transmission est en ligne collatérale au degré successible. . . 9%

Si la transmission n'est ni en ligne directe, descendante ou ascendante, ni en ligne collatérale au degré successible, ni entre époux, ni entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru 15%.

Résolu, 5.—Que ces taxes seront dues le premier mai de chaque année, par la corporation et ne seront exigibles d'aucun des bénéficiaires, et qu'elles seront payables au contrôleur du revenu de la province, avec intérêt au taux annuel de cinq pour cent, à compter de leur échéance.

Résolu, 6.—Que, à défaut par une corporation, qui sera dans les conditions établies par la résolution No 1, de produire l'état détaillé ou la déclaration, suivant le cas, exigé par la résolution No 2, à l'époque ou en la manière y établie.

a) La corporation sera passible, pour chaque infractoin, d'une amende de mille dollars, en sus du paiement des frais; et

b) Le trésorier de la province pourra fixer lui-même le montant des taxes que cette corporation devra payer, pour l'année de calendrier pour laquelle l'état détaillé ou la déclaration ne sera pas produit, sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et ces taxes, dont le montant sera ainsi fixé devront être payées, en sus de l'amende et des frais, et sans attendre l'institution ou l'issue des procédures prises sur l'infraction.

Résolu, 7.—Que, lorsque le trésorier de la province le jugera nécessaire, il lui sera loisible de nommer un ou plusieurs commissaires dans le but de faire une enquête pour établir la valeur réelle des actions men-

tionnées sur l'état détaillé, le nombre des actions qui y sera donné dans chaque cas, la véracité des faits mentionnés dans l'état détaillé ou la déclaration, ou au sujet de toutes autres matières relevant de l'administration de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 8.—Que le ou les commissaires nommés en vertu de la résolution précédente, seront tenus de faire rapport au trésorier de la province du résultat de leur enquête, et qu'ils auront les pouvoirs mentionnés dans et seront soumis aux devoirs imposés par les articles 585, 588, 589, 591, 592, 593, 596 et 597 des Statuts refondus, 1909.

Résolu, 9.—Que toute taxe imposée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, qui ne sera pas payée, pourra être recouvrée avec l'intérêt et les frais devant toute cour de juridiction compétente, par le contrôleur du revenu de la province, par action en son nom, au profit de Sa Majesté, aux droits de la province, et que toute amende imposée par ladite loi, qui ne sera pas payée sera recouvrable de la même manière avec les frais.

Résolu, 10.—Que toutes sommes dues à Sa Majesté, aux droits de la province, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions constitueront une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.

Résolu, 11.—Que les taxes imposées et les autres sommes d'argents dues en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, formeront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Résolu, 12.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, modifier, remplacer et adopter tous règlements qu'il croira nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et que ces règlements entreront en vigueur quinze jours après la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Et la motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdites résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.
Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Economie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 6 MARS 1925

Onze heures du matin.

Sur la motion de M. Bordeleau, secondé par M. Tourville, il est—
Ordonné que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives des bills privés soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 145, intitulé: "Loi incorporant "Rouyn Mines Railway Company".

M. Bordeleau, en conséquence, présente le bill (No 145) intitulé: "Loi incorporant Rouyn Mines Railway Company", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Thériault, du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 122.—Loi amendant la charte de la "St. Francis Valley Railway Company".

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. L'Archevêque.—1. Le gouvernement, par arrêté ministériel ou autrement, a-t-il modifié le contrat pour l'installation du système de chauffage, de la nouvelle Annexe du Palais de Justice de Montréal?

2. Est-ce que des calorifères "Perfection" ont été ou y seront installés à la place de ceux qui étaient spécifiés dans le contrat?

3. Dans l'affirmative, pour quelles raisons ce changement a-t-il été fait?

4. Sur quelle recommandation?

5. Quelle somme supplémentaire coûtera ce changement?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Oui.

2, 3 et 4. Parce que la Commission des architectes a représenté au gouvernement qu'il y avait économie de combustible avec les calorifères "Perfection".

5. \$15,000.00.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Duranleau, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 116) intitulé: “Loi changeant le nom de l’Hôpital protestant des aliénés”, a pour objet l’expansion d’une œuvre de charité et de bien faisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 168) intitulé “Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.”

M. Côté propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l’adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolution relative au bill No 47, intitulé: “Loi concernant l’octroi d’un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2”.

L’honorable M. Taschereau propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L’honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu’il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

ATTENDU qu’ils est devenu nécessaire et à propos d’améliorer les moyens de communication entre l’île d’Orléans et la cité de Québec;

Attendu que l’établissement et le maintien d’un service régulier de traverse, en particulier durant les saisons rigoureuses, est devenu une question de grande importance;

Attendu que la municipalité du comté de Montmorency No 2 prend des mesures afin d’établir et de maintenir ce service durant une période d’au moins vingt ans;

Attendu que la dépense que cela entraînerait, si elle était supportée par ladite municipalité seulement, constituerait une lourde charge pour elle et ses contribuables;

Attendu que ladite municipalité a demandé l’aide et le soutien du gouvernement relativement à ce service au moyen d’un subside annuel de quatre mille dollars pendant cette période de vingt ans; et

Attendu qu’il est à propos de venir en aide à ladite municipalité,— qu’il soit

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux termes et conditions qu’il déterminera, accorder, chaque année, pen-

dant une période de vingt ans à la municipalité du comté de Montmorency No 2, un subside de quatre mille dollars payable à même le fonds consolidé du revenu, afin d'aider à l'établissement et au maintien d'un service de traverse entre l'île d'Orléans et la cité de Québec.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que ladite résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 201, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières."

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 144) intitulé: "Loi continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 février 1925, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou l'honorable procureur-général et le conseil général du barreau de la province relativement au tarif des honoraires des avocats ayant droit de pratiquer leur profession dans ladite province.

(Document de la session No 48.)

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 10 MARS 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 49.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir les immeubles vendus en justice.

Bill 142.—Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925.

Avec amendements:

Bill 3.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909.

Le bill suivant a été adopté tel que référé par la Chambre.

Bill 153.—Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales".

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 134.—Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek".

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant l'article 1880 du Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'Instruction publique."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 187) intitulé: "Loi concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: "Loi concernant les chefs-lieux des districts judiciaires."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: "Loi concernant certaines subdivisions de terrains."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill B, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles", pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée législative.

Sur la motion de M. Bernard, secondé par M. Thurber, il est—

Ordonné que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles" soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Question par M. Lafleur.—1. Le poste de régistrateur de Pontiac est-il actuellement vacant?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de remplir cette vacance.

4. Des plaintes ont-elles été reçues par le gouvernement contre l'un des aspirants à cette position?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1, 2, 3 et 4. Nous avons reçu la démission du régistrateur de Pontiac mais elle n'a pas encore été acceptée.

Question par M. Bastien.—1. Quels sont les inspecteurs de lait pour le comté de Beauce?

2. Quel est leur compétence?

3. Depuis quand chacun d'eux a-t-il été engagé?

4. Sur quelle recommandation?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. Le ministère de l'Agriculture n'a pas d'inspecteur de lait à son emploi. MM. Louis Bibeau, de St-Flavien, Lotbinière; Amédée Grégoire, Ste-Claire, Dorchester; David Chapdelaine, St-Victor, Beauce; Théo. Lambert, St-George-Est, Beauce, et Alfred Rivard, St-Joseph, Beauce, font l'inspection des beurreries et fromageries dans le comté de Beauce.

2. Ils sont tous porteurs d'un diplôme d'inspecteur de beurreries et de fromageries de l'École de laiterie de la province de Québec.

3. M. Louis Bibeau, en 1915; M. Amédée Grégoire, en 1915; M. David Chapdelaine, en 1915; M. Théo. Lambert, en 1922; M. Alfred Rivard, en 1923.

4. Sur la recommandation de l'inspecteur général des beurreries et fromageries.

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Galipeault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique",

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet de reboisement".

Sur la motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales."

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Duranleau, secondé par M. Crépeau, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, requêtes, etc., en 1923, 1924 et 1925, entre le gouvernement ou aucun des ministères, spécialement le ministère du Travail et le conseil municipal de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, ou aucun de ses membres, au sujet du Théâtre "Diana", salle du marché.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cent cinquante-deux piastres et quarante cents soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S. R. Q., 1909 et 12 Geo. V, ch. 5, s. 3 et 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "McGill University", Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Bishop's College", Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingts mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ecole polytechnique Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal et cours professionnels 12 Geo. V, ch. 54, s. 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandée par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique. Paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-quatre mille six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Inst. cath. pour garçons, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Inst. cath. pour filles, Montréal, vingt cinq mille piastres; Inst. Mackay, Montréal, quatre mille six cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 20 juin 1926.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 Geo. V, c. 25, s. 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 Geo. V, (1ère session), c. 20, s. 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 Geo. V, c. 25, s. 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 Geo. V, c. (1ère session), 20, s. 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 Geo. V, c. 25, s. 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 Geo. V, (1re session), c. 20, s. 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins deux cent soixante et quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 Geo. V, c. 25, s. 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 Geo. V, (1ère session), c. 20, s. 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, vingt-neuf mille piastres; transférés de l'éducation sup.-protestante aux écoles pauvres protestantes, un mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit

ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012 S. R. Q., 1909, tel qu'amendées par 1 Geo. V, (2e session), ch. 27, s. 2; 2 Geo V, ch. 24, s. 5 et 11 Geo. V, c. 47, s. 9, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 11 MARS 1925

M. Lemieux (Gaspé), du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 19 mars inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des règlements, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 19 mars inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Thériault, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant :

Bill 68.— Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 56, intitulé : "Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt".

Bill No 85, intitulé : "Loi amendant la charte de la ville LaSalle".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant :

Bill No 75, intitulé : "Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission Métropolitaine de Montréal".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants :

Bill No 76, intitulé : "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de syndic, curateur aux biens, liquidateurs ou receveur nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada", sous le titre : "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à accepter et remplir les devoirs de syndic autorisé, curateur aux biens, liquidateur ou receveur des biens des personnes ou corporations en déconfiture, insolubles ou liquidant volontairement leurs affaires".

Bill No 105, intitulé : "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 75) intitulé : "Loi amendant la loi cons-

tituant en corporation la Commission Métropolitaine de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de syndic, curateur aux biens, liquidateur ou receveur nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec."

M. Thériault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant l'article 1880 du Code civil".

M. Thériault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 20 février 1925".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi amendant la charte de la "St. Francis Valley Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 145) intitulé: "Loi incorporant "Rouyn Mines Railway Company".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Resolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Aide supplémentaire au comité protestant du conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 5 mars 1925, pour Copie de toute correspondance entre le gouvernement et conseil de la municipalité de Sainte-Victoire de Richelieu au sujet de la route nationale qui aurait coûté \$38,384.20.

(Document de la session No 49).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 17 février 1925, pour: Copie de toute correspondance, télégramme, états financiers et rapports soumis par les syndicats de l'école protestante de la cité de Verdun, au gouvernement ou à un de ses départements, ou au comité protestant du conseil de l'Instruction publique, ainsi que copie de toutes réponses qu'y ont faites le gouvernement ou un de ses départements, ou ledit comité protestant, depuis le premier janvier 1920 jusqu'à date.

(Document de la session No 50).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 mars 1925, pour: Copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet de la Cour de magistrat du district d'Abitibi et des juges de paix de Senneterre dans la cause Kervin vs Laurence Glyde.

(Document de la session No 51).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 12 MARS 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendements, le bill suivant:

Bill 141.—Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company, Limited".

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec amendement, le bill suivant:

Bill 166.—Loi modifiant l'article 110 du Code municipal.

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le vingt-unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Bill 138.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.

Ordonné que M. Thériault ait la permission de présenter un bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi concernant les Statuts refondus."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 72, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville d'Amos."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendements, les bills suivants:

Bill No 8, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers".

Bill No 9, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers."

Bill No 18, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires."

Bill No 20, intitulé: "Loi modifiant la loi électorale de Québec."

Bill No 32, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du roi en appel."

Bill No 37, intitulé: "Loi modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques."

Bill No 38, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique."

Bill No 43, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies."

Bill No 47, intitulé: "Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2."

Bill No 48, intitulé: "Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac Edouard relativement à l'administration du Sanatorium du Lac Edouard."

Bill No 200, intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse de Québec."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 84, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saguenay."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 57, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal".

Bill No 104, intitulé: "Loi concernant la succession de J. U. Gregory".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 84) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Saguenay; et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que lesdits amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements, sont en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que lesdits amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 104) intitulé: "Loi concernant la succession de J. U. Grégory," et lesdits amendements sont lus une première fois.

La motion "Que lesdits amendements soient maintenant lus une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est soumise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Dufresne. 1. Le gouvernement a-t-il fait venir des Etats-Unis des experts comptables pour établir la position financière de la province ou pour établir un nouveau système de comptabilité?

2. Dans l'affirmative, en quelle année?

3. Quels étaient les noms de ces experts et quel bureau représentaient-ils?

4. Combien de temps ont-ils travaillé pour le gouvernement?

5. Ont-ils fait un rapport?

6. Dans l'affirmative, ce rapport a-t-il été fait verbalement ou par écrit?

7. A qui ce rapport a-t-il été confié?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui. Pour établir la position financière de la province.

2. En 1919.

3. Arthur Young and Company.

4. Quatre mois.

5. Oui.

6. Par écrit.

7. Au trésorier de la province.

Question par l'honorable M. Patenaude.—1. Le gouvernement a-t-il contracté des emprunts temporaires: *a.* au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1924; *b.* depuis le 1er juillet 1924?

2. Dans l'affirmative, quand?
3. Quel a été le montant de chacun de ces emprunts?
4. Quels en ont été les termes et conditions?
5. Pour quelles fins chacun des emprunts a-t-il été fait?
6. Ces emprunts ont-ils été remboursés?
7. Dans l'affirmative, quand?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui. *a.* oui; *b.* Non.
2. Le 27 juin 1924.
3. \$1,000,000.00; \$2,000,000.00; \$2,000,000.00.
4. Huit jours, à compter du 27 juin 1924; deux mois à compter du 27 juin 1924 et quatre mois à compter du 27 juin 1924, portant intérêt au taux de cinq et demi pour cent par année, à compter du 27 juin 1924.
5. Pour rembourser temporairement le fonds du revenu consolidé de la province d'une partie des avances considérables faites pour la construction du barrage des rivières Sainte-Anne et Savane; pour le barrage de la rivière Métis; pour le barrage du lac Kénogami; pour la constructions des ponts de l'île Perrot; construction d'une annexe au Palais de Justice de Montréal; pour la construction d'une annexe au palais de justice de Québec; et pour dépenses en vertu de la loi pour aider à la colonisation et en vertu de la loi des bons chemins de 1912, lesquelles dépenses, d'après les lois qui les autorisent, doivent être payées à même les emprunts permanents.
6. Oui.
7. \$1,000,000.00 le 8 juillet, 1924; \$2,000,000.00, le 30 août 1924; et \$2,000,000.00 le 30 octobre 1924.

Question par M. Bray.—Combien le gouvernement a-t-il de vérificateurs pour contrôler la vente de la gasoline et la perception de la taxe de 2 cents par gallon qu'il a imposée au cours de la dernière session?

Réponse par l'honorable M. Nicol:
Cinq.

Question par M. Lafleur.—1. Combien de licences d'automobiles ont été émises dans la province au cours de l'exercice 1923-24?

2. Combien y a-t-il de bureaux qui ont émis ces licences?
3. Quels sont les noms de ceux qui ont émis ces licences soit comme agents, soit comme sous-agents?
4. Est-ce que tous ces agents et sous-agents ont remis au gouvernement l'argent perçu?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 57,529 licences de conducteurs, 16,825 licences de chauffeurs et 71,320 certificats d'enregistrement de véhicules automobiles.

2. et 3. Voir état No 11, pages 96 et 97 des comptes publics, année 1923-24.

4. Oui.

Question par M. Crépeau.—1. Qui est garde-chasse pour le comté de Stanstead ?

2. Quel est son salaire ?

3. Combien de plaintes spécifiques lui ont-elles été faites: *a.* en 1923; *b.* en 1924 ?

4. Combien d'enquêtes ont été tenues sous ses ordres: *a.* en 1923; *b.* en 1924 ?

5. Combien de violateurs de la loi de chasse ont été condamnés: *a.* en 1923; *b.* en 1924 ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Gardes-chasse avec salaire:

A.-E. Burns, North Hatley, \$200.00; J.-R. Roy, Coaticook, \$50.00; J.-E. Courtemanche, Magog, \$50.00; M. Blake, Baldwin's Mills, \$50.00.

Gardes-chasse sans salaire:

F. B. McGaffey, Stanstead; A. L. Désève, Magog; G. Hutcheson, Stanstead:

3. Les gardes-chasses n'ont transmis aucune plainte au département.

4. Aucune.

5. Aucune.

Question par M. L'Archevêque.—1. Des camions ou voitures de M. Pierre Tremblay, gérant d'un dépôt de bière sous la raison sociale "Pierreville Beer Depot F.B., Ltd", ont-ils été saisis au cours de l'année 1924 dans les comtés d'Yamaska et Nicolet ?

2. Si oui, dans quels villes ou villages a été opérée cette saisie ?

3. L'affaire a-t-elle été réglée devant le juge privément ou par procès régulier ?

4. Les camions ou voitures ont-ils été remis aux propriétaires après saisie ?

5. La bière a-t-elle été remise aux propriétaires après saisie ?

6. Une amende a-t-elle été payée ?

7. Dans l'affirmative, quand ?

8. Quel en a été le montant ?

9. Les licences détenues par ces personnes ou compagnies sont-elles régulières ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Non.

2. à 9. Voir réponse à la question No 1.

Question par M. Dufresne.—Quel a été le revenu du pont de Batiscan pour l'année 1924 ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:
Revenu net: \$16,561.93.

Sur la motion de M. Bray, secondé par M. Pellerin, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Etat indiquant: 1. Combien de personnes, compagnies ou raisons sociales perçoivent la taxe sur la gazoline dans la province pour le gouvernement;

2. Quels sont leurs noms et adresses;

3. Quelle quantité de gazoline a été importée dans la province: a. en 1923-24; b. du 1er juillet 1924 au 31 décembre 1924.

L'honorable M. Nicol dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date de ce jour, donnant communication:

Etat indiquant: 1. Combien de personnes, compagnies ou raisons sociales perçoivent la taxe sur la gazoline dans la province pour le gouvernement;

2. Quels sont leurs noms et adresses;

3. Quelle quantité de gazoline a été importé dans la province: a. en 1923-24; b. du 1er juillet 1924 au 31 décembre 1924.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Lasalle", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 68) intitulé: "Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Abitibi Southern Railway Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi concernant les chefs-lieux des districts judiciaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi concernant certaines subdivisions de terrains".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 117) intitulé: "Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick."

M. Thériault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Langlais propose, par voie d'amendement, secondé par M. Tétreau:

"Que le bill ne soit pas maintenant lu une 3ème fois, mais soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant à la fin de la section 6 les paragraphes suivants:

“Les dommages et compensation qui devront être estimés dans l'évaluation ou l'expropriation comprendront toutes améliorations, servitudes de grève, droits d'occupation, de culture ou autres des riverains quand même le fonds sur lequel ces dommages existent ferait partie du Domaine public et n'aurait été occupé qu'à titre précaire, par simple tolérance ou autrement.

“La compagnie aura le droit et elle devra dans les deux ans de construction établir une ligne de transmission de pouvoir électrique jusqu'à y compris St-Louis du Ha! Ha! et offrir le pouvoir à l'industrie locale et l'éclairage public et privé, au prix de vente établi à Edmunston pour le gros, et ce, dans de la Vallée du Lac Témiscouata et tributaires.

“La compagnie devra faire tous travaux requis pour maintenir à leur état d'utilité actuelle les quais et autres améliorations nécessaires pour maintenir les traverses publiques en hiver ou en été sur le lac Témiscouata.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,
Bray,
Crépeau,
Dufresne,
Duranleau,
Faucher,
Gault,
Houde.*

*Lafleur,
Langlais,
Lortie (Soulanges),
Patenaude,
Plante,
Sauvé,
Tétreau.—15.*

CONTRE:

Messieurs:

*Authier,
Baillargeon,
Bullock,
Charbonneau,
Côté,
Daniel,
David,
Desmarais,
Dillon,
Dufour (Charlevoix-Saguenay),
Dufour (Matapédia),
Fortier,
Galipeault:*

*Létourneau,
Lortie (Labelle),
Madden,
McDonald,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Morin,
Nicol,
Oliver,
Ouellet,
Perrault,
Phaneuf,*

*Guillemette,
Hamel,
LaFerté,
Lafond,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),*

*Philps,
Pilon,
Saurette,
Savoie,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Tourville.—43.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 199, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la gazoline".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'aucune personne ne pourra, dans cette province, acheter de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalant à trois centins par gallon, mesure impériale, au lieu du droit de deux centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi 14 George V, chapitre 25.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 199) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la gazoline".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No (130) intitulé: "Loi concernant l'union de certaines églises y mentionnées."

M. Bullock propose que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier.

M. Oliver propose par voie d'amendement, secondé par M. Daniel: Que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

"ce bill ne soit pas étudié maintenant en comité plénier ni lu une troisième fois, mais cette Chambre sera prête à en accepter le principe et à donner effet à la législation fédérale qui a décrété l'union de diverses Eglises protestantes, pourvu que la province d'Ontario, la plus intéressée dans l'union en raison du chiffre de sa population protestante, ratifie elle-même la loi d'union adoptée par le Parlement canadien".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 13 MARS 1925

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 99.—Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Bill 112.—Loi amendant la charte de la compagnie de téléphone nationale.

Question par M. Crépeau.—1. De la boisson ou liqueur a-t-elle été à Sherbrooke, le 4 novembre 1924, chez M. Ludger Roy?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité et pour quelle valeur?

3. Qu'est devenue la quantité de boisson saisie?

4. L'avocat de la Commission des Liqueurs à Sherbrooke a-t-il procédé dans cette affaire?

5. Dans l'affirmative: *a.* qu'a-t-il fait; *b.* où en sont les procédures?

6. Dans la négative, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. La Commission des Liqueurs n'a pas opéré de saisie chez M. Ludger Roy, à Sherbrooke, mais elle est informée qu'une saisie y a été faite vers le 4 novembre 1924, par la police municipale.

2. 3. 4. 5. et 6. Voir réponse à la question No 1.

Question par M. L'Archevêque.—1. Des camions ou voitures de M. J.-A. Demers, gérant un dépôt de bière sous la raison sociale La Cie de Transport de Pierreville, enregistrée le 5 octobre 1922 ont-ils été saisis au cours de l'année 1924 dans les comtés d'Yamaska et Nicolet?

2. Si oui, dans quels villes ou villages a été opérée cette saisie ?
3. L'affaire a-t-elle été réglée devant le juge privément ou par procès régulier ?
4. Les camions ou voitures ont-ils été remis aux propriétaires après saisie ?
5. La bière a-t-elle été remise aux propriétaires après saisie ?
6. Une amende a-t-elle été payée ?
7. Dans l'affirmative, quand
8. Quel en a été le montant ?
9. Les licences détenues par ces personnes ou compagnies sont-elles régulières ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui.
2. Nicolet.
3. Non.
4. Oui.
5. Non.
6. Non.
7. et 8. Voir réponse à la question No 6.
9. Oui.

Question par M. Pellerin.—1. Des \$10,000, qui, d'après la page 194 des Comptes publics 1923-24, ont été dépensés pendant le dernier exercice pour livres, pour prix, reliure, etc'', une partie a-t-elle été payée au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil Ltée ?

2. Dans l'affirmative, quelle somme a été ainsi payée ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2. Aucune somme n'a été payée au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil, Ltée, à même cet item.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. A qui ont été payés les \$4,000. de reliure qui apparaissent à la page 184 des Comptes Publics 1923-24 ?

2. Si ces travaux ont été exécutés par divers ateliers, quel montant a reçu chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2.—Gaudias Poitras \$724.20; La Cie "Le Soleil, Ltée" \$611.65; Jos. Caron, \$2,664.15, Total \$4,000.00.

Question par M. Dufresne.—Quel a été le revenu de chacun des régistrateurs de la province pour Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Joliette pour les années 1923 et 1924 ?

Réponse par l'honorable M. Nicol :

	1923	1924
Berthier,	\$ 2,575. 11	\$2,433. 57
Saint-Hyacinthe,	2,755. 78	2,330. 47
Terrebonne,	9,541. 00	8,368. 38
Joliette,	3,215. 67	Rapport pas reçu.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant l'article 110 du Code municipal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec."

M. Thériault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 189) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 192, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus 1909, au sujet du reboisement".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que pour promouvoir, aider et encourager les travaux de reboisement, tels que la récolte des semences forestières, le maintien de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, ainsi que la plantation d'arbres forestiers et d'ornements dans la province, un crédit annuel de cent mille dollars soit mis à la disposition du ministre des terres et forêts; et que celui-ci devra rendre compte chaque année de la gestion de ces fonds suivant le mode ordinaire.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois et une seconde et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la loi des licences de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique".

L'honorable M. David propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. David informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la pension de tout fonctionnaire de l'enseignement primaire à la retraite le ou après le premier janvier 1924 ne devra pas être inférieure à cent vingt-cinq dollars.

Résolu, 2.—Que la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire à la retraite le ou après le premier janvier 1924 fixée au minimum de cent vingt-cinq dollars en vertu de l'article 2993 des Statuts refondus, 1909, tel que modifié par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et celle qui est inférieure à trois cents dollars devront être augmentées d'autant de fois la somme de cinq dollars que le fonctionnaire a passé d'années dans l'enseignement en sus de vingt années, jusqu'à concurrence de trente-cinq années, s'il a payé la retenue sur le salaire qu'il a touché pour ces années-là, pourvu toutefois que sa pension n'excède pas trois cents dollars.

Résolu, 3.—Que, pour les fins de la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, le maximum de la pension déterminé par l'article 2994 des Statuts refondus, 1909, tel que modifié par la loi 4 George V, chapitre 23, section 8, et par la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit porté à douze cents dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que les dites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'Instruction publique."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 45) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'Instruction publique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du département de l'Instruction publique, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 déc. 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

M. l'orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 75) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal."

M. Bercovitch propose que lesdits amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 76) intitulé: "Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuter, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas Canada", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des Commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company, Limited".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway, Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de Musique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, sous le contrôle de "la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal", pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux arts de Québec et de Montréal, 12 Geo. V, ch. 55, s. 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, 3 Geo. V, c. 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cent quatre-vingt-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, arts 3867-3982, S. R. Q., 1909, tels qu'amendés par 12 Geo. V, ch. 29, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. L'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance le Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première fois et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. David, secrétaire de la province, dépose les documents suivants sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 3 février 1925, pour: Copie de toute correspondance, télégrammes et documents quelconques entre le gouvernement ou l'honorable ministre de l'agriculture et la compagnie d'Exposition de Valleyfield ou aucun de ses officiers relativement au fonctionnement de cette exposition et des octrois qui lui sont accordés.
(*Document de la session No 53*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 16 février 1925 pour copie de toute correspondance en 1924 entre le gouvernement et toute personne au sujet d'allocation aux municipalités rurales pour construction d'aqueducs ou tout autre service prévenant les incendies.
(*Document de la session No 54*).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 17 MARS 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

Bill 167.—Loi modifiant l'article 1880 du Code civil.

Bill 168.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.

Bill 170.—Loi modifiant la loi des accidents de la province de Québec.

Avec amendements:

Bill 136.—Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic.

Bill 144.—Loi continuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37.

M. Pilon, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 71.—Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement.

Bill 94.—Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal.

Bill 90.—Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition de "David Coverler", demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique du droit après examen", est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Oliver il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 143, intitulé: "Loi permettant à David Coverler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit."

M. Dillon, en conséquence, présente le bill (No 143) intitulé: "Loi permettant à David Coverler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit," qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de main-morte."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de pré-

senter un bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la loi 14 George V, chapitre 56 relativement aux biens non imposables dans les municipalités."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 203) intitulé: "Loi concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel), sur des questions relatives à l'instruction publique dans l'île de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fortier ait la permission de présenter un bill (No 172) intitulé: "Loi concernant le paiement des taxes municipales dans le cas d'aliénation d'un immeuble sujet à ces taxes."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dufour (Matapédia) ait la permission de présenter un bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Perrault ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: "Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Sauvé.—Combien d'arrêtés en Conseil ont été pris par le gouvernement : *a.* depuis le 13 février 1924 jusqu'au 13 février 1925; *b.* depuis le 14 février 1925 jusqu'à ce jour?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Arrêtés ministériels passés du 13 février 1924 au 13 février 1925: 2,288.

2. Arrêtés ministériels passés du 14 février 1925 jusqu'à date de la question: 119.

Question par M. Dufresne.—1. Quel est l'agent des terres pour le canton Palmarolle, Abitibi?

2. Depuis quand occupe-t-il cette position?

3. Sur quelles références a-t-il été engagé?

4. Le gouvernement est-il satisfait de la façon dont il s'acquitte de ses fonctions?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le canton de Palmarolle fait partie du territoire de l'agence d'Amos, et c'est M. Julien Beaudry qui est agent des terres.

2. Le 22 novembre 1923.

3. Il avait rempli précédemment, avec compétence, la position d'ingénieur du département pour l'Abitibi.

4. Oui.

Question par M. Faucher.—Les divers montants qui paraissent avoir été payés au "Soleil" où à la Cie de Publication Le Soleil Ltée, pendant le dernier exercice 1923-24, qui sont mentionnés en soixante-huit endroits différents des Comptes publics et qui s'élèvent à la somme totale de \$111,629.72, sont-ils les seuls que le gouvernement lui ait payés durant le dernier exercice?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Ce ne sont pas les seuls, puisque les Comptes publics indiquent clairement soixante-quatorze item, et non soixante-huit, et un montant global de \$111,804.89, et non pas \$111.629.72.

Question par M. Dufresne.—1. D'après les pages 142, 231, 245, 250, 252, 256, 258, 259, 260, 296, 318, 319, 321, 322, 325 et 347 des Comptes Publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement aurait payé au Bulletin de la Ferme, pendant le dernier exercice la somme de \$14,217.09 dont \$4,646.09 pour impression. Ces chiffres sont-ils exacts?

2. Le gouvernement a-t-il payé d'autres sommes au Bulletin de la Ferme en 1923-24?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

4. Le Bulletin de la Ferme possède-t-il maintenant une imprimerie?

5. Dans l'affirmative, depuis quand?

6. Dans la négative, qui l'imprime?

7. Par qui a-t-il fait exécuter les contrats d'impression qu'il a reçus du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui.

2. et 3. Non.

4. 5. 6. et 7. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Bastien.—Qu'a fait le gouvernement en rapport avec les lots donnés à la St. Lawrence Lumber Co., pour essai de colonisation dans le canton Langis?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

Aucun lot n'a été donné à la "St. Lawrence Lumber Company" pour essais de colonisation.

Question par M. Dufresne.—1. Combien de lots sont détenus par un nommé Emile Boutin, dans le canton Palmarolle, où ailleurs dans l'Abitibi?

2. Quels sont ces lots?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Un seul.

2. Le lot numéro 25 dans la 6ième rang du canton de Launy, acheté de Daniel Marcotte par transport autorisé.

Question par M. Lafleur.—1. Combien chacun des sous-ministres a-t-il reçu à même les fonds publics, depuis le 1er juillet 1924, en plus du traitement que lui alloue l'article 658 des Statuts refondus, de 1909: *a.* pour frais de voyages; *b.* pour honoraires; *c.* pour autres traitements, gratifications, allocations ou autres rémunérations?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1.—	Frais de voyage	Hono- raires	Autres traitements	Gratifi- cation	Alloca- tion	Autres rémuné- tions
Charles Lanctôt.....	\$1,105.00	Rien....	\$1,750.00, Prési- dent, Comm. de Ref. des Stat).	Rien....	Rien....	Rien....
F.-X. Lemieux.....	\$ 100.00	"	Rien.....	"	"	"
Jos.-L. Boulanger.....	947.45	"	"	"	"	"
C.-J. Simard.....	630.00	"	"	"	"	"
J.-Ant. Grenier.....	793.38	"	"	"	"	"
J.-A. Métayer.....	235.00	"	"	"	"	"
L.-A. Richard.....	Rien....	"	"	"	"	"
Oscar-J. Morin.....	781.00	"	"	"	"	"
Ls. Guyon.....	500.30	"	"	"	"	"
A. P. B. Williams.....	150.00	"	"	"	"	"
J.-N. Miller.....	42.50	"	"	"	"	"
G. W. Parmelee.....	167 15	"	"	"	"	"

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Des \$705.05 qui apparaissent à la page 124 des Comptes publics 1923-24, sous la rubrique "journaux, télégrammes, téléphones, frais de poste, etc.", combien ont été payés au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil Ltée?

2. Des \$580.63 qui apparaissent à la page 128 des Comptes Publics 1923-24 sous la rubrique "Abonnements" combien ont été payés au Soleil ou à la Cie de Publication le Soleil Ltée?

3. Des \$181.30 qui apparaissent à la page 129 des Comptes Publics 1923-24, sous la rubrique "Abonnements aux journaux et revues", combien ont été payés au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil Ltée?

4. Des \$195.20 qui apparaissent à la page 130 des Comptes publics 1923-24 sous la rubrique "Abonnements", combien ont été payés au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil Ltée?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Rien.
2. \$18.00.
3. 3. \$6.00.
4. Rien.

Question par M. Houde.—1. Quelle somme globale a été payée par le gouvernement en 1923-24 sous la rubrique générale "abonnements: divers journaux", tel qu'il appert à différents endroits des Comptes Publics?

2. Sur ce montant, combien a été payé au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil Ltée?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. \$4,658.81.
2. \$39,50.

Question par M. Renaud.—1. D'après les pages 231, 250, 256, 259, et 261 des Comptes Publics 1923-24 il apparaît que le gouvernement aurait payé à L'Abeille Enregistrée pendant le dernier exercice la somme de \$3,372.51, dont \$3,179.01 pour impressions. Ces chiffres sont-ils exacts?

2. Le gouvernement a-t-il payé d'autres sommes à l'Abeille Enregistrée en 1923-24?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

4. L'Abeille Enregistrée possède-t-elle maintenant une imprimerie?

5. Dans l'affirmative, depuis quand?

6. Dans la négative, qui l'imprime?

7. Par qui a-t-elle fait exécuter les contrats d'impression qu'elle a reçus du gouvernement?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui.
2. et 3. Non.
4. 5. 6. et 7. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Beaudoin.—1. Sur les \$33,500. qui, d'après la page 194 des Comptes Publics 1923-24, ont été payés pour l'impression et la distribution de "Mon Premier Livre", combien l'ont été pour l'impression?

2. Qui a fait cette impression?

3. Des soumissions ont-elles été demandées?

4. Si le contrat a été donné à plusieurs imprimeries, quel montant a été payé à chacune d'elles?

5. Combien de volumes ont été imprimés?

Réponse par l'honorable M. David:

1. \$30,000.00.

2. Le Soleil Ltée.

3. et 4. L'impression et la reliure de "Mon Premier Livre" ont été confiées au "Soleil, Ltée", dès 1900, aux prix et conditions à être fixés par l'Imprimeur du Roi d'un taux inférieur au tarif officiel.

5. 187,500 volumes.

Question par M. Renaud.—1. A qui appartient l'immeuble du magasin de la Commission des Liqueurs à Saint-Hyacinthe?

2. Qui étaient vendeurs autorisés à Saint-Hyacinthe sous la Loi de la prohibition de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Emile Bouchard.

2. En 1919-20, Joseph Berthiaume et Emile Bouchard, conjointement; en 1920-21, Joseph Mathieu et Emile Bouchard, conjointement.

Question par M. Dufresne.—1. A quelle banque le comptable de l'Assemblée législative a-t-il déposé les sommes qu'il a reçues pendant le dernier exercice?

2. Sur quelle rue et à quel numéro de cette rue est située la banque où le dépôt de ces sommes a été fait?

3. Quelle a été la balance minimum de ce dépôt pour chaque mois du dernier exercice?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Banque Nationale et Banque de Montréal.

2. Banque Nationale, 71 rue St-Pierre.

Banque de Montréal, 101, rue St-Joseph.

3. *Banque Nationale.*

Banque de Montréal.

1923	Juillet.....	Nil.	1923	Juillet.....	\$ 2,935.94
	Août.....	Nil.		Août.....	542.09
	Septembre.....	Nil.		Sept. (soutiré).....	43.16
	Octobre.....	Nil.		Octobre.....	1,083.79
	Novembre.....	Nil.		Novembre.....	860.35
	Décembre.....	300.00		Décembre.....	788.22
1924	Janvier.....	1,150.00	1924	Janvier.....	3,875.15
	Février.....	643.85		Février.....	2,695.14
	Mars.....	485.00		Mars.....	2,162.07
	Avril.....	500.00		Avril.....	669.59
	Mai.....	Nil.		Mai.....	5,886.34
	Juin.....	Nil.		Juin.....	Nil.

Question par M. Duranleau.—1. Depuis quand M. Arthur-Ernest Paquette, de Shawinigan-Falls, est-il recorder ?

2. Le recorder Arthur-Ernest Paquette est-il la même personne que l'avocat Arthur-Ernest Paquette qui a été condamné, le 24 septembre 1924, par la Cour supérieure, à payer à M. Edgar Bournival, avocat, de Shawinigan-Falls, la somme de \$200.00 avec intérêt et frais, à titre de dommages pour torts personnels causés par une campagne systématique de dénigrement inspirée par la malice et l'envie ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Depuis le 2 février 1916, sur la recommandation du conseil de la municipalité de Shawinigan-Falls.

2. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Bastien.—1. Quel est le propriétaire actuel du lot portant le No 23 dans le rang 8 du canton Palmorolle, Abitibi ?

2. A qui appartenait ce lot auparavant ?

3. Quand le propriétaire ou locataire actuel en a-t-il pris possession ?

4. Des travaux ont-ils été exécutés sur ce lot ?

5. Dans l'affirmative, quels sont-ils ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. et 3. La Couronne.

2. A M. Emile Boutin.

4. et 5. D'après un rapport du 19 août 1924, il n'y avait alors rien de fait sur ce lot et c'est pourquoi la vente en a été révoquée.

Question par M. Beaudoin.—En vertu de la Loi de l'Assistance Publique, quelle somme la cité de Montréal, outre les \$539,341.90 de taxes qu'elle a déposés dans le Fonds de l'Assistance Publique, doit-elle verser au gouvernement pour payer le tiers des frais d'entretien, de séjour et de traitement de ses indigents, dans les institutions reconnues d'assistance publique pour l'exercice 1923-24 ?

Réponse par l'honorable M. Nicol :

Elle a versé \$110,619.97, durant 1923-24, comme contribution à l'entretien de ses indigents.

Question par M. Pellerin.—Comment expliquer la réponse faite par le gouvernement le 20 février 1925 à l'effet que les recettes totales de l'Assistance Publique provenant directement de la cité de Montréal en 1923-24, auraient été de \$538,493.15, alors que d'après les réponses du 23 janvier et du 17 février 1925, il appert que les taxes perçues ans la cité de Montréal en 1923-24 pour être versées dans le Fonds de l'Assistance Publique, se sont élevées à \$539,341.90. ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Les questions n'étaient pas les mêmes dans chaque cas. Le 20 février 1925, le gouvernement a répondu que les recettes totales, en 1923-24, de l'Assistance Publique, provenant directement de la cité de Montréal, (licences de théâtres, etc., dans la cité de Montréal et non pas les contributions payées par la cité de Montréal), étaient de \$538,493.15, mais cela ne comprenait pas la contribution de \$110,619.97 payée par la corporation de la cité de Montréal, pour l'entretien des indigents, en vertu de la loi de l'assistance publique.

Le 23 janvier 1925, le gouvernement a répondu que les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1922-23, étaient de \$607,126.62, et non pas \$539,341.90 tels que mentionnés dans la question du 13 mars 1925.

Le 17 février 1925, le gouvernement a répondu que les droits du pauvre perçus par la cité de Montréal, en 1923-24, étaient de \$651,566.99 et non pas \$539,341.90, tels que mentionnés dans la question du 13 mars 1925.

De plus, ces montants de \$607,126.62, pour 1922-23, et de \$651,566.99, pour 1923-24, ont été perçus par la cité de Montréal pour les droits du pauvre, mais ce ne sont pas là les montants qu'elle devait et qu'elle a transmis au Trésorier de la province pour être versés au service de l'Assistance Publique, suivant les dispositions de la section 46 de la loi de l'Assistance Publique, 11 Geo. V, ch. 79.

Question par M. Houde.—1. Combien de pêcheurs ont payé leurs licences de pêche pour agrès divers de pêcheurs dans le comté de Yamaska: *a.* en 1921 *b.* en 1922 *c.* en 1923; *d.* en 1924?

2. Qu'ont rapporté ces licences au gouvernement: *a.* en 1921; *b.* en 1922; *c.* en 1923; *d.* en 1924?

3. Qu'a rapporté au gouvernement la taxe sur le poisson pour le comté d'Yamaska: *a.* en 1921; *b.* en 1922; *c.* en 1923; *d.* en 1924?

4. Quels sont: *a.* les gardes-chasse; *b.* les gardes-pêche du comté de Yamaska?

5. Qu'a-t-il été alloué à chacun d'eux: *a.* pour leur salaire; *b.* pour leurs dépenses en 1923-24?

Réponse par l'honorable M. Perrault

1. *a.* 48 pêcheurs; *b.* 58 pêcheurs; *c.* 54 pêcheurs; *d.* 58 pêcheurs.

2. *a.* \$521.50; *b.* \$465.00; *c.* \$391.50; *d.* \$324.50.

3. *a.* \$90.67 en 1921-22; *b.* *c.* et *d.* Cette taxe n'a rien rapporté, la royauté ayant été abolie le 7 juillet 1921.

4. *a.* Amherst Cournoyer; Noel Paulhus; *b.* Hector Courchesne.

5. Hector Courchesne: *a.* \$150.00; *b.* \$431.32;

Amherst Cournoyer: *a.* \$33.34; *b.* \$1.10.

Noel Paulhus: *a.* \$50.00; *b.* Rien.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Quels sont les lots qui ont été mis en vente dans les rangs 8 et 9

du canton Blais; 1, 2, 3 et 4 du canton Jetté; 4, 5 et 6 du canton Nemtayer;

2. A qui, et quand chacun des lots vendus dans les rangs 4, 5 et 6 du canton Nemtayer, l'a-t-il été;

3. L'ingénieur forestier du district a-t-il fait rapport sur les lots vendus depuis deux ans dans les rangs, 4, 5 et 6 de Nemtayer;

4. Dans l'affirmative, quel est ce rapport sur les lots Nos. 30, 31, 32 jusqu'à 50 inclusivement;

5. Est-ce que le lot No 25, rang 5, canton Nemtayer, est sous billet de location;

6. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* qui;

7. Quel est le dernier rapport de l'ingénieur forestier du gouvernement sur ce lot.

L'honorable M. Perrault dépose sur la bureau de la Chambre:

Réponse à ordre de l'Assemblée législative en date de ce jour donnant un état indiquant:

1. Quels sont les lots qui ont été mis en vente dans les rangs 8 et 9 du canton Blais; 1, 2, 3 et 4 du canton Jetté; 4, 5 et 6 du canton Nemtayer;

2. A qui, et quand chacun des lots vendus dans les rangs 4, 5 et 6 du canton Nemtayer, l'a-t-il été;

3. L'ingénieur forestier du district a-t-il fait rapport sur les lots vendus depuis deux ans dans les rangs 4, 5 et 6 de Nemtayer;

4. Dans l'affirmative, quel est ce rapport sur les lots Nos 30, 31, 32, jusqu'à 50 inclusivement;

5. Est-ce que le lot No 25, rang 5, canton Nemtayer, est sous billet de location;

6. Dans l'affirmative: *a.* depuis quand; *b.* à qui;

7. Quel est le dernier rapport de l'ingénieur forestier du gouvernement sur ce lot.

(Document de la session No 55).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 182, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil".

Sur la motion de l'honorable M. Perrault, secondé par l'honorable M. Mercier, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 184, intitulé: "Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer".

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 192) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909."

Ce bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code

municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: “Loi amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “Que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 199) intitulé: “Loi modifiant la loi concernant la gazoline”.

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

La motion “Que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill No 2, intitulé: “Loi modifiant la loi des mines de Québec”.

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 100) intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.”

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre.

M. Tétreau propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud:

Que ce projet de loi ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au Comité des bills privés pour y être de nouveau pris en considération relativement à la question de pavages.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre le rejette.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dispositions des articles 51, 53, 54, 55 et 56 de la loi 13 George V, chapitre 34, s'appliqueront aux chemins améliorés que le ministre de la voirie entretiendra ou réparera en vertu des articles 60 et 63 de ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois.

La motion "Que ladite résolution soit maintenant lue une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant ladite résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie."

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Québec Great Northern Railway Company".

M. Bissonnet propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Mercier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Le treizième rapport de la Commission des Eaux Courantes de Québec, rapport annuel, 1924.

(Document de la session No 17).

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 187) intitulé: "Loi concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de la nouveau prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 2, intitulé: "Loi modifiant la loi des mines de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la couronne aura le droit de percevoir, à l'époque et de la manière ci-après déterminées, les droits imposés par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que ces droits seront dus le premier jour de janvier pour l'année précédente, et seront payables au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries le premier jour de juin.

Résolu, 3.—Que, sauf l'exception ci-après établie au sujet des mines d'amiante, à compter du premier janvier 1925, toute mine dans la province de Québec sera frappée des droits suivants, et que tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de mine sera tenu au paiement de ces droits:

- | | |
|---|----|
| a. Sur les profits annuels au-dessus de \$10,000.00 jusqu'à concurrence de \$1,000,000.00 | 3% |
| b. Au-dessus de \$1,000,000.00 jusqu'à concurrence de \$5,000,000.00 | 5% |
| c. Au-dessus de \$5,000,000.00 jusqu'à concurrence de \$10,000,000.00 | 6% |
| d. Au-dessus de \$10,000,000.00 jusqu'à concurrence de \$15,000,000.00 | 7% |
| e. Au-dessus de \$15,000,000.00 une augmentation proportionnelle de 1% pour chaque \$5,000,000.00 additionnels. | |

Résolu, 4.—Que l'endroit et l'emplacement de tout atelier de préparation, usine ou affinerie construit dans la province de Québec pour traiter, fondre ou affiner les minerais, minéraux ou substances minérales provenant de mines des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue, devront être choisis, fixés ou approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que, dans le cas où les minerais, minéraux ou substances minérales provenant de ces mines seraient transportés en dehors de la province de Québec pour y être traités, ou seraient traités dans la province de Québec dans des ateliers de préparation, usines ou affineries dont l'endroit et l'emplacement n'auraient pas été choisis, fixés ou approuvés tel que susdit, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger de tout propriétaire, gérant, détenteur, locataire, occupant ou exploitant de ces mines le triple des droits ci-dessus établis.

Résolu, 5.—Que, en ce qui concerne les mines d'amiante, les droits seront les suivants:

- | | |
|--|----|
| a. Sur les profits annuels jusqu'à concurrence de \$500,000.00 .. | 3% |
| b. Au-dessus de \$500,000.00 jusqu'à concurrence de \$1,000,000.00 | 5% |
| c. Au-dessus de \$1,000,000.00 | 8% |

Résolu, 6.—Que, pour les fins des résolutions précédentes, toutes les mines et tous les chantiers d'extraction de minéraux de la province de Québec, occupés ou exploités par la même personne, ou sous la même administration ou le même contrôle, ou dont les profits sont retirés par la même personne, seront considérés comme une seule et même mine, et non comme mines distinctes, pour déterminer si cette exploitation est sujette aux droits de mine énumérés ci-dessus.

Résolu, 7.—Que les profits annuels seront établis et fixés de la manière suivante:

Des recettes brutes de la production annuelle de la mine, et, dans le cas de stocks non vendus à la fin de l'année, de la valeur de ces stocks établie aux prix réels du marché par un estimateur nommé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, il sera déduit les frais d'exploitation et dépenses qui suivent:

a. Les frais de transport du produit de la mine, si ces frais sont à la charge de l'exploitant, du propriétaire, occupant, ou locataire;

b. Les frais d'exploitation de la mine, y compris seulement les salaires et gages des ouvriers et des employés de la mine, des ateliers de préparation et usines;

c. Le coût de l'énergie et de la lumière nécessaires à l'exploitation de la mine, des ateliers de préparation et usines;

d. Le coût des matières explosives, du combustible et autres articles employés dans l'exploitation de la mine et dans le traitement du minerai par l'exploitant;

e. Le coût des assurances sur le matériel d'exploitation, les bâtisses de la mine et les stocks en entrepôt;

f. Une somme annuelle basée sur le coût annuel moyen et probable des réparations et des restaurations nécessaires pour maintenir l'efficacité de l'exploitation, pour couvrir la dépréciation provenant de l'usage ordinaire des bâtiments et du matériel d'exploitation, pourvu toutefois que cette somme ne dépasse pas quinze pour cent de leur valeur au commencement de l'année, telle qu'évaluée par un estimateur nommé par le ministre;

g. Le coût des travaux faits pendant l'année pour creuser des puits, faire des excavations, galeries et tranchées dans les terrains de la mine, pour son exploitation ou la recherche du minerai.

Résolu, 8.—Qu'il ne sera fait aucune déduction pour le coût de nouvelles installations et de nouveaux bâtiments construits durant l'année, ni pour la dépréciation de la valeur de la mine, à raison de l'épuisement ou de la diminution du minerai par suite de son exploitation.

Résolu, 9.—Que toute personne sujette au paiement des droits de mines imposés par les résolutions 3, 4, 5 et 6 devra tenir, à la mine, ou à proximité, des livres de comptabilité du minerai, des minéraux ou des substances minérales extraits de ladite mine, dans lesquels seront inscrits les quantités, poids et autres détails les concernant, ainsi que leur valeur, et contenant aussi le rapport des usines de fonte et d'affinage, et l'état des sommes provenant de la vente de ces minerais, minéraux ou substances minérales; qu'aucun minerai, minéral ou aucune substance minérale extrait de la mine ne pourra être expédié ou enlevé du terrain

de la mine, ou traité dans une usine, atelier ou raffinerie, avant que le poids en ait été correctement vérifié et consigné dans les livres de comptabilité; et que cette personne devra aussi tenir les livres voulus indiquant chacune des diverses dépenses, sommes d'argent, diminution ou déductions mentionnées dans la résolution 7, et indiquant tous autres faits et conditions nécessaires pour permettre d'arriver facilement au montant de la somme due comme droits de mines définis dans les résolutions 3, 4, 5 et 6; et que s'il s'élève un doute quelconque quant à l'endroit où ce livre ou ces livres devront être tenus, ou quant au nombre ou à la nature de ces livres, le ministre de la colonisation des mines et des pêcheries en déterminera le nombre, la nature et l'endroit où les endroits où ils devront être tenus.

Résolu, 10.—Que le ministre pourra, s'il y a lieu, nommer un ou plusieurs employés, qui seront considérés comme officiers du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, dont les fonctions sous la direction du ministre, seront de préparer chaque année et plus souvent s'il le faut, des listes et des exposés des faits et détails concernant toutes les mines, droits miniers et propriétés minières assujettis ou qui pourront devenir sujets aux droits sur les mines imposés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les vérifier et faire rapport, ces listes et exposés devant contenir tous les faits et détails concernant ces mines; et que ces employés devront en fournir copies au département de la colonisation, des mines et des pêcheries, et faire les investigations et remplir les devoirs que leur assignera le ministre, tels que prescrits par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 11.—Que, si la personne tenue de payer les droits conteste le montant de la réclamation, elle devra en informer le ministre par écrit dans les quinze jours de la date de l'avis de paiement qui lui aura été envoyé, à défaut de quoi elle devra payer le montant tel que fixé par l'inspecteur des mines.

Résolu, 12.—Que, dans le cas où les droits ne seraient pas payés à l'échéance, le montant en sera immédiatement augmenté de dix pour cent, et une nouvelle augmentation de dix pour cent sera ajoutée pour chaque année subséquente; et que le montant ainsi augmenté sera celui des droits dus et payables par le débiteur en défaut.

Résolu, 13.—Que, dans le cas où le rapport requis par l'article 2105*d* des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, n'aura pas été fait dans les délais prescrits, ou dans le cas où il contiendrait des déclarations fausses ou inexactes, le ministre pourra, après enquête par l'inspecteur des mines, fixer lui-même le montant des droits qu'il croira justes et corrects; et que la personne en défaut sera passible d'une pénalité égale au double du montant des droits qu'elle aurait eu à payer si elle eût fait un rapport exact dans les délais voulus.

Résolu, 14.—Que toute somme de deniers dus à la couronne pour droits sur les mines sera une créance privilégiée sur les meubles et les immeubles du débiteur, prenant rang, sans enregistrement, après les frais de justice.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant la loi des mines de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) intitulé: "Loi modifiant la loi des mines de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois

Et, alors, la Chambre s'ajourne

MERCREDI, 18 MARS 1925

M. Létourneau, du comité des règlements, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition de "Hebrew Maternity Hospital", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 132.—Loi concernant la commission des écoles catholiques de Montréal.

Bill 140.—Loi amendant la charte de la St. Maurice Lumber Company".

M. Bordeleau, président (*pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 77, intitulé: "Loi constituant en corporation le tramway de Québec", ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

M. Lafrenière (Richelieu), président (*pro tem.*) du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le septième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 145.—Loi constituant en corporation "Rouyn Mines Railway Company

Sur la motion de M. Bercovitch secondé par M. Létourneau, il est—
Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Hebrew Maternity Hospital".

M. Bercovitch, en conséquence, présente le bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Hebrew Maternity Hospital", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bray, un député de cette Chambre, soulève, de son siège, une question de privilège et lit une déclaration qu'il demande d'insérer au procès-verbal.

L'honorable M. Taschereau objecte que cette déclaration a trait aux délibérations d'un comité permanent, et qu'il est irrégulier de s'y référer tant que le comité n'aura pas fait rapport.

L'Orateur prend l'objection en délibéré.

Question par M. Dufresne.—1. Quand la "Quebec Forest Industries Association Ltd", a-t-elle été incorporée?

2. En vertu de quelle loi?
3. Quel est son objet?
4. Quels sont ses directeurs?
5. Quel est son gérant?
6. Quel est le salaire de ce gérant?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Le 11 janvier 1924.
2. En vertu de la Loi des compagnies de 1920.
3. Coopérer avec le gouvernement et le public, afin d'assurer la protection de nos ressources forestières et pour améliorer les méthodes d'exploitation et d'utilisation des produits forestiers.

4. Le gouvernement l'ignore.
5. J. Duchastel de Mont-Rouge, ingénieur civil.
6. Le gouvernement l'ignore.

Question par M. Bray.—1. Combien de distributeurs de gazoline ont payé au gouvernement la taxe de deux sous par gallon?

2. Quels sont ces distributeurs et quelle est leur adresse?
3. Pour combien de gallons chacun d'eux a-t-il payé la taxe de deux sous?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 31.	3. Gallons.
2. Noms et adresses.	
Provincial Oil Co., 1010 Durocher N., Montréal,	62,185
Ensign Oil Co., Ltd., 1112 St-Patrice, Montréal,	1,009,927½
Sun Oil Co., Ltd., 1112 St-Patrice, Montréal,	139,860
Shell Company of Canada, 43 St-Sacrement, Montréal,	2,522,638
McColl Bros., Ltd., 1470 Notre-Dame-E., Montréal,	695,024
Tidioute Refining Co. Ltd., Durocher N., Montréal,	2,048,418
Canadian Oil Co., Ltd, Toronto & Ottawa, Ont.,	99,404½
Canadian Oil Co., Ltd., 123 DuPont, Montréal,	1,228,386½
Imperial Oil Ltd., 918 St-Patrice, Montréal,	12,864,770
Imperial Oil Ltd., St. John. N.B.,	170,984½
Imperial Oil Ltd., Toronto, Ont.,	743,876½
British American Oil Co. Ltd., Ottawa & Toronto,	114,466
British American Oil Co., Ltd, 1090 Durocher, Montréal,	4,165,408
Homer T. Cabana, Granby, Qué.,	195,043
F. A. McKee & Co., Richmond, Qué.,	4,210
Trempe & Frère, Sorel, Qué.,	26,256
Robin Bros., Blvd St-Joseph & DesCarrières, Montréal,	33,405
A. Gauthier, 1-3 Avenue du Parc, Montréal,	45,612
Nelson Co., Stanhope, Qué.,	19,607
Canadian Oil Co., Ltd., St. John N.-B.,	16,104½
Loyal Oil Co., Montréal,	39,844
Three Rivers Oil & Gas Co., Trois-Rivières,	110,762
J. O. Phoenix, Hawkesbury, Ont.,	32,339½
Monaghan Bros., St-Lin, Qué.,	49,189½
Laurentide Co. Ltd., Grand' Mère, Qué.,	14,645½
Colebrook Oil Co., Colebrook, N.H., U.S.A.,	1,244
L. P. Pattee, Hawkesbury, Ont.,	2,930
Capital Oil Products Ltd., Westboro, Ont.,	753
National Oil & Supply Co., Cornwall, Ont.,	2,365
Dunlop & Co. Ltd., Pembroke, Ont.,	7,313½
The Nations Oil Co., Canada Cement Bldg., Montréal,	61,473

M. Dufresne propose, secondé par M. Plante :

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie du rapport fait au trésorier de la province par Arthur Young & Company au sujet de la position financière de la province et de toute correspondance, télégrammes, etc., s'y rapportant.

Et la motion étant mise en délibération,

Un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 166) intitulé: "Loi modifiant l'article 110 du Code municipal",

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements et avec un amendement au titre, savoir: "Loi modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal."

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 94) intitulé: "Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales et scolaires, à Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 90) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi continuant en vigueur la loi 14 Georges, chapitre 37."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 143) intitulé: "Loi permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 46) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 183) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la loi 14 George V, chapitre 56 relativement aux biens non imposables dans les municipalités. "

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et s'ège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sept heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie",

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

M. l'Orateur rend sa décision sur l'objection soulevée par l'honorable M. Taschereau, relativement à la déclaration faite par M. Bray au commencement de la séance: Un député a droit de réclamer, s'il y a lieu, contre la production, devant un comité de documents mettant en question sa conduite, mais il doit le faire sans violer le règlement, or la déclaration que le député de Montréal-Saint-Henri a lue au commencement de la séance, jette du blâme sur la conduite et les procédés des membres du comité des Comptes Publics, et c'est pourquoi je décide qu'elle ne peut être insérée dans les journaux de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 155, intitulé: "Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909."

Bill No 197, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les colporteurs".

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité des bills publics en général:

Bill (No 172) intitulé: "Loi concernant le paiement des taxes municipales dans le cas d'aliénation d'un immeuble sujet à ces taxes;"

Bill (No 171) intitulé: "Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la commission des services publics de Québec".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de porter de \$2,400.00 à \$3,000.00 le traitement annuel du secrétaire de la Commission des services publics de Québec.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec."

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour services d'hydroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville: entretien et reboisement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 51, intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 51) intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 19 MARS 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-unième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 10.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.

Avec des amendements:

Bill 169.—Loi modifiant la loi dentaire de Québec.

M. Daniel, du comité du Code municipal, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec amendement, le bill suivant:

Bill 165.—Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.

Ordonné que l'honorable M. Caron ait la permission de présenter un bill (No 206) intitulé: "Loi concernant l'ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Renaud.—1. Combien de fermes de démonstration ont été établies par le gouvernement, depuis la réponse qu'il a faite le 20 février 1924?

2. Quels sont les noms de ces propriétaires?

3. Quels sont les personnes et comtés où ces fermes sont situées?

4. Combien chacune de ces fermes a-t-elle coûté au gouvernement jusqu'à ce jour?

5. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport des opérations de chacune des fermes de démonstration établies sous sa direction?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. Quatre.

2. et 3. MM. Georges Béliveau, Asbestos, comté de Richmond; Ernest Frigon, Louiseville, comté de Maskinongé; Damase Lafortune, L'Assomption, comté de L'Assomption; Ferdinand Perras, Thurso, comté de Papineau.

4. Ferme d'Asbestos, \$327.30; ferme de Louiseville, \$496.05; ferme de l'Assomption, \$468.54; ferme de Thurso, \$289.20.

5. Un rapport des opérations est préparé chaque année.

Question par M. Beaudoin.—1. Les dispensaires sont-ils pour les indigents seulement?

2. Dans l'affirmative, comment le médecin, en charge d'un dispensaire, peut-il savoir que celui qui se présente est bien un indigent?

3. Un certificat d'indigence est-il exigé?

4. Dans l'affirmative, comment ces certificats sont-ils contrôlés?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Les dispensaires, sous le contrôle du gouvernement, reçoivent pour examen, tous les malades qui se présentent. Seuls les indigents y sont traités.

2. et 3. Les indigents sont reçus dans les dispensaires, sur présentation d'un certificat de leur médecin de famille.

4. Les directeurs des dispensaires acceptent les déclarations des médecins de famille.

Question par M. Sauvé.—1. Combien reste-t-il de bois non brûlé sur le parcours du Transcontinental de Hervey Jonction aux limites de

la Province, sur une étendue de 5 milles de chaque côté de la voie ferrée?

2. Combien reste-t-il de bois non brûlé sur le parcours du chemin de fer Québec & Lac St-Jean, de Rivière-à-Pierre au lac Bouchette, sur une étendue de 10 milles de chaque côté?

3. Combien reste-t-il de bois non brûlé le long de la rivière Saint-Maurice, depuis son embouchure à la tête du Saint-Maurice, sur une étendue de 5 milles de chaque côté?

4. Combien reste-t-il de bois non brûlé le long des rivières suivantes. La Tranche, La Brûlée, le Vermillon, La Petite et la Grande Flamand, La Windigo, La Rivière Harricana et Macamick?

5. Combien de millions de billots et de millions de pieds de bois ont été coupés le long du Saint-Maurice et de ses affluents dans l'hiver de 1923-24?

6. A combien d'années la capacité de la réserve forestière pour l'alimentation des moulins de pulpe de Trois-Rivières, de Shawinigan Falls, de Grand'Mère et de La Tuque est-elle évaluée?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. 2. 3. 4. et 6. Il nous est impossible de fournir les renseignements demandés, le gouvernement n'ayant pas les données nécessaires pour répondre à ces questions telles que formulées.

5. Durant l'hiver 1923-24, il a été coupé, dans le bassin du St-Maurice, 33,333,557 billots renfermant 402,879,422 pieds mesure de planche.

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 205, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles".

Sur la motion de l'honorable M. David, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 194, intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill B du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Létourneau, secondé par M. Bercovitch, il est—
Ordonné que, vu que le bill (No 55) intitulé: “Loi constituant en corporation les Servantes du Très-Saint-Sacrement de Québec”, a pour objet de favoriser la propagation du culte et l’expansion d’œuvres de piété et de bienfaisance, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: “Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 145) intitulé: “Loi incorporant “Rouyn Mines Railway Company”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion “ Que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu’il suit:

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill 122, intitulé: “Loi amendant la charte de la “St. Francis Valley Railway Company”.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 137) intitulé: “Loi modifiant la charte de “The Hebrew Maternity Hospital”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris

place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par l'huissier à la verge noire suppléant requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 20 Loi modifiant la loi électorale de Québec.
- 28 Loi légalisant certaines signatures apposées par le registrateur de la division d'enregistrement de Montmagny,
- 42 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders.
- 52 Loi amendant la charte de "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company".
- 73 Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation des propriétés par William Currie, Limited.
- 85 Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.
- 91 Loi modifiant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.
- 92 Loi constituant en corporation "The Thurso and Nation Valley Railway Company".
- 104 Loi concernant la succession de J.-U. Gregory.
- 155 Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909.

Et à leur retour:

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The St. Maurice Lumber Company".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bullock, secondé par M. Fortier, il est—

Ordonné que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire et à la présentation des bills privés soient suspendus; qu'il soit lui permis de présenter la pétition de la cité de Granby demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 146, intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Granby".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bullock, en conséquence, présente le bill (No 146) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Granby", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre: copies de lettres et de télégrammes adressés à la Commission des Liqueurs.

(Document de la session No 56).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 20 MARS 1925

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-deuxième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendements les bills suivants:

Bill 171.—Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909".

Bill 139.—Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield".

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'administration de la justice dans certains cantons situés dans le district judiciaire de Pontiac."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 209) intitulé: "Loi concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 6, intitulé: "Loi concernant les Statuts refondus".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu lorsque la Chambre s'ajournera, le 20 mars courant, elle soit ajournée au lendemain à dix heures et demie du matin,

Qu'à partir du 23 mars courant la Chambre tienne deux séances par jour: la première, de trois à six heures de l'après-midi, et la seconde depuis huit heures et demie du soir jusqu'à ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions de l'article 11 du règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 194) intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal."

L'honorable M. David propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est soumise à la Chambre, qui se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie du soir.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 11 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 3, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909."

Bill No 89, intitulé: "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

Bill No 102, intitulé: "Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson".

Bill No 107, intitulé: "Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook".

Bill No 117, intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 89) intitulé: "Loi amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant le règlement

numéro 195 de la ville de Coaticcok", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie".

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 205, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles".

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Nicol informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu. — Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer la date des licences émises et des enregistrements faits sous l'autorité de la Loi concernant les véhicules automobiles et modifier les honoraires payables sur les enregistrements effectués ou les licences émises le ou après le 1er septembre, chaque année,

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 184, intitulé: "Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer".

L'honorable M. Perrault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Perrault informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer annuellement, pour une période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions à même le fonds consolidé du revenu, aux exploitants ou producteurs de minerais de fer provenant de gisements exploités dans la province de Québec, une prime au taux de quatre cinquièmes de un centin par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai de fer, comme il suit:

a. Sur les minerais de fer de basse teneur, après leur concentration ou leur enrichissement dans des ateliers ou usines situés dans la province de Québec, et livrés aux hauts-fourneaux, ou aux autres établissements fabriquant de la fonte en gueuses, du fer ou de l'acier, également situé dans la province de Québec, pour être utilisés dans ces établissements ;

b. Sur les minerais naturels, lorsqu'ils sont livrés aux haut-fourneaux ou autres usines pour la fabrication de fonte, de fer et d'acier, situés dans la province de Québec, et pour être utilisés dans ces établissements.]

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité chargé d'étudier le bill (No 184) intitulé: "Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 184) intitulé: "Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer."

L'honorable M. Perrault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 206) intitulé: "Loi concernant l'ordre du mérite agricole de la province de Québec, et les concours de mérite agricole".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The St. Maurice Lumber Company".

M. Mercier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 23 MARS 1925

Quatre heures de l'après-midi.

Ordonné que l'honorable M. David ait la permission de présenter un bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Assistance publique."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 193) intitulé: "Loi autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à établir dans les forêts des zones de protection contre le feu."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thurber ait la permission de présenter un bill (No 150) intitulé: "Loi concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité dans le cas de certaines mutations de propriété."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance,

Ordonné que M. l'honorable Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans certains districts."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant l'adoption."
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 35.—Loi concernant les droits sur les successions.

Bill 185.—Loi concernant certaines subdivisions de terrains.

Bill 186.—Loi concernant les chefs-lieux des districts judiciaires.

Bill 189.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.

Question par M. Dufresne.—Quel était le nombre des exploitations agricoles dans la province: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921; *d.* en 1922; *e.* en 1923; *f.* en 1924?

Réponse par l'honorable M. David:

a. *b.* *d.* *e.* et *f.* ignore. *c.* 1921: 137,619.

Question par M. Dufresne.—1. Quel est le nombre d'automobiles appartenant au ministère de l'agriculture?

2. Quels sont les noms et fonctions des employés de ce ministère qui ont une automobile à leur disposition?

3. Ces automobiles sont-elles réparées au garage de la pépinière de Deschambault?

4. Qu'ont coûté: *a.* l'entretien; *b.* les réparations, du 1er juillet 1923 au 31 décembre 1924?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. Le ministère possède présentement 59 automobiles.

2. 66 employés avaient un automobile à leur disposition en 1924 comme suit: J.-H. Lavoie, chef du Service de l'horticulture; Solyne Roy, régisseur de la pépinière de Deschambeault; J. A. Leclerc, sous-inspecteur des agronomes; ainsi que les agronomes suivants: Armand Gélinas, Sauveur Gosselin, Ulric Brown, Elphège Marseille, Hector Leblanc, L.-D. McClintock, Alphone Laflamme, Charles-Eugène Rioux, J.-A. Fortin, J.-R. Latulippe, Nolasque April, Avila Charbonneau, L.-C. Roy, Nelson Cossette, Paul-A. Brunel, Arthur Tremblay, Florian Champagne, André Paris, Wilfrid Delaney, Antime Charbonneau, Pierre St-Hilaire, J.-E. Thiffault, Gustave Prince, J.-L. Langevin, R.-D. Cartier, Arthur Lamarre, Edouard Brisebois, Emile Roy, J.-Elzéar Roy, J.-Bte Milette, Jules Rinfret, J.-A. Filion, L.-J. Sylvestre, Paul Carignan, A.-P. Pelletier, Josaphat Joyal, Thomas Rollin, J.-Charles Magnan, J.-A. Plante, Emile Gauthier, J.-A. Proulx, J.-Ernest Pintal, Geo.-E. Mayrand, J.-R. St-Arnaud, J.-A. Parenteau, W.-G. MacDougall, J.-Romuald Belzile, Oscar Descostes, L.-J. Bégin, Domina Fortin, Philippe Lambert, Arthur Landry, Henry Reid, Jules

Auger, Emile Lemire, Eugène Boivin, Alex. F. Bothwell, Henri Lauzière, R.-A. Rousseau, Alphonse Lafrance, Lucien Therrien, Lorenzo Hamelin, L.-de-G. Pelletier.

3. 55 automobiles sont réparés cet hiver au garage de la pépinière de Deschambault.

4. \$34,568.70; b. les réparations faites durant l'hiver de 1923-24 ont coûté \$14,781.96. Nous ne connaissons pas encore le coût des réparations faites durant l'hiver 1924-25, parce qu'elles ne sont pas terminées.

Question par M. Houde.—1. La ville de Saint-Jérôme et les municipalités du comté de Terrebonne sont-elles obligées de payer une part pour l'établissement du chef-lieu du district de Terrebonne à Saint-Jérôme?

2. Si oui, quelle somme: a. Saint-Jérôme; b. les autres municipalités?

3. Ces sommes ont-elles été payées?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. et 2. Voir le Statut de Québec, 12 George V, chapitre 21, section 3, amendé par 13 George V, chapitre 17, section 1.

3. Voir comptes publics 1923-24, page 22.

Question par M. Langlais.—1. Par qui la Commission de refonte des Statuts a-t-elle fait faire ses impressions?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Dans la négative, pourquoi?

4. Dans l'affirmative, les contrats ont-ils été accordés aux plus bas soumissionnaires?

5. Que coûtent ces impressions?

6. Quelle somme a reçu jusqu'à date chacun des imprimeurs?

7. Quelle somme revient-il encore à chacun d'eux?

8. Sous quel item et à quelle page des Comptes Publics apparaissent les sommes déjà payées pour ces travaux d'impression?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Le Soleil, limitée et Le Daily Telegraph Printing Co.

2. Non.

3. Parce que l'impression a été faite par les imprimeurs des Statuts annuels.

4.

5. et 7. Le compte n'a pas encore été transmis.

6. \$10,000 à chacun.

8. Le montant destiné à faire ces paiements a été émis par le Trésor au cours de l'année financière actuelle et, en conséquence, ne paraît pas encore dans les Comptes Publics.

Question par M. Lafleur :

1. Un nommé Roussin est-il un des employés de la police provinciale?
2. Si oui, quels sont ses prénoms et emploi?
3. Depuis quand occupe-t-il cette position?
4. Quelle était son occupation?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. 3 et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître les nom des agents de la Sûreté provinciale.

Question par M. Lafleur :

1. Un nommé Bisson est-il un des employés de la police provinciale?
2. Si oui, quels sont ses prénoms et emploi?
3. Depuis quand occupe-t-il cette position?
4. Quelle était son occupation?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. 3. et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître le nom des agents de la Sûreté provinciale.

Question par M. Lafleur :

1. Un nommé Rosenberg est-il un des employés de la police provinciale?
2. Si oui, quels sont ses prénoms et emploi?
3. Depuis quand occupe-t-il cette position?
4. Quelle était son occupation?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. 3. et 4. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître le nom des agents de la Sûreté provinciale.

Question par M. Bray :

1. La prison de Bordeaux est-elle complètement terminée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur?
2. Dans la négative, que reste-t-il à faire?
3. Dans l'affirmative, toutes les ailes servent-elles à l'internement des prisonniers? Si non, pourquoi?
4. Quelles ailes sont inoccupées?
5. Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction, les réparations de la prison de Bordeaux?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. 3. et 4. L'extérieur est complètement terminé mais il reste à faire l'aménagement intérieur des ailes "B" et "D". Les deux ailes non terminées ne servent pas à l'internement des prisonniers.
5. *a.* \$30,258.04;
b. \$3,653,320.92.

Question par M. Bray.—1 Le gouvernement qui a déclaré, le 21 février 1925, que la question de mettre en vigueur le système des zones neutres tel que préconisé par le secrétaire-provincial, le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, en présence du premier ministre de cette province, était à l'étude, en est-il arrivé à une conclusion ?

2. Dans l'affirmative, qu'a décidé le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. et 2. Pas encore.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Delisle, secondé par M. Bordeleau, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 63) intitulé: "Loi amendant la chartes des Ursulines de Roberval" a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171), intitulé: "Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminer l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 209) intitulé: "Loi concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 203) intitulé: "Loi concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur les questions relatives à l'instruction publique dans l'île de Montréal".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Sauvé, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie de l'arrêté ministériel nommant une commission pour examiner les conditions scolaires de l'île de Montréal et copie du rapport fait par cette commission.

Copie de l'arrêté ministériel référant à la Cour d'appel certains points de droit au sujet de l'admission des Juifs dans la Commission scolaire protestante de Montréal, des professeurs de leur nationalité dans les écoles protestantes, etc.

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. Lortie (Soulanges), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tout contrat, traité ou enquête se rapportant à l'engagement ou à la nomination de M. Henri Laureys, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal et de M. Emmanuel Fougé-rat, directeur de l'Ecole des Beaux Arts de Montréal.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 23, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre le dit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera pour les divisions d'enregistrement comprises dans le paragraphe premier de la section XVIII du chapitre premier du titre XII des Statuts refondus, 1909, (articles 7465 à 7474), un ou plusieurs députés-régistrateurs ainsi que les autres employés nécessaires, à chacun desquels il assigne le traitement jugé convenable.

Résolu, 2.—Que ce ou ces députés auront, à tous égards, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que s'ils étaient nommés par le registra-teur.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra seul révoquer les députés-régistrateurs ainsi nommés ou accepter leur démission.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra allouer à chaque registra-teur, pour les dépenses contingentes nécessaires de son bureau, telle somme additionnelle qu'il jugera à propos.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil assignera aux registra-teurs de la division de troisième classe mentionnée à l'article 7467 des Statuts refondus, 1909, un traitement de \$300.00 à \$4,000.00, au lieu du traitement de \$300.00 à \$2,000.00 mentionné à la cédule A qui suit l'article 7531 desdits statuts.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé:

"Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement"

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer les bills suivants:

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Bill No 26, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social".

Bill No 45, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique".

Bill No 80, intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation".

Bill No 125, intitulé "Loi constituant en corporation "The Beth Israel & Samuel Congregation"

Bill No 131, intitulé: "Loi concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal."

Bill No 133, intitulé "Loi constituant en corporation "The Abitibi Southern Railway Company".

Bill No 134, intitulé: "Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek".

Bill No 138, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

Bill No 141, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité de Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company, Limited".

Bill No 142, intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925".

Bill No 159, intitulé: "Loi modifiant l'article 724 du Code municipal".

Bill No 160 intitulé: "Loi modifiant le Code municipal."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 100, intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal".

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil a apportés au bill No 26, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 45, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique" et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 80, intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 131, intitulé: "Loi concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 133, intitulé: "Loi constituant en corporation "The Abitibi Southern Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 134, intitulé: "Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 138, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 141, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité de Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company, Limited", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 142 intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill No 159, intitulé: "Loi modifiant l'article 724 du Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Beth Israel & Samuel Congregation", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance,

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine sèance.

L'honorable M. David secrétaire de la provinse, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1925, pour:

Copie de toute correspondance entre le ministère de l'Agriculture et toute personne, en 1923-24, au sujet de beurreries à Farnham.

(Document de la session No 57).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 mars 1925, pour:

Copie de toute correspondance entre le ministère des Terres et Forêts et toute personne concernant le traitement des hommes qui ont été employés pour éteindre les feux de forêts dans la région de Natashquan.

(Document de la session No 58).

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est —

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette présente séance, elle soit ajournée à ce soir, à neuf heures et demie.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 24 MARS 1925

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-troisième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

Bill. 146—Loi modifiant la charte de la cité de Granby.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que soit révoqué l'Ordre de cette Chambre en date du 23 mars courant à l'eff et que les amendements apportés par le Conseil

législatif au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social", soient adoptés

Ordonné que le bill soit réinscrit sur le feuillet pour deuxième lecture des amendements du Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables Conseillers que cette Chambre n'adopte pas les amendements apportés par eux au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social", parce qu'ils ne se rapportent pas directement à l'objet du bill et qu'ils sont d'ailleurs insérés dans les Statuts par le bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920", que les deux chambres ont voté.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Question par M. Houde:—1. Est-il vrai que le gouvernement aurait donné récemment une police d'assurance aux employés de la Commission des liqueurs?

2. Dans l'affirmative: *a.* quand; *b.* quelles sont les conditions; *c.* quelle est la somme globale?

3. Quelle est la compagnie d'assurance qui a émis ces polices?

4. Quel est l'agent ou le courtier ou quels sont les agents ou les courtiers qui ont agi dans cette affaire?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Non, mais la Commission des Liqueurs de Québec en a donné.

2. *a.* le 24 décembre 1924; *b.* le montant total de la prime est de \$13,742.99 entièrement payé par la Commission des Liqueurs de Québec. *c.* Le montant global de l'assurance est de \$989,450.00.

3. "The Canada Life Assurance Company", "The Sun Life Assurance Co. of Canada" et la "Travellers Insurance Co. of Hartford".

4. Aucun.

Question par M. Bastien:—1. Le Major Maurice Scott, de Montréal, a-t-il été ou est-il encore employé par la Commission des Liqueurs de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel est ou quel était son emploi?

3. Est-il ou était-il payé à salaire fixe ou par commission?

4. Quel est ou quel était son salaire?

5. En quelle année a-t-il été nommé par la Commission des Liqueurs de Québec?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

2. 3. 4. et 5. Voir réponse à la question No 1.

Question par M. Bastien:

1. Qui a demandé la fermeture d'une certaine route en 1924, à Normandin, Lac Saint-Jean?
2. Dans quel but cette route fut-elle fermée?
3. Le gouvernement sait-il que de ce fait, les plus vieux colons de Normandin souffrent un grand préjudice?
4. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes à ce sujet?
5. Dans l'affirmative, qu'a-t-il l'intention de faire?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le Conseil Municipal du canton de Normandin, par une résolution adoptée le 2 juin 1924.
2. La résolution déclare que la "Vieille Route est une surcharge à la grande majorité de contribuables par son entretien d'abord et par ses ponts ensuite". La même résolution fait mention "des difficultés de l'entretien durant l'hiver, étant donné le peu de circulation sur ce chemin, ce qui met le conseil au risque des frais d'amende". Le Conseil a versé aux intéressés au-delà de \$3,000.00 pour indemniser les intéressés.
3. Le gouvernement l'ignore.
4. Le gouvernement a reçu quelques requêtes de contribuables s'opposant à la fermeture de cette route.
5. Cette affaire est du ressort exclusif du Conseil Municipal.

Question par M. Renaud:

1. Combien a coûté l'amélioration des chemins dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette?
2. Qui était en charge des travaux?
3. Quelle a été la moyenne des salaires payés (a) aux contremaîtres; (b) aux journaliers?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. \$546.00 pour la côté Newton et le chemin de High Rook en 1924-25.
2. Eusèbe St-Amour.
3. Les prix réguliers, soit: a. \$2.50 par jour au conducteur; b. \$2.00 par jour aux journaliers; \$3.00 par jour pour homme avec un cheval; \$4.00 par jour pour homme avec 2 chevaux.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Quand la municipalité de Saint-Bonaventure, comté d'Yamaska, a-t-elle fait des chemins en macadam?

2. Combien de milles ont été faits?
3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille?
4. Ont-ils été refaits?
5. Dans l'affirmative, quand?
6. Quel a été le coût de la réfection?
7. Ces chemins sont-ils en bon état?

8. Quelle somme a déjà payé la municipalité de Saint-Bonaventure pour ces chemins ?

9. Quelle somme lui reste-t-il à verser ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 1911, 1912, 1913, 1914.

2. 2.23 milles.

3. \$5,594.92.

4. 5. et 6. Non.

7. Assez bon.

8. et 9. Ces travaux ont été faits sous le régime du 50%.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Quand la paroisse de Saint-Guillaume, comté d'Yamaska, a-t-elle fait des chemins en macadam ?

2. Combien de milles ont été faits ?

3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille ?

4. Ont-ils été refaits ?

5. Dans l'affirmative, quand ?

6. Quel a été le coût de la réfection ?

7. Ces chemins sont-ils en bon état ?

8. Quelle somme a déjà payé la paroisse de Saint-Guillaume pour ces chemins ?

9. Quelle somme lui reste-t-il à verser ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1921 et 1922.

2. 4.91 milles.

3. \$8,353.80.

4. La surface a été refaite sur une longueur de 2,216 milles.

5. En 1923-24.

6. \$14,311.96.

7. Chemins St-Placide et Lachapelle, bons; Chemin principal, mauvais; autres chemins, passables.

8. Construction à 50%, \$8,202.58; Réfection à 50%: \$7,155.98. En vertu de la Loi 1912, coupons à 2%, \$2,109.88; en vertu de la Loi 1912, coupons à 3%, \$1,195.37.

9. En vertu de la loi 1912, coupons à 2%, \$6,459.51; en vertu de la loi 1912, coupons à 3%, \$16,626.51.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Quand le village de Saint Guillaume, comté d'Yamaska, a-t-elle fait des chemins en macadam ?

2. Combien de milles ont été faits ?

3. Combien ces chemins ont-ils coûté le mille ?

4. Ont-ils été refaits ?

5. Dans l'affirmative, quand ?

6. Quel a été le coût de la réfection ?

7. Ces chemins sont-ils en bon état ?
8. Quelle somme a déjà payé le village de Saint-Guillaume pour ces chemins ?
9. Quelle somme lui reste-t-il à verser ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 1910, 1913, 1915.
2. 3.11 milles.
3. \$6,153.15.
4. 5. et 6. Non.
7. Bons à l'exception de la rue Principale.
8. \$993.57 en 1910. \$3,364.98 sur les coupons à 2% signés en vertu de la Loi 1912.
9. \$10,753.74 sur les coupons signés à 2% en vertu de la Loi 1912.

Question par M. Sauvé :

1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé chaque année pour les chemins d'anglier et Rouyn ?
2. Quel est la longueur des chemins qui ont été faits ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 1923-24, \$ 23,966.40
1924-1925, 53,138.30
—————\$ 77,104.70
2. Chemin d'hiver, 65 milles; chemin défriché, 17 milles; chemin complété, 12 milles; chemin réparé, 5 milles.

Question par M. Sauvé.

1. Combien a coûté le bout de chemin construit sur le lot No 4, dans le rang 12 Laverlochère ?
2. Quel était le ou les surveillants de ces travaux ?
3. Quelle est la longueur de ce bout de chemin ?
4. Dans quel état est-il ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. 2. 3. et 4. Le département n'a autorisé aucun travail en 1924, sur le lot 4 du rang 12 du canton de Laverlochère.

Question par M. Sauvé.—1. Combien a coûté le chemin de Fabre à Notre-Dame-de-Kipawa ?

2. Quelle est la largeur de ce chemin ?
3. Dans quel état est-il ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. \$43,332.69.
2. 30 pieds.
3. Ce chemin est sous construction; il est conséquemment dans un plus ou moins bon état.

Question par M. Dufresne:

1. Depuis la réponse du 4 février 1952, y a-t-il des municipalités poursuivies au sujet de travaux de voirie qui ont réglé avec le gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées ?

3. Pour quelle somme a été réglée l'action dans chacun des cas ?

4. Quelles sont les municipalités qui ont actuellement payé cette somme ?

5. Quelles sont celles qui s'en acquittent par versements et quel versement est exigé dans chacun des cas ?

6. Qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites en frais de cour ou autres (a) à la municipalité intéressée; (b) au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. et 3. Paroisse de Sainte-Thècle, comté de Champlain: \$5,564.62. Paroisse de Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi: \$1,609.48. Village de Charlemagne, comté de l'Assomption: \$1,287.43. Paroisse de L'Épiphanie, comté de l'Assomption: \$6,840.04. Village de Saint-Moïse, comté de Matapédia: \$660.50; Paroisse de Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix, comté de Saint-Jean: \$118.40; Paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, comté de Verchères: \$15,940.87.

4. Paroisse de Sainte-Thècle; paroisse de Saint-Fulgence; village de Charlemagne; paroisse de L'Épiphanie; village de Saint-Moïse.

5. La paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil acquitte sa dette pour partie en argent et pour partie en laissant entre les mains du gouvernement les 50% auxquels elle aura droit pour travaux dans ses chemins non encore améliorés.

6. a. Village de Charlemagne, \$76.70; paroisse de Saint-Paul-de-l'Ile-aux-Noix, \$28.40; b. Paroisse de Sainte-Thècle, \$153.10; paroisse de Saint-Fulgence, \$62.65; village de Charlemagne, \$87.00; paroisse de L'Épiphanie, \$176.50; Village de Saint-Moïse, \$55.90; paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil, \$203.65.

Question par M. Dufresne.—1. Depuis la réponse du 4 février 1925, le gouvernement a-t-il poursuivi d'autres municipalités de la province au sujet de travaux de voirie ?

2. Dans l'affirmative, combien ?

3. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées ?

4. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée ?

5. Pour quel montant dans chacune d'elles ?

6. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites ?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame ?

8. Depuis la réponse du 4 février 1925, le gouvernement a-t-il fait

envoyer à d'autres municipalités des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie?

9. Dans l'affirmative, à combien?

10. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

11. Quel est le montant de la réclamation dans chacun des cas?

12. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer ses réclamations?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. 16.

3. 4. 5. et 6. Paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly, comté de Chambly; 21 février 1925: \$7,289.77; action rapportée, en voie de règlement. Ville de Léry, comté de Châteauguay; 10 février 1925; \$3,359.76; action rapportée. Paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay: \$8,807.67. Paroisse de Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi; 3 février 1925: \$1,596.18; action réglée. Village de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, comté de Chicoutimi; 3 février 1925: \$2,185.43; audition fixée au 14 avril prochain. Bagotville, division nord-ouest du canton Bagot, comté de Chicoutimi: 7 février 1925: \$10,691.63; action rapportée. Canton de Hinchinbrooke, comté de Huntingdon; 3 février 1925: \$10,144.40. Paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, comté d'Iberville; 12 mars 1925; \$1,559.50; action rapportée. Paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, comté de l'Assomption; 16 mars 1925: \$3,000.00; action signifiée. Paroisse de Sainte-Marie-Sayabec, comté de Matapédia; 4 mars 1925: \$2,150.24; action rapportée, en voie de règlement. Paroisse de Sainte-Foy, comté de Québec; 18 février 1925: \$13,796.39; action rapportée, en voie de règlement. Paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, comté de Québec, 12 mars 1925; \$8,244.64; action rapportée. Paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, comté de Richelieu; 28 février 1925: \$1,349.81; action rapportée. Paroisse de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, comté de Saint-Jean; 22 novembre 1924: \$118.40; action réglée. Paroisse de Sainte-Rose-du-Déglé, comté de Témiscouata; 9 février 1925: \$13,362.00; action rapportée. Paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne; 27 février 1925: \$32,278.81; action rapportée.

7. Oui.

8. Oui.

9. 10 et 11. Canton de Bourget, comté de Chicoutimi: \$1,554.87. Ville de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier; \$10,488.24. Ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier: \$21,552.13. Partie sud de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Marie, comté de Mégantic: \$6,565.44.

12. Oui.

Question par M. Pellerin.—Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la constuction et les réparations; *c.* l'aménagement de l'Ecole des Hautes Etudes de Montréal?

Réponse par l'honorable M. David

a. Terrain, \$106,978.50; b. Construction: \$479,054.61; améliorations: \$6,090.41; entretien et réparations: \$16,219.51. c. Aménagement: \$107,958.77.

Question par M. Dufresne. 1. Les frais pour les municipalités du village de Sainte-Cécille de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville et de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, poursuivies par le gouvernement au sujet de travaux de voirie, ont-ils été réglés depuis la réponse du 24 février 1925 ?

2. Dans l'affirmative, qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites (a) à la municipalité intéressée; (b) au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Oui.

2. a. Village de Sainte-Cécile, \$34.65; b. paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville, \$232.80; paroisse de Saint-Basile-le-Grand, \$207.20.

Question par M. Bray:

De quelle date à quelle date les distributeurs de gasoline ont-ils payé la taxe de deux sous par gallon tel qu'il appert dans la réponse faite par le gouvernement, le 18 mars 1925 ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Du 16 mai 1924 au 16 mars 1925 inclusivement.

Question par M. Renaud.—1. Dans une réponse faite le 17 février 1925, le gouvernement déclare: a. que deux municipalités ont payé leurs intérêts de 1922 depuis la réponse contenue dans les procès-verbaux 1925; b. que d'autres municipalités ont versé des acomptes; c. qu'une municipalité a payé ses intérêts de 1923; d. et que d'autres ont versé des acomptes. Quelles sont les deux municipalités qui ont payé leurs intérêts de 1922 en vertu de la loi des chemins depuis la réponse contenue dans les procès verbaux 1925 pages 94 et 95 ?

2. Quelle somme a payé chacune d'elles ?

3. Quelles sont les municipalités qui ont versé des acomptes sur leurs intérêts de 1922 et combien dans chacun des cas ?

4. Quelle est la municipalité qui a payé ces intérêts de 1923 et quelle somme a-t-elle payée ?

5. Quelles sont les municipalités qui ont versé des acomptes sur leurs intérêts de 1923 et combien dans chacun des cas ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. Paroisse de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond: \$78.88; paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, comté de Mégantic: \$322.92.

Depuis le 17 février 1925, les municipalités suivantes ont aussi payé leurs intérêts de 1922: paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean: \$377.11; paroisse de L'Épiphanie, comté L'Assomption: \$1,731.73.

3. Canton de Bourget, comté de Chicoutimi: \$500.00. Bagotville, division nord-ouest du canton Bagot, comté de Chicoutimi: \$200.00. Canton de Whitton, comté de Frontenac: \$500.00. Issoudun, comté de Lotbinière: \$110.34.

4. Paroisse de Roberval, comté du Lac-Saint-Jean: \$515.13.

Depuis le 17 février 1925, les municipalités suivantes ont aussi payé leurs intérêts de 1923: paroisse de Sainte-Thècle, comté de Champlain: \$177.67. Paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, comté de Charlevoix: \$1,876.95. Village de L'Annonciation, comté de Labelle: \$93.15. Paroisse de L'Epiphanie, comté de L'Assomption: \$2,616.32. Village de Saint-Moise, comté de Matapédia: \$495.19. Paroisse de Saint-Charles-de-Charlesbourg, comté de Québec: \$1,173.62. Paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean: \$254.08.

5. Village de Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi: \$175.00. Paroisse de Saint-Louis-de-Chambord, comté du Lac-Saint-Jean: \$1,000.00. Village d'Amiante, comté de Mégantic: \$280.27. Village de Chénéville, comté de Papineau: \$76.25.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 160) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau le prise en considération, en comité plénier, du bill (No 171) intitulé "Loi modifiant les articles 65, 72, et 73 des Statuts refondus, 1909".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant l'article 1880 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 173) intitulé: "Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922".

M. Thurber propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion état mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 191, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales".

L'honorable M. Mercier propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de choisir et réserver certaines étendues vacantes des terres de la couronne pour les constituer en forêts domaniales, qui serviront spécialement de réserves pour les besoins de l'industrie forestière.

Résolu, 2.—Que le ministre des terres et forêts soit chargé d'administrer ces forêts domaniales; qu'il pourra les exploiter par des coupes faites en régies ou à l'entreprise, sous la direction du service forestier, et qu'alors les produits en seront vendus aux enchères après un avis public d'au moins soixante jours; qu'il pourra aussi affermer, pour une durée de temps limitée, certaines parties de ces forêts domaniales, dont l'exploitation forestière devra alors être conduite suivant les indications du service forestier, et que ces affermage se feront de la manière ordinaire prévue par la loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdites résolutions", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu première fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Assistance publique.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 210) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques."

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures et demie du soir.

Question par M. Langlais.—1. Quand a été nommé comme garde-chasse M. Louis Paquette, de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic?

2. Quel est son salaire?

3. Est-il intéressé dans les amendes qui sont payées sur sa plainte ou pour l'exécution des devoirs de sa charge?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Le 1er janvier 1913.

2. \$600.00.

3. Le paragraphe 4 de l'article 2340 des Statuts refondus de Québec, décrète que lorsqu'il y a condamnation pour infractions à la loi de la chasse, la moitié de l'amende appartient à la couronne et l'autre moitié au poursuivant.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec".

L'honorable M. Taschereau propose, secondé par l'honorable M. Caron: "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" et la motion est soumise à la Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 165) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture bill (No 150) intitulé: "Loi concernant l'avis au greffier du secrétaire-trésorier d'une municipalité dans le cas de certaines mutations de propriété".

M. Thurber propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie la mercredi 18 mars courant;

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie du rapport fait au trésorier de la province par Arthur Young & Company au sujet de la position financière de la province et de toute correspondance, télégrammes, etc., s'y rapportant.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier du bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

La motion "Que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier" est soumise à la Chambre.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: Loi constituant en corporation "The Beth Israel & Samuel Congregation", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

La Chambre continue à siéger jusqu'après minuit.

Mercredi, 25 mars 1925.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolution relative au bill No 182, intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que la résolution soit retirée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 25 MARS 1925

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable M. Taschereau, du comité des bills publics en général, présente le vingt-quatrième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

Bill 170.—Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Bill 146.—Loi modifiant la charte de la cité de Granby.

Bill rapporté à la Chambre:

Bill 161.—Loi concernant la célébration des mariages.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill 2.—Loi modifiant la Loi des Mines de Québec.

Bill 46.—Loi modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs.

Bill 71.—Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement.

Bill 183.—Loi modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Bill 187.—Loi concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province.

Bill 188.—Loi modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités.

Bill 192.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.

Question par M. Renaud.—1. Sur les 5,298 milles de chemins construits depuis 1911, combien l'ont été: *a.* aux frais du gouvernement; *b.* aux frais des municipalités?

2. Sur les \$51,986,755.93 qu'a coûté la construction des 5,928 milles de chemins, quelle est la part (*a.*) du gouvernement, (*b.*) des municipalités?

3 Combien de milles de chemins construits depuis 1911 ont dû être refaits?

4. Combien de milles de chemins construits depuis 1911 ont dû être réparés?

5. Qu'a coûté la réfection (*a.*) au gouvernement, (*b.*) aux municipalités?

6. Qu'a coûté la réparation (*a.*) au gouvernement, (*b.*) aux municipalités?

7. Qu'a coûté l'entretien de ces 5,928 milles de chemins (*a.*) au gouvernement, (*b.*) aux municipalités?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Les chemins ont été construits conjointement par le gouvernement et les municipalités.

2. *a.* \$45,908,215.44; *b.* \$6.078,540.49.

3. 763 milles.

4. Tous les chemins construits ont été réparés u entretenus.

5. *a.* \$3,209,943.55; *b.* \$408,294.42.

6. et 7. *a.* \$4,423,689.33; *b.* \$1,054,870.72.

Question par M. Sauvé.—1. Combien d'enfants ou de jeunes gens âgés de moins de seize ans, ont été refusés dans les manufactures en 1924, n'étant pas porteur d'un certificat émis par le département du travail attestant qu'ils étaient en mesure de lire et d'écrire facilement?

2. Combien de certificats ont été émis par le ministère du travail en 1924: (*a.*) à Montréal; (*b.*) à Québec; (*c.*) à Hull; (*d.*) aux Trois-Rivières; (*e.*) à Sherbrooke; (*f.*) à Chicoutimi; (*g.*) à Saint-Hyacinthe, (*h.*) à Valleyfield; (*i.*) à Lachute?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Il n'y a rien dans la loi qui oblige les patrons à donner le nombre d'enfants qui ont été refusés dans les manufactures. Le département du travail a refusé d'inscrire une cinquantaine d'enfants qui n'avaient pas l'âge requis et les forces phisiques pour être admis dans les manufactures.

2. Montréal, 1924, 2,852 enrégistrement; Québec, 301; Hull, 156; Trois-Rivières, 138; Sherbrooke, 48; Chicoutimi, aucun; St-Hyacinthe, de novembre 1923 à décembre 1924, 90; Valleyfield, 69; Lachute, 23.

Ces chiffres couvrent surtout les endroits où il existe des écoles du soir, mais un bon nombre d'enrégistrement ont été faits dans d'autres centres manufacturiers.

Question par M. Crépeau.—Pour quelles raisons l'administration des affaires municipales a-t-elle été enlevée au trésorier de la province?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Parce que les questions légales qui se présentent constamment dans le département des Affaires municipales le mettent en rapport constant avec le département du Procureur-général auquel il a été attaché.

Question par M. Sauvé.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un représentant du ministère de l'agriculture à Londres?

2. Dans l'affirmative, quelle serait sa fonction?

3. Combien, d'après les comptes que le gouvernement possède, et avec le traitement du Commissaire et de ses employés, a coûté depuis sa fondation jusqu'à ce jour, le Commissariat de Londres?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. À l'étude.

3. Voir les Comptes publics.

Question par M. Langlais.—1. Six constables de la police provinciale sont-ils descendus à Rivière-du-Loup lors du scrutin à la dernière élection fédérale?

2. A la demande de qui ces constables ont-ils été envoyés et pour quelles raisons?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. A la demande des citoyens de l'endroit parce que l'on craignait des troubles. Les constables à leur arrivée se sont mis à la disposition du maire et du chef de police.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. M. L.-A. Cannon, qui figure pour \$2,000.00 à la page 355 des Comptes Publics 1923-24, a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

2. Dans l'affirmative, lesquelles?

3. Ce M. L.-A. Cannon est-il l'ancien député de Québec-Centre ou le député actuel de Dorchester à la Chambre des Communes?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non.

3. Etant le premier, il ne saurait être le second.

Question par M. Pellerin.—Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à M. R. L. Calder, avocat, depuis le 1^{er} juillet 1924?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

\$2,996.63.

Question par M. Lafleur.—Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M. Lucien Cannon, député, depuis le 1^{er} juillet 1924?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
\$3,496.66.

Question par M. Crépeau.—A Combien se sont élevés les frais de transport que l'assistant-procureur-général a encourus pour se rendre Londres et en revenir pendant l'automne de 1923 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
Vor comptes publics à page 190.

Question par M. Crépeau.—Pour quelles raisons le service des contraventions à la loi des véhicules-automobiles a-t-il été enlevé au trésorier de la province ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:
Afin de centraliser le maintien et la protection des chemins.

Question par M. Smart.—1. M. Charles Lanctôt a-t-il reçu quelque somme relativement à la refonte des statuts en outre des \$19,750 qui lui ont déjà été payées comme rémunération depuis le 1er juillet 1918 ?

2. Dans l'affirmative, quelle somme ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Tous les montants payés jusqu'au 1er juillet 1924, à M. Lanctôt apparaissent aux Comptes Publics; depuis le 1er juillet 1924, il a reçu son traitement à raison de \$3,000 par année.

Question par M. Lafleur.—De qui le fils de M. Charles Lanctôt qui est avocat à Montréal a-t-il reçu instruction de poursuivre certains directeurs de la "Quebec Industrial Alcohol" pour infraction à la loi des des compagnies de Quebec ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le gouvernement l'ignore, car il est étranger à ces procédures et n'a donné aucune instruction à qui que ce soit.

Question par M. Dufresne.—1. Outre ce qui appert au compte de M. Odessa Piché, employé au cadastre avec un salaire de \$1,500.00 et un autre de \$2,000.00 comme officier spécial, le gouvernement verserait-il d'autres sommes pour lui ?

2. Dans l'affirmative, quelle ou quelles seraient ces sommes ?

3. M. O. Piché serait-il le gérant de la "Lithographie de Québec" ?

4. En serait-il aussi le propriétaire ?

5. M. O. Piché a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement sous un autre titre ?

6. Dans l'affirmative, pour quelle fonction, et en quelle année ?

7. En quoi consiste les fonctions de M. O. Piché en tant qu'officier spécial ?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2. M. Piché n'a qu'un seul traitement de \$2,000.00. Il a reçu \$1,500.00 pour 9 mois de salaire, sur les fonds généraux du cadastre (page 325 c.p.) et \$500.00 pour les trois autres mois de l'année, sur le fonds destiné au traitement des employés permanents (page 141 c.-p.) Il a de plus reçu \$300.00 pour travail supplémentaire.

3. et 4. Non.

5. Oui.

6. Depuis le 1er juillet 1906 au 1er juillet 1920 comme messenger, puis bientôt après comme commis.

7. M. Piché est chargé de tout ce qui concerne la partie administrative du cadastre et, en plus, de la surveillance et du travail de la machine aux bleus et de la machine à réduction photographique.

Question par M. Bastien.—1. Le Club de Métabetchouan, sur la rivière du même nom, occupe-t-il une place où le saumon vient frayer tous les automnes?

2. Quel montant le Club de Métabetchouan a-t-il payé au gouvernement chaque année depuis sa fondation?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de louer encore cette rivière?

4. Quel montant en a-t-il retiré chaque année depuis 1920?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. De 1888 à 1896, \$188.00 par année; De 1897 à 1906, \$483.00 par année; En 1907, \$569.00; en 1908, \$756.00; De 1909 à 1911, \$1,021.00 par année; De 1912 à 1916, \$916.00 par année; De 1917 à 1920, \$1,000.00 par année; En 1921, \$1,240.00 par année; De 1922 à 1925, \$1,500.00 par année.

3. Oui tant qu'il n'y aura pas de raison sérieuse de ne pas le faire.

4. Voir la réponse No 2.

Question par M. Bray.—1. Pour quelles fins a été faite l'avance de \$5,000.00 à la Commission de refonte des Statuts de la province, tel qu'il appert à la page 355 des Comptes Publics 1923-24?

2. Cet argent a-t-il été avancé au président, M. Charles Lanctôt?

3. Si non, à quel membre ou à quel employé de la Commission?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Pour rencontrer les dépenses de la Commission de refonte des Statuts.

2. et 3. Cet argent a été envoyé au président, déposé à la banque et le compte en est tenu par un des employés de la Commission.

Sur la motion de M. Lortie (Soulanges), secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., entre le ministre de l'Agriculture et toutes personnes en 1923 et 1924, relativement à la réouverture de la beurrerie de Sainte-Brigide.

Sur la motion de M. Renaud, secondé par M. Lortie (Soulanges), il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie du rôle de paie pour travaux en 1924, dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette.

Sur la motion de M. Langlais, secondé par M. Tétreau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le département de la voirie et la municipalité de Sainte-Rose-du-Déglé ou son secrétaire, au sujet du paiement par cette paroisse de ses redevances, sur chemin amélioré et ce avant d'avoir été poursuivie pour telles dettes.

Sur la motion de l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Faucher, il est—

Ordonné que vu, que le bill No 96, intitulé: "Loi constituant en corporation L'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil de Montréal" a pour objet de favoriser l'instruction en général, et l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursées après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Faucher, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 97) intitulé: "Loi concernant la Fabrique de Notre-Dame de Montréal" a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Faucher, il est—

Ordonné que, que le bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Sain e-Justine" a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Patenaude, secondé par M. Faucher, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de "La Communauté des Sœurs de Charité de la providence", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique

les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Moreault (Rimouski), secondé par M. Berge-ron, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 113) intitulé: "Loi amendant la charte du "Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski", a pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Dufresne, secondé par M. Plante, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de la liste de paie des travaux de voirie exécutés dans le chemin du 5ième rang de Sainte-Emélie-de-l'Energie, comté de Joliette, en 1920-21, et de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personnes au sujet de ces travaux.

Sur la motion de M. Houde, secondé par M. L'Archevêque, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet des articles d'Armand de Val-Joli se rapportent de près ou de loin à la colonisation, ainsi que l'entente ou du contrat entre le gouvernement et le publiciste, journaliste ou agent qui signe Armand de Val-Joli et entre le gouvernement et les journaux de cette province qui insèrent ou reproduisent lesdites productions.

Sur la motion de M. l'honorable M. Patenaude, secondé par M Faucher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de correspondance, rapports, pièces et documents se rapportant à la question d'établir des salaires raisonnables pour les ouvriers employés à la construction des ponts de Sainte-Anne et de l'Île Perrot.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 81) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et de la municipalité des Ecors, en date du 19 décembre 1924", a pour objet de favoriser l'instruction publique, que sa présentation a été retardée vu l'absence du pays du secrétaire-trésorier de la "Montreal Crushed Stones Co., Ltd", pour cause de santé, les droits additionnels au montant de \$200.00 que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans certains districts".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambree forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, dépenses contingentes, etc, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux arts; Livres de récompense, reliure, etc. \$10,000.00; littérature, \$7,500.00, Beaux-arts 7,500.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées,

Et , alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures et demie du soir.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 94, intitulé: "Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales à Montréal" mais avec le titre amendé afin de le lire comme suit: "Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales de toutes taxes municipales à Montréal", auquel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Le conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 90, intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal".

Bill No 145, intitulé: "Loi constituant en corporation "Rouyn Mines Railway Company".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 94) intitulé: "Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales à Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 90) intitulé: "Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 145) intitulé "Loi constituant en corporation "Rouyn Mines Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Question par M. Dufresne.—1. Quel est le traitement minimum et le traitement maximum : *a.* des instituteurs; *b.* des directeurs; *c.* des inspecteurs d'écoles?

2. Y en a-t-il parmi eux qui n'ont qu'un diplôme élémentaire? Dans l'affirmative, combien?

3. Combien le gouvernement a-t-il nommé d'inspecteurs d'écoles catholiques depuis le 1er septembre 1920?

4. De ce nombre, combien de titulaires avaient moins de 30 ans lors de leur nomination?

5. Parmi les inspecteurs d'écoles protestantes combien y a-t-il:
a. de ministres du culte; *b.* de laïques?

6. Y en a-t-il qui ne sont pas munis du diplôme d'inspecteur conformément à l'article 2571 de la loi scolaire?

7. Dans l'affirmative, combien?

8. Combien y a-t-il d'inspecteurs, ministres du culte, qui font du ministère en dehors du temps consacré à leurs fonctions d'inspecteurs d'écoles?

Réponse par l'honorable M. David:

1. *a.* Instituteurs religieux: traitement minimum, \$160.; traitement maximum, \$1,100.; Institueurs laïques: traitement minimum, \$300.; traitement maximum, \$3,400.; *b.* Directeurs religieux: traitement minimum, \$200.; traitement maximum, \$1,300.; Directeurs laïques: traitement minimum, \$1,500.; traitement maximum, \$4,700.; *c.* Inspecteurs d'écoles: traitement minimum, \$1,600.; traitement maximum, \$2,000.

2. 70 instituteurs laïques, sur un total de 774, n'avaient qu'un diplôme élémentaire en 1922-23?

3. Douze.

4. Trois.

5. *a.* Six ministres du culte; *b.* quatre laïques.

6. Oui, mais ils sont exemptés d'avoir ce diplôme en vertu de l'article 2572 des S.R.Q., 1909.

7. Quatre.

8. Trois.

Question par M. Houde.—Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction et les réparations; *c.* l'aménagement de l'Ecole Technique de Montréal?

Réponse par l'honorable M. David:

a. Terrain, \$106,978.50; *b.* construction, \$479,054.61; améliorations, \$6,090.41; entretien et réparations, \$16,219.51; *c.* aménagement, \$107,958.77.

Question par M. L'Archevêque.—1. Le gouvernement a-t-il à son emploi un nommé J. V. Gagnon, comme inspecteur d'écoles?

2. Si oui, quelles sont les paroisses où il fait l'inspection et dans quel comté sont-elles situées?

3. De combien d'écoles fait-il l'inspection?

4. Depuis quand ce M. Gagnon est-il inspecteur d'écoles?

5. Quel est son salaire?

6. Outre son salaire quelles sommes a-t-il reçues du gouvernement pour dépenses de voyages ou autres, chaque année, depuis son engagement jusqu'à date?

Réponse par l'honorable M. David:

1. Oui.

2. Dans le comté de Bagot: St-Dominique, St-André-d'Acton, Ste-Christine, St-Nazaire, Acton-Vale, St-Théodore.

Dans le comté de Brôme: Abercorn, St-François-Xavier-de-Farnham-Est, St-Cajetan-de-Potton, Sutton, St-André-de-Sutton, Bolton-Est, St-Edouard-de-Knowlton, St-Henri-de-Brome.

Dans le comté de Shefford: Granby, Ste-Prudentienne, Stukely-Sud, Roxton-Falls, Ste-Cécile, Ste-Anne-de-Stukely, St-Valérien, Roxton-Canton, St-Frs-Xavier-de-Shefford, St-Alphonse-de-Granby, St-Joachim, Waterloo, St-Bernardin-de-Waterloo.

Dans le comté de Rouville: Abbotsford.

3. 153.

4. Depuis le 27 novembre 1922.

5. \$1,600.00.

6. Pour indemnité des frais de voyages, M. Gagnon a reçu \$260.55 pour l'année 1922-23; pour 1923-24, \$500.00; pour 1924-25, \$250.00 jusqu'à date.

Sur la motion de M. Lortie (Labelle), secondé par M. Dillon, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du collège Nominigüe" a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby". En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Moreau, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la loi concernant l'adoption".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille neuf cent quatre-vingt-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxe sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, (département des travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc. pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Galipeault dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 19 février 1925 pour: Copie de toute correspondance entre le département des Terres et les colons de Saint-Louis de Gonzague, comté de Bonaventure, en 1923 et 1924, au sujet de la réserve cantonale de cette région.

(Document de la session No 59).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 26 MARS 1925

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que l'Orateur et le président des Comités sont tous deux absents.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que M. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, soit élu orateur pour la journée.

M. Thériault, du comité des Chemins de fer et autres moyens de communication, présente le huitième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter à la Chambre le bill suivant:

Bill 124.—Loi concernant la "Montreal Central Terminal Company".

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 mars 1925, pour: Copie de l'arrêté ministériel nommant une commission pour examiner les conditions scolaires de l'île de Montréal et copie du rapport fait par cette commission. (Document de la session No 60).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 10 mars 1925, pour: Copie de toute correspondance, documents, requêtes, etc., en 1923, 1924 et 1925, entre le gouvernement ou aucun des ministères, spécialement le ministère du Travail et le conseil municipal de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, ou aucun de ses membres, au sujet du Théâtre "Diana", salle du marché. (Document de la session No 61.)

Question par M. Lafleur.—1. Combien le gouvernement a-t-il payé ou avancé: a. pour frais d'annonces et de publicité; b. pour frais d'impressions et de reliure en 1920?

2. Combien en 1921?

3. Combien en 1922?

4. Combien en 1923?
5. Combien en 1924?
6. Combien depuis le premier juillet 1924?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 2. 3. 4. et 5. Voir Comptes Publics des années 1920, 1921, 1922, 1923 et 1924.

6. a. Pour frais d'annonces et publicité: \$46,852.65; b. Pour frais d'impressions et reliure \$190,976.43.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure depuis le premier juillet 1924?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: a. pour frais d'impression et de reliure; b. pour frais d'annonces et de publicité; c. pour autres frais divers?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2.— NOM	Impres- sions et reliure	Annonces et publicité.	Frais divers.
Association Catholique de la Jeunes- se Canadienne-Francaise,		\$ 100.00	
Association Athlétique de l'Univer- sité de Montréal,		300.00	
Argus de la Presse Internationale,		381.80	
Association Athlétique d'Amateurs Nationale,		40.00	
Association des Bouchers de Montréal		30.00	
Agence Canadienne de Publicité,	\$1,944.25	2,334.13	
Association des Marchands Détail- lants du district de Québec,		5071.78	
Bégin, J.-A.,	1,559.01	1,857.97	
British Commonwealth Trade Press, Ltd,		250.00	
Bureau International du Travail,		1.91	
Beaubien & Cie, L.-G.,			\$39.00
Benallack Lithographing & Printing Co.,	73.11		
Bulletin de la Chambre de Commerce de Montréal,		37.50	
Beaulieu, M.-L.,		75.00	
Balfour & Beck,	40.00		
Barbeau, Jos.-D.,	1,252.38		
Bélanger, J.-E.,	450.30		
Cambridge Book Store,	354.27		
Cie d'Imprimerie Commerciale,	5,273.72		
Conseil Central des Syndicats Catho- liques et Nationaux,		80.00	

NOM	Impres- sions et reliure	Annonces et publicité	Frais divers
Charrier & Dugal, Ltée	3,131.54		
Cie de Feuilles Mobiles "O. K.",	585.89		
Cie de l'Événement,	9,274.93	3,471.19	10.00
Caron, Mme Jos.,	978.25		
Cie de Publication de Lévis,	6,403.40	75.00	
Chouinard, C.,	398.93		
Copeland-Chatterton,	182.23		
Cie. de Publication "La Tribune", Ltée,	6,850.47	18.00	
Cie de Publication du Canada, Ltée,	11,927.16	105.80	15.00
Cie de Publication "La Presse", Ltée,		10,560.90	6.00
Canadian Engineer,		72.40	
Chantal, Victor,	312.00		
Contract Record & Engineering Re- view,		94.20	
Cie de Publication "La Patrie" Ltée,	852.71	57.00	
Cie de Publication "Le Nouvelliste" Ltée,		245.80	
Conseil des Métiers du Travail Mont- réal,		100.00	
Canada Français,		100.00	
Canadian Review Co., Ltd,		80.00	
Canadian Ayrshire Breeders' Ass.,		50.00	
Canadian Official Railway Guide,		10.42	
Chabot, J.-A.,	86.95		
Chronicle Printing Company,		15.00	
Cinq-Mars, A.,		50.00	
Cie d'Imprimerie Modèle,	764.09		
Cie d'Imprimerie d'Yamaska,	874.79		
Commission de l'Exposition des Trois- Rivières,		10.00	
Chambre de Commerce Française de Montréal,		200.00	
Canadian Parliamentary Guide,		50.00	
Canada Newspaper Company,		200.00	
Citizens' Research Institute of Can.,			10.00
Canadian Fisherman,		8.00	
Canadian Mining Journal,		166.56	
Canadian Institute of Mining and Metallurgy,		233.08	
Conseil Central National des Métiers, district de Québec,		50.00	
Coopérative Fédérée de Québec,		85.44	
Drouin, J.-P.-R.,	831.15		
Donavan, Ewart,		100.00	
Dussault & Proulx,	22,493.88		
Dept. of Public Printing & Stationery			11.20

NOM	Impres- sions et reliure	Annonces et publicité	Frais divers
Delisle & Gagnon,	9.50		
Dumais, Charles,	199.45		
Engineering Institute of Canada,		11.20	
Editions Kébec, Enr.,	152.32		
Faber, F.-N.,	1,484.44		
Frères des Ecoles Chrétiennes,		25.00	
Financial Post,		200.00	
Forum Printing Company,	436.73		
Foisy & Hotte,		15.40	
Groves-Contant, J.-C.,		150.00	
Granger Frères, Ltée,	237.21		
Girard, Ernest,	50.00		
Gendron, J.-B.,	39.65		
Heaton's Publishing Company,		100.00	
Imprimerie Aubé, Enr.,	3,113.20		
Imprimerie du Messager,		100.00	
Imprimerie Royale, Enr.,	1,619.22		
Lafrance, Enr., Victor,	4,238.44		
Le Soleil, Ltée,	55,044.74	53.30	5.00
Le Quartier Latin,		85.00	
Lithographie de Québec,	511.44		
Lowe-Martin Co., Ltd,	362.50		
Le Terroir,			4.00
L'Imprimerie d'Arthabaska,	8.20		
La Semaine Commerciale, Ltée,	407.48		6.00
Librairie Beauchemin, Limitée,	106.85	100.00	
L'Autorité,		31.00	
L'Avenir du Nord,		10.60	
Le Bulletin,		81.00	
L'Echo du St-Maurice,		66.24	
Lemieux, Joliette-P.,	55.60		
L'Imprimerie du Peuple, Enr.,	2,271.87		
L'Imprimerie du St-Laurent,		8.40	
L'Imprimerie Populaire,		19.65	
Le Monde Ouvrier,		75.00	
L'Eclaireur, Ltée,	2,760.93		
Le Bien Public,		95.75	
Le Flambeau, Enr.,		42.00	
Le Bulletin des Iles-de-la-Madeleine,		50.00	
L'Action Française,		110.00	
La Vie Nouvelle,		100.00	
Larose, C.-A.,		25.00	
Le Guide du Colon,		769.17	
L'Automobile au Canada,		50.00	
Labor's Holiday Souvenir,		50.00	

NOM	Impres- sions et reliure	Annonces et publicité	Frais divers
La Science Moderne,		250.00	
Librairie St-Jean,	38.75		
Le Bulletin de la Ferme,	343.99	864.40	
LaRue, Maurice,	17.50		
Lafrance, L.,	10.00		
La Sentinelle,	1,079.07		
La Bonne Fermière,		12.00	
L'Imprimerie Générale de Rimouski,	3,275.57		
L'Abeille, Enr.,	872.76	80.00	
L'Information,		200.00	
Lavoie, J.-H.,	3,237.19		
Le Progrès de Valleyfield,	48.94		
Le St-Laurent, Ltée,	50.90		
L'Imprimerie Française,	44.24		
L'Imprimerie Maisonneuve,	500.00		
La Gazette du Nord,		19.60	
Municipal Publishing Co., Ltd,		110.62	
Mason, Bert,	47.20		
McGill Daily,		100.00	
Martin & Moreland,	445.57		
Montreal Financial Times,		300.00	6.00
MacLean Publishing Co., Hugh,		361.00	
Montreal Daily Star,		72.75	
Montreal Standard Publishing Co.,		3,500.00	
Montreal Herald Publishing Co.,	3,892.57	2,757.20	
Mercantile Printing Company,	2 148.08		
Montreal Automobile Trade Ass.,		75.00	
Montreal Lithographing Co.,	150.00		
Mitchell, Rév. M.,		75.00	
Mont-Royal News & Advertising,		4,999.65	
Nagant, H.-M.,	963.50		
Northland, Studio,	312.67		
Nault, Zéphirin,	1,600.00		
Ormstown Bulletin,	97.02		
Poitrass, Gaudias,	7,005.32		
Publishers of the Gleaner,	79.20		
Protectograph Sales Agency,	356.10		
Publicité de Québec,	16.90		
Quebec Blue Prints, Regd.,	1,760.47		
Quebec Engraving Company,	582.80		
Quebec Photo Engravers,	442.26		
Quebec Automobile Signs Company,		50.00	
Quebec Automatic Signs, Ltd,	76.50	56.50	
Richard, Jérémie,	503.50		

NOM	Impres- sions et reliure	Annonces et publicité	Frais divers
Review Publishing Company,		629.65	
Revue Moderne,		45.00	
Revue Trimestrielle Canadienne,		315.00	
Rochette, Abbé, J.-V.,		50.00	
Soc. Avicole du district de Québec,		60.00	
Sec. d'Agriculture du Témiscouata,		15.00	
Soc. d'Agriculture de Châteauguay,		10.00	
Soc. des Syndicats Catholiques,		170.00	
Soc. St-Jean-Baptiste,		25.00	
St-Maurice Valley Chronicle,	207.76	23.75	
Société Anonyme de Publicité,		470.00	
Smith, E.-R., Co., Ltd,	405.80		
Smith, H.-F., Printing Company,	166.62		
Sherbrooke Review Company,		28.05	
Soc. d'Agriculture de Kamouraska,		5.00	
Soc. St-Jean-Baptiste de Limoilou,			10.00
Souvenir de la Fête du Travail,		12.50	
Société Générale de Publicité,		75.00	
Tremblay, Ernest,	782.82		
The Rural Publishing Company,		105.00	
The Central Publishing Company,	58.43		
The Saguenay, Trip,		25.00	
The London Mining Journal & Min- ing World,		111.29	
The Canada Newspaper Company,		\$ 112.50	
The Gazette Printing Company,		1,110.10	30.00
The Mitre,		30.00	
Tremblay, D.,	5.75		
The Telegraph Printing Company,	6,683.82	62.30	
Turcotte & Bergeron,	2.00		
The Monetary Times,			1.50
Union Régionale des Caisse Populaires		20.00	
Union des Commis-Epiciers de Mont- réal,		112.50	
Vincent, Enr., Elzéar,	918.13		
Vincent, Jos.,	1,276.55		
Vaillancourt, Cyrille,	465.00		

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Le gouvernement a-t-il accordé depuis 1920 certains octrois ou subventions à des journaux, revues ou autres publications. à des personnes ou compagnies pour publication de livres, brochures ou articles?

2. Dans l'affirmative: a. à qui les octrois ou subventions ont-ils été accordés en 1920; b. quel est le montant pour chacun?

3. En 1921?

4. En 1922?
5. En 1923?
6. En 1924?
7. Depuis le premier juillet 1924?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2. Non.
3. 4. 5. 6. et 7. Rien.

Question par M. Renaud.—1. Combien a-t-il été payé a chacun des petits jurés du district de Terrebonne pour le dernier terme de la Cour Criminelle?

2. Quel a été le coût total de ce terme?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Le terme a été tenu au mois de janvier dernier et nous n'aurons le rapport du shérif qu'à la fin du présent trimestre.

Question par M. Bray.—1.. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vigueur la politique d'"une exploitation rapide de la forêt, garantie par des conditions sévères et respectées au moyen de contrat qui pourvoient à ce que la coupe se fasse suivant les règles de l'art", telle que préconisée par le secrétaire-provincial le 24 juillet 1924, à un banquet à Ste-Thérèse et qu'il avouait devant le premier ministre de cette province "en toute franchise et à tout risque "préférer" au risque que nous courons de voir le feu la détruire sans profit pour notre peuple, inutile de le dire, alors que nous pouvons, continuait-il, elle debout, accroître notre fortune nationale dont nous avons grand besoin pour accomplir les œuvres qui sont nécessaires à notre progrès et à notre race? "

2. Si oui, quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer cette exploitation rapide de la forêt "suivant les règles de l'art", inutile de le dire, et dans toutes les "conditions sévères" prêchées ou soulignées par le secrétaire-provincial, pour ne pas encourir le risque de voir le feu la détruire?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Le gouvernement a fait, à maintes reprises, connaître sa politique forestière; mais il ne croit pas devoir se prononcer sur un système préconisé par des paroles tronquées du secrétaire provincial, qui ont été expliquées en cette Chambre, explication que la question ignore.

Question par M. Lafleur.— Est-il exact, comme l'indiquent les pages 202, 372 et 373 des Comptes Publics 1923-24, que le gouvernement aurait payé au docteur A.-H. Desloges \$7,000.00 pour salaire et \$3,440.00 pour frais de voyage, soit \$10,440.00 en un an?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Oui, c'est-à-dire \$5,000.00 de traitement comme directeur médical des asiles d'aliénés et \$2,000.00 de traitement comme directeur du service

des Maladies Vénériennes; \$1,440.00 pour dépenses de voyage comme directeur des asiles d'aliénés et \$2,000.00 pour représenter le gouvernement du Canada à la Ligue des Nations à Genève.

Question par M. Sauvé.—1. Combien de rapports ont été faits par le Commissariat de la province de Québec, à Londres, au gouvernement depuis sa création?

2. Quelle est la nature de ces rapports?

3. Le Commissariat s'est-il occupé de propagande en faveur de la vente du beurre et du fromage de notre province sur le marché anglais?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Le Commissariat fait un rapport mensuel au gouvernement de toutes les questions traitées au bureau, et de toute la correspondance échangée avec des chefs de département, avec des associations ou avec des particuliers.

3. Dans toute la mesure où la chose lui était possible.

Question par M. Bastien.—Quelles sommes chacun des assistants-trésoriers, M. Hyde et M. Williams a-t-il reçues depuis le 1er juillet 1924 pour avoir agi comme secrétaire du bureau du trésor et pour avoir administré le fonds des licences de mariage?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Comme secrétaire du Bureau du Trésor, M. Hyde \$272.58; M. Williams, \$177.42.

b. Pour avoir administré les fonds des licences de mariages, M. Hyde, \$200.00, M. Williams, rien.

Question par M. Langlais.—1. M. Joseph Paradis, commerçant de St-Denis-de-Kamouraska, a-t-il été condamné à l'amende pour contravention à la loi des Liqueurs de cette province?

2. Ledit Joseph Paradis a-t-il purgé sa sentence?

3. Si non, pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Oui.

2. En partie.

3. M. Paradis a été condamné le 8 janvier 1925 à un mois de prison. Il a été incarcéré le jour du jugement; mais, par arrêté en Conseil ministériel No 39, du 22 janvier, la prérogative royale de grâce était exercée en sa faveur. Un certificat assermenté de médecin avait été produit au dossier, constatant que le prévenu souffrait d'artériosclérose et que l'emprisonnement était préjudiciale à sa santé. Il est sorti de prison le 23 janvier 1925.

Question par M. Lafleur.—1. Les sommes de \$413, de \$125.10, de \$25 de \$334.15, de \$565 de \$500. de \$2,500., de \$2,085.30 et de \$100 qui, aux pages 166 et 167 des Comptes publics de 1923-24, paraissent

avoir été payées à L. Cannon sont-elles les seules qui aient été payées à ce monsieur pendant l'année fiscale de 1923-24 ?

2. Si non, quelles sommes lui ont été payées en outre de ce total de \$6,672.60 ?

3. Ce M. L. Cannon est-il l'ancien député de Québec-Centre ou le député actuel de Dorchester à la Chambre des Communes du Canada ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. et 2. Les Comptes Publics sont exacts, mais le total indiqué dans la question ne l'est pas, ce total étant de \$6,647.55 et non pas de \$6,672.60

3. Etant le second, il ne saurait être le premier.

Question par M. Sauvé.—Pour quelle raison l'impression du premier rapport de la Commission de refonte des statuts déposés pendant la session de 1924, n'a-t-elle pas été payée au cours de l'exercice 1923-24 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Aucun compte pour impression n'a encore été payé, mais une avance a été faite aux imprimeurs en 1924.

Question par M. Bastien.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le registrateur du district de Roberval est décédé depuis un an et demi ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de lui donner un successeur ?

3. Dans l'affirmative, quand ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Oui.

2. Oui.

3. Date de nomination pas encore fixée.

Question par M. L'Archevêque.—1. Est-ce exact, comme l'indiquent les pages 132,190 et 355 des Comptes Publics 1923-24, que le gouvernement aurait payé à M. J.-A. Hudon au cours dernier exercice \$3,300.00 pour traitement, \$245,00 pour dépenses de voyages, \$1226.50 pour services spéciaux et \$2,000.00 pour salaire ?

2. M. Hudon a-t-il reçu d'autres sommes ?

3. Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. Les Comptes Publics sont exacts.

2. Oui.

3. Voir Comptes Publics à page 125.

Question par M. Pellerin.—Pour combien d'appareils téléphoniques en usage à Spencer Wood le gouvernement a-t-il payé \$540.72 à la Bell Telephone Company en 1923-24 ?

Réponse par l'honorable M. Galipeault :

11 appareils du 1er juillet au 31 décembre 1923, 4 appareils du 1er janvier au 30 juin 1924.

Question par M. Lafleur.—1. D'après les pages 211 et 347 des Comptes Publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a dépensé à Spencer Wood au cours du dernier exercice \$327.38 pour fret, \$185.50 pour transport, \$1,721.88 pour frais de déménagement et \$795.00 pour frais d'installation. Ces chiffres seraient-ils exacts?

2. Le gouvernement a-t-il dépensé à Spencer Wood d'autres sommes pour les mêmes fins?

3. Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Aucune raison de croire le contraire.

2. et 3. Toutes les sommes qui ont été dépensées apparaissent aux Comptes Publics.

Question par M. Bray.—1. A la page 211 des Comptes Publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a payé au cours du dernier exercice \$5,968.05 à la Quebec Coal Co. pour le charbon de Spencer Wood et \$720.00 à M. A. Warren pour le bois de chauffage soit \$6,688.05 pour le chauffage en une année. Ces chiffres seraient-ils exacts?

2. Combien de tonnes de charbon ont été achetées?

3. Combien de cordes de bois?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Aucune raison de croire le contraire.

2. 338½ tonnes.

3. 72 cordes.

Question par M. Bray.—A la page 211 des Comptes Publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a payé pour l'éclairage de Spencer Wood au cours du dernier exercice, \$492.50 à la Quebec Power Co. et \$1,655.09 à la Quebec Railway Light Heat Co., soit \$2,147.59 en une année. Ces chiffres seraient-ils exacts?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

Aucune raison de croire le contraire.

Question par M. Pellerin.—1. Est-il exacts, ainsi que l'indiquent les Comptes Publics 1923-34, pages 211 et 348, que le gouvernement aurait payé pour Spencer Wood au cours du dernier exercice: pour vaisselle et argenterie \$2,391.87; pour porcelaine et argenterie \$791.55; pour meubles, tapis et prélaris \$13,906.58; pour serviettes \$219.45; pour réparations de rideaux, etc., \$157.60; pour piano, cabinets de musique et gramophone \$2,467.50; pour tapis et vaisselle \$628.63 pour réparations d'argenterie \$22.50; pour ameublement \$106.00 pour cadres \$235.30; pour ornements d'église, serviettes, etc., \$498.37; pour réparations d'horloges \$44.50; pour carpettes, \$5.45; pour réparations d'horloges et d'argenterie, \$334.99; pour serviettes, etc., \$100.00; pour marchandises \$800.00; pour meubles \$400.00; soit pour vaisselle, argen-

terie, tapis, meubles, ameublement et leurs réparations, la somme de \$23,110.29?

2. Y avait-il déjà un piano à Spencer Wood?
3. Dans l'affirmative, a-t-il été échangé ou vendu?
4. A quelles conditions?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. Aucune raison de croire le contraire.
2. Oui.
3. Ni changé, ni vendu, c'était un piano automatique d'ancien modèle et usagé. Il est maintenant au Café du Parlement.
4. Sans conditions.

Question par M. Dufresne.—Le trésorier de la province a-t-il été invité à donner sa démission à la suite du procès Noel, à Sherbrooke?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Non, car avant, pendant et après le procès Noel, le Trésorier de la province n'a cessé de jouir de l'entière confiance de ses collègues.

Question par M. Bray—1. Le secrétaire provincial a-t-il offert sa démission depuis la dernière élection générale?

2. Si oui, pour quelle raison?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non.

Question par M. Bray.—Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M. Antonio Perrault, avocat, ou à l'étude dont il fait partie, depuis le 1er juillet 1924?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

La somme de \$7,538.15 a été payée à la société Perrault & Raymond, de Montréal, pour frais, déboursés et honoraires dans la cause de Strathcona Fire Insurance Co. en liquidation, qui a été plaidée en Cour supérieure, en Cour d'appel et en Cour suprême et pour services professionnels, au sujet de diverses réclamations du gouvernement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 112, intitulé: "Loi modifiant la charte de la compagnie de téléphone nationale".

Bill No 166, intitulé: "Loi modifiant l'article 110 du Code municipal".

Bill (No 168) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire".

Bill (No 184) intitulé: "Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer".

Bill (No 206) intitulé: "Loi concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole".

Le conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne persiste pas à ses amendements au bill (No 26) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social", mais qu'il les a retirés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company".

Bill (No 136) intitulé: "Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic".

Bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Hebrew Maternity Hospital".

Bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal".

Bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec".

Bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la loi des licences de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 136) intitulé: "Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Hebrew Maternity Hospital", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 153) intitulé: "Loi modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 198) intitulé: "Loi modifiant la loi des licences de Québec", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bercovith, secondé par McDonald, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 80) intitulé: "Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congrégation", a pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par McDonald, il est—

Ordonné que vu, que le bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Beth Israel & Samuel Congregation", a pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. McDonald, il est—

Ordonné que vu, que le bill (No 134) intitulé: "Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek", a pour objet la propagation d'un culte religieux les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. McDonald, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de "The Hebrew Maternity Hospital", a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Richard, secondé par M. Daniel, il est —

Ordonné que, vu que le bill (No 142) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925", est devenue nécessaire par suite d'une erreur cléricale commise lors de l'adoption du bill No 129, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Plante, secondé par M. Dufresne, il est —

Ordonné que, vu que le bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield", a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, les droits ordinaires et additionnels que le promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 51) intitulé: "Loi amendent la charte du "Montreal Diocesan Theological College", et augmentant ses pouvoirs" et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives à la loi concernant les jurés.

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

a) De nommer, dans chaque district, un officier spécial qui sera chargé d'examiner et de reviser la liste des grands et petits jurés ou de la renouveler suivant le cas;

b) De nommer les personnes qu'il jugera nécessaires pour assister cet officier spécial;

c) De déterminer la rémunération de l'officier et des personnes qu'il aura ainsi nommées.

Résolu, 2.—Que la rémunération de l'officier spécial et de ses assistants et toutes les dépenses encourues relativement à la confection ou à la revision de la liste des jurés seront payables à même le fonds des bâties et des jurés de chaque district.

Résolu, 3.—Que chaque personne appelée à servir comme grand ou petit juré recevra cinq dollars pour chaque jour qu'elle sera nécessaire-

ment absente de son domicile pour comparaître devant le tribunal; et que, si elle est domiciliée ailleurs que dans la localité où siège le tribunal ou ailleurs que dans les localités ajoutées à cette dernière par arrêté ministériel, elle recevra en outre:

a) Trois dollars par jour pour ses frais d'hôtellerie et de pension;

b) Ses frais de transport, aller et retour, par le mode de transport le moins dispendieux.

Résolu, 4.—Que, cependant, le tribunal pourra libérer les jurés qui ne formeront pas partie d'un jury et qu'il pourra leur ordonner de retourner à leur domicile pendant la durée de leur libération et que, dans ce cas, les jurés ainsi libérés recevront leurs frais de transport, aller et retour, aux lieu et place de l'indemnité et des frais d'hôtellerie et de pension.

Résolu, 5.—Que cette indemnité et ces frais seront payés par le shérif sur le certificat du greffier de la paix ou du greffier de la couronne, suivant le cas.

Résolu, 6.—Que le juré qui sera exempté par le tribunal pour la durée d'un terme de la Cour du banc du roi n'aura droit à aucun remboursement pour indemnité, frais d'hôtellerie, frais de pension ou frais de transport, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement lorsqu'il accordera la demande d'exemption.

Résolu, 7.—Que le comté de Gaspé et celui de Bonaventure seront chacun, considérés comme un district pour les fins des résolutions 3, 4, 5 et 6.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que les dites résolutions soient renvoyées au comité plénier, chargé d'étudier le bill (No 196) intitulé: "Loi concernant les jurés".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 196) intitulé: "Loi concernant les jurés".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile, relativement au jury".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du Comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement".

Bill (No 143) intitulé: "Loi permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit".

Bill (No 191) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales".

Bill (No 203) intitulé: "Loi concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'île de Montréal".

Bill (No 204) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements".

Bill (No 205) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles".

Bill (No 207) intitulé: "Loi modifiant la loi de l'Assistance publique".

Conformément à l'ordre du jour la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 mars 1925 pour : Copie de l'arrêté ministériel référant à la Cour d'appel certains points de droits au sujet de l'admission des Juifs dans la Commission scolaire protestante de Montréal, des professeurs de leur nationalité dans les écoles protestantes, etc. (*Document de la session No 62*).

Huit heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois c'est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec".

M. L'Archevêque propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus une seconde fois.

M. L'Archevêque propose par voie d'amendement, secondé par M. Renaud, qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements apportés par le Conseil législatif au bill (No 169) intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec", avec l'amendement suivant, mais en en les faisant précéder du paragraphe suivant:

L'article 1 est amendé en en remplaçant les quatre dernières lignes par les mots: est modifié en en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

“8. Il n’y a pas d’appel aux tribunaux des décisions rendues par le bureau excepté dans le cas de destitution d’un membre du collège ou dans le cas de suspension pour une période excédant un mois”.

Et l’amendement étant mis voix, la Chambre se divise et l’adopte.
L’amendement est, en conséquence, adopté.

Ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Lortie (Labelle), il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 131) intitulé: “Loi concernant la Société d’histoire naturelle à Montréal”, a pour objet de favoriser la diffusion de l’instruction publique et la propagation de l’histoire, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction”.

Sur la motion de M. Beaudoin, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu’il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, etc. échangés entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le Dr. Siméon Grondin depuis le 1er juillet 1923, jusqu’à date.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. l’honorable Patenaude, il est—

Ordonné qu’il soit déposé sur le bureau de cette Chambre :

Copie des principaux rapports du Commissariat de la province de Québec, à Londres, depuis 1920.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolutions relatives au bill (No 6) intitulé: “Loi concernant les Statuts refondus”.

L’honorable M. Taschereau propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L’honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu’il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et Son Honneur en recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la commission créée par la loi 9 George V, chapitre 3, chargée de reviser et de refondre les statuts d’un caractère général et permanent de la province, incorporera dans le rôle déposé au bureau du greffier de la Législature les statuts publics généraux entrés en vigueur depuis que l’impression de ce rôle a été commencée, en adaptant leur for-

me et leur rédaction à celles de ce rôle, mais sans en changer l'effet légal, en les insérant à la place qui leur convient dans ce rôle et en retranchant de ce dernier toutes les dispositions abrogées par celles qui seront ainsi incorporées ou qui leur seront incompatibles, et en modifiant le numérotage ou l'ordre des chapitres, sections, paragraphes et articles, si c'est nécessaire; que toute faute typographique ou toute erreur, soit de commission ou d'omission, ou toute contradiction ou ambiguïté dans ce rôle, pourront aussi être corrigées par la commission, mais sans en changer l'effet légal; et que les changements qu'il sera nécessaire de faire dans la rédaction de ces statuts, afin de conserver l'uniformité dans le mode d'expression, et qui n'en changeront pas l'effet légal, pourront être faits dans le rôle ci-dessus mentionné, et que, en outre, elle dressera les tableaux des statuts qui seront abrogés à dater du jour où les Statuts refondus auront force de loi, préparera et fera imprimer le rôle ci-dessus mentionné, et fera toutes autres choses nécessaires à la mise en vigueur desdits statuts.

Résolu, 2.—Que, aussitôt que l'incorporation de ces lois et parties de lois, le tableau des lois ou parties de lois qui devront être abrogées à compter de la mise en vigueur des Statuts refondus et les index seront terminés, la commission fera imprimer, en français et en anglais, le rôle, tel que modifié et corrigé, avec le tableau des statuts abrogés et les index, et le transmettra au lieutenant-gouverneur, qui pourra en faire déposer un exemplaire français et un exemplaire anglais, attestés par sa signature et contresignés par le secrétaire de la province, au bureau du greffier de la Législature, lequel rôle sera l'original des Statuts refondus, et sera censé renfermer les différentes lois et parties de lois indiquées comme abrogées dans le tableau y annexé; mais que les notes marginales imprimées sur ce rôle, et les renvois aux dispositions antérieures à la fin des articles de chaque chapitre, ne formeront pas partie de ces statuts, mais seront considérés n'y avoir été insérés que pour plus de commodité.

Résolu, 3.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire préparer et imprimer en un seul volume, sous la direction de la commission, un complément des Statuts refondus, comprenant les lois et parties de lois d'une nature publique et générale, qui sont de la compétence de la Législature et qu'il n'a pas été jugé à propos d'insérer dans lesdits Statuts refondus parce qu'elles n'étaient pas permanentes ou n'affectaient que des cas devenus particuliers.

Résolutions à rapporter,

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions. Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est soumise à la Chambre.

M. Sauvé propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Patenaude:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désireuse de rendre nos lois statutaires aussiclares, simples et précises que possible, invite le gouvernement à présenter une loi l'autorisant à faire reviser et corriger par des personnes compétentes la forme du projet de statuts refondus déposé par la commission de refonte, avant de mettre ce projet en vigueur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

FOUR

Messieurs

*Bastien,
Beaudoin,
Bray,
Crépeau,
Dufresne,
Faucher,
Houde,
Lafleur,
Langlais,*

*L'Archevêque,
Lortie, (Soulanges),
Patenau,
Pellerin,
Plante,
Renaud,
Sauvé,
Smart,—17.*

CONTRE:

Messieurs:

*Baillargeon,
Bergeron,
Bernard,
Bouchard,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Daniel,
Desmarais,
Dillon,
Dufour (Charlevoix Saguenay),
Fortier,
Galipeault,
Lafond,
Lafrenière (Berthier),
Lahaie,
Laperrière,
Lapierre,
Lemieux (Wolfe),*

*Létourneau,
Lortie (Labelle),
Madden,
McDonald,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac-St-Jean),
Morin,
Oliver,
Ouellet,
Perreault,
Phaneuf,
Pilon,
Richard,
Taschereau,
Thériault,
Thurber.—37*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdites résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 6) intitulé: "Loi concernant les Statuts refondus".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi concernant les Statuts refondus".

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme immédiatement en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 193) intitulé: "Loi autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à établir dans les forêts des zones de protection contre le feu".

L'honorable M. Mercier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Chicoutimi, (agrandissement au), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté trois résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 27 MARS 1925

Trois heures de l'après-midi.

Question par M. Lortie (Soulanges).—1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des Liqueurs depuis la réponse faite par le gouvernement, le 23 janvier 1924 ?

2. Combien y a-t-il eu de condamnations à la prison ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

COMTÉS	No 1	No 2
Abitibi,	0	15
Argenteuil,	15	8
Arthabaska,	4	2
Bagot,	2	1
Beauce,	6	15
Beauharnois,	17	4

COMTÉS	No 1	No 2
Bellechasse,	3	5
Berthier,	5	2
Bonaventure,	0	3
Brôme,	0	0
Chambly,	Voir district de Montréal.	
Charlevoix & Saguenay,	0	0
Champlain,	2	8
Châteauguay,	7	2
Chicoutimi,	3	45
Compton,	0	0
Deux-Montagnes,	9	0
Dorchester,	0	6
Drummond,	3	0
Frontenac,	2	10
Gaspé,	1	1
Hull,	42	169
Huntingdon,	5	9
Iberville	8	10
Iles-de-la-Madeleine,	0	0
Jacques-Cartier,	Voir district de Montréal.	
Joliette,	10	12
Kamouraska,	0	15
Labelle,	20	5
Laprairie (unie à Napierville),	Voir district de Montréal.	
Lac-St-Jean,	0	36
L'Assomption,	2	2
Laval,	Voir district de Montréal.	
Lévis,	7	5
L'Islet,	0	11
Lotbinière,	0	1
Maisonneuve,	Voir district de Montréal.	
Maskinongé,	0	0
Matane-Matapédia,	0	12
Mégantic,	0	2
Missisquoi,	5	20
Montcalm,	2	3
Montmagny,	0	7
Montmorency,	0	1
<i>Cité de Montréal:</i>		
Dorion,	Voir district de Montréal.	
Laurier,	"	"
Mercier,	"	"
Ste-Anne,	"	"
St-Georges,	"	"
St-Henri,	"	"

COMTÉS	No 1	No 2
St-Jacques,	Voir district de Montréal.	
St-Louis,	"	"
Ste-Marie,	"	"
St-Laurent,	"	"
Napierville-Laprairie,	"	"
Nicolet,	0	3
Papineau,	9	5
Pontiac,	14	1
Portneuf,	0	10
Québec,	} 23	} 14
Québec,-Centre,		
Québec-Est,		
Québec-Ouest,		
Richelieu,	8	14
Richmond,	4	2
Rimouski,	4	25
Rouville,	8	0
St-Hyacinthe,	5	28
St-Jean,	13	7
St-Maurice,	4	7
St-Sauveur,	Voir district de Québec.	
Shefford,	4	3
Sherbrooke,	14	63
Soulanges,	Voir district de Montréal.	
Stanstead,	12	13
Témiscamingue,	4	18
Témiscouata,	11	23
Terrebonne,	14	5
Trois-Rivières,	2	3
Vaudreuil,	Voir district de Montréal.	
Verchères,	"	"
Verdun,	"	"
Westmount,	"	"
Wolfe,	5	9
Yamaska,	2	1
District de Montréal comprenant: comté de		
Chambly, Hochelaga, Jacques-Cartier,		
Laprairie, Laval, Maisonneuve, Mont-		
réal, Soulanges, Vaudreuil, Verchères,		
Verdun, Westmount,	167	772

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Bray:

1. Pendant le dernier exercice, M. Charles Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes que celles mentionnées ci-après: \$6,000. (page 132 des

Comptes Publics 1923-24); \$995. (page 132); \$700. (page 190); \$5,450. (page 190); \$2,600. (page 190); \$5,169.50 (page 190); \$3,000. (page 355); soit \$23,914.50 en un an?

2. Dans l'affirmative, lesquelles?

3. M. Jean Lanctôt, fils de Charles Lanctôt, qui, d'après les Comptes Publics, 1923-24, a reçu au cours du dernier exercice \$1400. (page 146) et \$136.96 (page 267); M. Jean-J. Lanctôt qui a reçu \$10.60 (page 285) et \$372.35 (page 295), sont-ils une même personne?

4. M. Jean Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes dans l'exercice finissant le 30 juin 1924?

5. Dans l'affirmative, lesquelles?

6. M. H. Lanctôt qui, d'après les Comptes publics 1923-24, a reçu pendant le dernier exercice \$1,152.10 (page 266); et M. Hugh Lanctôt qui a reçu \$945.49 (page 267) et \$238.34 (page 295) sont-ils le même personne que M. Hughes Lanctôt, fils de M. Charles Lanctôt, qui en 1922-23 a reçu \$3,780.39 du gouvernement?

7. M. Philippe Lanctôt, fils de M. Charles Lanctôt, qui d'après la page 133 des Comptes Publics 1923-24, a reçu au cours du dernier exercice \$100. pour services supplémentaires et M. Ph. Lanctôt qui apparaît à la page 191 des mêmes Comptes publics comme ayant reçu \$476. pour services spéciaux, sont-ils une même personne?

8. Quelle est la nature de ces services supplémentaires et de ces services spéciaux?

9. M. Philippe Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes en 1923-24?

10. Dans l'affirmative, lesquelles?

11. M. Jules Carbonneau, gendre de M. Charles Lanctôt, qui, d'après la page 141 des Comptes Publics 1923-24, a reçu \$1,300 comme commis au département de la Colonisation, des mines et pêcheries et M. Jules Carbonneau qui, d'après la page 180, a reçu dans le même exercice \$900. comme commis à la prison du district de Québec et \$75. pour la préparation du rapport annuel de la prison, sont-ils une même personne?

12. M. Jules Carbonneau, gendre de M. Charles Lanctôt, a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

13. Dans l'affirmative, lesquelles?

L'honorable M. Taschereau objecte que contrairement à l'article 560 du règlement, cette question contient des énonciations de faits qui ne sont pas indispensables pour rendre la question intelligible.

M. l'Orateur déclare la question irrégulière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante par M. Dufresne:

1. M. Bélanger, beau-frère du trésorier de la province, est-il encore à l'emploi du département du trésor?

2. Dans la négative, pour quelles raisons a-t-il quitté le service, et quel était son salaire lorsqu'il a quitté le service?

L'honorable M. Taschereau objecte que contrairement à l'article 560 du règlement, cette question contient des énonciations de faits qui ne sont pas indispensables pour rendre la question intelligible.

M. l'Orateur déclare la question irrégulière.

Question par M. Crépeau.—1. Combien y a-t-il eu de causes dans le district de Saint-François pour contravention à la Loi Scott dans les années 1923 et 1924 ?

2. Quel est le nom des défendeurs dans chacune de ces causes ?
3. Quels étaient dans chaque cas les avocats des plaignants ?
4. Quelles sont les causes où il y a eu condamnation ?
5. Quelles amendes ont été imposées dans chaque cas et quand ?
6. Quelle somme a reçue le gouvernement dans chaque cas et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Nicol :

1. 2. 3. 4. 5. et 6. La loi Scott est une loi fédérale et n'est pas administrée par le gouvernement provincial.

Question par M. Langlais.—1. Y a-t-il encore dans les districts de Rimouski, Kamouraska et Montmagny des personnes qui ont été condamnées pour contravention à la loi des Liqueurs de Québec, et qui n'ont pas satisfait au jugement ?

2. Si oui, quel est leur nom ?
3. Pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Nicol :

1. Oui.

2. et 3. District de Rimouski: Wilfrid Lavoie, disparu avant jugement; L. A. Vallée, disparu avant jugement; Marie-Louise Houle, sentence suspendue, sur certificats de médecins; Joseph Dubé, disparu avant jugement; Zéphirin Lévesque, disparu avant jugement; Alphonse Ouellet, disparu avant jugement; Auguste Leclerc, disparu avant jugement; Joseph Charette, sentence suspendue sur certificats de médecins; Ulric Chartier, disparu avant jugement; Joseph Levasseur, disparu avant jugement; Martial Bérubé, disparu avant jugement; Alexandre Desjardins, disparu avant jugement; Odina Roy, disparu avant jugement; J. A. Dubreuil, désistement après jugement, vu que le défendeur n'a pas eu l'opportunité de produire sa défense.

District de Kamouraska: O. Carrier, disparu avant jugement; Dame Louis Bouchard, sentence suspendue pour cause de maladie; Léon Rioux, disparu avant jugement; Wilfrid Soucy, disparu avant jugement; Arthur Pelletier, disparu avant jugement; Léo Dupont, sentence suspendue sur recommandation du magistrat; Alfred Sirois, sentence suspendue sur certificat de médecin; Jean-Baptiste Belzile, disparu avant jugement; W. Hudon-Beaulieu, sentence suspendue sur certificats de médecins; Napoléon Rioux, disparu avant jugement; Alcide Albert, disparu avant jugement.

District de Montmagny: Arthur Clavet, disparu avant jugement; Ernest Labrecque, disparu avant jugement; Urbain Thibault, disparu; Roméo Bolduc, disparu; Ernest Lacombe, disparu avant jugement; Ludger Caron, disparu avant jugement.

Question par Dufresne.—1. Bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans la réponse du 4 février 1925, la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche

comté de Saint-Maurice, a-t-elle été poursuivie par le gouvernement au sujet de travaux de voirie ?

2. Dans l'affirmative, quand ?

3. Pour quel montant ?

4. L'action a-t-elle été réglée et, si oui, quand ?

5. Pour quelle somme ?

6. Qu'a coûté cette action (a) à la municipalité; (b) au gouvernement ?

7. D'autres municipalités qui ne sont pas mentionnées dans la réponse du 4 février 1925, ont-elles été poursuivies avant la même date par le gouvernement au sujet de travaux de voirie ?

8. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées ?

9. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée ?

10. Pour quel montant dans chacune d'elles ?

11. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites ?

12. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame ?

Réponse par l'honorable M. Perrault :

1. Oui.

2. Le 28 juin 1923.

3. \$15,950.30.

4. Oui, le 10 janvier 1924.

5. \$7,975.15 soit 50% du coût des travaux.

6. a. \$205.50.

7. Oui.

8. 9. 10. et 11. Ville de Saint-Tite, comté de Champlain, en 1918: \$1,165.69; action réglée; Village de la Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, en 1918: \$1,214.08; action réglée; Village de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$1,379.27; action réglée; Paroisse de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$1,683.17; action réglée; Village d'Hébertville-Station, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$2,102.08; action réglée; Ville de Roberval, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$2,090.64; action réglée; Roberval, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$2,578.75, action réglée; Clarenceville, comté de Missisquoi: en 1918: \$781.07; action réglée; Saint-Joseph-d'Alma, comté du Lac-Saint-Jean, en 1918: \$576.41, action réglée.

12. Réponse donnée par la réponse à la question 11.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dufresne:

1. Pourquoi le gouvernement a-t-il répondu, le 23 mars 1925, que le nombre des exploitations agricoles dans la province était de 137,619 en 1921 et qu'il ignorait quel en était le nombre en 1920 et en 1922, quand, dans l'annuaire Statistique de Québec 1923, page 224, il déclare que le nombre des exploitations agricoles dans la province était de 143,958 en 1920, de 142,017 en 1921 et de 137,775 en 1922 ?

L'honorable M. Taschereau objecte que cette question pêche contre l'article 562 du règlement.

M. l'Orateur décide que la question est irrégulière parce que, contrairement à l'article 563 du règlement, elle porte sur une réponse donnée pendant la session en cours.

Question par M. Dufresne.—Quelle somme le gouvernement a-t-il payée aux experts comptables américains Arthur Young and Company qu'il a fait venir des Etats-Unis en 1919 pour établir la position financière de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Voyez les comptes publics pour l'année finissant le 30 juin 1920.

Question par M. Bray.—1. Depuis 1915, le gouvernement a-t-il acquis des terrains par achat, échange ou autrement dans Saint-Joseph de-Blandford (Manseau) comté de Nicolet ?

2. Dans l'affirmative, quand ?

3. Combien d'acres ?

4. Quels sont les numéros de ces lots ?

5. De qui ces lots ont-ils été achetés ou avec qui ont-ils été échangés ?

6. Si ces lots ont été achetés, qu'a payé le gouvernement ?

7. Si ces lots ont été échangés, qu'a donné le gouvernement en échange ?

8. Quelles ont été les conditions ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. 24 octobre 1918, 5 novembre 1918, 12 septembre 1919 et 19 mai 1921.

3. 8,453 acres et 1,247 arpents.

4. Canton de Blandford.—Rang A. lots 17 à 22; Rang 5, 2-3 sud-est et demie nord-ouest du lot 23, demie sud-est du lot 23, lot 24, tiers centre et tiers sud-est du lot 25, tiers nord-ouest et tiers centre du lot 26, tiers sud-est de 27, lots 28 et 29; Rang 6, lots 14 à 16, 2-3 nord-ouest du lot 17, tiers nord-ouest du lot 18, tiers nord-ouest du lot 22, tiers nord-ouest du lot 24, tiers centre du lot 25, lots 26, 27, 28 et 29; Rang 7, deux tiers nord-ouest du lot 29; rang 8, lots 25 à 29; rang 9, lots 16 à 29; rang 10, lots 20, 21, 22, 23 et demie sud-ouest du lot 25. Seigneurie de Lévrard: Dixième concession, lots 883a, 884a, 885 à 890; neuvième concession, lots 924 et 925.

5. Montreal Trading, Brown Corporation, Lotbinière Lumber et J.-Alfred Savoie.

6. et 7. Ces lots ont été échangés pour d'autres terrains.

8. 2, 2.50 et 3 acres pour un.

Question par M. Bertrand.—1. Le gouvernement a-t-il fait une classification des fonctionnaires du service civil ?

2. Quelle est l'augmentation accordée aux fonctionnaires par cette classification ?

3. Le gouvernement a-t-il commencé à payer les fonctionnaires d'après cette nouvelle échelle ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

1. 2. et 3. Non, parce que le gouvernement ne peut pas faire cette classification tant que la loi qui l'autorise ne sera pas passée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé : "Loi concernant la "Montreal Central Terminal Company".

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (118) intitulé : "Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. Sauvé propose secondé par M. Gault : Que, vu l'importance capitale pour notre province de garder intact dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord tout ce qui est propre à assurer le maintien de son autonomie, de ses institutions et de sa législature, ainsi que le respect des droits des minorités.

Cette Chambre considère que le Sénat et le Conseil Législatif doivent conserver des pouvoirs qui leur ont été conférés par la constitution, et que le choix de leurs membres doit toujours être fait dans le but de donner à ces deux corps l'indépendance et la compétence voulues et proclamées par les auteurs de la Confédération.

Et la motion étant soumise à la Chambre, un débat s'élève.

L'honorable M. Galipeault propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Moreau :

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre est d'opinion que la création de deux Chambres fut l'une des conditions essentielles du Pacte de la Confédération. Elle exprime sa satisfaction que le Parlement du Canada, avant d'étudier aucun changement se rapportant à la constitution et aux pouvoirs du Sénat, ait approuvé le projet du gouvernement du Canada de convoquer une conférence de toutes les provinces du Dominion afin de considérer l'opportunité de tel changement qui ne pourrait se faire qu'avec le consentement de toutes les provinces.

La Chambre exprime de plus sa confiance, que le gouvernement de cette province saura défendre et sauvegarder les droits privilèges et prérogatives accordés aux provinces par la constitution et spécialement en ce qui concerne tous les droits garantis aux minorités”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

*Authier,
Bercovitch,
Bergeron,
Bernard,
Bordeleau,
Bouchard,
Bullock,
Caron,
Côté,
Delisle,
Dillon,
Dufour (Charlevoix-Saguenay),
Dufour (Matapédia),
Fortier,
Galipeault,
Guillemette,
Hamel,
Lafond,
Lahaie,
Lamoureux,
Laperrière,*

*Lapierre,
Lemieux (Wolfe),
Létourneau,
Madden,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Moreault (Rimouski),
Morin,
Nicol,
Ouellet,
Paquet,
Perrault,
Pilon,
Roy,
Saurette,
Taschereau,
Tétreau,
Thériault,
Thurber. — 42.*

CONTRE :

Messieurs :

*Bastien,
Beaudoin,
Bray,
Crépeau,
Dufresne,
Duranleau,
Faucher,
Gault,
Houde,
Lafleur,*

*Langlais,
L'Archevêque,
Lortie (Soulanges),
Patenaude,
Pellerin,
Plante,
Renaud,
Sauvé,
Smart. — 19.*

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 49, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice".

Sous le titre suivant: "Loi modifiant la Loi des cités et villes, 1922".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield".

Bill No 140, intitulé: "Loi modifiant la charte de la "St. Maurice Lumber Company".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, les bills suivants:

Bill No 150, intitulé: "Loi concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité dans le cas de certaines mutations de propriété.

Bill No 171, intitulé: "Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909.

Bill No 173, intitulé: "Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill No 169, intitulé: "Loi modifiant la loi dentaire de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 140) intitulé: "Loi modifiant la charte de la "St. Maurice Lumber Company", et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Dufresne, il est—

Résolu qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies de toutes lettres et de tous documents, contrats, spécialement les contrats ou les conventions entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique se rapportant à 9 George V, chapitre 31.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 132, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill No 194, intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs".

Bill No 195, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal".

Bill No 209, intitulé: "Loi concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 194) intitulé: "Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal," et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 209) intitulé: "Loi concernant la tenue des des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Question par M. Dufresne.—1. Quel traitement le sous-ministre M. Parmelee reçoit-il actuellement: *a.* comme directeur de l'éducation protestante; *b.* comme secrétaire du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique; *c.* comme secrétaire du bureau central des examinateurs?

2. Quel traitement le sous-ministre M. Miller reçoit-il actuellement: (*a*) comme directeur de l'éducation catholique; (*b*) comme secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique; (*c*) comme secrétaire du bureau central des examinateurs?

Réponse par l'honorable M. Tachereau:

1. *a.* \$6,000.00; *b.* \$700.00; *c.* \$500.00.

2. *a.* M. Miller n'est pas directeur de l'éducation catholique; *b.* \$600.00; *c.* Ignore; le gouvernement ne contribue en rien aux dépenses du Bureau central des examinateurs.

Question par M. Sauvé.—Aux pages 16 et 17 du rapport du département des Terres et Forêts, 1923, il est dit ce qui suit:

"Nous sommes convaincus que plusieurs seront très surpris d'apprendre combien notre capital forestier est entamé et combien il est nécessaire de l'administrer avec grande prudence. Malheureusement, aucune législation n'assure encore à l'Etat le contrôle des opérations sur les domaines forestiers privés; il serait fort à souhaiter que l'on puisse prévenir les coupes abusives qui s'y produisent souvent, afin d'empêcher que des domaines et des lots soient déboisés trop souvent sans beaucoup de profit pour leurs propriétaires."

Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter une politique ou de présenter quelque mesure pour assurer à l'Etat le contrôle des opérations sur les domaines forestiers privés et pour prévenir ces "coupes abusives" qui s'y produisent souvent?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Cette citation est un extrait du rapport annuel présenté par le Chef du Service forestier pour l'année 1923, et représente ses vues personnelles sur cette question. Son but, en mentionnant l'état de choses actuel, a été simplement, et avec raison, d'attirer l'attention des propriétaires intéressés.

Ce n'est pas l'intention du gouvernement de présenter une législation au sujet du contrôle des opérations faites sur les domaines forestiers privés, mais il est à espérer que cet avis sera suffisant pour empêcher la répétition des coupes abusives qui se sont faites dans le passé en divers endroits dans cette province.

L'honorable M. Taschereau rectifie une réponse de l'honorable M. David et déclare que la réponse donnée à la question posée par M. Houde, telle qu'elle apparaît à la page 354 des procès-verbaux est erronée, et n'est que la répétition de celle donnée à la question de M. Pellerin à la page 339 desdits procès-verbaux. Cette réponse devrait se lire:

Question par M. Houde.—Combien ont coûté à date: *a.* le terrain; *b.* la construction et les réparations; *c.* l'aménagement de l'Ecole technique de Montréal?

Réponse par l'honorable M. David:

a. \$150,000.00; *b.* \$709,024.62; *c.* \$138,144.83.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 mars 1925, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le département de la voirie et la municipalité de Sainte-Rose-du-Déglé ou son secrétaire, au sujet du paiement par cette paroisse de ses redevances sur chemin amélioré et ce avant d'avoir été poursuivie pour telles dettes.
(*Document de la session No 63*).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 mars 1925, pour copie de correspondance, rapports, pièces et documents se rapportant à la question d'établir des salaires raisonnables pour les ouvriers employés à la construction des ponts de Sainte-Anne et de l'Île Perrot.
(*Document de la session No 64*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures et demie du soir.

Question par M. Langlais.—1. M. Antoine Potvin, de Rivière-du-Loup, est-il à l'emploi du gouvernement comme agent dans le service des véhicules-moteurs?

2. Quel est son salaire?

3. Cet emploi est-il annuel?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. Non.

2. et 3. Voir réponse ci-dessus.

Question par M. Langlais.—1. Le gouvernement a-t-il fait faire des travaux ou aidé à l'exécution des travaux dans la route sur les rangs 3 et 4 de la paroisse de "Baie des Sables", Cté. Matane?

2. Quel est le montant d'argent payé pour ces travaux?

3. Qui était le contremaître des travaux?

4. Par qui était-il nommé?

5. Sous quelle loi ces travaux ont-ils été faits?

6. Le conseil a-t-il autorisé tels travaux?

Réponse par l'honorable M. Perrault;

1. Le gouvernement a fait faire, au cours de l'été 1924, des travaux dans la route dite de l'Eglise sur le lot 29 du rang III du canton de McNider et aussi dans la route dite "des Boules" entre les lots 10 et 11 sur les rangs II et III du même canton; le tout dans la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame de McNider.

2. \$285.05 pour la route de l'Eglise et \$200.00 pour la route "des Boules".

3. J.-B. Gagné pour la route de l'Eglise et Michel Marcheterre pour la route "des Boules".

4. Par le département de la Colonisation.

5. Article 2063 des Statuts refondus, 1909.

6. Pas officiellement, mais les requêtes demandant les travaux étaient signés par le maire et le secrétaire-trésorier.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quels sont les noms des membres de la Commission des architectes qui ont représenté au gouvernement qu'il y avait économie de combustible avec les calorifères "Perfection" qui ont été ou sont installés dans la nouvelle annexe du Palais de Justice de Montréal à la place de ceux qui étaient spécifiés dans le contrat?

2. Leur rapport a-t-il été fait verbalement ou par écrit?

3. S'il a été fait verbalement, a-t-il été fait au ministre des Travaux Publics?

4. Si non, à qui?

5. Qui a ordonné les changements qui représentent une somme additionnelle de \$15,000.?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. MM. L.-A. Amos, Chas. J. Saxe et Ernest Cormier.

2. 3. 4. Par écrit au ministre des Travaux Publics.

5. Le ministre des Travaux Publics.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 194) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 209) intitulé: "Loi concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 211) intitulé: "Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques".

L'honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 195) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

La Chambre continue à siéger jusqu'à après minuit.

Samedi, 28 mars 1925.

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois.

Ordonné que l'adoption de ladite résolution soit remise à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à aujourd'hui, à midi et demi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

SAMEDI, 28 MARS 1925

Midi et demi.

L'honorable M. Taschereau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants.

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 février 1925, pour copie des listes de paie pour la construction du pont de la rivière Lois, rang 8 et 9 du canton Poularies.

(Document de la session No 65).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 février 1925, pour copie de la liste détaillée des noms de ceux à qui on a distribué des grains et graines de semences dans le comté de Labelle en 1923-1924, indiquant la quantité distribuée à chacun d'eux en particulier.

(Document de la session No 66).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1925, pour copie de toute correspondance en 1924 entre le ministre de la colonisation ou ses officiers et M. Hormisdas Hamel, de Makamic.

(Document de la session No 67).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1925, pour copie de toute correspondance en 1923-24, entre le ministre de la Colonisation et Monsieur Arthur Barbe, de Saint-Jovite, au sujet de bois de construction.

(Document de la session No 68).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 mars 1925, pour copie du rôle de paie pour travaux en 1924, dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette. *(Document de la session No 69).*

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 mars 1925, pour copie de la liste de paie des travaux de voirie exécutés dans le chemin du 5ème rang de Sainte-Emélie-de-l'Energie, comté de Joliette, en 1920-21, et de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet de ces travaux.

(Document de la session No 70).

Question par M. Beaudoin. — Combien a coûté jusqu'à date la refonte des statuts, à part des frais d'impression ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Voir journaux de l'Assemblée législative pour période finissant le 1er janvier 1924. Depuis, \$20,687.25.

Question par M. Lafleur. — 1. A quelle date ont été payés à M. G.-L. Dussault les \$400. de salaire comme secrétaire de la Commission du Service civil ?

2. M. G.-L. Dussault a-t-il reçu quelque argent en 1923-24 à la Commission de refonte des Statuts ?

3. Dans l'affirmative: *a.* laquelle; *b.* à quelle page des Comptes Publics cette somme est-elle inscrite ?

4. Pour quel travail le gouvernement a-t-il payé au cours du dernier exercice un salaire spécial de \$200. et \$75. pour services spéciaux à M. G.-L. Dussault, outre le traitement de \$1800. qu'il a reçu comme officier spécial et secrétaire du département du procureur général, et les \$230. de dépenses de voyages, tel qu'il appert aux pages 132, 133 et 190 des Comptes Publics 1923-24 ?

5. M. G.-L. Dussault a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice ?

6. Dans l'affirmative, lesquelles et pour quelles fins ?

7. Quelle somme le gouvernement lui a-t-il payée ou avancée depuis le 1er juillet 1924 ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. 24 décembre 1924.

2. Oui.

3. *a.* \$600.; *b.* les dépenses de la Commission de refonte des Statuts n'apparaissent pas encore dans les Comptes publics.

4. Pour les \$200.; voir Journaux de l'Assemblée législative, 1923-24, à p. 162; la somme de \$75. lui a été payée pour la préparation de procédures judiciaires.

5. et 6. Non.

7. Son traitement et \$125 pour la copie de documents *re* soumission à la Cour d'Appel de la question des écoles de Montréal.

Question par M. Lafleur.—1. Le notaire Edouard Plamondon, pratiquant autrefois à Québec, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Quel est son emploi et où l'exerce-t-il?

4. Quel est son salaire?

5. Par qui a-t-il été recommandé?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le notaire Edouard Plamondon, pratiquant autrefois à Québec, n'est pas à l'emploi du gouvernement.

Question par M. Bastien.—Quel montant le gouvernement a-t-il perçu en droits de coupe sur les limites à bois de Harvey & Cie, de Métabetchouan, depuis 1918?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

Il n'y a aucune limite à bois au nom de Harvey & Cie, de Métabetchouan.

Question par M. Pellerin.—1 Quel est le montant du contrat pour construction de l'entrepôt de la Commission des Liqueurs de Québec au Pied-du-Courant, à Montréal?

2. Quel est le nom de l'entrepreneur?

3. Les travaux sont-ils terminés?

4. Dans l'affirmative, quand le furent-ils?

5. Dans la négative, quand le seront-ils?

6. Y a-t-il eu d'autres argents affectés à cette construction, outre le prix initial dudit contrat?

Réponse par l'honorable M. Galipeault:

1. \$240,000.00.

2. Munn & Shea Limited.

3. et 4. Non.

5. Vers le 1er mai prochain.

6. Oui.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal," et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 33, intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux jeunes délinquants".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que les résolutions soient retirées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la loi relative aux jeunes délinquants".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 201, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières".

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que les résolutions soient retirées.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 124) intitulé: "Loi concernant la "Montreal Central Terminal Company" a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi prochain, à quatre heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

LUNDI, 30 MARS 1925

Quatre heures de l'après-midi

Question par M. Smart.—1. Depuis l'adoption des lois 14 George V chapitres 64 et 65, quel registre, s'il y a en, a été tenu du nombre des compagnies constituées en corporation en vertu de la loi des compagnies de la Puissance dont les bureaux chefs sont dans la province de Québec ?

2. Si ce registre a été tenu, combien de ces compagnies ont été constituées en corporation depuis l'adoption des lois ci-dessus mentionnées jusqu'au 1er mars 1925 ?

3. Combien de ces compagnies constituées en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la Puissance ont produit ces documents tels que requis par les lois 14 George V, chapitres 64 et 65: *a.* avant le 5 mars 1925; *b.* depuis le 5 mars 1925 jusqu'à date ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Aucun registre des compagnies formées conformément à la loi des compagnies du Canada n'est tenu par le secrétaire de la province.

3. *a.* 3; *b.* 6.

Question par M. Langlais.—1. M. Wenceslas LeBel, de Saint-Louis-de-Kamouraska, recoit-il une pension quelconque du gouvernement de cette province ?

2. Si oui, quel montant reçoit-il ?

Réponse par l'honorable M. Caron:

1. et 2. Non.

Question par M. Langlais.—1. Le gouvernement de cette province ou l'honorable procureur général a-t-il fait faire une enquête au sujet de M. le notaire Hervé Rousseau, de Trois-Pistoles et de sa disparition subite durant l'élection fédérale de Témiscouata en novembre et décembre 1924 ?

2. Si oui, y a-t-il eu un rapport à cet effet ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. et 2. Non.

Question par M. Bray. — 1. Pendant le dernier exercice, M. Charles Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes que celles mentionnées ci-après \$6,000. (page 132 des Comptes Publics 1923-24); \$995. (page 132); \$700. (page 190); \$5,450. (page 190); \$2,600. (page 190); \$5,169.50 (page 190); \$3,000. (page 355); soit \$23,914.50 en un an?

2. Dans l'affirmative, lesquelles?

3. M. Jean Lanctôt, qui, d'après les Comptes Publics, 1923-24, a reçu au cours du dernier exercice \$1,400. (page 146), et \$136.96 (page 267); M. Jean-J. Lanctôt qui a reçu \$10.60 (page 285) et \$372.35 (page 295) sont-ils une même personne?

4. M. Jean Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes dans l'exercice finissant le 30 juin 1924?

5. Dans l'affirmative, lesquelles?

6. M. H. Lanctôt qui, d'après les Comptes publics 1923-24, a reçu pendant le dernier exercice \$1,152.10 (page 266); et M. Hugh Lanctôt qui a reçu \$945.49 (page 267) et \$238.34 (page 295) sont-ils la même personne que M. Hughes Lanctôt, qui en 1922-23 a reçu \$3,780.39 du gouvernement?

7. M. Philippe Lanctôt, qui d'après la page 133 des Comptes Publics 1923-24, a reçu au cours du dernier exercice \$100. pour services supplémentaires et M. Ph. Lanctôt qui apparaît à la page 191 des mêmes Comptes publics comme ayant reçu \$476. pour services spéciaux, sont-ils une même personne?

8. Quelle est la nature de ces services supplémentaires et de ces services spéciaux?

9. M. Philippe Lanctôt a-t-il reçu d'autres sommes en 1923-24?

10. Dans l'affirmative, lesquelles?

11. M. Jules Carbonneau, qui, d'après la page 141 des Comptes Publics 1923-24, a reçu \$1,300 comme commis du département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries et M. Jules Carbonneau qui, d'après la page 180, a reçu dans le même exercice \$900. comme commis à la prison du district de Québec et \$75. pour la préparation du rapport annuel de la prison, sont-ils une même personne?

12. M. Jules Carbonneau a-t-il reçu d'autres sommes au cours du dernier exercice?

13. Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2. Les Comptes Publics sont exacts.

3. Oui.

4. Oui.

5. \$653.10 page 267, Comptes Publics 1923-24.

6. Oui, moins \$9.69.

7. Oui.

8. Pour services spéciaux ou supplémentaires, il n'y a pas d'autres services que ceux-là. Les services spéciaux ou supplémentaires désignent la même chose.

9. et 10. Les Comptes Publics sont exacts.

11. Oui.

12. et 13. Les Comptes publics sont exacts.

Question par M. Bray. — Des \$2,500 que M. Charles Lanctôt a reçus, ainsi qu'il appert à la page 262, 263 et 327 des journaux de l'Assemblée législative 1923-24 pour défrayer ses dépenses de voyages à Londres du 13 octobre 1923 au 25 décembre 1923, quelle somme a-t-il déboursée: a. pour frais d'hôtellerie à Londres; b. pour se transporter à Londres; c. pour revenir de Londres?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

Le gouvernement ne croit pas devoir demander à son avocat les détails que comporte cette question.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est —

Ordonné que, vu que le bill (No 53) intitulé "Loi constituant en corporation "The Lower Canada College" a pour objet la diffusion de l'instruction publique, les honoraires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés moins les frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Bernard, il est —

Ordonné que les droits additionnels payés au comptable de l'Assemblée législative par le promoteur du bill 128. — "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen", lui soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne un étudiant pauvre et que le retard dans la présentation de ce bill a été causé par suite de circonstances incontrôlables.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 39) intitulé: "Loi concernant certains paiements faits à la couronne".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution concernant l'article 99 du budget pour l'exercice finissant le 30 juin 1926, rapportée du comité des subsides, le vendredi 27 mars courant, comme suit:

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour améliorations et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolu que ladite résolution soit adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1925, pour copie de la correspondance échangée en 1924 entre le département du Trésor de la province et la Corporation de la paroisse de Saint-François de Sales, Lac Saint-Jean, au sujet de la voirie.

(Document de la session No 71).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 mars 1925, pour copie de tout contrat, traité ou enquête se rapportant à l'engagement ou la nomination de M. Henri Laureys, directeur de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Montréal et de M. Emmanuel Fougerat, directeur de l'Ecole des Beaux Arts de Montréal.

(Document de la session No 72).

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 mars 1925, pour copie de toute correspondance, documents, etc., entre le ministère de l'Agriculture et toutes personnes en 1923 et 1924, relativement à la réouverture de la beurrerie de Sainte-Brigide.

(Document de la session No 73).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice", et lesdits amendements sont lus une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Ste-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et "Loi des établissements industriels de Québec", pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI, 31 MARS 1925

Trois heures de l'après-midi.

Question par M. Houde.—Pourquoi certaines des dépenses de Spencer Wood et du bureau du lieutenant-gouverneur sont-elles inscrites dans les Comptes Publics sous l'item "Services divers" au lieu de figurer sous les rubriques "Spencer Wood" et "Bureau du lieutenant-gouverneur" ?

Réponse par l'honorable M. Taschereau :

Parce que les dépenses sont entrées au compte du service qui en effectue le paiement.

Question par M. L'Archevêque.—Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois en 1925, dans les magasins de la Commission des Liqueurs à: *a.* Valleyfield; *b.* Hull; *c.* Sherbrooke; *d.* Saint-Jean; *e.* Joliette; *f.* Trois-Rivières?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

MOIS	Valleyfield	Hull	Sherbrooke	St-Jean	Joliette	Tr.-Riv.
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Janvier.....	31,211.69	112,392.25	35,555.90	15,145.51	8,283.50	25,917.58
Février.....	19,242.91	95,467.37	33,501.15	11,505.05	6,788.72	22,219.40
Mars.....	22,631.37	104,440.74	32,408.26	10,850.50	6,132.53	20,839.15
Avril.....	52,062.39	108,080.27	32,665.95	10,701.69	5,911.35	22,902.17
Mai.....	39,600.35	110,757.30	34,584.65	12,008.40	5,975.25	22,396.20
Juin.....	48,289.00	88,822.95	34,726.95	9,018.70	4,766.00	18,787.40
Juillet.....	56,594.60	99,942.40	40,991.50	8,916.45	6,241.50	22,738.15
Août.....	61,356.10	107,571.65	46,868.50	9,004.65	6,363.10	29,683.10
Septembre.....	66,114.65	125,056.55	41,803.50	8,722.05	6,338.90	28,575.90
Octobre.....	58,835.55	114,701.25	39,394.25	8,762.95	7,247.40	28,373.85
Novembre.....	63,376.25	94,851.20	36,752.65	8,654.55	5,836.05	25,241.80
Décembre.....	66,721.55	172,255.05	53,663.70	14,090.25	14,202.25	45,038.70

Question par M. Pellerin.—1. Combien y a-t-il de magasins de la Commission des liqueurs dans la province de Québec?

2. Où se trouvent-ils situés?

3. Quels sont les gérants de chacun?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 89.

2. et 3.—

*No du
Magasin*

Adresse

Gérant

- 1.—180 rue Peel, Montréal,
- 2.—142 rue St-Antoine, Montréal,
- 3.—2035 rue Bleury, Montréal,
- 4.—72 St-Laurent, Montréal,
- 5.—138 Ste-Elizabeth, Montréal,
- 6.—2526 St-Laurent, Montréal,
- 7.—395 Wellington, Montréal,
- 8.—Saint-Jean, P.Q.,
- 9.—204 rue St-Viateur, Montréal,
- 10.—843 Boul. St-Laurent, Montréal,
- 11.—582 Demontigny Est, Montréal,
- 12.—2103 Notre-Dame-Ouest, Montréal.
- 13.—6482c Lajeunesse, Montréal,
- 14.—2188 Ave de l'Eglise, Montréal,
- 15.—716 Atwater, Montréal,
- 16.—90 Laurier Est, Montréal,

L. Bouchard.
E. Markgraf.
P. Lafrance.
R. Dubuc.
E. J. F. Markgraf.
Geo. A. Fortier.
C. E. Garon.
Eug. Roy.
J. Warren.
J. Friedman.
T. Durand.
L. Prévost.
J. A. Christin.
C. Cordeau.
A. Dubuc.
J. J. Beauregard.

<i>No du Magasin</i>	<i>Adresse</i>	<i>Gérant</i>
17.—	979 Notre-Dame-Ouest, Montréal,	R. Leduc.
18.—	2083 Ontario-Est, Montréal,	H. Demers.
19.—	413 Mont-Royal-Est, Montréal.	G. Pratte.
20.—	50 Place Jacques-Cartier, Montréal,	F. Paradis.
21.—	3075 Notre-Dame-Est, Montréal,	A. Lapointe.
22.—	1005 Ontario-Est, Montréal,	J. O. Déziel.
23.—	2211 Mont-Royal-Est, Montréal,	J. A. Tranquil.
24.—	281 ^b Visitation, Montréal,	J. O. Proulx.
25.—	6734 St-Denis, Montréal,	T. Tremblay.
26.—	Lachine,	J. O. Deguire.
27.—	Trois-Rivières,	J. E. Thibodeau.
28.—	867 Ste-Catherine-Ouest, Montréal,	J. W. Gowing.
29.—	Shawinigan-Falls,	A. O. Bureau.
30.—	Grand'Mère,	J. A. Desbiens.
31.—	Rivière-du-Loup,	J. E. Lapointe.
32.—	48 Côte du Palais, Québec,	H. L'Heureux.
33.—	St-Jérôme,	C. Bourbeau.
34.—	Valleyfield-Bellerive,	F. DeMartigny.
35.—	Granby,	E. Hivon,
36.—	235 St-Paul, Québec,	J. L. Cantin.
37.—	Joliette,	F. Neveux.
38.—	Sherbrooke,	J. A. Bouthillier.
39.—	55 de la Couronne, Québec,	L. Gaboury.
40.—	Louiseville,	C. E. Martin.
41.—	Beauharnois,	J. G. Leonard.
42.—	Marieville,	H. F. Desmarais.
43.—	St-Hyacinthe,	J. L. Guillet.
44.—	237 Notre-Dame-Ouest, Montréal,	A. Laplante.
45.—	Waterloo,	J. O. Séguin.
46.—	Drummondville,	J. A. Laperrière.
47.—	La Tuque,	D. Dufour.
48.—	22 St-Stanislas, Québec,	A. Grenier.
49.—	Sorel,	J. Salvail,
50.—	Hull,	N. Legault,
51.—	Buckingham.	J. Champagne.
52.—	Aylmer,	Thérien, H.
53.—	Berthierville,	L. Pelletier.
54.—	1719 ^b Ste-Catherine-Ouest, Montréal,	J. A. Renaud.
55.—	55 Delorimier,	L. G. Marchand.
56.—	49 St-Jean-Baptiste, Montréal,	A. St-Charles.
57.—	Merger Bldg., Québec,	W. E. Cadorette.
58.—	1150 St-Denis, Montréal,	O. Lejour.
59.—	944 St-Vallier, Québec,	P. Lemieux.
60.—	347 St-Jean, Québec,	E. Paquin.
61.—	Rigaud,	J. E. Villeneuve.
62.—	L'Assomption,	A. Thouin.
63.—	29 Sous-le-Fort, Québec,	J. L. Létourneau.
64.—	Au Pied du Courant, Montréal,	A. Archambault.

<i>No du Magasin.</i>	<i>Adresse</i>	<i>Gérant</i>
65.—	250 Laurier-Ouest, Montréal,	R. A. Taschereau.
66.—	27 McGill College Ave, Montréal,	J. H. Blackley.
67.—	204 Ste-Catherine-Ouest, Montréal,	C. A. Goyette.
68.—	Laprairie,	A. Lamarre.
69.—	Ste-Thérèse,	J. A. Coulombe.
70.—	Longueuil,	H. Mongeau.
71.—	Valleyfield,	S. Bergevin,
72.—	Hull,	A. T. Telmosse.
73.—	Ste-Anne-de-Bellevue,	E. Cousineau.
74.—	54 St-Jean, Québec,	L. A. Carrier.
75.—	3340 Adam, Montréal,	B. Duhamel,
76.—	2382 Ste-Catherine, Montréal,	F. Dorion.
77.—	Bedford,	A. N. Bail.
78.—	Sherbrooke,	N. A. Duford.
79.—	2204 Boul. Gouin, Montréal,	Dr J. B. Dorion.
80.—	Farnham,	A. Portelance,
81.—	Coaticook,	E. P. Dupuis.
82.—	Magog,	A. L. Bibeau.
83.—	Ste-Agathe,	A. Marier.
84.—	2828 Masson, Montréal,	J. F. Belanger.
85.—	Lévis,	A. Blouin.
86.—	5356 Sherbrooke-Ouest, Montréal,	E. F. Decarie.
87.—	137b St-Joseph, Québec,	R. Depeyre.
88.—	Iberville,	J. A. Boutin.
89.—	Trois-Rivières,	E. A. Guilbert.

Question par M. Lafleur.—1 Quel est le nombre des employés de la Commission des Liqueurs à qui celle-ci a donné des polices d'assurance au montant global de \$989,450 ?

2. Quel est le nombre des employés de la Commission à qui celle-ci n'a pas donné de polices d'assurance ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 1175.

2. Six, employés actuellement à Paris.

Question par M. Sauvé:—1. Le gouvernement a-t-il pris depuis le mois d'août 1924 un arrêté en Conseil relatif aux limites d'Edwards & McLean, dans le conté de Bonaventure ?

2. Le gouvernement a-t-il, par un document, donné l'assurance qu'aucun lot, pour fin de colonisation, ne serait détaché de ces limites ?

Réponse par l'honorable M. Mercier:

1. Oui.

2. Non.

Sur la motion de M. Létourneau, secondé par M. Bercovith, il est—
Ordonné que, vu que le bill (No 71) intitulé: “Loi modifiant la constitution de l’Aide à l’Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement”, a pour objet de favoriser l’expansion d’œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 211) intitulé: “Loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques”.

L’honorable M. Nicol propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois

M. Houde propose par voie d’amendement, secondé par M. Renaud: Que tous les mots après “que”, dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instruction de l’amender de façon à réduire de trois cents à deux cent cinquante dollars la somme minimum exigible pour l’octroi d’un permis autorisant la vente de bières dans un magasin situé dans les cités de Montréal et de Québec.

Sur la motion de M. Houde et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que l’amendement soit retiré

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 39) intitulé: “Loi concernant certains paiements faits à la couronne”.

L’honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L’honorable M. Patenaude propose par voie d’amendement, secondé par M. Sauvé:

Que ce bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais qu’il soit référé de nouveau au comité plénier de la Chambre pour y être amendé en portant à 10 ans le délai de prescription des actions en répétition de l’indu contre le gouvernement de la province par suite d’une erreur de droit.

Et l’amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit:

POUR:

Messieurs:

*Bastien,
 Beaudoin,
 Bray,
 Crépeau,
 Dufresne,
 Duranleau,
 Faucher,
 Gault,
 Lafleur,*

*Langlais,
 L’Archevêque,
 Lortie (Soulanges),
 Patenaude,
 Pellerin,
 Renaud,
 Sauvé,
 Smart,
 Tétreau.—18.*

CONTRE :

Messieurs :

Authier,
Baillargeon,
Bercovitch,
Bernard,
Bertrand,
Bordeleau,
Bowhard,
Bullock,
Caron,
Charbonneau,
Daniel,
Delisle,
Desmarais,
Dillon,
Dufour (Charlevoix-Saguenay),
Dufour (Matapédia),
Fortier,
Guillemette,
Hamel,
Lafrenière (Berthier),
Lahaie,
Laperrière,

Lapierre,
Lemieux Gaspé),
Lemieux (Wolfe),
Lortie (Labelle),
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miljour,
Moreau (Lac-Saint-Jean),
Morin,
Nicol,
Ouellet,
Paquet,
Perrault,
Phaneuf,
Pilon,
Richard,
Saurette,
Taschereau,
Thériault,
Thurber,
Tourville.—43.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le dernier vote, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 167) intitulé: "Loi modifiant l'article 1880 du Code civil".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi duraut quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 68, intitulé: "Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay".

Bill No 123, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 146, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 146) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 190, intitulé: "Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province".

L'honorable M. Taschereau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur lui recommande la prise en considération.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire, pour les officiers et employés publics du service intérieur et du service extérieur de la province, la classification et la rémunération qu'il estimera juste eu égard à l'importance des fonctions ou des devoirs qu'ils remplissent, et d'édicter que la classification et la rémunération ainsi fixées seront celles qui s'appliqueront auxdits officiers et employés, nonobstant toute disposition des lois existantes, et ce à compter de la date qu'il déterminera.

Résolu, 2.—Que la classification et la rémunération prévues par la résolution No 1 devront cependant être soumises à la Législature et que ces classification et rémunération seront ensuite ainsi que déterminées par la Législature.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Taschereau dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 février 1925, pour copie d'un état des recettes et des dépenses du 30 juin 1924 au 30 décembre 1925. (*Document de la session No 74*).

Sur la motion de l'honorable M. Nicol, secondé par l'honorable M. Madden, il est—

Résolu que vu que M. John Hay, député d'Argenteuil, a été empêché par suite de la maladie dont il a été atteint durant les premiers jours de la session, d'assister pendant ce laps de temps aux séances de la Chambre, et vu qu'il est décédé le 16 janvier 1925, le comptable de cette Chambre soit autorisé à payer son indemnité à sa veuve, Madame Hay, sans aucune déduction pour défaut de présence.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures et demie du soir.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 190) intitulé: "Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province."

L'honorable M. Taschereau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI, 1er AVRIL 1925

Trois heures de l'après-midi.

Question par M. Beaudoin.—1. Est-il vrai que l'honorable M. Athanase David, secrétaire provincial, serait parti en Europe?

2. Si oui, pourquoi est-il parti avant la fin de la session et avant même le vote de tous les crédits de son département.

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

1. Oui.

2. Le secrétaire de la province est allé en Europe pour des fins purement personnelles, dont l'honorable député pourra lui demander l'objet, à son retour, s'il tient à le connaître. Si la chose presse, M. David peut être atteint à Paris, au Commissariat Canadien.

Question par M. Sauvé.—A quelle date a-t-on complété l'impression du premier rapport de la Commission de refonte des Statuts?

Réponse par l'honorable M. Taschereau

Dans le cours du mois de décembre 1923.

Question par M. Faucher.—A quelle date la Commission de refonte ou le gouvernement ont-ils fait des avances au "Soleil" ou au "Telegraph" pour l'impression des rapports de la Commission?

Réponse par l'honorable M. Taschereau:

La Commission des refonte des Statuts a fait l'avance le 1er août 1924.

Question par M. Dufresne.—1. Qui endossait les chèques du gouvernement à l'ordre de la "Lithographie de Québec" du mois d'avril 1924 au mois de novembre de la même année?

2. Qui les a endossés de décembre 1924 à janvier 1925?

3. Qui, du 5 janvier 1925 jusqu'à date?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. La Lithographie de Québec par W. P. Piché.

2. Le même.

3. La Lithographie de Québec par J. A. Bégin.

Question par M. Dufresne.—1. Y a-t-il à la connaissance du gouvernement un M. Thompson employé à la "Lithographie de Québec" et aussi au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les fonctions de M. Thompson?

3. Quel est son salaire?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. et 2.—Employé uniquement par le département pour réduire les plans pour cartographie au moyen de la photographie.
3. \$1,700.00.

Question par M. Dufresne.—1. Y a-t-il à la connaissance du gouvernement un M. Paul-Emile Dufault employé à la "Lithographie de Québec" et aussi au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les fonctions de M. Paul-Emile Dufault?

3. Quel est son salaire?

Réponse par l'honorable M. Perrault:

1. N'est pas employé par le gouvernement.
2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

Sur la motion de M. Bullock, secondé par M. Philps, il est—

Ordonné que tous les droits additionnels payés pour le bill No 146, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Granby", soient remboursés, vu que les retards dans la présentation du bill proviennent de circonstances que les parties intéressées n'ont pu empêcher.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 6, intitulé: "Loi concernant les Statuts refondus".

Bill No 181, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant l'adoption".

Bill No 193, intitulé: "Loi autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à faire certaines réserves le long des rivières à saumon".

Bill No 199, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la gazoline".

Bill No 210, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

Bill No 10, intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec".

Bill No 40, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie".

Bill No 170, intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec".

Bill No 196, intitulé: "Loi concernant les jurés".

Bill No 202, intitulé: "Loi modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

Bill No 99, intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 170) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 196) intitulé: "Loi concernant les jurés", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première fois.

Ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de correspondance, documents, etc., concernant la comptabilité du bureau du Trésor, le témoignage de M. J. Morin, auditeur de la province, au comité des Comptes Publics au cours de la session de 1924.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 39, intitulé: "Loi concernant certains paiements faits à la couronne".

Bill No 211, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques".

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI, 2 AVRIL 1925

Trois heures de l'après-midi.

Question par M. Sauvé.—1. Depuis le 1er juillet 1925, les dépenses de la province ont-elle été toutes payées pendant l'exercice où elles ont été encourues?

2. Si non, quelles sommes ont été, chaque année, payées pendant l'exercice suivant, par chacun des départements ou services?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. et 2. Le département du Trésor paie les comptes au fur et à mesure qu'ils lui sont transmis.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quel est le montant total provenant des ventes de la Commission des Liqueurs de Québec du 1er mai 1923 au 1er mai 1924?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il perçu des brasseries, en droits, impôts, etc., durant le même exercice fiscal?

3. Quel montant ont rapporté dans la même période les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.?

4. Quel est le montant des amendes perçues en 1923-24 en vertu de la loi des liqueurs ?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en 1923-24 en vertu de la loi des liqueurs ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

Du 1er mai 1923 au 1er mai 1924:

1. \$19,375,396.46.

2. \$773,808.07.

3. \$773,111.68.

4. \$72,424.50.

5. \$54,097.59.

Question par M. L'Archevêque.—1. Quel quantité de spiritueux la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle vendue pendant chacun des mois de novembre et décembre 1924 et chacune des huit premières semaines de l'année 1925 ?

2. Quel est le montant des ventes faites par la Commission des Liqueurs pendant les mois de novembre et décembre 1924 et les huit premières semaines de l'année 1925 ?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

	Vins et bières	Spiritueux et alcool.
	<i>gallons</i>	<i>gallons</i>
1924		
Novembre,	55,645.3	58,600.7
Décembre,	125,313.1	91,315.1
1925		
Janvier,	70,818.3	61,266.1
Février,	49,465.7	48,583.2
Total:	301,242.4	259,765.1
2. Novembre,		\$ 1,452,231.05
Décembre,		2,400,745.81
Janvier,		1,532,293.49
Février,		1,194,698.78
Total:		\$ 6,579,969.13

(N.-B. — Les livres sont tenus de manière à indiquer les totaux des quantités et montants par mois et non par semaine).

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 40) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 196) intitulé: "Loi concernant les jurés", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile, relativement au jury", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

M. Dillon propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 99) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Gault, secondé par M. Sauvé, il est —

Ordonné que les honoraires payés pour le bill No 51, intitulé: "Loi amendant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs", soient remboursés à l'exception des frais d'impression et de traduction, vu qu'il a pour objet des fins religieuses et d'éducation.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par M. Gault, il est—
Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance, documents, etc., reçus par le gouvernement ou l'un de ses membres, au sujet d'un débat dans cette Chambre, le 19 décembre 1922, sur la loi de l'Assistance publique et de la décision que l'Assemblée législative a prise à la même date et qui se trouve rapportée comme suit à la page 250 des Journaux de l'Assemblée législative, vol. LVII:

"M. Sauvé propose, secondé par M. Gault, qu'il soit résolu que, vu que les évêques de la province de Québec auraient représenté au premier-ministre que la loi de l'Assistance publique offre un danger pour l'autonomie des institutions de bienfaisance catholiques, le Comité permanent des bills publics soit chargé d'inviter ces évêques à venir en personne ou par procureurs exposer leurs griefs devant ledit comité et de préparer et de présenter un bill modifiant en conséquence, la loi de l'Assistance publique"

"Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés, ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

*Dufresne,
 Gault,
 Renaud,*

*Sauvé,
 Smart.—5.*

CONTRE:

Messieurs:

*Ashby,
 Bédard,
 Bergevin,
 Bissonnet,
 Bordeleau,
 Bouthillier,
 Bugeaud,
 Bullock,
 Cannon,
 Caron (Hull),
 Caron (Iles de la Madeleine),
 Cédilot,
 Conroy,
 David,
 Desjarlais,
 Dufour (Charlevoix-Saguenay),
 Dufour (Matane),
 Farand,
 Forest,*

*Forget,
 Fortier,
 Galipeault,
 Gaudrault,
 Gauthier,
 Godbout,
 Grégoire,
 Hamel,
 Hay,
 Lacombe,
 LaFerté,
 Lafrenière,
 Lahaie,
 Lapierre,
 Laurendeau,
 Leclerc,
 Lemieux (Gaspé),
 Lemieux (Wolfe),
 Madden,*

McDonald,
Mercier (Châteauguay),
Mercier (Trois-Rivières),
Miles,
Moreau,
Nicol,
Oliver,
Ouellet (Dorchester),
Ouellette (Yamaska),
Paquet (Montmagny),
Péloquin,
Perrault,

Phaneuf,
Philps,
Pilon,
Poulin,
Reed,
Ricard,
Richard,
Roy,
Saurette,
Simard,
Taschereau,
Vautrin. — 62.

La motion est ainsi rejetée”.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 190, intitulé: “Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province”.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 170) intitulé: “Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province”.

M. Thériault propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion “Que cette Chambre adopte maintenant les amendements” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil et législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'honorable M. Nicol, trésorier de la province, communique à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

N. PÉRODEAU.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1925, conformément aux dispositions de la

section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Québec, 2 avril 1925.

(Document de la session No 1a).

Ordonné que ledit message, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Sur la motion de M. Authier, secondé par M. Lahaie, il est —

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute requête adressée en 1924 et 1925 au ministre de la Colonisation, des mines et des pêcheries demandant une augmentation de la prime de défrichement et de l'aide accordée aux colons dans la province de Québec.

L'ordre du jour appelle de nouveau la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Nicol propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion est mise en délibération.

M. Langlais propose, par voie d'amendement, secondé par M. Tétreau.

"Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est d'avis que, tenant compte de la crise économique qui affecte la province et tout particulièrement les municipalités rurales, et vu l'accroissement constant des revenus de la province, provenant de nouvelles taxes ainsi que du Commerce des liqueurs, le gouvernement devrait aider davantage ces municipalités en diminuant plus efficacement les charges résultant de l'amélioration des chemins; en classifiant tous les chemins et routes en vue d'en limiter la servitude ainsi que le coût de construction, de réfection et d'entretien, selon leur importance et suivant les moyens et les besoins des municipalités et des contribuables".

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR:

Messieurs:

Bastien,
Beaudoin,
Bray,
Crépeau,
Dufresne,
Duronleau,
Faucher,
Gault,
Houde,
Lafleur,

Langlais.
L'Archevêque,
Lortie (Soulanges),
Patenau,
Plante,
Renaud,
Sauvé,
Smart,
Tétreau. — 19.

CONTRE:

Messieurs:

<i>Authier,</i>	<i>Laperrière,</i>
<i>Buillargeon,</i>	<i>Lapierre,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lemieux (Gaspé),</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Lemieux (Wolfe),</i>
<i>Bordeleau,</i>	<i>Létourneau,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lortie (Labelle),</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Madden,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Mercier (Châteauguay),</i>
<i>Charbonneau,</i>	<i>Mercier (Trois-Rivières),</i>
<i>Côté,</i>	<i>Moreau (Lac-Saint-Jean),</i>
<i>Daniel,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Desmarais,</i>	<i>Nico!,</i>
<i>Dillon,</i>	<i>Ouellet,</i>
<i>Dufour (Charlevoix-Saguenay),</i>	<i>Perrault,</i>
<i>Dufour (Matapédia),</i>	<i>Philps,</i>
<i>Fortier,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Galipeault,</i>	<i>Saurette,</i>
<i>Guillemette,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Hamel,</i>	<i>Thériault,</i>
<i>Lafrenière (Berthier),</i>	<i>Thurber,</i>
<i>Lahaie,</i>	<i>Tourville.—42</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 161) intitulé: "Loi concernant la célébration des mariages".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Er, alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur et le président des comités sont tous deux absents.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que M. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, soit élu orateur pour la journée.

Sur la motion de M. Daniel, secondé par M. Saurette, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 65) intitulé: "Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de ville de l'Assomption" a pour objet des dispositions toutes d'intérêt public, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Faucher, secondé par M. Renaud, il est—

Ordonné que les droits additionnels au montant de \$100. payés pour le bill No 101, intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen", soient remboursés, vu que les retards dans la présentation du bill proviennent de circonstances incontrôlables que les parties intéressées n'ont pu empêcher

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille huit cent soixante-onze piastres et dix-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'orateur du Conseil législatif S. R. Q., 1909. art. 152, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dix-neuf mille trois cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S. R. Q., 1909, art. 164., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achats de livres (bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (Gouvernement civil) pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (Gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit piastres et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide à la protection du public contre les maladies vénériennes pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Gazette officielle de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province, à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyage et autres pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par rés. de l'Assemblée législative du 3 février 1890 pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec; aide à la publication des rapports judiciaires pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour officier spécial, Côte nord du St-Laurent; traitement et dépenses de voyage, (arrêté, ministériel No 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour société d'archéologie et de numismatique de Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour "Royal Military College of Canada Rifle Assoc." pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S.-P. Robins, principal, retraité de l'école normale McGill allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel No 800, du 21 décembre 1905 pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de géographie de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire Lasalle de Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi en aide d'un service maritime sur la Côte nord et des Îles de la Madeleine pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi au collège classique de Ste-Anne de la Pocatière (cinquième des cinq versements annuels) pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service entre les Îles de la Madeleine et Pictou pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1926, 3% par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille deux cent cinquante-huit piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour Juges de la Cour des sessions de la paix Québec et Montréal, constables et messagers à Québec et à Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1926

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de M. Pellerin, secondé par M. Bray, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou la Commission des Liqueurs de Québec.

Sur la motion de M. Langlais, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, plans, rapports entre le gouvernement et M. W. W. Thomas ou représentant, propriétaire de la seigneurie du Lac Témiscouata ou Madawaska, ainsi que MM. Fraser Co. & Sons, Murchie Co., ou autres personnes y intéressées au sujet de l'échange de terrains avec la Couronne pour fins de colonisation avec des terrains de ladite seigneurie.

Sur la motion de l'honorable M. Taschereau, secondé par l'honorable M. Caron, il est—

Résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI, 3 AVRIL 1925

Onze heures du matin.

Question par M. Lafleur.—1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1924 ?

2. Combien dans la ville de Québec ?

3. Combien dans le reste de la province ?

4. Quelle somme a-t-il été payée par les porteurs de licences de tavernes pour 1924?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. 306.
2. 57.
3. 211.
4. \$308,669.70.

Question par M. Dufresne.—1. M. J.-P. Bélanger est-il encore à l'emploi du département du Trésor comme surintendant d'assurance et inspecteur des compagnies de fidéicommiss?

2. Dans la négative, pourquoi a-t-il quitté ce service?
3. Quel était son salaire quand il a quitté ce service?

Réponse par l'honorable M. Nicol:

1. Non.
2. Démissionné.
3. \$2,700.00.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Bercovieth, il est—

Ordonné que les droits additionnels payés pour le bill No 143, intitulé: "Loi permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit" soient remboursés, vu que les retards dans la présentation du bill proviennent de circonstances incontrôlables que les parties intéressées n'ont pu empêcher.

Sur la motion de M. Dillon, secondé par M. Bercovitch, il est—

Ordonné que vu que le bill (No 144) intitulé: "Loi constituant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37" a été retiré, toutes les sommes que les promoteurs ont payées, leur soient remboursées, sauf les frais d'impression et de traduction.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 167 intitulé: "Loi modifiant l'article 1880 du Code civil".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et des taxes sur les corporations etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-seize mille, quatre cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (Dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille cent trente-sept piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, art. 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (bibliothèque), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes: Bureau du lieutenant-gouverneur, \$4,000.00; Département du Conseil exécutif, service d'inspection de vérification, \$1,800.00; Département du sec. de la province, \$10,000.00; Dépt. du trésor, bureau du trésorier, \$1,000.00; Dept. du trésor, bureau des assur., \$4,000.00; Dept. du trésor, bureau du revenu, \$2,000.00; Dept. de l'Instr. publique, \$1,000.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École Polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompense, reliure, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de pa-

tients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices, publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant 30 juin 1927.

le 18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Ste-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture, (en sus du montant autorisé en vertu des S. R. Q., 1909, art. 1851, 5 Geo. V, c. 29, s. 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 Geo. V, c. 31, et 11 Geo. V, c. 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique (antérieurement écoles ménagères), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable (antérieurement apiculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Gazette officielle de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent général de la province en Belgique, pour dépenses de bureau, (en sus du montant autorisé en vertu de 5 Geo. V, c. 18, S. R. Q., 1909, art. 712c), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille soixante-six piastres et onze centins soit ouvert à Sa Majesté pour commission concernant le système scolaire de l'Île de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1925, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,422,223.11.

2. *Résolu* que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1926, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$12,380,143.13.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions.

Lesdites résolutions sont lues comme suit:

1. *Résolu* que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1925, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,422,223.11.

2. *Résolu* que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1926, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$12,380,143.13.

Lesdites résolutions sont lues une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable N. Nicol ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925 et le 30 juin 1926 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Perrault, du comité spécial permanent des Comptes Publics, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a siégé durant dix-huit séances. Un rapport complet et sténographié a été fait de toutes ses procédures et est soumis avec les présentes. Aussi une liste de tous les exhibits et les exhibits eux-mêmes, de A à J.J.J. inclusivement.

Sur la motion de M. Sauvé, secondé par l'honorable M. Patenaude, il est—

Ordonné que le rapport du Comité des Comptes publics, ainsi que les témoignages qui ont été donnés et les documents qui ont été produits à ce comité, soient imprimés comme appendice des Journaux de cette Chambre.

L'honorable M. Caron, du comité spécial des Impressions, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de faire faire les impressions suivantes: 38, 39, 40, 44, 16, 60, 62.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif, a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'ils suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, le bill suivant:

Bill No 161, intitulé: "Loi concernant la célébration des mariages".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 25, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925, et le 30 juin 1926 et pour d'autres fins du service public".

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

B Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles.

2 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.

3 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909.

6 Loi concernant les Statuts refondus.

8 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.

9 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.

-
- 10 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des Services publics de Québec.
 - 11 Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920.
 - 18 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires.
 - 23 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement.
 - 26 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.
 - 32 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la Cour du banc du roi en appel.
 - 35 Loi concernant les droits sur les successions.
 - 37 Loi modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques.
 - 38 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique.
 - 39 Loi concernant certains paiements faits à la couronne.
 - 40 Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie.
 - 43 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies.
 - 44 Loi modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.
 - 45 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.
 - 46 Loi modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs.
 - 47 Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2.
 - 48 Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec, et l'Aide au sanatorium du Lac Edouard, relativement à l'administration du Sanatorium du Lac Edouard.
 - 49 Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922.
 - 51 Loi modifiant la charte du "Montreal Diocesan Theological College" et augmentant ses pouvoirs.
 - 56 Loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.
 - 57 Loi modifiant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal.
 - 68 Loi modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.
 - 71 Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement.
 - 72 Loi constituant en corporation la ville d'Amos
 - 75 Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.
 - 76 Loi autorisant "The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited", à accepter et remplir les devoirs de syndic autorisé, curateur aux biens, liquidateur ou receveur des biens des personnes ou corporations en déconfiture, insolvable ou liquidant volontairement leurs affaires.

-
- 80 Loi constituant en corporation la congrégation "Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation".
 - 84 Loi modifiant la charte de la ville de Saguenay.
 - 89 Loi modifiant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".
 - 90 Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.
 - 94 Loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales à Montréal.
 - 99 Loi modifiant la loi constituant en corporation la cité de Québec.
 - 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
 - 102 Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.
 - 105 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle.
 - 107 Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook.
 - 112 Loi modifiant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.
 - 114 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.
 - 117 Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick.
 - 118 Loi constituant en corporation "Quebec Great Northern Railway Company".
 - 121 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
 - 122 Loi modifiant la charte de la "St. Francis Valley Railway Company".
 - 123 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.
 - 125 Loi constituant en corporation "The Beth Israel & Samuel Congregation".
 - 131 Loi concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal.
 - 132 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 133 Loi constituant en corporation "The Abitibi Southern Railway Company".
 - 134 Loi constituant en corporation "Chevra Thilim Linas Hazedek".
 - 136 Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic.
 - 137 Loi modifiant la charte de "The Hebrew Maternity Hospital".
 - 138 Loi modifiant la charte de la cité de Hull.
 - 139 Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield.
 - 140 Loi modifiant la charte de la "St. Maurice Lumber Company".
 - 141 Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine et conventions entre les mêmes et la "St. Maurice Paper Company, Limited".
 - 142 Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février 1925.
 - 143 Loi permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit.
 - 145 Loi constituant en corporation "Rouyn Mines Railway Company".
 - 146 Loi modifiant la charte de la cité de Granby.
 - 150 Loi concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier, dans le cas de certaines mutations de propriété.

-
- 153 Loi modifiant l'article 987 du Code de procédure civile et les articles 227 et 318 du Code municipal.
 - 159 Loi modifiant l'article 724 du Code municipal.
 - 160 Loi modifiant le Code municipal.
 - 161 Loi concernant la célébration des mariages.
 - 166 Loi modifiant l'article 110 du Code municipal.
 - 167 Loi modifiant l'article 1880 du Code civil.
 - 168 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.
 - 169 Loi modifiant la loi dentaire de Québec.
 - 170 Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.
 - 171 Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statuts refondus, 1909.
 - 173 Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922.
 - 181 Loi modifiant la loi concernant l'adoption.
 - 183 Loi modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.
 - 184 Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer.
 - 185 Loi concernant certaines subdivisions de terrains.
 - 186 Loi concernant les chefs-lieux des districts judiciaires.
 - 187 Loi concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province.
 - 188 Loi modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités.
 - 189 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.
 - 190 Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.
 - 191 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales.
 - 192 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.
 - 193 Loi autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à faire certaines réserves le long des rivières à saumon.
 - 194 Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.
 - 195 Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal.
 - 196 Loi concernant les jurés.
 - 197 Loi modifiant la loi concernant les colporteurs.
 - 198 Loi modifiant la Loi des licences de Québec.
 - 199 Loi modifiant la loi concernant la gazoline.
 - 200 Loi modifiant la loi de la chasse de Québec.
 - 202 Loi modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury.
 - 203 Loi concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'île de Montréal.

- 204 Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les amusements.
- 205 Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles.
- 206 Loi concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole.
- 207 Loi modifiant la Loi de l'Assistance publique.
- 209 Loi concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes.
- 210 Loi modifiant la Loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.
- 211 Loi modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 25 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925, et le 30 juin 1926, et pour d'autres fins du service public. A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plû à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clôre la deuxième session de la seizième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

La session qui se termine est une des plus longues que la Législature de Québec ait été appelée à tenir en ces dernières années.

Vous avez accompli votre tâche avec une assiduité et un dévouement qui mérite d'être consignés dans nos annales parlementaires.

Je suis heureux de sanctionner des lois préparées avec autant de soin et avec un souci aussi évident de bien servir les intérêts généraux de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition de nos divers services les crédits qui vous ont été demandés, et à l'emploi desquels devra présider une rigoureuse économie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Québec continue de jouir, en notre pays et à l'étranger, de la plus enviable réputation.

Je forme des vœux pour que la Providence bénisse les louables efforts de notre population, et pour que vos travaux aient tous les heureux effets que vous en attendez.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée; et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

Séance du 17 février 1925.

Lorsque la Chambre est saisie d'une motion principale proposant d'autoriser un comité à s'enquérir des opérations d'une Commission, il est régulier de proposer un amendement déclarant que la Chambre votera les instructions nécessaires quand on aura fait connaître sur quelles opérations l'enquête devra porter.

Séance du 18 mars 1925.

Un député a le droit de réclamer, s'il y a lieu, contre la production, devant un comité, de documents mettant en question sa conduite; mais il doit le faire sans violer le règlement, particulièrement sans jeter du blâme sur la conduite et les procédés de ce comité.

Première séance du 27 mars 1925.

Une question contenant des énonciations de faits qui ne sont pas indispensables pour la rendre intelligible est irrégulière (art. 560 du règlement).

Il est irrégulier de poser une question sur une réponse donnée pendant la session en cours (art. 563 du règlement).

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1925

2ième SESSION DE LA 16e LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 7 janvier 1925.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Côté, secondé par M. Dillon.

Les Chambres sont prorogées le 3 avril 1925.

Séances.....	68
Pétitions présentées.....	91
Documents déposés sur le bureau de la Chambre en réponse aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	35
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	194
Bills sanctionnés.....	171
Avis de questions.....	285
Avis de motions introductives de bills.....	94
Avis de motions proposant le vote d'ordres ou d'adresses.....	33
Séances de comités pléniers consacrées à l'étude de bills.....	202
Séances du comité des subsides.....	26
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents.....	1
Rapports du comité des bills privés en général.....	24
“ “ des chemins de fer, etc.....	8
“ “ des règlements.....	19
“ “ des bills publics en général.....	24
“ “ des comptes publics.....	4
“ “ des privilèges et élections.....	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc.....	1
“ “ des industries et du commerce.....	1
“ “ de la bibliothèque de la législature.....	1
“ “ du Code municipal.....	5
“ “ des impressions législatives.....	1

E. R. ALLEYN,

Greffier des archives.

INDEX

DES

Journaux de l'Assemblée législative DE QUÉBEC

15 GEORGE V, 1925

(VOLUME LIX)

ABITIBI SOUTHERN RY CO.:—Loi concernant *The*—.(Voir BILLS
No 133.)

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 170.*)

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL:—Loi relative aux —.(Voir BILLS, *No 182.*)

ACTIONS:—

1. Loi concernant l'émission et la vente d'—.(Voir BILLS, *No 46.*)
2. Loi concernant la transmission des—des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province.—(Voir BILLS *No 50.*)
3. Loi concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières —(Voir BILLS, *No 201.*)
4. (Voir OBLIGATIONS.)

ADOPTION:—Loi concernant l'—.(Voir BILLS, *No 181.*)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Débat, 13, 20, 25, 30, 33, 36, amendement proposé, débat, 44, 52, 54, rejeté, 55. Motion principale adoptée, 56.

ADRESSES:—(Pour le dépôt de rapports et de documents).—(Voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

AFFAIRES PUBLIQUES:—(Voir ENQUÊTES).

AGENT GÉNÉRAL DE LA PROVINCE:—Loi concernant la pension de l'— dans le Royaume-Uni.—(Voir BILLS, *No 14.*)

AGRICULTURE:—(Voir MÉRITE AGRICOLE.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité d'):—(Voir COMITÉS.)

AIDE A L'HOTEL-DIEU DU SAINT-SACREMENT:—Loi concernant l'—.(Voir BILLS, *No 71.*)

ALIÉNÉS:—

1. Loi concernant les détenus.—(Voir BILLS, *No 22.*)
2. (Voir HÔPITAL PROTESTANT.)

AMHERST:—Loi annexant le canton d'—, district judiciaire de Hull, à celui de Terrebonne.—(Voir BILLS, *No 4.*)

AMOS:—Loi concernant la ville d'—.(Voir BILLS, *No 72.*)

AMUSEMENTS:—Loi relative à la taxe sur les—.(Voir BILLS, *No 204.*)

APPELS:—

1. Loi relative à certains appels.—(Voir BILLS, *No 7.*)
2. Loi relative à la cour du banc du roi en appel.—(Voir BILLS, *No 32.*)
3. Loi concernant l'appel à la Cour Suprême et au Conseil privé, etc.—(Voir BILLS, *No 203.*)

ARCHAMBAULT, SUCCESSION GASPARD:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, *No 59.*)

ASILE:—(Voir ALIÉNÉS.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du L.-G. à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de certains bills 214, 298, 413; à la clôture de la session, 413.

Ajourne à un jour ultérieur, 95.

Ajourne pour une heure plus tard que celle fixée par le règlement, 17, 202; plus tôt que celle fixée par le règlement, 14, 61, 126.

Décide d'avoir deux séances par jour, 300.

Siège après minuit, 329.

Ajourne par respect pour la mémoire de M. John Hay, député d'Argenteuil, 34

Ajourné en signe de réjouissance à cause de la visite de citoyens éminents de la province d'Ontario, "Bonne Entente", 91.
Ordonné que le rapport d'un comité soit imprimé comme appendice des Journaux de la Chambre, 413.

ASSISTANCE PUBLIQUE:—

1. Loi concernant l'—de Québec.—(Voir BILLS, *No 207.*)
2. Motion de M. Sauvé pour production de correspondance reçue au sujet d'un débat de cette Chambre tenu le 19 décembre 1922 sur une motion de M. Sauvé relativement à l'—.400.

ASSOCIATION DES GARDES-MALADES:—Loi concernant l'—enregistrées de la province de Québec.—(Voir BILLS, *No 91.*)

ASSURANCE MUTUELLE DES FABRIQUES:—Loi concernant l'—de Québec.—(Voir BILLS, *No 54.*)

AUTOMOBILES:—Loi concernant les véhicules.—(Voir BILLS, *No 205.*)

AVIS DE MUTATION DE PROPRIÉTÉS:—Loi concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier.—(Voir BILLS, *No 150.*)

BARLOW, JOSEPH, CROSSMAN:—Loi concernant le notaire.—
(Voir BILLS, *No 95.*)

BARREAU:—

1. Loi relative au—. (Voir BILLS, *Nos 151 et 156.*)
2. Loi concernant le—et Esnouf, Gaston.—(Voir BILLS, *No 58.*)
3. Loi concernant le—et Charness, Isidore.—(Voir BILLS, *No 61.*)
4. Loi concernant le—et Ross, James, Kenneth.—(Voir BILLS, *No 108.*)
5. Loi concernant le—et Martyn, Frederick-L.— (Voir BILLS, *No 119.*)
6. Loi concernant le—et Genest, Frank, Devlin.—(Voir BILLS, *No 128.*)
7. Loi concernant le—et Coveler, David.—(Voir BILLS, *No 143.*)

BEAUCE:—(Voir SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE.)

BELLECHASSE:—(Voir SAINT-DAMIEN.)

BETH ISRAEL AND SAMUEL CONGREGATION:—Loi concernant *The*—. (Voir BILLS, *No 125.*)

BETH MATISYOHI ANSHE MARMOROSH ANSHE ROMANIA CONGREGATION:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 80.*)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir COMITÉS.)

2. Députés nommés par le Conseil législatif pour—, 15; par l'Assemblée;—16.

BIENS NON IMPOSABLES:—Loi concernant les—dans les municipalités
—(Voir *BILLS*, *No 188*.)

BILLS :—

B.—Bill du Conseil législatif.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux prix distribués dans les écoles.—Présentation (M. Bernard), 242; 1ère lect., 242; 2e et 3e lect., 296. Sanction, 413. (15 Geo. V, c. 42.)

N° 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation (M. Taschereau), 8.

N° 2.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 227; recommandation du L. G., étudiées en comité, 279, 282; concours, 285. Bill présenté (M. Perrault), 225; 2e et 3e lect., 285. Message du C. L., 330. Sanction, 413. (15 Geo. V, c. 37.)

N° 3.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909.—Présentation (M. Taschereau), 141; renv. à comité, 163; rapporté, 241; 3e lect., 263. Message du C. L., amend., concours, 302. Sanction, 413. (15 Geo. V, c. 10.)

N° 4.—Loi détachant le canton d'Amherst du district judiciaire de Hull et l'annexant au district judiciaire de Terrebonne.—Présentation (M. Taschereau), 32; renv. à comité, 54; rapporté, 73; 3e lect., 88. Message du C. L., 136. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 15.)

N° 5.—Loi concernant les officiers de justice et leurs députés et employés.—Résolutions renv. à comité, 146; recommandation du L. G., concours, 171. Bill présenté (M. Taschereau), 144; 2e et 3e lect., 171. Message du C. L., 192. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 47.)

N° 6.—Loi concernant les Statuts refondus.—Résolutions renv. à comité pl., 300; recommandation du L. G., 1ère lect., 359; amend. proposé à 2e lect., rejeté, 2e lect., concours, 361. Bill présenté (M. Taschereau), 252; 2e et 3e lect., 362. Message du C. L., 395. Sanction, 413. (15 Geo. V, c. 8.)

N° 7.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'autiditon de certains appels.—Présentation (M. Taschereau), 61; renv.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

à comité, 71; rapporté, 84; 3e lect., 94. Message du C. L., 136. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 86.)

N° 8.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers.—Présentation (M. Caron), 184; 2e lect., étude en comité, 200; 3e lect., 206. Message du C. L., 252. Sanction, 413. (15 Geo. V, c. 34.)

N° 9.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.—Présentation (M. Caron), 185; 2e et 3e lect., 206. Message du C. L., 253. Sanction, 413. (15 Geo. V, c. 35.)

N° 10.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec.—Résolutions renv. à comité pl., 206; recommandation du L. G., concours, 292. Bill présenté (M. Taschereau), 203; renv. à comité, 293; rapporté, 294; 3e lect., 381. Message du C. L., amend., 395; 1ère lect. 396; concours, 398. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 22.)

N° 11.—Loi modifiant la loi des compagnies de Québec, 1920.—Présentation (M. Taschereau), 35; renv. à comité, 146; rapporté, 179; 3e lect., 206. Message du C. L., amend., 313; concours, 314. Sanction 414. (15 Geo. V, c. 66.)

N° 12.—Loi modifiant les articles 162 et 205 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Taschereau), 62; renv. à comité, 71; rapporté, 84; 3e lect., 94. Message du C. L., 136. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 82.)

N° 13.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat.—Résolutions renv. à comité pl., 70; recommandation du L. G., concours, 111. Bill présenté (M. Taschereau), 2e et 3e lect., 111. Message du C. L., 141. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 49.)

N° 14.—Loi concernant la pension de l'agent général de la province dans le Royaume-Uni.—Résolution renv. à comité pl., 70; recommandation du L. G., concours, 127. Bill présenté (M. Taschereau), 128; 2e et 3e lect., 129. Message du C. L., 159. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 21.)

N° 15.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans le district de Pontiac.—Présentation (M. Taschereau), 86; renv. à comité, 102; rapporté, 106; 3e lect., 124. Message du C. L., 141. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 48.)

BILLS:—*Suite.*

N° 16.—Loi modifiant la loi 13 George V, chapitre 7, concernant l'incendie de la ville de Terrebonne.—Présentation (M. David), 91; renv. à comité, 102; rapporté, 106; 3e lect., 125. Message du C. L., 141. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 7.)

N° 18.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des comptes des corporations scolaires.—Résolutions renv. à comité pl., 101; recommandation du L. G., concours, 211. Bill présenté (M. David), 97; 2e et 3e lect., 212. Message du C. L., 253. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 41.)

N° 19.—Loi modifiant la loi pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot.—Résolutions renv. à comité pl., 70; recommandation du L. G., concours, 118. Bill présenté (M. Gali-peault), 2e et 3e lect., 118. Message du C. L., 141. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 4.)

N° 20.—Loi modifiant la loi électorale de Québec.—Présentation (M. Taschereau), 97; 2e lect., étude en comité, 196; 3e lect., 206. Message du C. L., 253. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 17.)

N° 21.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la paix dans le district de Pontiac.—Résolutions renv. à comité pl., 122; recommandation du L. G., concours, 130. Bill présenté (M. Taschereau), 121; 2e et 3e lect., 131. Message du C. L., 159. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 50.)

N° 22.—Loi concernant l'établissement d'un asile pour les détenus aliénés.—Résolutions renv. à comité pl., 146; recommandation du L. G., concours, 168. Bill présenté (M. Taschereau), 144; 2e et 3e lect., 170. Message du C. L., 192. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 52.)

N° 23.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à certaines divisions d'enregistrement.—Résolutions renv. à comité pl., 134; recommandation du L. G., concours, 312. Bill présenté (M. Taschereau), 132; 2e et 3e lect., 312. Message du C. L., 357. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 72.)

N° 25.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1925 et le 30 juin 1926, et pour d'autres fins du service public.—Présentation (M. Nicol), 2e et 3e lect., 412. Message du C. L., 413. Sanction 417. (15 Geo. V, c. 1.)

BILLS:—*Suite.*

N° 26.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.—Présentation (M. Taschereau), 121; renv. à comité, 128; rapporté, 179; 3e lect., 196. Message du C. L., amend., 313; concours, 314. Ordre pour concours révoqué, message du C. L. refusant concours aux amend., 316, 317. C. L. retire ses amend., 353. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 68.)

N° 27.—Loi concernant les créances privilégiées du gouvernement de la province.—Présentation (M. Nicol), 97; 2e et 3e lect., 164.

N° 28.—Loi légalisant certaines signatures apposées par le registra-
teur de la division d'enregistrement de Montmagny.—Présentation
(M. Taschereau), 167; 2e et 3e lect., 201. Message du C. L., 226. San-
ction, 298. (15 Geo. V, c. 79.)

N° 29.—Loi modifiant la loi pourvoyant à une journée de repos par
semaine pour les employés dans certaines industries.—Présentation (M.
Galipeault), 145; 2e et 3e lect., 154. Message du C. L., 190. Sanction,
215. (15 Geo. V, c. 54.)

N° 32.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à
la Cour du banc du roi en appel.—Présentation (M. Taschereau), 97;
renv. à comité, 146; rapporté, 152; 3e lect., 202. Message du C. L.,
253. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 85.)

N° 33.—Loi modifiant la loi relative aux jeunes délinquants.—Résol-
utions renv. à comité pl., 222; retirées, 381. Bill présenté (M. Tasche-
reau; 213; retiré, 381.

N° 34.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la
taxe sur les corporations.—Résolutions renv. à comité pl., 158; recom-
mandation du L. G., concours, 162. Bill présenté (M. Nicol), 1ère, 2e
et 3e lect., 163. Message du C. L., 190. Sanction, 215. (15 Geo. V,
c. 28.)

N° 35.—Loi concernant les droits sur les successions.—Présentation
(M. Nicol), 132; 2e et 3e lect., 231. Message du C. L., 307. Sanction,
414. (15 Geo. V, c. 29.)

N° 36.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à la
juridiction de la Cour des commissaires.—Présentation (M. Taschereau),
132; renv. à comité, 135; rapporté, 152; 3e lect., 162. Message du C. L.,
190. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 81.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la
Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 37.—Loi modifiant l'article 584 des Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques.—Présentation (M. Taschereau), 133; renv. à comité, 135; rapporté, 155; 3e lect., 161. Message du C. L., 253. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 20.)

N° 38.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique.—Présentation (M. Taschereau), 132; 2e et 3e lect., 154. Message du C. L., 253. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 63.)

N° 39.—Loi concernant certains paiements faits à la couronne.—Présentation (M. Taschereau), 132; 2e lect., étude en comité, rapporté, 384; 3e lect., 390. Message du C. L., 397. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 3.)

N° 40.—Loi modifiant la loi concernant le département de la voirie.—Résolution renv. à comité pl., 244; recommandation du L. G., concours, 280. Bill présenté (M. Perrault), 242; 2e lect., étude en comité, 291, 298; rapporté, 300; 3e lect., 303. Message du C. L., amend., 395; 1ère lect., 396; concours, 398. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 36.)

N° 41.—Loi modifiant le Code civil relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement.—Présentation (M. Taschereau), 145; 2e et 3e lect., 162. Message du C. L., 190. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 78.)

N° 42.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au traitement des recorders.—Présentation (M. Taschereau), 167; 2e et 3e lect., 182. Message du C. L., 226. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 64.)

N° 43.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la protection des édifices publics contre les incendies.—Résolutions renv. à comité pl., 205; recommandation du L. G., concours, 222. Bill présenté (M. Galipeault), 203; 2e et 3e lect., 231. Message du C. L., 253. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 53.)

N° 44.—Loi modifiant la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.—Résolutions renv. à comité pl., 167; recommandation du L. G., concours, 200. Bill présenté (M. Galipeault), 2e et 3e lect., 201. Message du C. L., 226. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 9.)

N° 45.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.—Résolutions renv. à comité pl., 243; recom-

BILLS:—*Suite.*

mandation du L. G., concours, 264. Bill présenté (M. David), 242; 2e et 3e lect., 265. Message du C. L., amend., 313; concours, 314. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 40).

N° 46.—Loi modifiant la loi concernant l'émission et la vente d'actions, d'obligations et autres valeurs.—Présentation (M. Taschereau), 225; 2e et 3e lect., 290. Message du C. L., 330. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 67.)

N° 47.—Loi concernant l'octroi d'un certain subside à la municipalité du comté de Montmorency No 2.—Résolution renv. à comité pl., 167; recommandation du L. G., concours, 239. Bill présenté (M. Taschereau), 2e et 3e lect., 240. Message du C. L., 253. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 5.)

N° 48.—Loi ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'Aide au sanatorium du Lac Edouard, relativement à l'administration du Sanatorium du Lac Edouard.—Résolution renv. à comité pl., 205; recommandation du L. G., concours, 227. Bill présenté (M. David), 2e et 3e lect., 231. Message du C. L., 253. Sanction, 414. (15 Geo. V, , c. 6.)

N° 49.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, et accordant aux cités et aux villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice.—Présentation (M. Taschereau), 184; renv. à comité; 227; rapporté, 241; 3e lect., 281. Message du C. L., amend., 372; 1ère lect 373; concours, 385. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 59.)

N° 50.—Loi concernant la transmission des actions des corporations ayant des bureaux de transfert hors de la province.—Résolutions renv. à comité pl., 205; recommandation de L. G., concours, 234. Bill présenté (M. Nicol), 2e lect., 236. Ordre révoqué, retiré, 340.

N° 51.—Loi amendant la charte du *Montreal Diocesan Theological College* et augmentant ses pouvoirs.—Pétition, 15; rapport, 85. Bill présenté (M. Gault), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 96; 3e lect., 109. Message du C. L., amend., 1ère lect., 294, concours, 355. Remboursement des droits, 399. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 123.)

N° 52.—Loi amendant la charte de *The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company*.—Pétition, 15; rapport, 27. Bill présenté (M. Bullock), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 132; 3e lect., C. L., 226. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 111.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 53.—Loi constituant en corporation *Lower Canada College*.—Pétition, 15; rapport, 27. Bill présenté (M. Gault), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 96; 3e lect., 109. Message du C. L., amend., 164; 1ère et 2e lect., 166; concours, 181. Sanction, 215. Remboursement des droits, 384. (15 Geo. V, c. 122.)

N° 54.—Loi concernant l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec.—Pétition, 18; rapport, 28. Bill présenté (M. Létourneau), 29; renv. à comité, 33; rapport, 47; 3e lect., 62. Message du C. L., amend 164; concours, 165. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 125.)

N° 55.—Loi constituant en corporation la congrégation des Servantes du Très Saint-Sacrement.—Pétition, 18; rapport, 28. Bill présenté (M. Létourneau), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 72; 3e lect., 89, Message du C. L., amend., 164; concours, 165. Sanction, 215. Remboursement des droits, 297. (15 Geo. V, c. 135.)

N° 56.—Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.—Pétition, 16; rapport, 85. Bill présenté (M. Thurber), 85; renv. à comité, 95; rapporté, 147; 3e lect., 153. Message du C. L., 248. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 131.)

N° 57.—Loi amendant la loi concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal.—Pétition, 26; rapport, 38. Bill présenté (M. Dillon), 39; renv. à comité, 53; rapporté, 73; étude en comité, 88; 3e lect., 127. Message de C. L., 253; concours, 254. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 137.)

N° 58.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gaston Esnouf à l'exercice de la profession d'avocat.—Pétition, 15; rapport, 28. Bill présenté (M. Létourneau), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 47; 3e lect., 62. Message du C. L., 121. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 165.)

N° 59.—Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Gaspard Archambault, père, à emprunter sous certaines conditions.—Pétition, 16; rapport, 85. Bill présenté (M. Richard), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 106; 3e lect., 125. Message du C. L., amend., concours, 165. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 143.)

N° 60.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Adrien Lebrun à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.—Pétition, 26; rapport, 37. Bill présenté (M. Dillon), 39; renv. à comité, 54; rapporté, 135; 3e lect., 143. Message du C. L., 190. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 170.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 61.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Isidore Charness à la pratique du droit.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Bercovitch), 31; renv. à comité, 36; rapporté, 47; 3e lect., 63. Message du C. L., 141. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 163.)

N° 62.—Loi validant le titre du lot No 296 du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal.—Pétition, 15; rapport, 28. Bill présenté (M. Dillon), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 106; 3e lect., 125. Message du C. L., amend., concours, 165. Sanction, 215. (15 Geo. V, c. 94.)

N° 63.—Loi amendant la charte des Ursulines de Roberval.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Delisle), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 47; 3e lect., 70. Message du C. L., 141. Sanction, 216. Remboursement des droits, 310. (15 Geo. V, c. 133.)

N° 64.—Loi amendant la charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce.—Pétition, 24; rapport, 28. Bill présenté (M. Fortier), 28; renv. à comité, 33; retiré, 72. Remboursement de droits, 134.

N° 65.—Loi concernant certains règlements et procès-verbaux des délibérations du conseil de la ville de l'Assomption.—Pétition, 24; rapport, 38. Bill présenté (M. Reed), 39; renv. à comité, 53; rapporté, 73; 3e lect., 89. Message du C. L., amend., 165; concours, 166. Sanction, 216. Remboursement des droits, 404. (15 Geo. V, c. 155.)

N° 66.—Loi concernant la corporation de la paroisse de l'Assomption.—Pétition, 31; rapport, 38. Bill présenté (M. Reed), 38; renv. à comité, 54; rapporté, 96; 3e lect., 110. Message du C. L., amend., 165; concours, 166. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 156.)

N° 67.—Loi concernant la corporation du comté de l'Assomption.—Pétition, 31; rapport, 38. Bill présenté (M. Reed), 38; renv. à comité, 54; rapporté, 106; étude en comité, 127; 3e lect. 129. Message du C. L., amend., 1ère et 2e lect., 191; concours, 194. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 149).

N° 68.—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.—Pétition, 30; rapport, 38. Bill présenté (M. Delisle), 39; renvoi à comité, 54; rapporté, 248; 3e lect., 257. Message du C. L., 391. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 109.)

N° 69.—Loi validant un acte de donation par Olivier Letendre, fils d'Olivier, fils, à Joseph Letendre.—Pétition, 27; rapport, 91. Bill présenté (M. Lafrenière, Richelieu), 91; renv. à comité, 95; rapporté, 128;

BILLS:—*Suite.*

3e lect., 142. Message du C. L., amend., 1e et 2e lect., 191; concours, 194. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 148.)

N° 70.—Loi amendant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.—Pétition, 15; rapport, 27. Bill présenté (M. Létourneau), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 47; 3e lect., 62. Message du C. L., 121. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 46.)

N° 71.—Loi modifiant la constitution en corporation de l'Aide à l'Hôtel-Dieu du Saint-Sacrement.—Pétition, 24; rapport, 72. Bill présenté (M. Létourneau), 74; renvoi à comité, 90; rapporté, 270; 3e lect., 288. Message du C. L., 330. Remboursement des droits, 390. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 130.)

N° 72.—Loi constituant en corporation la ville d'Amos.—Pétition, 23; rapport, 38. Bill présenté (M. Authier), 38; renv. à comité, 54; rapporté, 140; 3e lect., 185. Message du C. L., 252. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 103.)

N° 73.—Loi ratifiant l'acquisition et l'aliénation de propriétés par *William Currie Limited*.—Pétition, 30; rapport, 72. Bill présenté (M. Bercovitch), 74; renv. à comité, 90; rapporté, 106; 3e lect., 126. Message du C. L., amend., 192; 1e et 2e lect., 193; concours, 209. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 162.)

N° 74.—Loi ratifiant certaines résolutions du Conseil et des Commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières, et conventions entre les mêmes et la *St. Maurice Lumber Company*.—Pétition, 15; rapport, 38. Bill présenté (M. Mercier, Trois-Rivières), 39; renv. à comité, 53; rapporté, 73; 3e lect., 88. Message du C. L., amend., 141; concours, 142. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 158.)

N° 75.—Loi amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montral.—Pétition, 26; rapport, 72. Bill présenté (M. Bercovitch), 74; renv. à comité, 90; rapporté, 120; 3e lect., 148. Message du C. L., amend., 248; 1ère lect., 249; 2e lect., concours, 266. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 115.)

N° 76.—Loi autorisant *The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited*, à occuper les fonctions et à remplir les devoirs de fidéicommissaire, syndic, curateur, exécuter, liquidateur, receveur ou administrateur, nonobstant les dispositions des articles 364, 365, 366 et 367 du Code civil du Bas-Canada.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

(M. Bercovitch), 32; renv. à comité, 36; rapporté, 96; 3e lect., 109. Message du C. L., amend. titre modifié, 248; 1ère lect., 249; 2e lect., concours, 267. Sanction, 414. (15 Geo. V, c. 116.)

N° 77.—Loi constituant en corporation le tramway de Québec.—Pétition, 37; rapport, 47. Bill présenté (M. Bertrand), 48; renv. à comité, 70; rapporté, retiré, 286.

N° 78.—Loi modifiant la charte de la corporation du Collège Nominigüe.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Lortie, Labelle), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 47; 3e lect., 62. Message du C. L., 141. Sanction, 216. Remboursement des droits, 340. (15 Geo. V, c. 120.)

N° 79.—Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.—Pétition, 30; rapport, 38. Bill présenté (M. Patenaude), 40; renv. à comité, 54; rapporté, 155; 3e lect., 164. Message du C. L., 192. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 102.)

N° 80.—Loi constituant en corporation la congrégation *Beth Matisyohi Anshe Marmorosh Anshe Romania Congregation*.—Pétition (suspension du Règlement), 34, 37; rapport, 47. Bill présenté (M. Bercovitch), 48; renv. à comité, 63; rapporté, 135; étude en comité, 144; 3e lect., 145. Message du C. L., amend., 313; concours, 314. Remboursement des droits, 354. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 140.)

N° 81.—Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité des Ecors, en date du 19 décembre 1924.—Pétition (suspension du Règlement) 95, 105; rapport, 119. Bill présenté (M. Bercovitch), 121; renv. à comité, 126; rapporté, 147; 3e lect., 158. Message du C. L., amend., concours, 193. Sanction, 216. Remboursement des droits, 336. (15 Geo. V, c. 160.)

N° 82.—Loi amendant la charte de la ville de La Tuque.—Pétition, 18; rapport, 28. Bill présenté (M. Létourneau), 29; renv. à comité, 33; rapporté (préambule non prouvé), 106; remboursement des droits, 146.

N° 83.—Loi constituant en corporation la ville de River Bend.—Pétition, 26; rapport, 31. Bill présenté (M. Delisle), 32; renv. à comité, 36; rapporté, 129; 3e lect., 143. Message du C. L., amend., 1ère et 2e lect., 191; concours, 194. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 105.)

N° 84.—Loi amendant la charte de la ville de Saguenay.—Pétition, 26; rapport, 31. Bill présenté (M. Delisle), 32; renv. à comité, 36; rapporté, 179; 3e lect., 185. Message du C. L., amend., concours, 253. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 104.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 85.—Loi amendant la charte de la ville Lasalle.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Bercovitch), 39; renv. à comité, 54; rapporté, 131; 3e lect., 185. Message du C. L., 248. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 101.)

N° 86.—Loi amendant la charte de la cité de Lachine.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Bercovitch), 32; renv. à comité, 36; rapporté, 120; 3e lect., 126.

N° 87.—Loi concernant la succession de Alphonse-Joseph Sasseville.—Pétition 35; rapport, 38. Bill présenté (M. Lemieux, Gaspé), 38; renv. à comité, 53; rapporté (rejeté), 119.

N° 88.—Loi concernant la succession de Joseph-Octave Gagnon.—Pétition, 23; rapport, 72. Bill présenté (M. Duranleau), 73; renv. à comité, 90; rapporté, 96; 3e lect., 109. Message du C. L., amend., concours, 193. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 147.)

N° 89.—Loi amendant la charte de *The Canada and Gulf Terminal Railway Company*.—Pétition, 23; rapport, 119. Bill présenté (M. Bercovitch), 121; renv. à comité, 126; rapporté, 132; étude en comité, 145, 152; 3e lect., 158. Message du C. L., amend., concours, 302. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 107.)

N° 90.—Loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.—Pétition (suspension du Règlement), 45, 46; rapport, 72.—Bill présenté (M. Dillon), 74; renv. à comité, 90; rapporté, 270; 3e lect., 289. Message du C. L., amend., concours, 338. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 93.)

N° 91.—Loi amendant la charte de l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.—Pétition, 15; rapport, 71. Bill présenté (M. Bernard), 73; renv. à comité, 90; rapporté, 128; 3e lect., 142. Message du C. L., amend., concours, 226. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 131.)

N° 92.—Loi constituant en corporation *The Thurso and Nation Valley Railway Company*.—Pétition, 17; rapport, 71. Bill présenté (M. Lahaie), 73; renv. à comité, 90; rapporté, 132; 3e lect., 145. Message du C. L., amend., concours, 226. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 113.)

N° 93.—Loi ratifiant le règlement No 84 du village de Thurso.—Pétition, 17; rapport, 71. Bill présenté (M. Lahaie), 73; renv. à comité, 90; rapporté, 106; 3e lect., 125. Message du C. L., amend., 165; concours, 166. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 157.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 94.—Loi exemptant la Société des Chevaliers de Colomb et ses sociétés filiales, de toutes taxes municipales et scolaires à Montréal.—Pétition (suspension du Règlement), 34, 37; rapport 72. Bill présenté (M. Bernard), 73; renv. à comité, 90; rapporté, 270; 3e lect., 289. Message du C. L., amend. titre modifié, concours, 338. Sanction, 415. (415 Geo. V, c. 126.)

N° 95.—Loi confirmant la signature apposée à certains actes par Joseph Crossman Barlow, notaire.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Richard), 28; renv. à comité, 33; rapporté, 47; 3e lect., 62. Message du C. L., 141. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 161.)

N° 96.—Loi constituant en corporation L'Institut de Notre-Dame du Bon Conseil de Montréal.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Patenaude), 29; renv. à comité, 33; rapporté, 72; 3e lect., 89. Message du C. L., amend., 165; concours, 166. Sanction, 216. Remboursement des droits, 335. (15 Geo. V, c. 134.)

N° 97.—Loi concernant la Fabrique de Notre-Dame de Montréal.—Pétition, 17; rapport, 27. Bill présenté (M. Patenaude), 29; renv. à comité, 44; rapporté, retiré, 96; remboursement des droits, 335.

N° 98.—Loi concernant la succession de dame Marie-J. Bourque, épouse de Toussaint Préfontaine.—Pétition, 27; rapport, 85. Bill présenté (M. Thurber), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 146; 3e lect., 152. Sanction, 216. Message du C. L., 217. (15 Geo. V, c. 145.)

N° 99.—Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.—Pétition, 18; rapport, 85. Bill présenté (M. Létourneau), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 261; 3e lect., 301. Message du C. L., amend., 1ère lect., 396; concours, 399. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 91.)

N° 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Pétition, 35; rapport, 119. Bill présenté (M. Dillon), 120; renv. à comité, 134; rapporté, 252; 3e lect., 279. Message du C. L., amend., 313; 1ère lect., 316; concours, 399. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 92.)

N° 101.—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Robert Fiset à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.—Pétition (suspension du Règlement), 46; rapport, 72. Bill présenté (M. Faucher), 74; renv. à comité, 90; rapporté, 96; 3e lect., 110. Message du C. L., 159. Remboursement des droits, 414. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 169.)

BILLS:—*Suite.*

N° 102.—Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.—Pétition, 27; rapport, 47. Bill présenté (M. Patenaude), 48; renv. à comité, 63; rapporté, 192; 3e lect., 200. Message du C. L., amend., concours, 302. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 142.)

N° 103.—Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.—Pétition, 27; rapport, 47. Bill présenté (M. Patenaude), 48; renv. à comité, 63; rapporté, 152. Message du C. L., 192. Sanction, 216. Remboursement des droits, 335. (15 Geo. V, c. 128.)

N° 104.—Loi concernant la succession de J. U. Gregory.—Pétition, 31; rapport, 85. Bill présenté (M. Thériault), 85; renv. à comité, 95; rapporté, 179; 3e lect., 186. Message du C. L., amend., 253; concours, 254. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 146.)

N° 105.—Loi modifiant la charte de la ville Lasalle.—Pétition, 35; rapport, 38. Bill présenté (M. Patenaude), 40; renv. à comité, 54; rapporté, 131; 3e lect., 152. Message du C. L., amend., 248; 1ère lect., 249; concours, 257. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 100.)

N° 107.—Loi ratifiant le règlement numéro 195 de la ville de Coaticook.—Pétition, 23; rapport, 72. Bill présenté (M. Bissonnet), 75; renv. à comité, 90; rapporté, 152; 3e lect., 158. Message du C. L., amend., 302; concours, 303. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 154.)

N° 108.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre James Kenneth Ross au nombre de ses membres.—Pétition, 26; rapport, 31. Bill présenté (M. Dillon), 32; renv. à comité, 36; rapporté, 72; 3e lect., 89. Message du C. L., amend. 165; concours, 166. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 168.)

N° 109.—Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Alexander Hart à la pratique de la chirurgie dentaire, après l'examen final.—Pétition, 26, rapport, 31. Bill présenté (M. Dillon), 32; renv. à comité, 36; rapporté, 72; 3e lect., 89. Message du C. L., 141. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 171.)

N° 110.—Loi concernant les successions de Félix Lussier et Angéline Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.—Pétition, 27; rapport, 92. Bill présenté (M. Richard), 92; renv. à comité, 103; rapporté, 129; 3e lect., 142. Message du C. L., amend., 1ère et 2e lect., 191; concours, 194. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 144.)

BILLS —*Suite*.

N° 111.—Loi ratifiant une convention passée par la municipalité du comté de Montmorency No 2 et La Traverse de l'Île d'Orléans, Limitée.—Pétition, 35; rapport, 72. Bill présenté (M. Létourneau), 74; renv. à comité, 95; rapporté, 106; 3e lect., 125. Message du C. L., amend., 1ère et 2e lect., 191; concours, 194. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 150.)

N° 112.—Loi amendant la charte de la Compagnie de téléphone nationale.—Pétition, 112; rapport, 72. Bill présenté (M. Roy), 73; renv. à comité, 90; rapporté, 261; 3e lect., 279. Message du C. L., 352. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 114.)

N° 113.—Loi amendant la charte du "Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski".—Pétition, 24; rapporté, 85. Bill présenté (M. Moreault, Rimouski), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 96; 3e lect., 110. Message du C. L., 159. Sanction, 216. Remboursement des droits, 336. (15 Geo. V, c. 132.)

N° 114.—Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.—Pétition, 23; rapport, 31. Bill présenté (M. Crépeau), 31; renv. à comité, 36; rapporté, 85; 3e lect., 103. Message du C. L., amend., concours, 226. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 95.)

N° 115.—Loi concernant la *Quebec Paper Mills, Limited*.—Pétition, 24; rapport, 37. Bill présenté (M. Létourneau), 39; renv. à comité, 53; rapporté, 129; 3e lect., titre modifié: "Loi concernant la "Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited", 143. Message du C. L., amend., concours, 193. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 119.)

N° 116.—Loi changeant le nom de l'Hôpital protestant des aliénés.—Pétition, 15; rapport 85. Bill présenté (M. Gault), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 96; 3e lect., 110. Message du C. L., 159. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 127.)

N° 117.—Loi constituant en corporation la Compagnie de la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick.—Pétition, 35; rapport, 72. Bill présenté (M. Thériault), 74; renv. à comité, 90; rapporté, 225; étude en comité, rapporté, 249; 3e lect., 258. Message du C. L., amend., 302; concours, 303. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 117.)

N° 118.—Loi constituant en corporation *Quebec Great Northern Railway Company*.—Pétition, 23; rapport, 119. Bill présenté (M. Bissonnet), 121; renv. à comité, 126; rapporté 183; étude en comité 195, 209; rapporté, 267; 3e lect., 281. Message du C. L., amend., 353, 1ère lect., 354; concours, 370. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 108.)

BILLS:—*Suite*.

N° 119.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frederick-L. Martyn au nombre de ses membres, après examen.—Pétition, 15; rapport, 37. Bill présenté (M. Richard), 39; renv. à comité, 54; rapporté, 129; 3e lect., 143. Message du C. L., 190. Sanction 216. (15 Geo. V, c. 167.)

N° 120.—Loi ratifiant un acte entre *The Royal Trust Company* et la cité de Montréal, ainsi que le règlement No 866 de ladite cité.—Pétition, 30; rapport, 38. Bill présenté (M. Côté), 38; renv. à comité, 53; rapporté, 84; 3e lect., 94. Message du C. L., amend., 141; concours, 142. Sanction, 216. (15 Geo. V, c. 151.)

N° 121.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 27; rapport, 106. Bill présenté (M. Lafleur), 107; renv. à comité 123, rapporté, 135; 3e lect., 148. Message du C. L., amend., 226; concours 227. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 97.)

N° 122.—Loi amendant la charte de la *St. Francis Valley Railway Company*.—Pétition, 30; rapport, 106. Bill présenté (M. Bissonnet), 107; renv. à comité, 123; rapporté, 238; 3e lect., 250. Message du C. L., 297. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 112.)

N° 123.—Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.—Pétition, 23; rapport, 85. Bill présenté (M. Bercovitch), 86; renv. à comité, 95; rapporté, 147; 3e lect., 158. Message du C. L., 392. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 99.)

N° 124.—Loi concernant la *Montreal Central Terminal Company*.—Pétition, 15; rapport, 91. Bill présenté (M. Gault), 91; renv. à comité, 95; rapporté, 342; retiré, 370. Remboursement des droits, 381.

N° 125.—Loi constituant en corporation *The Beth Israel & Samuel Congregation*.—Pétition, 37; rapport, 106. Bill présenté (M. Bercovitch), 107, renv. à comité, 123; rapporté, 213; 3e lect., 227. Message du C. L., amend., 313, 1ère lect., 315; concours, 329. Remboursement des droits, 354. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 138.)

N° 127.—Loi modifiant la charte de “La Communauté des Sœurs de charité de la providence”.—Pétition (suspension du Règlement), 34, 37; rapport, 119. Bill présenté (M. Patenaude), 124; renv. à comité, 126; rapporté, 131; 3e lect., 143. Message du C. L., 190. Sanction, 217. Remboursement des droits, 335. (15 Geo. V, c. 136.)

N° 128.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Devlin Genest à la pratique du droit, après examen.—

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

BILLS —*Suite.*

Pétition (suspension du Règlement), 45, 46; rapport, 107. Bill présenté (M. Dillon), 107; renv. à comité, 123; rapporté, 135; 3e lect., 143. Message du C. L., 190. Sanction, 217. Remboursement des droits, 384. (15 Geo. V, c. 166.)

N° 129.—Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est en date du 9 janvier 1925.—Pétition (suspension du Règlement), 46; rapport, 106. Bill présenté (M. Richard), 107; renv. à comité, 123; rapporté, 135; 3e lect., 145. Message du C. L., amend., concours, 193. Sanction, 217. (15 Geo. V, c. 152.)

N° 130.—Loi concernant l'union de certaines Eglises y mentionnées.—Pétition, 15; rapport, 71. Bill présenté (M. Bullock), 74; renv. à comité, 122; comité demande d'être relevé de l'étude du bill, 184. Amendement proposé à la motion que le bill soit étudié en comité plénier, à l'effet que l'étude soit remise jusqu'à ce que la province d'Ontario ratifie elle-même la loi passée par le Parlement canadien, 260.

N° 131.—Loi concernant la Société d'histoire naturelle à Montréal.—Pétition (suspension du Règlement), 45, 46; rapport, 140. Bill présenté (suspension du Règlement) (M. Dillon), 140, 141; renv. à comité, 149; rapporté, 184; 3e lect., 194. Message du C. L., amend., 313, concours, 314. Remboursement des droits, 359. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 124.)

N° 132.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition (suspension du règlement), 71, 84; rapport, 179; suspension du règlement et bill présenté (M. Dillon), 179; renv. à comité, 186; rapporté, 285; 3e lect., 297. Message du C. L., amend., 1ère lect., 373; concours, 381. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 43.)

N° 133.—Loi constituant en corporation *The Abitibi Southern Railway Company*.—Pétition, suspension du règlement, 85, 90; rapport, 106. Bill présenté (M. Authier), 107; renvoi à comité, 123; rapporté, 178; 3e lect., 257. Message du C. L., amend., 313; concours, 314. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 106.)

N° 134.—Loi constituant en corporation *Chebra Thilim Linas Hazedek*.—Pétition, suspension du règlement, 92, 96; rapport, 107. Bill présenté (M. Bercovitch), 107; renv. à comité, 123; rapporté 241; 3e lect., 250. Message du C. L., amend., 313; concours, 315. Remboursement des droits, 354. Sanction, 415. (15 Gdo. V, c. 139.)

BILLS:—*Suite.*

N° 136.—Loi créant deux divisions d'enregistrement dans la division d'enregistrement du comté de Mégantic.—Pétition, suspension du Règlement, 147 152; rapport, suspension du règl., 179. Bill présenté, suspension du règl. (M. Fortier), 179; renv. à comité, 186; rapporté, 269; 3e lect. 289. Message du C. L., amend., concours, 353. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 16.)

N° 137.—Loi modifiant la charte de *The Hebrew Maternity Hospital*.—Pétition, suspension du règlement, 155, 160; rapport, suspension du règl., 285. Bill présenté, (M. Bercovitch), suspension du règl., 286; 2e et 3e lect., 297. Message du C. L., amend., concours, 353. Remboursement des droits, 354. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 129.)

N° 138.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.—Pétition, suspension du règl., 155, 160. Bill présenté, suspension du règl., (M. Lafond), 213; renv. à comité, 227; rapporté, 252; 3e lect., 267. Message du C. L., amend., 313; concours, 315. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 96.)

N° 139.—Loi modifiant la charte de la corporation du collège de Valleyfield.—Pétition, suspension du règl., 155. Bill présenté, suspension du règl., (M. Plante), 197; renv. à comité, 207; rapporté, 299; 3e lect., 310. Remboursement des droits, 355. Message du C. L., amend., concours, 372. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 121.)

N° 140.—Loi modifiant la charte de la *St. Maurice Lumber Company*.—Pétition, suspension du règl., 183, 192; rapport, 207. Bill présenté, suspension du règl., (M. Mercier, Trois-Rivières), 208; renv. à comité, 218; rapporté, 285; étude en comité, 298; 3e lect., 305. Message du C. L., concours, 372. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 118.)

N° 141.—Loi ratifiant certaines résolutions du conseil et des commissaires d'écoles de la cité du Cap de la Madeleine et conventions entre les mêmes et la *St. Maurice Paper Company Limited*.—Pétition, suspension du règl., 196, 202; rapport, suspension du règl., 207. Suspension du règl., bill présenté (M. Bordeleau), 208; renv. à comité, 218; rapporté, 252; 3e lect., 267. Message du C. L., amend., 313; concours, 315. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 159.)

N° 142.—Loi ratifiant une résolution de la ville de Montréal-Est, en date du 20 février, 1925.—Suspension du règl., 207, bill présenté (M. Richard), 208; renv. à comité, 218; rapporté, 241; 3e lect., 250. Message du C. L., amend., 313; concours, 315. Remboursement des droits, 354. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 153.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

N° 143.—Loi permettant à David Coveler d'être admis aux examens pour l'admission à la pratique du droit.—Pétition, suspension du règl., 213, 225; rapport, suspension du règl., 270. Suspension du règl., bill présenté (M. Dillon), 270; 2e et 3e lect., 289. Message du C. L., 357. Remboursement des droits, 408. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 164.)

N° 144.—Loi constinuant en vigueur la loi 14 George V, chapitre 37.—Suspension du règl., bill présenté (M. Dillon), 225; renv. à comité, 246; rapporté, 269; 3e lect., 289. Remboursement des droits, 408.

N° 145.—Loi constituant en corporation *Rouyn Mines Railway Company*.—Pétition, suspension du règl., 213, 238. Bill présenté (M. Bordeleau), 238; renv. à comité, 250; rapporté, 286; 3e lect., 297. Message du C. L., amend., concours, 338. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 110.)

N° 146.—Loi modifiant la charte de la cité de Granby.—Suspension du règl., bill présenté, 299; renv. à comité, 311 rapporté, 316; renv. de nouveau à comité, 328, rapporté, 330; 3e lect., 340. Message du C. L., amend., concours, 392. Remboursement des droits, 395. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 98.)

N° 150.—Loi concernant l'avis au greffier ou secrétaire-trésorier, dans le cas de certaines mutations de propriété.—Présentation (M. Thurber), 306; 2e et 3e lect., 328. Message du C. L., 372. Sanction, 415. (15 Geo. V, c. 61.)

N° 151.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.—Présentation (M. Mercier, Trois-Rivières), 17; renv. à comité, 146; rapporté, 184.

N° 152.—Loi détachant certains lots du district électoral de Dorchester et les annexant à la paroisse de Saint-Damien-de-Buckland, dans le district électoral de Bellechasse, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.—Présentation (M. Létourneau), 68; renv. à comité, 88; rapporté, 96; 3e lect., 108. Message du C. L., 159. Sanction, 217. (15 Geo. V, c. 13.)

N° 153.—Loi modifiant les articles 227 et 228 du Code municipal concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.—Présentation (M. Hamel), 35; renv. à comité, 84; rapporté, 135; étude en comité, 195; de nouveau renv. à comité, 196; rapporté à la Chambre, 241; étude en comité, 278; 3e lect., 288. Message du C. L., amend., concours, 353. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 84.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 154.—Loi détachant certains lots du district électoral de Saint-Jean et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry, dans le district électoral de Napierville-Laprairie, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.—Présentation (M. Charbonneau), 35; renv. à comité, 53; rapporté, 73; 3e lect., 87.

N° 155.—Loi modifiant l'article 36 des Statuts refondus, 1909.—Présentation (M. Tétreau), 36; 2e et 3e lect., 195. Message du C. L., 292. Sanction, 298. (15 Geo. V, c. 11.)

N° 156.—Loi modifiant l'article 4531 des Statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.—Présentation (M. Bercovitch), 67; renv. à comité, 84; rapporté, 84; 3e lect., 94. Message du C. L., 159. Sanction, 217. (15 Geo. V, c. 56.)

N° 157.—Loi détachant certains lots du district électoral de Beauce et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le district électoral de Dorchester, pour les fins électorales judiciaires, municipales et d'enregistrement.—Pétition, 35. Bill présenté (M. Ouellet), 68; renv. à comité, 88; rapporté, 96; 3e lect., 109. Message du C. L., 159. Sanction, 217. (15 Geo. V, c. 12.)

N° 158.—Loi amendant le Code de procédure civile concernant les effets non saisissables.—Présentation (M. Bercovitch), 92; renv. à comité, 102; rapporté, 106; étude en comité, le comité se lève, 148.

N° 159.—Loi modifiant l'article 724 du Code municipal.—Présentation (M. Lemieux, Wolfe), 96; renv. à comité, 110; rapporté, 119. Ordre révoqué, de nouveau renv. à comité, 129; rapporté, 135; 3e lect., 148. Message du C. L., amend., 313; concours, 315. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 89.)

N° 160.—Loi modifiant le Code municipal.—Présentation (M. Richard), 126; renv. à comité, 136; rapporté, 178; 3e lect., 195. Message du C. L., 313; 1ère lect., 316; concours, 324. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 88.)

N° 161.—Loi concernant la célébration des mariages.—Présentation (M. Bercovitch), 144; renv. à comité, 148; rapporté à la Chambre, 330; 3e lect., 403. Message du C. L., 413. Sanction 416. (15 Geo. V, c. 73.)

N° 162.—Loi modifiant le Code civil relativement à l'enregistrement des droits réels.—Présentation (M. Bercovitch), 145; renv. à comité, 167; rapporté, 179; 3e lect., 195.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N^o 163.—Loi modifiant l'article 598 du Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.—Présentation (M. Bercovitch), 160; renv. à comité, 167; rapporté, 184; 3e lect., 210.

N^o 164.—Loi modifiant l'article 1215 du Code de procédure civile.—Présentation (M. Bercovitch), 160; renv. à comité, 167; rapporté rejeté, 179.

N^o 165.—Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau municipaux.—Présentation (M. Savoie), 192; renv. à comité, 206; rapporté, 294; étude en comité, 327; 3e lect., 328.

N^o 166.—Loi modifiant l'article 110 du Code municipal.—Présentation (M. Desmarais), 197; renv. à comité, 206; rapporté, 252; étude en comité, 263; 3e lect., 288. Message du C. L., 352. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 87.)

N^o 167.—Loi modifiant l'article 1880 du Code civil.—Présentation (M. Thériault), 242; renv. à comité, 249; rapporté, 269; étude en comité, 324; 3e lect., 391. Message du C. L., 408. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 76.)

N^o 168.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement aux pouvoirs du protonotaire.—Présentation (M. Côté), 225; rapporté, 269; étude en comité, 288; 3e lect., 290. Message du C. L., 353. Sanction 416. (15 Geo. V, c. 80.)

N^o 169.—Loi modifiant la loi dentaire de Québec.—Présentation (M. Thériault), 241; renv. à comité, 249; rapporté, 294; 3e lect., 300. Message du C. L., amend., 353; 1ère lect., 354; concours avec amend., 358; amend. accepté par le C. L., 372. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 57.)

N^o 170.—Loi modifiant la loi des accidents du travail de la province de Québec.—Présentation (M. Thériault), 252; renv. à comité, 263; rapporté, 269; étude en comité, rapporté, 292; de nouveau renv. à comité, 327; rapporté, 330; 3e lect., 358. Message du C. L., amend., 396; 1ère lect., 396; concours, 401. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 71.)

N^o 171.—Loi modifiant les articles 65, 72 et 73 des Statut refondus, 1909.—Présentation (M. Dufour, Matapédia), 271; renv. à comité 292; rapporté, 299; étude en comité 310; 3e lect., 324. Message du C. L., 372. (Sanction, 416). (15 Geo. V, c. 14).

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 172.—Loi concernant le paiement des taxes municipales dans le cas d'aliénation d'un immeuble sujet à ces taxes.—Présentation (M. Fortier), 271; renv. à comité, 292.

N° 173.—Loi modifiant la loi des cités et villes, 1922.—Présentation (M. Thurber), 306; 2e et 3e lect., 324. Message du C. L., 372. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 58).

N° 179.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure dans certains districts.—Présentation (M. Taschereau), 306; 2e et 3e lect., 336.

N° 180.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à l'administration de la justice dans certains cantons situés dans le district judiciaire de Pontiac.—Présentation (M. Taschereau), 299.

N° 181.—Loi modifiant la loi concernant l'adoption.—Présentation (M. Taschereau), 306; 2e et 3e lect., 340. Message du C. L., 395. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 74.)

N° 182.—Loi modifiant le Code civil relativement aux actes de l'état civil.—Résolutions renv. à comité pl., 278. Ordre révoqué, res. retirée, 329. Bill présenté (M. Taschereau), 270. Ordre pour 2e lect. révoqué, bill retiré, 330.

N° 183.—Loi modifiant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.—Présentation (M. Taschereau), 270; 2e et 3e lect., 290. Message du C. L., 330. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 75.)

N° 184.—Loi pour encourager l'exploitation des minerais de fer.—Résolution renv. à comité pl., 278; recommandation du L. G., concours, 304. Bill présenté (M. Perrault), 271; 2e et 3e lect., 305. Message du C. L., 353. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 38.)

N° 185.—Loi concernant certaines subdivisions de terrains.—Présentation (M. Perrault), 242; 2e et 3e lect., 258. Message du C. L., 307. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 77.)

N° 186.—Loi concernant les chefs-lieux des districts judiciaires.—Présentation (M. Taschereau), 242; 2e et 3e lect., 258. Message du C. L., 307. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 62.)

N° 187.—Loi concernant certaines obligations ou rentes inscrites du gouvernement de cette province.—Présentation (M. Nicol), 242;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

2e et 3e lect., 281. Message du C. L., 330. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 2.)

N° 188.—Loi modifiant la loi 14 George V, chapitre 56, relativement aux biens non imposables dans les municipalités.—Présentation (M. Taschereau), 271; 2e et 3e lect., 290. Message du C. L., 330. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 60.)

N° 189.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement aux syndicats coopératifs.—Présentation (M. Caron), 238; 2e lect., étude en comité, 244, 250; 3e lect., 263. Message du C. L., 307. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 69.)

N° 190.—Loi concernant les officiers et employés du gouvernement de la province. Résolutions renv. à comité pl., 206; recommandation du L. G., concours, 392. Bill présenté (M. Taschereau), 393; 2e et 3e lect., 393. Message du C. L., 401. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 188.)

N° 191.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, relativement à la création de forêts domaniales.—Résolutions renv. à comité pl., 244; recommandation du L. G., concours, 325. Bill présenté (M. Mercier, Châteauguay), 2e et 3e lect., 326. Message du C. L., 357. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 30.)

N° 192.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, au sujet du reboisement.—Résolutions renv. à comité pl., 243; recommandation du L. G., concours, 263. Bill présenté (M. Mercier, Châteauguay), 2e lect., 264; 3e lect., 278. Message du C. L., 330. Sanction 416. (15 Geo. V, c. 32.)

N° 193.—Loi autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à établir dans les forêts des zones de protection contre le feu.—Présentation (M. Mercier, Châteauguay), 306; 2e et 3e lect., 362. Message du C. L., 395. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 31.)

N° 193.—Loi autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à faire certaines réserves le long des rivières à saumon.—(Voir Bill No 193 ci-dessus.)

N° 194.—Loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.—Résolutions renv. à comité pl., 296. Bill présenté (M. David), 202; 2e et 3e lect., 301. Message du C. L., amend., 1ère lect., 373; concours, 377. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 45.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

N° 195.—Loi modifiant la loi concernant les écoles catholiques de Montréal.—Présentation (M. David), 202; 2e et 3e lect., 301. Message du C. L., amend., 373; 1ère lect. 374; concours, 377. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 44.)

N° 196.—Loi concernant les jurés.—Résolutions renv. à comité pl., 222; recommandation du L. G., concours, 355. Bill présenté (M. Taschereau), 214; 2e et 3e lect., 356. Message du C. L., amend., 395; 1ère lect., 396; concours, 399. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 51.)

N° 197.—Loi modifiant la loi concernant les colporteurs.—Présentation (M. Nicol), 203; 2e et 3e lect., 210. Message du C. L., 292. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 90.)

N° 198.—Loi modifiant la loi des licences de Québec.—Présentation (M. Nicol), 203; 2e et 3e lect., 264. Message du C. L., amend., 353; concours, 354. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 25.)

N° 199.—Loi modifiant la loi concernant la gazoline.—Résolutions renv. à comité pl., 205; recommandation du L. G., concours, 260. Bil présenté (M. Nicol), 260; 2e et 3e lect., 279. Message du C. L., 395. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 27.)

N° 200.—Loi modifiant la loi de la chasse de Québec.—Présentation (M. Perrault), 197; 2e et 3e lect., 210. Message du C. L., 253. Sanction, 416. (15 Geo. V c. 39.)

N° 201.—Loi modifiant les Statuts refondus, 1909, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.—Résolutions renv. à comité pl., 204; recommandation du L. G., étude en comité, 240; retirées, 381.

N° 202.—Loi modifiant les articles 430, 431 et 432 du Code de procédure civile relativement au jury.—Présentation (M. Taschereau), 271 2e et 3e lect., 357. Message du C. L., amend., 395; 1ère lect., 396; concours; 399. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 83.)

N° 203.—Loi concernant l'appel à la Cour suprême du Canada et à Sa Majesté en son Conseil privé, de l'opinion de la Cour du banc du roi (juridiction d'appel) sur des questions relatives à l'instruction publique, dans l'île de Montréal.—Présentation (M. Taschereau), 271; 2e et 3e lect. 311. Message du C. L., 357. Sanction, 416. (15 Geo. V, c. 19.)

N° 204.—Loi modifiant la loi relativement à la taxe sur les amusements.—Présentation (M. Nicol), 294; 2e et 3e lect., 326. Message du C. L., 357. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 65.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

N° 205.—Loi modifiant la loi concernant les véhicules automobiles.—Résolution renv. à comité pl., 296; recommandation du L. G., concours. 303. Bill présenté (M. Nicol), 295; 2e et 3e lect., 304. Message du C. L., 357. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 26.)

N° 206.—Loi concernant l'Ordre du mérite agricole de la province de Québec et les concours du mérite agricole.—Présentation (M. Caron) 294; 2e et 3e lect., 305. Message du C. L., 353. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 33.)

N° 207.—Loi modifiant la Loi de l'Assistance publique.—Présentation (M. David), 306; 2e et 3e lect., 326. Message du C. L., 357. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 55.)

N° 209.—Loi concernant la tenue des registres de l'état civil par certaines églises et congrégations protestantes.—Présentation (M. Taschereau), 299; 2e et 3e lect., 310. Message du C. L., amend., 373; 1ère lect., 374; concours, 377. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 70.)

N° 210.—Loi modifiant la Loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.—Présentation (M. Nicol), 300; 2e et 3e lect., 326. Message du C. L., 395. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 24.)

N° 211.—Loi modifiant la loi concernant les liqueurs alcooliques.—Présentation (M. Nicol), 300, 2e lect., étude en comité, rapporté, 377; 2e et 2e lect., 390. Message du C. L., 397. Sanction, 417. (15 Geo. V, c. 23.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 8.

Deuxième lecture, renvoi à comité, 33, 36, 88, 90.

Deuxième lecture, sur division, renvoi à comité, 122.

Deuxième lecture, renvoi à comité pl. 200.

Deuxième lecture, renvoi à comité plénier, étude en comité plénier, rapporté, 3e lecture, 154, 182.

Rapporté référé à la Chambre, 241, 330.

Rapporté, rejeté 119.

Rapporté, retiré, 199.

Rapport du comité plénier que le travail avance, 127, 195.

Rapport du comité plénier que travail avance, et permission de siéger au cours de la même séance, 152.

Rapporté du comité plénier, et renvoi de nouveau à comité, 196, 227.

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

Ordre pour 3e lecture ,prochaine séance, 144.
 Ordre pour 3e lecture dans 6 mois, 407.
 Renvoi de nouveau à comité, 145.
 Amendé en comité plénier, 87.
 Remis sur le feuillet pour étude des amendements du C.L., 317.
 Rapporté, préambule non prouvé, 106.
 Débat sur motion de 2e lect., 260.
 Étude de résolutions, remise 84.
 Troisième lecture remise, 144, 196.
 Troisième lecture, sur division, 89.
 Adoption avec célérité, 201, 227.
 Retrait de bill, 330.
 Remboursement des droits, 133, 146.
 Remboursement des droits additionnels, 336, 404.
 Amendements du Conseil adoptés sur division, 175.
 Sanction, 215, 298, 413.
 Résolutions retirées, 329, 381.
 Ordre révoqué, bill retiré, 129, 330, 340.
 Bill dont l'étude est remise jusqu'à ce que la Province d'Ontario
 donne effet à l'Union des Églises protestantes, 261.
 Délais pour présentation de Pétitions et Bills, prolongés, 47.
 Suspension du Règlement, art. 510 et 511; 34, 45.
 " " " , art. 516; 213.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BONNE ENTENTE:—Visite des citoyens de la province d'Ontario; la
 Chambre ajourne, 91.

BOURQUE, SUCCESSION MARIE-J.:—Loi concernant la—épouse de
 Toussaint Préfontaine.—(Voir **BILLS**, *No 98.*)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES.)

BUREAUX D'ENREGISTREMENT:—

1. Loi relative aux registres dans les—.(Voir **BILLS**, *No 41.*)
2. (Voir **ENREGISTREMENT.**)

CANADA AND GULF TERMINAL RY CO.:—Loi concernant
 The —.(Voir **BILLS**, *No 89.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST ASS. LTD.:—Loi concernant *The*—.
(Voir BILLS, *No 76.*)

CAP-DE LA MADELEINE:—(Voir ST MAURICE PAPER CO. LTD.)

CHARGES MUNICIPALES:—Loi concernant les personnes habiles ou inhabiles aux—. (Voir BILLS, *No 153.*)

CHARNESS, ISIDORE:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, *No. 61.*)

CHASSE:—Loi de la—. (Voir BILLS, *No 200.*)

CHEFS-LIEUX JUDICIAIRES:—Loi concernant les chefs-lieux des districts judiciaires.—(Voir BILLS, *No 186.*)

CHEMINS DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.)

CHEMINS DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comités des):—(Voir COMITÉS.)

CHEVALIERS DE COLOMB:—Loi exemptant les—de toutes taxes à Montréal.—(Voir BILLS, *No 94.*)

CHEVRA THILIM LINAS HAZEDEK:—Loi constituant en corporation—. (Voir BILLS, *No 134.*)

CHIRURGIENS DENTISTES:—(Voir Collège des—.)

CITÉS ET VILLES:—

1. Loi modifiant la loi des—, 1922.—(Voir BILLS, *No 173.*)
2. Loi accordant aux—le droit d'acquérir des immeubles.—(Voir BILLS, *No 49.*)

COATICOOK:—Loi concernant la ville de—. (Voir BILLS, *No 107.*)

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant le —, relativement aux registres dans les bureaux d'enregistrement.—(Voir BILLS, *No 41.*)
2. Loi modifiant le—, relativement à l'enregistrement des droits réels.—(Voir BILLS, *No 162.*)
3. Loi modifiant l'art. 1880 du—. (Voir BILLS, *No 167.*)
4. Loi modifiant le—, relativement aux actes de l'état civil.—(Voir BILLS, *No 182.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le—relativement à certains appels.—(Voir BILLS, *No 7.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—*Suite.*

2. Loi modifiant les art. 162 et 205 du—.(Voir *BILLS, No 12.*)
3. Loi modifiant le—relativement à la Cour du banc du roi en appel.
—(Voir *BILLS, No 32.*)
4. Loi modifiant le—relativement à la juridiction de la Cour des commissaires.—(Voir *BILLS, No 36.*)
5. Loi amendant le—concernant les effets non saisissables.—(Voir *BILLS, No 158.*)
6. Loi modifiant l'art. 59 du—relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.—(Voir *BILLS, No 163.*)
7. Loi modifiant l'art. 1215 du—.(Voir *BILLS, No 164.*)
8. Loi modifiant le—relativement aux pouvoirs du protonotaire.
—(Voir *BILLS, No 168.*)
9. Loi modifiant les art. 430, 431 et 432 du—relativement au jury
—(Voir *BILLS, No 202.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant les art. 227 et 228 du—concernant les personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales.—(Voir *BILLS, No 153.*)
2. Loi modifiant l'art. 724 du—.(Voir *BILLS, No 159.*)
3. Loi modifiant le—.(Voir *BILLS, No 160.*)
4. Loi modifiant le—relativement aux cours d'eau municipaux.—
(Voir *BILLS, No 165.*)
5. Loi modifiant l'art. 110 du—.(Voir *BILLS, No 166.*)

COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES:—

1. Loi concernant le—et Hart, Robert Alexander, (Voir *BILLS, No 109.*)
2. Loi modifiant la loi dentaire:—(Voir *BILLS, No 169.*)

COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS:—

1. Loi concernant le—et Lebrun, Adrien.—(Voir *BILLS, No 60.*)
2. Loi concernant le—et Fiset, Robert.—(Voir *BILLS, No 101.*)

COLLÈGE DE VALLEYFIELD:—Loi concernant le—.(Voir *BILLS, No 139.*)

COLLÈGE NOMININGUE:—Loi concernant le—.(Voir *BILLS, No 78.*)

COLPORTEURS:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 197.*)

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 11.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres des différents comités permanents, 11; rapport, 18; concours, 20.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMITÉS:—Suite.

Noms des députés composant les comités permanents, 11.

Agriculture, immigration et colonisation:—1er rapport, 24; 2e, 129. Ce rapport mentionne que le comité s'est occupé de diverses questions y mentionnées, 129; 3e, 213.

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 16 par le Conseil, 16.

Bills privés en général:—1er rapport, 24; 2e, 47; 3e, 72; 4e, 84; 5e, 96; 6e, 106; 7e, 120; 8e, 129; 9e, 131; 10e, 135; 11e, 140; 12e, 147; 13e, 152; 14e, 155; 15e, 178; 16e, 183; 17e, 213; 18e, 225; 19e, 241; 20e, 247; 21e, 252; 22e, 261; 23e, 270; 24e, 286.

Bills publics en général:—1er rapport, 25; 2e, 47; 3e, 72; 4e, 84; 5e, 96; 6e 105; 7e, 119; 8e, 128; 9e, 131; 10e, 135; 11e, 146; 12e, 152; 13e, 155; 14e, 179; 15e, 183; 16e, 192; 17e, 241; 18e, 252; 19e, 269; 20e, 285; 21e, 294; 22e, 299; 23e, 316; 24e, 330.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—1er rapport, 25; 2e, 131; 3e, 178; 4e, 183; 5e, 238; 6e, 248; 7e, 286; 8e, 342.

Code municipal:—1er rapport 25; 2e, 135; 3e, 178; 4e, 252; 5e, 294.

Comptes publics:—1er rapport, 25; 2e rapport, 119; 3e, 132; 4e, 412. Ordre d'imprimer en appendice aux Journaux, 413.

Motion que le comité soit autorisé à s'enquérir des opérations de la Commission des liqueurs, re: Établissement du bureau chef, etc.; Amendement proposé d'étendre le cadre de l'Enquête, 217; sous-amendement ajoutant certains mots à l'amendement, 219; rejeté, 220. Sous-amendement, tel qu'amendé, adopté, 222.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 16; par le Conseil, 87.

Industries et commerce:—Premier rapport, 25.

Privilèges et élections:—1er rapport, 25

Règlements:—1er rapport, 24; 2e, 27; 3e, 31; 4e, 37; 5e, 46; 6e, 71; 7e, 85; 8e, 91; 9e, 92; 10e, 106; 11e, 119; 12e, 140; 13e, 179; 14e, 184; 15e, 207; 16e, 213; 17e, 247; 18e, 270; 19e, 285.

Comité recommandant de prolonger délais pour présentation de bills privés, 47; pour réception de rapports des comités permanents, 47; 184.

Comité réfère un bill à la Chambre, 241;

Comité fait rapport qu'un bill a été retiré, 72, 96.

Comité fait rapport que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 106.

Comité demande d'être relevé de l'étude d'un bill 184.

Comité recommande que le Règlement soit suspendu en ce qui concerne les avis, 179, 207.

Comité plénier se lève sans faire de rapport, 148.

Comité rejette un bill, 119, 179.

COMMISSAIRES:—Loi relative à la cour des—.(Voir BILLS, No 36.)

COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE QUÉBEC:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, No 70.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, No 132.)

COMMISSION DES LIQUEURS:—

1. [Voir COMITÉS (*Comptes publics*).]
2. Motion que la Chambre 'autorise le Comité des Comptes publics à s'enquérir des opérations de la amendement proposé. Point d'ordre soulevé, rejeté, amendement adopté, motion principale telle qu'amendée adoptée. 149.
3. Motion que la Chambre autorise le comité des Comptes publics à s'enquérir des opérations de la—; amendement proposé d'élargir le cadre de l'enquête, 217. Sous-amendement, 219, rejeté, 220. Sous-amendement, adopté 221. Amendement tel qu'amendé, adopté, 222.

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—Loi concernant la—de Québec.—(Voir BILLS, No 10.)

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, No 75.)

COMMUNAUTÉ DES SOEURS DE LA PROVIDENCE:—(Voir SOEURS DE LA PROVIDENCE.)

COMPAGNIES:—

1. Loi relative aux—de Québec, 1920.—(Voir BILLS, No 11.)
2. Loi relative à la liquidation volontaire des—à fonds social.—(Voir BILLS, No 26.)
3. (Voir CORPORATIONS.)

COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER:—

1. Loi relative à "The Shefford, Bagot and Missisquoi Ry Co." (Voir BILLS, No 52.)
2. Loi relative à "Roberval-Saguenay Ry Co."—(Voir BILLS, No 68.)
3. Loi relative à "The Canada and Gulf Terminal Ry Co."—(Voir BILLS, No 89.)
4. Loi relative à "The Thurso and Nation Valley Ry Co."—(Voir BILLS, No 92.)
5. Loi relative à "Quebec Great Northern Ry Co."—(Voir BILLS, No 118.)

Pour le Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMPAGNIES DU CHEMINS DE FER:—*Suite.*

6. Loi relative à "St. Francis Valley Ry. Co."—(Voir BILLS, No 122.)
7. Loi relative à "The Abitibi Southern Ry Co."—(Voir BILLS, No 133.)
8. Loi relative à "Rouyn Mines Ry Co",—(Voir BILLS, No 145.)

COMPAGNIE DE LA COMMISSION DU POUVOIR ÉLECTRIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK:—Loi concernant la—:(Voir BILLS, No 117.)**COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE NATIONALE:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, No 112.)****CONSEIL LÉGISLATIF:—***Messages au Conseil:*

- Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 16; des impressions, 16.
- Acceptant des amendements, avec amendements, 358.
- Concours aux amendements révoqué, 316.
- Refusant de concourir dans amendements, 316;
- Considération des amendements remise, 191.

Messages du Conseil:

- Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 16; des impressions, 87;
- Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 121, 136, 141, 159, 164, 190, 192, 217, 226, 252, 292, 294, 297, 302, 306, 313, 330, 337, 338, 352, 353, 357, 372, 373, 391, 392, 395, 397, 401, 408, 413.
- Acceptant des amendements de l'Assemblée aux amendements du Conseil, 372.
- Retirant ses amendements, 353.
- Amendant le titre d'un bill, 248.
- Communiquant un bill originé au Conseil, 242.—(Voir SÉNAT.)

CONSEIL PRIVÉ:—(Voir COUR SUPRÊME.)**CORPORATIONS:—**

1. Loi concernant la taxe sur les—.(Voir BILLS, No 34.)
2. Loi concernant la transmission des actions des—ayant bureaux de transfert hors de la province.—(Voir BILLS, No 50.)
3. (Voir COMPAGNIES.)

CORPORATIONS ET GENS DE MAINMORTE:—Loi relative aux acquisitions d'immeubles par les—.(Voir BILLS, No 183.)

CORPORATIONS SCOLAIRES:—Loi relative à l'inspection des Comptes des—.(Voir *BILLS, No 18.*)

COUR DE MAGISTRAT:—Loi relative à la—.(Voir *BILLS, No 13.*)

COUR DES COMMISSAIRES:—Loi relative à la—.(Voir *BILLS, No 36.*)

COUR DU BANC DU ROI:—(Voir *APPELS.*)

COUR SUPÉRIEURE:—

1. Loi relative à la tenue des termes de la—dans certains districts.
(Voir *BILLS, No 179.*)
2. (Voir *PONTIAC.*)

COUR SUPRÊME:—Loi concernant l'appel à la—et au Conseil privé, relativement à l'instruction publique dans l'île de Montréal.—(Voir *BILLS, No 203.*)

COURS D'EAU MUNICIPAUX:—Loi relative aux—.(Voir *BILLS, No 165.*)

COVELER, DAVID:—Loi concernant le barreau et—.(Voir *BILLS, No 143.*)

CRÉANCES PRIVILÉGIÉES:—Loi concernant les—de la province.—(Voir *BILLS, No 27.*)

CURRIE, WILLIAM, LIMITED:—Loi ratifiant l'acquisition par—.(Voir *BILLS, No 73.*)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR.*)

DENTISTES:—(Voir *COLLÈGE DES CHIRURGIENS DENTISTES.*)

DÉPUTÉS:—

- Prennent séance, 8, 49.
- Certificat d'élection de—, 6.
- Indemnité de—à être payés en plein, 393.

DESCHAMPS, SUCCESSION ANGÉLIQUE:—(Voir *LUSSIER.*)

DISCOURS DU TRÔNE:—

- A l'ouverture de la session, 8; à la clôture de la session, 417.
- Adresse en réponse au—. (Voir *ADRESSE—.*)
(Voir *Lieutenant-Gouverneur.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION :—

Accidents du travail:—Rapport de la commission d'étude sur la réparation des—. Déposé, 71. (*No 44*); à être imprimé, 413.

Affaires municipales:—

1. Rapport du ministre des—pour 1923-24. Déposé, 11. (*No 37*.)
2. (Voir *Statistiques*.)
3. (Voir *Emprunts*.)

Agriculture:—1. Rapport du ministre de l'—, 1923-24. Déposé, 11. (*No 3*.)

2. (Voir *Coopérative Fédérée de Québec*.)
3. (Voir *Gareau, A. L.*)
4. Questionnaire envoyé aux agronomes, Motion, débat, 214; ordonné, 217.
5. Correspondance re Congrès agricole du 1er octobre dernier et re l'Union Catholique des cultivateurs. Ordonné, 87.

Agronomes:—Questionnaire envoyé aux—par le ministre de l'agriculture. Motion, débat, 214; ordonné, 217.

Aide aux colons:—Requête en 1924 et 1925 demandant une augmentation de prime de défrichement et—. Ordonné, 402.

Annuaire statistique:—L'—de 1924. Déposée, 12. (*No 19*.)

Aqueducs.—Correspondance au sujet d'octrois pour construction d'—. Ordonné, 146; déposé, 269. (*No 54*.)

Archiviste:—Rapport de l'—pour 1923-24. Déposé, 12. (*No 30*.)

Assistance publique:—

1. Rapport du directeur de l'—pour l'année finissant le 30 juin 1924. Déposé, 12. (*No 22*.)
2. Correspondance au sujet d'un débat à l'assemblée législative, 19 décembre 1922, sur l'—et de la décision de la Chambre à cette date. 400.

Assistant-procureur général:—Etat indiquant: A qui ont été payés les \$6,929.17 qui restaient disponibles 22 décembre 1922 sur mandat de \$50,506.81 que le Trésor avait remis à l'—20 août 1919. Déposé, 105. (*No 45*.)

Auditeur de la province:—(Voir *Morin, J.*) et *Mandats spéciaux*.)

Avocats:—Correspondance entre le procureur général et le conseil général du barreau relativement aux honoraires des—. Ordonné, 182; déposé, 241. (*No 48*.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Banque Nationale:—Correspondance entre les gouvernements provincial et fédéral au sujet de la—depuis 1922. Ordonné, 18.

Barbe, Arthur:—Correspondance en 1923-24, entre le ministre de la Colonisation et—de Saint-Jovite, au sujet de bois de construction. Ordonné, 159, déposé, 379. (*No 68.*)

Barreau:—(Voir *Avocats.*)

Beurrerie de Sainte-Brigide:—Correspondance en 1923 et 1924, relativement à la réouverture de la—. Ordonné, 335; déposé, 385. (*No 73.*)

Beurreries à Farnham:—Correspondance en 1923-24, au sujet de—. Ordonné, 164; déposé, 316. (*No 57.*)

Blais, Jetté et Nemtayer, cantons:—Etat indiquant les lots de colonisation mis en vente dans les cantons—. Ordonné, 277; déposé, 278. (*No 55.*)

Budget:—

1. Des dépenses pour 1925 et 1926. Dépôt, renvoi à comité, 102, 401. (*Nos 1 et 1a.*)
2. (Voir *SUBSIDES.*)

Canadien du Pacifique (C.P.R.):—Correspondance avec—se rapportant à 9 George V, chapitre 31. Ordonné, 373.

Cautionnements:—(Voir *Officiers publics.*)

Chemins:—(Voir *Colonisation* et *Voirie.*)

Chemins de fer:—(Voir *Compagnies de Chemin de fer.*)

Chemin d'hiver:—Correspondance touchant la construction d'un—à partir des Quinze vers le nord jusqu'au district aurifère. Déposé, 14. (*No 39.*) A être imprimé, 413.

Colonisation:—

1. Rapport du ministre de la—pour 1924. Déposé, 12. (*No 7.*)
2. (Voir *Seigneurie du Lac Témiscouata.*)
3. (Voir *Blais, Jetté et Nemtayer.*)
4. (Voir *Aide aux colons.*)
5. (Voir *de Val-Joli, Armand.*)
6. (Voir *Voirie.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—Suite.

Colonisation, mines et pêcheries:—Rapport du ministre pour 1924.
Déposé, 12. (No 7.)

Commissariat à Londres:—Rapports du—depuis 1920. Ordonné,
359.

Commission des eaux courantes:—Treizième rapport de la—, pour
l'année 1924. Déposé 281 (No 17.)

Commission des liqueurs:—

1. Troisième rapport annuel de la—. Déposé, 75. (No 31.)
2. Lettres et télégrammes adressés à la—. Déposé, 299.
(No 56.)
3. (Voir “*Le Matin*.”)

Commission des services publics:—Quinzième rapport de la,—pour
l'année 1924. Déposé, 13. (No 16.) A être imprimé, 413.

Commission re Conditions scolaires à Montréal:—Arrêté ministériel
nommant une,—copie du rapport. Ordonné, 311; déposé, 342.
(No 60.) A être imprimé, 413.

Commission scolaire protestante:—(Voir *Juifs*.)

Commission spéciale d'éducation:—Rapport de la—nommée le 31
juillet 1924. Déposé, 27. (No 43.)

Compagnies de chemin de fer:—

1. Rapport pour l'année 1923, indiquant les recettes et les
frais des—subventionnées. Déposé, 71. (No 13.)
2. Rapports et statistiques des—pour 1923. Déposé, 71. (No
14.)
3. Correspondance avec le C.P.R. se rapportant à 9 Geo. V, c.
31. Ordonné, 373.

Compagnie d'Exposition de Valleyfield:—Correspondance avec la—
relativement à son fonctionnement et aux octrois qui lui sont
accordés. —Ordonné, 102; déposé, 269. (No 53.)

Comptes publics:—Etat des—pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.
Déposé, 34. (No 2.)

Congrès agricole:—Correspondance avec les organisateurs du—qui
eut lieu les 1er et 2 octobre dernier à Québec. Ordonné, 87.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Coopérative Fédérée de Québec:—Correspondance concernant les opérations de la—ainsi que l'intervention du ministre de l'Agriculture. Déposé, 14. (No 38.) A être imprimé, 413.

Corporations scolaires:—État financier des—, pour l'année 1923. Déposé, 12. (No 11.)

Cyr, Pierre:—Correspondance au sujet du lot 18, 3e rang, canton Nouvelle, Bonaventure, de M. Pierre Landry. Déposé, 14. (No 40.) A être imprimé, 413.

Défrichement:—(Voir *Aide aux colons*.)

Des Quinze:—(Voir *Chemin d'hiver*.)

de Val-Joli, Armand:—Correspondance au sujet des articles d'—se rapportant à la colonisation. Ordonné, 336.

Dufort, M.:—Correspondance en 1923-24, relativement aux plaintes re travaux sur la route nationale, comté Gaspé, et de—, ingénieur de la voirie. Ordonné, 164.

Eaux courantes:—(Voir *Commission des Eaux Courantes*.)

École protestante de Verdun:—Correspondance et rapports soumis par les syndics de—au gouvernement depuis janvier 1920. Ordonné, 149; déposé, 251. (No 50.)

Écoles:—(Voir *Juifs, Commission re conditions scolaires, Corporations scolaires, Instruction publique*.)

Emprunts des municipalités:—État indiquant les municipalités qui ont emprunté du gouvernement pour travaux de voirie, à moins de 3%. Ordonné, 197; déposé, 197. (No 47.)

Enseignement:—Statistique de l'—, pour 1923-24. Déposé, 140. (No 10.)

Établissements pénitentiaires:—(Voir *Statistiques*.)

Farnham:—(Voir *Beurreries à—*.)

Finances de la province:—Copie du rapport fait par Arthur Young & Company au sujet de la position financière de la province. Motion pour production, débat, 288; ordonné, 328.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.**Forêts:—*

1. Plans et relevés faisant connaître l'état général des—et les ravages causés par l'incendie en 1922, 1923 et 1924. Ordonné, 182.
2. (Voir *Incendie.*)
3. Correspondance, concernant le traitement accordé pour éteindre feux de—à Natasquan. Ordonné, 210; déposé, 316. (No 58.)
4. Rapports faits en 1922, 1923, 1924 par les experts chargés de faire des relevés dans les—du nord du Lac St-Jean et de Saguenay. Ordonné, 182.
5. (Voir *Incendie, Terres et Forêts.*)

Fraser Co & Sons:—(Voir *Seigneurie du Lac Témiscouata.*)

Fougerat, Emmanuel:—Copie de contrat se rapportant à l'engagement de M. Henri Laureys, de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal et de M.—, de l'École des Beaux-Arts de Montréal. Ordonné, 311; déposé, 385. (No 72.)

Gareau, A.-L.:—Correspondance avec le ministre ou département de l'Agriculture, en 1915 et 1916, copie de chèques, et rapports faits par—. Déposé, 14. (No 41.)

Gazoline:—État indiquant personnes, compagnies qui perçoivent la taxe sur la—; quantité importée, en 1923-24, du 1er juillet au 31 décembre 1924. Ordonné, 257; déposé, 257. (No 52.)

Graines de semence:—Noms à qui on a distribué des—dans le comté de Labelle, en 1923-1924. Ordonné, 134; déposé, 378. (No 66.)

Grondin, Dr Siméon:—Correspondance avec—depuis le 1er juillet 1923. Ordonné, 359.

Hamel, Hormisdas:—Correspondance en 1924 entre le ministre de la colonisation et M.—, de Makamic. Ordonné, 153; déposé, 379, (No 67.)

Hygiène:—Deuxième rapport annuel du service provincial d'—, 1923-24. Déposé, 12. (No 35.)

Ile Perrot:—(Voir *Ponts de l'—.*)

Impressions:—Le comité des—décide de faire l'impression des documents Nos 38, 39, 40, 44, 16, 60, 62. Page 413.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Imprimeur du roi:—Rapport de l'—. Déposé, 13. (*No 20.*)

Incendie:—

1. Rapports faits par les organisations forestières concernant les feux qui ont ravagé la forêt en 1922, 1923 et 1924. Ordonné, 182.

2. (*Voir Aqueducs, Forêts.*)

Institutions d'assistance:—(*Voir Statistiques.*)

Instruction publique:—

1. Rapport du surintendant de l'—pour 1923-24. Déposé, 12. (*No 8.*)

2. État financier du surintendant de l'—pour 1924. Déposé, 12. (*No 9.*)

Juifs:—Arrêté ministériel référant à la Cour d'appel certains points de droit au sujet de l'admission des Juifs dans la Commission scolaire protestante de Montréal. Ordonné, 311; déposé, 358. (*No 62.*) A être imprimé, 413.

Kervin vs Laurence Glyde:—Correspondance au sujet de la Cour de Magistrat, district d'Abitibi, et des juges de paix de Sanneterre dans la cause—. Ordonné, 210; déposé, 251. (*No 51.*)

Labelle:—(*Voir Graines de semence.*)

Lac Saint-Jean:—(*Voir Forêts.*)

Landry, Pierre:—(*Voir Cyr, Pierre.*)

Laureys, Henri:—(*Voir Fougerat, Emmanuel.*)

"Le Matin" de Montréal:—Correspondance avec la Commission des liqueurs au sujet des articles du journal—. Ordonné, 407.

N. B.—Par une erreur d'impression, il a été omis, à la suite du mots "Québec", sur la 20e ligne de la page 407 de ce volume, les mots suivant:

"Et toute personne au sujet des articles du "Matin" de Montréal concernant le commerce des liqueurs."

Liqueurs:—(*Voir Commission des liqueurs.*)

Loi 9 George V, c. 31:—Correspondance avec le Canadien du Pacifique se rapportant à la—. Ordonné, 373.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Loi de l'Assistance publique:—(Voir *Assistance publique*.)

Lois, rivière:—Voir *Pont*.)

Mandats spéciaux:—État des—. Déposé, 20.

Montréal, Ile de:—(Voir *Commission sur conditions scolaires*.)

Morin, J.:—Correspondance concernant la comptabilité du Trésor, le témoignage de M.—auditeur, au comité des comptes publics, session de 1924. Ordonné, 397.

Murchie Co.:—(Voir *Seigneurie du Lac Témiscouata*.)

Natasquan:—(Voir *Forêts*.)

Notre-Dame-de-la-Salette:—Rôle de paie pour travaux en 1924, dans la municipalité de—. Ordonné, 335; déposé, 379. (No. 69.)

Officiers publics.—État des cautionnements fournis par les—de la province de Québec du 18 décembre 1923 au 6 janvier 1925. Déposé, 23. (No 15.)

Pont de la rivière Lois:—Listes de paie pour la construction du—, rangs 8 et 9 du canton Poularies. Ordonné, 102; déposé, 378. (No 65.)

Pont de Sainte-Anne et de l'Ile Perrot:—Correspondance se rapportant à des salaires raisonnables pour les ouvriers des—. Ordonné, 336; déposé, 375. (No 64.)

Recettes et dépenses:—État des—du 30 juin au 31 décembre 1924. Ordonné, 103; déposé, 393. (No 74.)

Route nationale:—Correspondance avec le conseil de Sainte-Victoire, de Richelieu, au sujet de la—, qui aurait coûté \$38,384.20. Ordonné, 234; déposé, 251. (No 49.)

Saguenay:—(Voir *Forêts*.)

Sainte-Anne:—(Voir *Ponts de*—.)

Sainte-Brigide:—(Voir *Beurrerie de*—.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Sainte-Émélie-de-l'Énergie:—Liste de paie des travaux de voirie exécutés dans le chemin du 5ème rang de—comté de Joliette, en 1920-21. Ordonné, 336; déposé, 379. (*No 70.*)

Saint-François-de-Sales:—Correspondance échangée en 1924 entre le Trésor et la paroisse de—, Lac Saint-Jean, au sujet de la voirie. Ordonné, 159 déposé, 385 (*No. 71*)

Saint-Jérôme:—(Voir *Théâtre "Diana."*)

Saint-Louis de Gonzague:—Correspondance avec les colons de—, comté de Bonaventure, en 1923 et 1924, au sujet de la réserve cantonale de cette région. Ordonné, 159; déposé, 342. (*No 59.*)

Sainte-Rose-du-Déglé:—Correspondance avec la municipalité de —au sujet du paiement de ses redevances, sur chemin amélioré. Ordonné, 335; déposé, 375. (*No 63.*)

Sainte-Victoire:—(Voir *Route nationale.*)

Secrétaire et Régistrare:—Rapport du—, 1923-24. Déposé, 12. (*No 6.*)

Seigneurie du Lac Témiscouata:—Correspondance avec W. W. Thomas, propriétaire de la—ou Madawaska, ainsi que Fraser Co & Sons, Murchie Co, au sujet d'échange de terrains avec la Couronne pour fins de colonisation, Ordonné, 407.

Service civil:—Rapports du Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le—. Déposé, 13. (*No 12.*)

Services publics:—(Voir *Commission des services publics.*)

Statistiques:—

1. Municipales pour l'année 1923. Déposé, 12. (*No 18.*)
2. Des institutions d'assistance, année, 1923. Déposé, 12. (*No 24.*)
3. Des compagnies de chemin de fer jusqu'au 31 décembre 1922. Déposé, 71. (*No 14.*)
4. Judiciaires pour 1923. Déposé, 12. (*No 29.*)
5. Des établissements pénitentiaires, pour l'année 1923. Déposé, 12. (*No 28.*)
6. Annuaire statistique de Québec, 1924. Déposé, 12. (*No 19.*)
7. De l'Enseignement pour 1923-24. Déposé, 140. (*No 10.*)
8. Correspondance depuis juin, 1924 au sujet des—de la province, publiées par le gouvernement. Ordonné, 149.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Statuts généraux:—Deuxième rapport de la commission chargée de la revision des—. Déposé, 34. (*No 42.*)

Terres et forêts:—Rapport du ministre des—pour l'année finissant le 30 juin 1925. Déposé, 121. (*No 5.*)

Théâtre "Diana":—Correspondance en 1923, 1924 et 1925, avec le conseil municipal de Saint-Jérôme, Terrebonne au sujet du—, salle du marché. Ordonné, 244; déposé, 342. (*No 61.*)

Travail:—(Voir *Accidents du—.*)

Travaux publics et travail:—Rapport général du ministre des—pour 1924. Déposé, 12. (*No 4.*)

Union Catholique des cultivateurs:—(Voir *Congrès agricole.*)

Valleyfield:—(Voir *Compagnie d'Exposition de—.*)

Verdun:—(Voir *Ecole protestante de—.*)

Voirie:—

1. Rapport du ministre de la—, 1924. Déposé, 12. (*No 21.*)
2. (Voir *Route nationale, Emprunt des municipalités, Dufort, Saint-François de Sales, Sainte-Rose du Dégelé, Sainte-Émélie de l'Énergie.*)

Young, Arthur & Co.:—(Voir *Finances de la province.*)

DORCHESTER:—(Voir SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE.)

DROITS:—Remboursement des droits, 133, 146, 336, 404.

DROITS RÉELS:—Loi relative à l'enregistrement des—.(Voir *BILLS, No 162.*)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi relative aux—.(Voir *BILLS, No 35.*)

ÉCOLES:—

1. Loi relative aux prix dans les—.(Voir *BILLS, B.*)
2. Loi relative à l'inspection des comptes des corporations scolaires.—(Voir *BILLS, No 18.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES:—Loi modifiant la loi concernant les—de Mont réal.—(Voir *BILLS, No 195.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ÉCOLES PROTESTANTES:—Loi concernant les—de Montréal et environs.
—(Voir BILLS, *No 194.*)

ÉCORS:—Loi concernant les commissaires d'écoles des Écors.—(Voir BILLS, *No 81.*)

EFFETS NON SAISSABLES:—

1. Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 158.*)
2. Loi relative aux choses qui ne peuvent être saisies.—(Voir BILLS, *No 163.*)

ÉGLISES:—(Voir UNION DES ÉGLISES.)

ÉLECTIONS:—

1. (Voir LOI ÉLECTORALE.)
2. (Voir GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.)

EMPLOYÉS:—(Voir OFFICIERS DE JUSTICE, OFFICIERS ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT.)

ENQUÊTES:—

1. Loi relative aux—sur les affaires publiques.—(Voir BILLS, *No 37.*)
2. Loi relative aux—concernant la corruption municipale.—(Voir BILLS, *No 38.*)

ENREGISTREMENT:—

1. Loi relative à certaines divisions d'—.(Voir BILLS, *No 23.*)
2. Loi concernant la division d'—de Montmagny.—(Voir BILLS, *No 28.*)
3. Loi relative aux registres des bureaux d'—.(Voir BILLS, *No 41.*)
4. Loi concernant la division d'—de Mégantic.—(Voir BILLS, *No 136.*)
5. (Voir St-Damien, St-Cyprien, St-Louis-de-Gonzague.)
6. Loi relative à l'—des droits réels.—(Voir BILLS, *No 162.*)

ESNOUF, GASTON:—Loi concernant le barreau et—.(Voir BILLS, *No 58.*)

ÉTAT CIVIL:—(Voir ACTES DE L'—; REGISTRES DE L'—.)

FABRIQUE DE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL:—Loi concernant la.—(Voir BILLS, *No 97.*)

FABRIQUES:—(Voir ASSURANCE MUTUELLE.)

FEMMES:—Loi relative au salaire minimum des—.(Voir BILLS, *No 44.*)

FÊTE NATIONALE:—Loi modifiant l'article 36 S. R. Q., 1909.

FISSET, ROBERT:—Loi concernant le Collège des médecins et chirurgiens et—.(Voir Bills, *No 101.*)

FORÊTS:—Loi autorisant à établir dans les—des zones de protection contre le feu.—(Voir BILLS, *No 193.*)

FORÊTS DOMANIALES:—Loi relative à la création de—.(Voir BILLS, *No 191.*)

GAGNON, SUCCESSION JOS.-OCT.:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, *No 88.*)

GARDES-MALADES:—(Voir ASSOCIATION DES—.)

GAZOLINE:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, *No 199.*)

GENEST, FRANK DEVLIN:—Loi concernant le Barreau et—.(Voir BILLS, *No 128.*)

GRANBY:—Loi concernant la cité de—.(Voir BILLS, *No 146.*)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—

En ision d'un bref portant convocation d'élection, 5.

Certificats d'élection de députés, 6.

Informe la Chambre que l'Orateur et le président des comités sont absents, 202, 342, 404.

GREGORY, SUCCESSION J.-U.:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, *No 104.*)

HART, ROBERT ALEXANDER:—Loi concernant le Collège des chirurgiens dentistes et—.(Voir BILLS, *No 109.*)

HAY, JOHN:—La Chambre s'ajourne par respect pour mémoire de M.—, député d'Argenteuil, 34.

HEBREW MATERNITY HOSPITAL:—Loi concernant *The*—.(Voir BILLS, *No 137.*)

HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS:—Loi changeant le nom de l'—.(Voir BILLS, *No 116.*)

HÔPITAL SAINTE-JUSTINE:—Loi concernant l'—.(Voir BILLS, *No 103.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

HÔTEL-DIEU:—Loi concernant l'—du Saint-Sacrement.—(Voir BILLS, *No 71.*)

HULL:—

1. Loi relative à la cité de—.(Voir BILLS, *No 138.*)
2. (Voir AMHERST.)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (Comité des):—

1. (Voir COMITÉS.)
2. Documents Nos 38, 39, 40, 44, 16, 60, et 62, ainsi que rapport du Comité des comptes publics, ordonné pour impression, 413.

INCENDIES:—

1. Loi relative aux édifices publics contre les—.(Voir BILLS, *No 43.*)
2. Loi concernant la loi 13 Geo. V, c. 7, au sujet de l'incendie de Terrebonne.—(Voir BILLS, *No 16.*)
3. Loi autorisant des zones pour protection des forêts contre—.(Voir BILLS, *No 193.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—

1. Loi relative à l'—.(Voir BILLS, *No 45*)
2. (Voir ÉCOLES, COUR SUPRÊME.)

JEUNES DÉLINQUANTS:—Loi relative aux —.(Voir BILLS, *No 33.*)

JOURNÉE DE REPOS:—Loi relative à une—par semaine dans certaines industries.—(Voir BILLS, *No 29.*)

JURÉS:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, *No 196.*)

JURY:—Loi relative au—.(Voir BILLS, *No 202.*)

LAC EDOUARD:—Loi relative au Sanatorium du—.(Voir BILLS, *No 48.*)

LACHINE:—Loi concernant la cité de—.(Voir BILLS, *No 86.*)

LAIT:—(Voir PRODUITS LAITIERS.)

LASALLE:—

1. Loi amendant la charte de la ville—.(Voir BILLS, *No 85.*)
2. Loi modifiant la charte de la ville—.(Voir BILLS, *No 105.*)

L'ASSOMPTION:—Loi concernant la ville, la paroisse et la corporation du comté de—.(Voir *BILLS, Nos 65, 66, 67.*)

LA TUQUE:—Loi concernant la ville de—.(Voir *BILLS, No 82.*)

LEBRUN, ADRIEN:—Loi concernant le Collège des médecins et chirurgiens et—.(Voir *BILLS, No 60.*)

LETENDRE, OLIVIER ET JOSEPH:—Loi concernant un acte de donation par—à—.(Voir *BILLS, No 69.*)

LICENCES:—(Voir *LOI DES—.*)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Discours du—à l'ouverture de la session, 8; à la clôture de la session, 417.; motion pour adresse en réponse au discours du trône, débat, 13, 20, 25, 30, 33, 36. Amendement proposé, débat, 44, 52, 54; rejeté, 55. Motion principale adoptée, 56.

Messages du Lieutenant-Gouverneur:

Requérant la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de certains bills, 215, 298; à la clôture de la session, 413.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 13.

Transmission du budget, 102, du budget supplémentaire, 401.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 13.

LIQUEURS ALCOOLIQUES:—Loi concernant les—.(Voir *BILLS, Nos 210 et 211.*)

LIQUIDATION VOLONTAIRE:—(Voir *COMPAGNIES.*)

LOI 13 GEORGE V, CH. 7.—Loi modifiant la—concernant l'incendie de Terrebonne.—(Voir *BILLS, No 16.*)

LOI 14 GEORGE V, c. 37:—Loi continuant en vigueur la—.(Voir *BILLS, No 144.*)

LOI 14 GEORGE V, c. 56:—Loi modifiant la—relativement aux biens non imposables dans les municipalités.—(Voir *BILLS, No 188.*)

LOI DES ACCIDENTS:—(Voir *ACCIDENTS DU TRAVAIL.*)

LOI DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE:—Loi concernant la—.(Voir *BILLS, No 207.*)

LOI DE LA CHASSE: (Voir *CHASSE.*)

LOI DES CITÉS ET VILLES:—(Voir CITÉS ET VILLES.)

LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC, 1920:—Loi modifiant la—. (Voir BILLS, *No 11.*)

LOI DES LICENCES:—Loi modifiant la—. (Voir BILLS, *No 198.*)

LOI DES LIQUEURS ACOOLIKES:— (Voir LIQUEURS ALCOOLIKES.)

LOI DES MINES:—Loi amendant la—de Québec.—(Voir BILLS, *No 2.*)

LOI DENTAIRE:—Loi modifiant la—de Québec.—(Voir BILLS, *No 169.*)

LOI ÉLECTORALE:—Loi amendant la—. (Voir BILLS, *No 20.*)

LOWER CANADA COLLEGE:—Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 53.*)

LUSSIER, SUCCESSIONS DE FÉLIX ET ALBERT:—Loi concernant les—, Angélique Deschamps, et Marie-Louise Massue.—(Voir BILLS, *No 110.*)

MMAGISTRAT:—(Voir COUR DE MAGISTRAT.)

MAINMORTE:—(Voir CORPORATIONS DE—.)

MANDATS SPÉCIAUX:—Dépôt, 21.

MARIAGES:—Loi concernant la célébration des—. (Voir BILLS, *No 161.*)

MARTYN, FREDERICK L.:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, *No 119.*)

MASSUE, MARIE-LOUISE, SUCCESSION:—(Voir LUSSIER.)

MÉDECINS:—(Voir COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS.)

MÉGANTIC:—Loi créant deux divisions d'enregistrement dans—. (Voir BILLS, *No 135.*)

MÉRITE AGRICOLE:—Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 203.*)

MINERAIS DE FER:—Loi pour encourager l'exploitation des—. (Voir BILLS, *No 184.*)

MINES:—Loi amendant la loi des—. (Voir BILLS, *No 2.*)

MONTMAGNY:—Loi légalisant signatures du régistrateur de—.(Voir BILLS, *No 28.*)

MONTMORENCY No 2:—

1. Loi concernant un subside à la municipalité de—.(Voir BILLS, *No 47*)
2. Loi relative à—et la Traverse de l'Ile d'Orléans.—(Voir BILLS, *No 111.*)

MONTREAL CENTRAL TERMINAL COMPANY:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, *No 124.*)

MONTREAL DIOCESAN THEOLOGICAL COLLEGE:—Loi concernant le—.(Voir BILLS, *No 51.*)

MONTREAL, CITÉ DE:—

1. Loi modifiant la charte de—.(Voir BILLS, *No 100.*)
2. Loi validant titre lot 296 quartier Ste-Marie,—.(Voir BILLS, *No 62.*)
3. Loi concernant les terres en culture dans la—.(Voir BILLS, *No 90.*)
4. Loi exemptant les Chevaliers de Colomb de taxes à—.(Voir BILLS, *No 94.*)
5. Loi ratifiant acte entre la—et Royal Trust,—(Voir BILLS, *No 120.*)
6. Loi concernant écoles protestantes dans—.(Voir BILLS, *No 194.*)
7. Loi concernant écoles catholiques de—.(Voir BILLS, *No 195.*)

MONTREAL-EST:—Loi ratifiant résolution de la ville de—.(Voir BILLS, *Nos 129 et 142.*)

MUNICIPALITÉS:—(Voir BIENS NON IMPOSABLES, TAXES MUNICIPALES.)

NAPIERVILLE-LAPRAIRIE:—(Voir SAINT-CYPRIEN.)

NOMININGUE:—(Voir COLLÈGE.)

NOTRE-DAME DE MONTRÉAL:—(Voir FABRIQUE DE—.)

NOTRE-DAME DU BON-CONSEIL DE MONTRÉAL:—Loi concernant L'Institut de—.(Voir BILLS, *No 96.*)

OBLIGATIONS:—

1. Loi concernant l'émission et la vente d'—.(Voir BILLS, *No 46.*)
2. Loi concernant certaines—ou rentes inscrites du gouvernement.—(Voir BILLS, *No 187.*)
3. (Voir ACTIONS.)

OFFICIERS DE JUSTICE:—Loi concernant les—et leurs employés.—(Voir *BILLS, No 5.*)

OFFICIERS ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT:—Loi concernant les—.
(Voir *BILLS, No 190.*)

ORATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 8.

Communique les certificats du greffier de la couronne en chancellerie au sujet des élections, 6, 48.

Informe la Chambre qu'il a reçu des notifications de la vacance d'un collège électoral et qu'il a émis des mandats pour brefs d'élection, 1, 4.

Donne sa décision sur des questions d'ordre, 149, 291, 366.

Prend objection en délibéré et remet sa décision, 286.

Précis des décisions de l'—. 419.

Rapport de l'—, qu'il a reçu jugement C. S. *re* Election de Aurèle Leclerc, comté de Québec, et qu'il a émis nouveau bref d'élection, 1.

Rapport que le Greffier de la Couronne en Chancellerie a émis un bref d'élection, 1, 5.

Vu son absence et celle du président des comités, M. Thériault est appelé au fauteuil, 202; M. Bouchard, 342, 404.

ORDRES:—Pour le dépôt de rapports et de documents.—(Voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)

ORDRES DE LA CHAMBRE:—Ordre révoqué, 316.

ORDRES DU JOUR:—

1. Ordre que certains documents de la session soient déposés.—
(Voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)

2. Ordre révoqué, 129, 329.

PAIEMENTS:—Loi concernant certains—faits à la Couronne.—(Voir *BILLS, No 39.*)

PELLETIER, HONORABLE PANTALÉON:—Loi concernant la pension de l'—.
(Voir *BILLS, No 14.*)

PERROT:—Loi relative aux ponts de l'île.—(Voir *BILLS, No 19.*)

PÉTITION: De A. Klein et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Shareh Tefilah." Suspension du règlement, 135, 140.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PONTIAC:—

1. Loi relative à la Cour Supérieure, district de—.(Voir *BILLS, No 15.*)
2. Loi relative à la justice dans certains cantons du district de—.(Voir *BILLS, No 180.*)

PRATT, SUCCESSION JOHN:—Loi concernant la—.(Voir *BILLS, No 56.*)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—419, et (Voir *ORATEUR.*)

PRÉFONTAINE, TOUSSAINT:—(Voir *BOURQUE.*)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

PRIX:—Loi relative aux—distribués dans les écoles.—(Voir *BILLS, B.*)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature V.

PRODUITS LAITIERS:—Loi relative aux—(Voir *BILLS, Nos 8 et 9.*)

PROTONOTAIRE:—Loi relative aux pouvoirs du—.(Voir *BILLS, No 168.*)

QUÉBEC, CITÉ DE:—Loi concernant la cité de—.(Voir *BILLS, No 99.*)

QUEBEC GREAT NORTHERN RY. CO.:—Loi constituant en corporation—.(Voir *BILLS, No 118.*)

QUEBEC PAPER MILLS, LIMITED:—Loi concernant la—.(Voir *BILLS, No 115.*)

QUESTION DE PRIVILÈGE:—M. Bray, député de cette Chambre, soulève—, 286, 291.—(Voir *QUESTIONS D'ORDRE.*)

QUESTIONS D'ORDRE:—

Que l'amendement proposé n'est pas en réalité un amendement.—
L'Orateur renvoie le point d'Ordre, 149.

Qu'une déclaration qu'on demande d'insérer aux Journaux de la Chambre est hors d'ordre parce qu'elle a trait aux délibérations d'un comité permanent, lequel n'a pas encore fait rapport, 286. M. L'Orateur prend l'objection en délibérée, 286. L'Orateur décide qu'un député a droit de réclamer contre la production devant un comité de documents mettant en question sa conduite, mais il doit le faire sans violer le règlement, et, en conséquence, maintient le point d'Ordre, 291.

QUESTIONS D'ORDRE:—*Suite.*

Qu'une question est contraire à l'art. 560 du Règlement. L'Orateur maintient le point d'Ordre, 366.

Qu'une question est contraire au règlement. L'Orateur décide qu'elle est contraire à l'art. 563, 369.

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Abitibi:—(Voir *Dasserat*.)

Abonnements:—(Voir "*Journaux*".)

Accidents du travail:—Quand le gouvernement a-t-il reçu rapport de la Commission—. 224.

Affaires municipales:—1. Pour quelles raisons l'administration des, —a-t-elle été enlevée au trésorier de la province, 331. 2. (Voir *Municipalités*, *Poursuites au sujet de voirie*, *Emprunts*, *Voirie*.)

Agriculteurs:—Concernant le nombre d'—, en 1891, 1911, 1921 1922, 1923, 1924; 101.

Agriculture:—(Voir *Exploitation agricole*, *Commissariat à Londres*, *Larochelle*, *M.*, *Automobiles*, *Fermes de démonstration*.)

Amiante:—Concernant l'époque à laquelle les droits sur l'amiante ont été diminués de 50%; quand imposés; droits actuels. 40.

Amusements:—1. Quels droits perçus en 1923-24, à Montréal, pour lieux d'—, 64. 2. (Voir *Droits du pauvre*.)

Anglier et Rouyn:— Combien le gouvernement a-t-il dépensé chaque année pour les chemins d'—, 320.

Annonces:—1. Combien le gouvernement a-t-il payé pour frais d'annonces, de publicité, d'impressions et de reliure, chaque année, de 1920 à 1924, et depuis le premier juillet 1924, 342. 2. (Voir *Publicité* *Journaux*.)

Arrêtés en Conseil:—Concernant le nombre d'arrêtés en Conseil pris du 13 février 1924 au 13 février 1925; du 14 février 1925 à ce jour, 271.

Asbestos:—(Voir *Amiante*.)

Assemblée législative:—A quelle banque le comptable de — a-t-il déposé les sommes qu'il a reçues pendant le dernier exercice, 275.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions"

QUESTIONS:—*Suite.*

Assistance publique:—1. Quelles recettes totales de l'—en 1923-24, recettes totales directement de la cité de Montréal; les subventions régulières et les octrois spéciaux accordés par l'—aux institutions de Montréal, 160. 2. En vertu de la Loi de l'—, quelle somme la cité de Montréal, outre les \$539,341.90 de taxes déposées dans le Fonds de l'Assistance publique, doit-elle verser au gouvernement pour le tiers d'entretien, de séjour et de traitement de ses indigents, en 1923-24, 276. 3. Concernant la réponse faite par le gouvernement le 20 février 1925 au sujet des recettes de l'—provenant de Montréal au montant de \$538,493.15, alors que d'après réponses antérieures ce serait \$539,341.90, 276. 4. (Voir *Institutions de bienfaisance*.)

Assistant procureur-général:—1. A combien les frais de transport de l'—pour se rendre à Londres et en revenir, en 1923, 333. 2. (Voir *Lauctôt, Charles*.)

Automobiles:—1. Combien de licences d'—ont été émises au cours de l'exercice 1923-24, 255. 2. Quel est le nombre d'—appartenant au ministère de l'agriculture, 307. 3. Pour quelles raisons le service des contraventions à la loi des véhicules-automobiles a-t-il été enlevé au trésorier, 333.

Baby, canton:—(Voir *Lot 7 et 8*.)

Baie des Sables:—(Voir *Route r. 3 et 4*.)

Barbe, Arthur:—Le gouvernement a-t-il indemnisé M.— pour le bois de construction pour construire un pont dans le canton de Salaberry, 79.

Batiscan (pont de):—(Voir *Pont*.)

Beauharnois:—(Voir *Poursuites au sujet de voirie, Commission des Liqueurs*.)

Bélanger, J.-P.—M.—est-il encore à l'emploi du Trésor, salaire, etc., 408.

Bélanger, M.:—M.—, beau-frère du trésorier de la province, est-il encore à l'emploi du département du trésor, 366.—Question d'Ordre soulevé, art. 560. L'Orateur maintient point d'ordre, 366.

Béton:—(Voir *Voirie*.)

Beurreries:—Concernant le nombre des —, dans la province de Québec, des patrons, de livres, 57.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Beurreries et fromageries:—1. Quand les droits imposés aux—pour fins d'inspection ont-ils été abrogés, 63. 2. Concernant le nombre de —(ensemble) en 1919, en 1923, de patrons, capital, salaires, 151.

Bisson:—Un nommé —est-il un des employés de la police provinciale, 309.

Bitume:—Concernant la quantité de—liquide employée pour la voirie en 1924, de qui achetée, prix, coût de ce produit pour un mille de chemin, 50.

Bois de pulpe:—Concernant la quantité de—exportée aux Etats-Unis, de 1920 à 1924, par quelles compagnies, 122.

Bois non brûlé:—Combien reste-il de—sur le parcours du Transcontinental et sur le Québec & Lac St-Jean, le long du St-Maurice, etc., 295.

Bourses:—Concernant les élèves et professeurs à qui des—ont été octroyées pour suivre des cours à Paris, etc., 60.

Boutin, Emile:—Combien de lots sont détenus par—, canton Palmarolle, l'Abitibi, 273.

"Bulletin de la Ferme":—La somme de \$14,217.09, dont \$4,646.09, payée pour impressions au—, sont-ils exacts, 272.

Bureaux de placement:—Concernant le nombre de positions accordées en 1924 par les—. 58.

Calder, R. L.:—Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à M.—, avocat, depuis le 1er juillet 1924, 332.

Canadiens-français:—(Voir *Immigration, Emigrants.*)

Cannon, L.-A.:—M.—, qui figure pour \$2,000.00, Comptes Publics 1923-24, a-t-il reçu d'autres sommes; est-il l'ancien député de Québec-Centre ou le député de Dorchester à la Chambre des Communes, 332.

Cannon, Lucien:—Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M.—, député, depuis le 1er juillet 1924, 332.

Cannon, L.:—Diverses sommes, formant le total de \$6,672.60 payées à M.— sont-elles les seules; ce M.—est-il l'ancien député de Québec-Centre ou le député de Dorchester à la Chambre des Communes, 349.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Carbonneau, Jules:—M.—qui d'après les C. P. de 1923-24 a reçu \$1300 est-il M.—qui a reçu \$900 comme commis à la prison, 383.—Question d'Ordre avait été soulevée, 560. L'Orateur maintient point d'ordre, 366.

Chef-lieu, district de Terrebonne:—Saint-Jérôme et les municipalités de Terrebonne sont-elles obligées de payer une part pour l'établissement du—à Saint-Jérôme, 308.

Chasse et pêche:—1. Combien de colons et journaliers de chantiers poursuivis ou arrêtés pour infractions aux lois de—de 1919-20 à 1924, 168. 2. (Voir *Licences de pêche*.)

Chemins:—1. Quelle somme les municipalités se sont-elles engagées à payer pour leurs—en vertu de l'emprunt à 3% pendant 41 ans, 49. 2. Concernant le coût de l'entretien des—en général, des gravelés ou macadamisés, en 1924, 69. 3. Concernant le coût au 1er décembre 1924 du gravelage des 254.61 milles de—, des 31.25 milles (sable et glaise), des 17.81 de macadam à l'eau, 69. 4. Combien y a-t-il de milles de chemins, combien refaits au moyen de gravier, sable et glaise, macadam, macadam bitumineux, béton et béton bitumineux, 83. 5. Sur les 5,298 milles de—construits depuis 1911, combien l'ont été: *a.* aux frais du gouvernement; *b.* aux frais des municipalités, coûts, réparations, etc., 331. 6. (Voir *Notre-Dame de la Salette, St-Bonaventure, St-Guillaume, Voirie, Poursuites au sujet de Voirie, Routes*.)

Chemin à la Rivière Madeleine, Gaspé:—Est-il vrai que le—qui a coûté \$7,000.00, aurait été condamné, 77.

Chemin à Saint-Antoine, Gaspé:—Est-il vrai que le—aurait été condamné, 78.

Chemin d'Anglier et Rouyn:—Combien dépensé pour—. 320.

Chemin de Fabre à Notre-Dame de Kipawa:—Combien a coûté le—. 320.

Chemin de Gaspé:—Combien a coûté le—, 78.

Chemin entre l'Echourie et Petit-Cap:—Concernant le coût du—comté de Gaspé, 153.

Chemin entre Montmagny et Notre-Dame du Rosaire:—Concernant le coût du nouveau—. 157.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Chemins améliorés des cités et villes:—Concernant la longueur des —, outre les 5,928 milles mentionnés à la page 99 des procès-verbaux de 1925, 133.

Chemins municipaux améliorés:—1. Combien ont coûté les—en 1924 faits par les municipalités sur les 27.37 milles de chemins municipaux améliorés, 79. 2. (Voir *Routes régionales.*)

Chemins de terre:—Concernant le coût des 119 milles de—améliorés en 1924, 68.

Chemins de fer:—Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour construction de chemins de fer de 1867 à 1897 et de 1897 à 1923, 57.

Chlorure de calcium:—Concernant la quantité de—achetée en 1924, coût, 49.

Ciment:—Concernant la quantité achetée en 1924, 78.

Club de Métabetchouan:—Le Club de Métabetchouan occupe-t-il une place où le saumon vient frayer, 334.

Colonisation:—1. Concernant les lots de —défrichés et bâtis en vertu de la loi en 1924; où se trouvent-ils; noms des acheteurs, 42. 2. (Voir *Chemins entre Montmagny et Notre-Dame de Rosaire, Terres de la Couronne, Chemins, Chemins de terre.*)

Commissariat à Londres:—1. Combien de rapports ont été faits par le—depuis sa création, 349. 2. (Voir *Représentant de l'Agriculture.*)

Commission de la refonte des Statuts:—(Voir *Statuts.*)

Commission des eaux courantes:—(Voir *Jonquières, Kénogami, Moncouche, Portage des Roches.*)

Commission des liqueurs:—1. Concernant les personnes ayant payé des amendes en 1924, district de Beauharnois. 67. 2. A qui appartient le magasin de la—à Saint-Hyacinthe; qui étaient vendeurs autorisés à Saint-Hyacinthe sous la Loi de la prohibition, 275. 3. Est-il vrai que le gouvernement aurait donné récemment une police d'assurance aux employés de la—. 317. 4. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés pour infraction à la loi des Liqueurs depuis la réponse faite par le gouvernement, le 23 janvier 1924, 363. 5. Y a-t-il dans les districts de Rimouski, Kamouraska et Montmagny des personnes condamnées

QUESTIONS:—*Suite.*

pour contravention à la loi des Liqueurs et qui n'ont pas satisfait au jugement, 367. 6. Quel est le montant du contrat pour construction de l'entrepôt de la—au Pied-du-Courant, à Montréal, 380. 7. Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois en 1924, dans les magasins de la—à Valleyfield, Hull, Sherbrooke, Saint-Jean, Trois-Rivières, 387. 8. Combien y a-t-il de magasins de la—dans la province, 387. 9. Quel est le nombre des employés de la—à qui celle-ci a donné des polices d'assurance au montant global de \$989,450, 389. 10. Quel montant total provenant des ventes de la—du 1er mai 1923 au 1er mai 1924, 397. 11. Quelle quantité de spiritueux la —a-t-elle vendue pendant novembre et décembre 1924 et les 8 premières semaines de 1925, 398. 12. Combien de permis de tavernes la—a-t-elle donnés à Montréal, pour 1924, à Québec, etc., 407. 13. (Voir *Vins ou liqueurs, Publicité.*)

Commission de Service civil:—1. Concernant le coût de la—nommée le 15 août 1923, nombre de séances, noms des membres et salaires, 105. 2. (Voir *Fonctionnaires, Service civil.*)

Commission du travail:—(Voir *Accidents du travail.*)

Compagnies de la Puissance:—Depuis l'adoption des lois 14 George V, chapitres 64 et 65, quel registre, s'il y en a, a été tenu des—, dont les bureaux chefs sont dans la province, 382.

Compagnie de transport de Pierreville:—Des camions de M. J.-A. Demers, gérant un dépôt de bière, la—ont-ils été saisis dans comtés d'Yamaska et Nicolet, 261.

Comptabilité:—1. Le gouvernement a-t-il étudié la question de faire la centralisation de la—des divers services, 214. 2. Le gouvernement a-t-il fait venir des Etats-Unis des experts établir un système de—. 254.

Conseil législatif:—Concernant les sièges vacants au—et depuis quand, 41.

Conserves alimentaires:—Concernant les octrois à l'industrie des —, 64.

Contributions scolaires:—Quel est le pourcentage des—payées par contribuables et par gouvernement de 1867 à 1924, 189.

Cours à Paris:—(Voir *Bourses.*)

Courses:—(Voir *Paris et Gageures.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Court, Léonard:—Le ministère de la Colonisation a-t-il retiré une licence de pêche à—.198.

Dasserat, Boischatel, Rouyn et Joannes (cantons):—Le gouvernement approuve-t-il, que les—fassent partie du comté de l'Abitibi, 200.

David, l'honorable Athanase:—1. Est-il vrai que—secrétaire provincial, serait parti en Europe, pourquoi avant fin de la session, 394. 2. (Voir *Le Secrétaire.*)

Denault:—Concernant un nommé—trouvé mort à Saint-Pierre de Wakefield, dans la région de la Gatineau, 204.

Dépenses de la province:—Depuis le 1er juillet 1922, les—ont-elles été toutes payées pendant l'exercice où elles ont été encourues, 397. N. B. Par une erreur d'impression "1925" a été écrit à la page 397 de ce volume au lieu de "1922".

Desloges, A.-H.:—Est-il exact que le gouvernement aurait payé au docteur—\$7,000.00 pour salaire et \$3,440.00 pour frais de voyage, soit \$10,440.00 en un an, 348.

Dispensaires:—Les—sont-ils pour les indigents seulement, 295.

Dispensaires Anti-tuberculeux:—Combien y a-t-il de—dans le district de Montréal, de Québec, 59.

Droits de coupe:—Quand les—ont-ils été abaissés, 103.

Droits du pauvre:—1. Quels ont été les—perçus par la cité de Montréal, en 1923-24, en vertu de 34, chapitre 2, titre 11 des Statuts refondus, 1909, 147. 2. Quels ont été les—perçus par Montréal, en 1922-23, 64. 3. (Voir *Amusements.*)

Dufault, Paul-Emile:—(Voir *Lithographie de Québec.*)

Dussault, G.-L.:—A quelle date le salaire de \$400 payé comme secrétaire de la Com. du Service civil; autres sommes, pour quelles raisons, 379.

Ecole des beaux-arts.:—1. Combien a coûté le terrain de l'—, la construction, l'ameublement, etc., 198. 2. (Voir *Fougerat.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Ecole des Hautes Etudes de Montréal:—1. Combien a ont coûté à date, le terrain, la construction et l'aménagement de—. 322. 2. (Voir *Laureys, M.*)

Ecoles élémentaires:—(Voir *Institutrices.*)

Ecoles normales:—(Voir *Institut pédagogique.*)

Ecoles techniques:—1. Quel est le nombre d'élèves, chaque année, aux—de Montréal, Québec et Trois-Rivières; subsides payés, élèves diplômés, 97. 2. Noms des professeurs aux—de Québec, Montréal, Trois-Rivières, 187.

Ecole technique de Montréal:—1. Combien ont coûté à date, le terrain, construction et aménagement de —. 339. 2. Réponse rectifiée, 375.

Edwards & McLean:—Le gouvernement a-t-il pris depuis août 1924 un arrêté en Conseil relatif aux limites d'—, dans le comté de Bonaventure, 389.

Emigrants:—Concernant le nombre de résidents de la province de Québec ayant émigré aux Etats-Unis, 1920 à 1924; et de citoyens d'autres nationalités, 68.

Employés civils:—1. (Voir *Service civil.*) 2. (Voir *Commission du Service civil.*) 3. (Voir *Fonctionnaires.*)

Emprunts:—Le gouvernement a-t-il contracté des—temporaires au cours de l'exercice finissant le 30 juin 1924; depuis le 1er juillet 1924, 255. (Voir *Municipalités, Chemins, Voirie.*)

Enfants dans les manufactures:—Concernant le nombre d'—, moins de 16 ans, ont été refusés en 1924, n'ayant pas de certificat, 331.

Exploitations agricoles:—Quel était le nombre des—de 1919 à 1924, 307. Pourquoi le gouvernement a-t-il répondu, 25 mars, que le nombre d'—était de 137,619 quand l'Annuaire Statistique donne d'autres chiffres, 368. Question d'ordre soulevée, art. 562. L'Orateur maintient Question d'ordre, 563.

Fabre à N.-D. de Kipawa:—(Voir *Chemin de—.*)

Farrelli:—Quelles démarches faites par le procureur général pour trouver l'auteur de la mort de—, à Farrellton, 204.

QUESTIONS:—*Suite.*

Fermes de démonstration:—Combien de—ont été établies depuis la réponse faite le 20 février 1924, noms des propriétaires, 295.

Feux de forêts:—1. Concernant des pêcheurs de la rivière Natas-quan qui auraient été obligés de laisser leurs travaux pour aller éteindre les—, 75. 2. Quel est celui chargé de la protection des forêts contre le feu, dans Labelle, en 1924, 77. 3. Les Terres et forêts ont-ils employé en 1923, à Rivière Petit Pabos, des hommes pour éteindre les—. 151. 4. (Voir *Zones neutres*.)

Fonctionnaires:—1. Le gouvernement a-t-il fait une classification des Fonctionnaires du service civil, 369. 2. (Voir *Service civil, Commission du Service civil*.)

Fonds de l'Assistance publique:—(Voir *Assistance publique*.)

Forêt (Exploitation rapide de la):—1. Le gouvernement sait-il que le secrétaire provincial a déclaré à Sainte-Thérèse, "J'avoue qu'une—ne m'effraierait pas," 41, 348. 2. (Voir *Zones neutres*.)

Fougerat, Emmanuel:—1. A quelle date, M. —a-t-il été nommé directeur de l'Ecole des Beaux-Arts, contrat, traitement annuel, 204. 2. (Voir *Laureys, M., Ecole des Beaux Arts*.)

Fromage:—Concernant le nombre de fabriques de—, de patrons, de livres, 57.

Fromageries:—(Voir *Beurreries*.)

Gagnon, J.-V.:—Le gouvernement a-t-il à son emploi un Gagnon, comme inspecteur d'écoles, 339.

Garde-chasse:—Qui est garde-chasse pour le comté de Stanstead, salaire, plaintes, etc., 256.

Gaspé:—(Voir *Chemin de—*.)

Gutrène:—Concernant le quantité de—employée pour la voirie, en 1924, de qui achetée, prix, coût de ce produit pour un mille de chemin, 51.

Gazoline:—1. Qu'a rapporté la nouvelle taxe sur la—de juillet 1924 à janvier 1925, 63. 2. Concernant le nombre de vérificateurs pour contrôler la vente de la gazoline, 255. 3. Combien de distributeurs de—ont

QUESTIONS:—*Suite.*

payé la taxe de deux sous par gallon, 287. 4. De quelle date à quelle date les distributeurs de—ont-ils payé la taxe de deux sous par gallon tel qu'il appert dans la réponse faite le 18 mars 1925, 323.

*(raines de semences:—*Concernant la quantité de—distribuée dans l'abbe, en 1923-1924, etc., 41. 2. Combien de—ont été fournies aux municipalités depuis cinq ans, valeur, 180.

(ravier:—(Voir Voirie.)

*(rondin, Dr Siméon:—*Concernant les fonctions officielles du —à Paris, salaire, surveillance des boursiers quant aux études sur la chirurgie de l'estomac, 133.

*Harvey & Cie:—*Quel montant le gouvernement a-t-il perçu en droits de coupe sur les limites à bois de—, de Métabetchouan, depuis 1918, 380.

*Herald Publishing Company:—*Concernant le nombre d'articles publiés par—pour les \$5.000 reçues pendant le dernier exercice, 209.

*Hôpitaux anti-tuberculeux:—*Combien y a-t-il d'—. 59.

*Hudon, J.-A:—*Est-il exact que le gouvernement aurait payé à M.—\$3,300.00, traitement et autres sommes, 350.

*Hyde, M.:—*Quelles sommes chacun des assistants-trésoriers, M. Hyde et M. Williams, a-t-il reçues depuis juillet 1924 comme secrétaire du trésor et administré le fonds des licences de mariage, 349.

*Immigration:—*Combien de Canadiens des Etats-Unis, de l'Ontario ou autres provinces se sont établis comme colons dans notre province en 1924, 186.

Impressions:—(Voir Annonces, Journaux, Publicité, Bulletin de la Ferme, Reliure, Livres pour prix.)

*Inspecteurs de lait:—*Quels sont les—pour le comté de Beauce, 243.

*Instituteurs, directeurs et inspecteurs d'écoles:—*Quel est le traitement minimum et maximum des—. 338.

*Institutions de bienfaisance:—*1. Quels montants ont été donnés par le gouvernement conservateur en 1896-97 à certaines—; quels montants donnés par le gouvernement libéral en 1900, 1905, 1910 et 1915, 232.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

2. Quels octrois payés à certaines—en 1896-97, en 1923-24, 232. 3. (Voir *Assistance publique.*)

Institut pédagogique:—1. Un—a-t-il été décidé pour les professeurs des écoles normales, 139. 2. Le gouvernement s'est-il engagé à donner pour la fondation d'un—\$375,000, soit \$25,000 par année pendant 15 ans, 209.

Institutrices:—Concernant la moyenne des salaires payés aux—des écoles élémentaires, 58.

Jonquière-Saint-Bruno:—Pour quelle raison la Commission des Eaux Courantes n'a-t-elle pas fait construire le chemin—avant de monter l'eau du lac Kénogami, 93.

Journal de l'Instruction publique:—Le gouvernement a dépensé \$15,800 en 1923-24, pour un journal français et un journal anglais aux conditions déterminées par le secrétaire de la province, 203.

Journaux:—1. Des \$705.05 apparaissant aux Comptes publics 1923-24, sous rubrique “—, abonnements, téléphones, frais de poste, etc.” combien ont-été payés au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil Ltée, 273. 2. Quelle somme globale payée en 1923-24 pour “abonnements, —, combien payé au Soleil ou à la Cie de Publication Le Soleil, Ltée, 274. 3. Quels sont les—, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure depuis le premier juillet 1924, 343. 4. Le gouvernement a-t-il accordé depuis 1920 des octrois à des journaux, revues ou autres publications, à des personnes ou compagnies pour publication de livres, brochures ou articles, 347. 5. (Voir *Annonces, Publicité, Livres pour Prix, Reliure, Impressions, Abonnements.*)

Jurés:—Combien a-t-il été payé à chacun des petits—du district de Terrebonne pour le dernier terme. 348.

Kénogami:—1. Des sondages ont-ils été faits sur le lac— avant de construire les barrages, 92. 2. Le gouvernement a-t-il pris les précautions pour qu'une fois le lac—rendu à la côte 115, il ne se produise pas de percolation souterraine, 93.

“L'Abeille” Enrg.:—La somme de \$3,372.51, dont \$3,179.01 payée à—pour impressions est-elle exacte, 274.

Lac Kénogami:—(Voir *Kénogami.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Lieutenant-gouverneur:—(Voir *Spencer Wood.*)

Lanctôt, Charles:—M.—a-t-il reçu quelque somme relativement à la refonte des statuts en outre des \$19,750. payées comme rémunération, depuis le 1er juillet 1918, 333. 2. M.—a-t-il reçu d'autres sommes que celle de \$23,914,50, mentionnée aux Comptes publics de 1923-24. 383. Question d'Ordre avait été soulevée à cette Question, art. 560. L'Orateur maintient le point d'Ordre, 365, 366. 3. Des \$2,600 que M.—a reçus, ainsi qu'il appert aux Journaux de l'Assemblée législative 1923-24 pour dépenses à Londres du 13 octobre 1923 au 25 décembre 1923, quels frais d'hôtellerie à Londres; pour transport à Londres, pour en revenir, 384. 4. (Voir *Assistant-procureur général, Statuts.*)

Lanctôt, Jean:—M.—qui a reçu \$1400, \$136.96 est-il le même qui a reçu \$10.50 et \$372,35, tel que mentionné aux Comptes publics de 1923-24, 383. Point d'Ordre avait été soulevé, art. 560. L'Orateur maintient point d'Ordre, 366.

Lanctôt, H.:—M.—qui d'après Comptes publics de 1923-24 a reçu \$1,152.10 est-il M. Hugh Lanctôt qui a reçu \$945.49 et \$238.34, etc., 383.—Question d'Ordre avait été soulevé, art. 560. L'Orateur maintient point d'Ordre, 366.

Lanctôt, Philippe:—M.—qui d'après les C. P. de 1923-24 a reçu \$100. pour services supp. est-il Ph. Lanctôt qui a reçu \$476. ,383. Point d'Ordre avait été soulevé, art. 560. L'Orateur maintient point d'Ordre, 366.

Larochelle, M.:—Le ministre de l'agriculture a-t-il encore sur la Grande-Allée, à Québec, bureaux loués d'un—. 66.

L'Assomption-Joliette:—Concernant le coût au 31 décembre 1924 de la route—, noms des entrepreneurs, 51.

Laureys, M.:—Quand expire le contrat entre la Commission des Hautes Etudes et M. Laureys, et entre M. Fougerat et l'Ecole des Beaux-Arts, 151.

Laureys, Henry:—A quelle date ,M.—a-t-il été nommé directeur de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, contrat, traitement, 204.

Laverlochère:—Combien a coûté le bout de chemin construit sur le lot 4, r. 2.—. 320.

LeBel, Wencelas:—M.—de Saint-Louis-de-Kamouraska, recoit-il une pension du gouvernement, 382.

QUESTIONS:—*Suite.*

L'Echourie et Petit Cap:—(Voir *Chemin entre*—.)

Lemay, Raoul:—M.—et M. R. Lemay, sont-ils le même, dépenses, sommes reçues, etc., 139.

Le secrétaire:—Le secrétaire provincial a-t-il offert sa démission depuis la dernière élection générale, 352.

Lévesque, Wenceslas:—Depuis quand M.—percepteur des successions, a-t-il démissionné ou a-t-il été remercié, par qui remplacé, 156.

Licences de pêche:—Concernant le nombre de pêcheurs d'Yamaska ayant payé leurs licences, etc., 277.

Lieux d'amusements:—(Voir *Amusements*.)

Liqueurs:—(Voir *Commission des liqueurs*.)

Lithographie de Québec:—1. Qui endossait les chèques du gouvernement à l'ordre de la—d'avril à novembre 1924, décembre 1924 à janvier 1925, du 5 janvier 1925 à date, 394. 2. Y a-t-il à la connaissance du gouvernement un M. Thompson employé à la—et aussi au gouvernement, 394. 3. Y a-t-il à la connaissance du gouvernement un M. Paul-Emile Dufault employé à la—et aussi au gouvernement, 395.

Livres de Prix, reliure:—Des \$10,000 dépensés pendant le dernier exercice pour—, une partie a-t-elle été payée au Soleil, 262.

Loi 12 Geo. V, c. 42:—Concernant les municipalités, district de Beauharnois, poursuivies en rapport avec la voirie, en vertu de la loi —. 83.

Loi des chemins:—1. Quels sont les intérêts dus en vertu de la—qui, d'après procès-verbaux 1925, n'ont pas encore été payés, en 1922 par 29 municipalités, en 1923 par 56 municipalités, en 1924 par 260 municipalités, 147. 2. Quels intérêts payés en 1924 par les municipalités en vertu de la —, 79. 3. Quelles sont les deux municipalités qui ont payé leurs intérêts de 1922, en vertu de la loi des chemins depuis la réponse contenue dans les procès verbaux 1925, pages 94 et 95, 323. 4. (Voir *Chemins, Emprunts*.)

Loi des liqueurs:—(Voir *Commission des liqueurs*.)

Loi Lemieux:—La—a-t-elle été déclarée ultra vires par le Conseil Privé; quelle est l'intention au sujet des différends ouvriers, 69.

QUESTIONS:—*Suite.*

Loi Scott:—Combien y a-t-il eu de causes dans le district de Saint-François pour contravention à la—dans les années 1923 et 1924, 367.

Lots 7 et 8, r. 15, canton Baby:—A qui appartiennent les—, comté de Témiscamingue, Louis Côté a-t-il fait application, 154.

Lots de colonisation:—(Voir *Colonisation.*)

Macadam:—(Voir *Voirie.*)

Médecins des prisons:—Quels sont les—de Hull, de Saint-François, Trois-Rivières, 214.

Miller, M.:—Quel traitement le sous-ministre M. Miller reçoit-il comme directeur de l'éducation protestante, etc., 374.

Moncouche:—Est-ce que des sondages ont été faits au barrage de la baie—, près Kénagami; percolation, etc., 93.

“Mon Premier Livre”:—Sur les \$33,500. payés pour—combien l'ont été pour l'impression, 274.

Montmagny et N.-D. du Rosaire:—(Voir *Chemins entre—.*)

Montréal-Mont-Laurier:—1. Concernant le tracé, maître et contre-maîtres de la route régionale—, de Nominigüe à Mont-Laurier, 50. 2. Concernant le coût au 31 décembre 1924, de la route—, noms des entrepreneurs, 51.

Municipalités:—1. Le gouvernement a-t-il exigé quelque montant des—autorisées à faire des emprunts jusqu'à concurrence de \$18,478, 777.28. 109. 2. Concernant les—poursuivies au sujet de travaux de voirie, 112. 3. (Voir *Emprunts, Chemins, Voirie.*)

Nicol, l'honorable M.:—(Voir *Trésorier.*)

Normandin:—(Voir *Route à.—*)

Notre-Dame-de-la-Salette:—Combien a coûté l'amélioration des chemins de—. 318.

Ouvriers:—1. Concernant le nombre d'—employés aux travaux publics du gouvernement à Montréal en 1924, faisaient-ils partie des unions ouvrières, 57. 2. (Voir *Loi Lemieux, Accidents du travail.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

QUESTIONS:—*Suite.*

Palais de Justice de Montréal (Annexe):—1. Quand les travaux du —ont-ils été commencés, coût, 59. 2. Le gouvernement, a-t-il modifié contrat pour installation du chauffage du—. 238. 3. Quels sont les architectes qui ont représenté qu'il y avait économie de combustible avec les calorifères "Perfection" installés dans—. 376.

Palmarolle:—1. Quel est l'agent des terres pour le canton —. 272. 2. Quel est le propriétaire du lot 23, r. 8 du canton—, Abitibi, 276.

Paquette, Arthur-Ernest:—Depuis quand M.—, de Shawinigan-Falls, est-il recorder. 276.

Paquette, Louis:—Quand a été nommé, comme garde-chasse M.— de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic, 327.

Paradis, Joseph:—M.—de St-Denis-de-Kamouraska, a-t-il été condamné à l'amende pour contravention à la loi des Liqueurs, 349.

Parent, Roméo:—Le gouvernement a-t-il eu à son emploi—comme détective, 161.

Paris et gageures:—Quel a été le revenu en 1923-24 à Montréal, des —aux courses, 63, 64.

Parmelee, M:—Quel traitement le sous-ministre M. Parmelee reçoit-il comme directeur de l'éducation protestante, etc., 374.

Percé:—(Voir *Pont.*)

Perrault, Antonio:—Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M.—avocat, depuis le 1er juillet 1924, 352.

Petit Pabos, Rivière:—(Voir *Feux de forêts.*)

Piché, Odessa:—Outre \$1,500.00 et \$2,000.00, M.—reçoit-il d'autres sommes, 333.

"Pierreville Depot F. B. Ltd":—Des camions de M. Pierre Tremblay, gérant un dépôt de bière—, ont-ils été saisis en 1924 dans Yamaska et Nicolet, 256.

Places d'Amusements:—(Voir *Amusements.*)

Plamondon, Edouard:—Le notaire—, pratiquant autrefois à Québec, est-il à l'emploi du gouvernement, 380.

QUESTIONS:—*Suite.*

Poisson:—Concernant l'époque à laquelle la royauté sur le— a été abolie; imposée; quelle somme a-t-elle rapporté au gouvernement, 40.

Police provinciale:—Six constables de la—sont-ils descendus à Rivière-du-Loup lors de l'élection fédérale, 332.

Ponts:—Concernant les—entièrement à la charge du gouvernement et où situés, 156.

Ponts et ponceaux:—Combien ont coûté les 105 —construits en 1924 par la voirie, 83.

Pont à l'Echourie:—Quelle somme dépensée pour un—construit en 1924, comté de Gaspé, 153.

Pont à Percé:—Un pont y a-t-il été construit en 1924, l'ingénieur, coût, 43.

Ponts à Saint-Zéphirin-de-Courval:—Quels—construits en 1923-24; matériaux, coût, etc., 123.

Pont de Batiscan:—Quel a été le revenu du—pour 1924, 256.

Pont entre Notre-Dame-de-Pierreville et Abénakis:—Concernant le coût du—, ingénieur, matériaux etc. 116.

Pont entre Saint-Louis et Sainte-Rose:—Concernant le coût du—entretien, 58.

Ponts sur la rivière Macamic:—Concernant le conducteur des travaux des—, en 1922, bois, etc., 87.

Portage-des-Roches:—Est-ce que des sondages ont été faits dans la rivière Chicoutimi au barrage—, 93.

Potvin, Antoine:—M.—, de Rivière-de-Loup, est-il agent dans le service des véhicules-moteurs, 376.

Poursuites au sujet de voirie:—1. Depuis la réponse du 4 février 1925, y a-t-il des municipalités poursuivies au sujet de travaux de voirie qui ont réglé avec le gouvernement, 321. 2. Depuis la réponse du 4 février, 1925 le gouvernement a-t-il poursuivi d'autres municipalités au sujet de travaux de voirie, 321. 3. Les frais pour village de Sainte-Cécile, de la paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville et de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, poursuivies, au sujet de travaux de voirie,

QUESTIONS:—*Suite.*

ont-ils été réglés depuis la réponse du 24 février 1925, 323. 4. Bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans la réponse du 4 février 1925, la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, comté de Saint-Maurice, a-t-elle été poursuivie par le gouvernement au sujet de voirie, 367. 5. (Voir *Voirie, Chemins, Routes.*)

Prison de Bordeaux.—1. Concernant le coût du renouvellement des couvertures des ailes de la—fait au cours de 1923-24, 61. 2. Concernant le charbon de 1923-24, tel que mentionné aux Comptes publics, 160. 3. La—est-elle complètement terminée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, 309.

Protonotaire.—Outre ses \$5,000. de traitement, le—de Montréal, reçoit-il d'autres sommes, 198.

Publicité.—1. Combien la Commission des Liqueurs a-t-elle dépensé en 1924 pour—dans les journaux, 65. 2. (Voir *Journaux, Annonces, Livres pour prix, Reliure, Impressions.*)

Quebec Forest Industries Association Ltd.—Quand la—a-t-elle été incorporée, en vertu de quelle loi, son objet, ses directeurs, etc., 286

Quebec Industrial Alcohol.—De qui le fils de M. Charles Lanctôt, qui est avocat à Montréal, a-t-il reçu instruction de poursuivre la—pour infraction à la loi des compagnies de Québec, 333.

Rawdon-L'Assomption.—Concernant le coût au 31 décembre 1924 de la route—, noms des entrepreneurs, 51.

Régistrateur de Pontiac.—Le poste de—est-il vacant, depuis quand, 243.

Régistrateur de Roberval.—Est-il à la connaissance du gouvernement que le—est décédé, 350.

Régistrateur de Vaudreuil.—Le gouvernement doit-il remplir le poste de— vacant depuis le 2 novembre 1919, 66.

Régistrateurs de Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Joliette.—Quel a été le revenu de chacun des—pour 1923 et 1924, 262.

Reliure.—1. A qui ont été payés les \$4,000 de—en 1923-24, 262. 2. (Voir *Livres pour Prix, Annonces, Journaux, Publicité.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Représentant du ministère de l'Agriculture à Londres:—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un—. 332. 2. (Voir *Commissariat à Londres.*)

Rivière Madeleine:—(Voir *Chemin à—.*)

Robert, Edmond:—Est-il encore à l'emploi du gouvernement comme agent de colonisation; a-t-il été autorisé à faire la lutte dans Saint-Maurice et Sherbrooke, 42.

Rosenberg:—Un nommé—est-il un des employés de la police provinciale, 309.

Rousseau, Hervé:—Le gouvernement a-t-il fait faire une enquête au sujet de M. le notaire—de Trois-Pistoles et de sa disparition subite, 382.

Roussin:—Un nommé—est-il un des employés de la police provinciale, 309.

Routes:—(Voir *Voirie.*)

Route à Normandin, Lac Saint-Jean:—Qui a demandé la fermeture d'une certaine—. 318.

Route entre Temiscamingue et Rouyn:—Le gouvernement a-t-il l'intention de construire une—. 180.

Route, r. 3 et 4, de Baie des Sables:—Le gouvernement a-t-il fait faire des travaux dans la—Co. Matane, 376.

Routes régionales:—Concernant le coût en 1924 de l'entretien de 1678.88 milles de—; le coût en 1924 d'entretien des chemins municipaux améliorés, 69.

Roy, Ludger:—De la boisson a-t-elle été saisie, à Sherbrooke, chez M.—, 261.

Saint-André-Avelin:—Quelle somme a été octroyée de 1921 à 1924 à l'hospice—. 199.

Sainte-Anne-d'Yamachiche:—(Voir *Poursuites.*)

Saint-Antoine (Gaspé):—(Voir *Chemin à—.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Saint-Bonaventure:—Quand—comté d'Yamaska, a-t-elle fait des chemins en macadam, 318.

Saint-Guillaume:—Quand la paroisse et village de—comté d'Yamaska, ont-ils fait des chemins en macadam, 319.

Saint-Joseph-de-Blandford (Manseau):—Depuis 1915, le gouvernement a-t-il acquis des terrains par achat, échange ou autrement dans —, comté de Nicolet, 369.

Sainte-Séraphine:—Le ministre de la Colonisation aurait-il reçu requête pour venir en aide aux colons de—, comté d'Arthabaska, 168.

Sainte-Thérèse de Blainville:—Le gouvernement a-t-il en 1924 et 1925 réclamé de—pour chemins, 208.

Saint-Thomas:—Concernant l'entrepreneur des chemins de—, Joliette, contrat, ponts, 111.

Sainte-Victoire.—(Voir *Voirie*.)

Saint-Zéphirin de Courval:—(Voir *Pont*—.)

St-Lawrence Lumber Co.:—Qu'a fait le gouvernement en rapport avec les lots donnés à la—pour colonisation, canton Langis, 272.

Sanatorium Laurentien à Ste-Agathe-des-Monts.—Le—est-il en opération, combien a-t-il coûté au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial, combien de patients, 60.

Sans-travail:—Concernant l'aide aux—dans les grands centres, demandes, 157.

Scott, Maurice:—Le Major—, de Montréal, est-il employé par la commission des Liqueurs, 317.

Secrétaire provincial:—(Voir *Le Secrétaire*, *Zones neutres*, *Forêt (exploitation rapide)*, *David*, *l'honorable*.)

Service civil:—1. Quand le gouvernement a-t-il reçu rapport de la Commission du—traitement et classification des fonctionnaires civils, 156. 2. Quels ont été les secrétaires, salaires, de la Commission du—. 156. 3: (Voir *Commission du—*, *Fonctionnaires*).

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS:—*Suite.*

Silo:—1. Quel octroi le gouvernement a-t-il donné pour premier—, 64. 2. Combien y a-t-il de manufactures de—, 64.

Soleil ou Cie de Publication Le Soleil, Ltée.:—1. Les montants paraissant avoir été payés au—en 1923-24, et s'élevant à \$111,629.72, sont-ils les seuls, 272. 2. (Voir *Journaux, Reliure, Abonnements, Livres pour prix, Statuts généraux.*)

Sous-Ministres:—Combien chacun des—a-t-il reçu depuis le 1er juillet 1924, en plus du traitement, pour frais de voyages, honoraires, autres rémunérations, 273.

Spencer Wood:—1. Pour combien d'appareils à—a-t-il été payé \$540.72 à la Bell Téléphone en 1923-24, 350. 2. D'après les Comptes publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a dépensé à — \$328.38 pour fret, \$185,50 pour transport, \$1,721,88 pour frais de déménagement et \$795,00 pour frais d'installation, 351. 3. Aux Comptes publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a payé \$5,968.05 à la Quebec Coal Co. et \$720,00 à M. A. Warren soit \$6,688.05 pour le chauffage, 351. 4. Aux Comptes publics 1923-24, il apparaît que le gouvernement a payé pour l'éclairage de—\$492.59 à la Quebec Power Co. et \$1,655.09 à la Quebec Railway Light Heat & Power Co., soit \$2,147.-58 en une année, 351. 5. Est-il exact, ainsi que l'indiquent les Comptes publics 1923-24, que le gouvernement aurait payé pour—pour vaisselle et argenterie \$2,391.87 et autres sommes pour divers, 351. 6. Pourquoi des dépenses de—et du bureau du lieutenant-gouverneur sont-elles dans Comptes Publics sous "Services divers" au lieu de "Spencer Wood" et "Bureau du lieutenant-gouverneur", 386.

Statistiques:—Concernant le coût depuis 1914 du bureau des—, 93.

Statuts généraux:—1. Par qui la Commission de refonte des—a-t-elle fait faire ses impressions, 308. 2. Pour quelles fins a été faite l'avance de \$5,000.00 à la Commission de refonte des —, 334. 3. Combien a coûté à date la refonte des statuts, à part frais d'impression, 379. 4. Pour quelle raison l'impression du premier rapport de la Commission de refonte des statuts déposés pendant la session de 1924, n'a-t-elle pas été payée au cours de l'exercice 1923-24, 350. 5. A quelle date a-t-on complété l'impression du premier rapport de la Commission de refonte des Statuts, 394. 6. A quelle date la Commission de refonte a-t-elle fait des avances au "Soleil" ou au "Telegraph" pour l'impression des rapports de la Commission. 394. 7. (Voir *Lanctôt, Charles.*)

Témiscamingue:—1. Concernant l'établissement d'un district judiciaire dans le comté de—. 180. 2. (Voir *Route.*)

QUESTIONS:—*Suite.*

Terrebonne:—(Voir *Chef-lieu district de—*.)

Terres et forêts:—Le gouvernement a-t-il l'intention de prévenir les "Coupes abusives", dont le rapport du département fait mention, 374.

Terres de la Couronne:—1. Combien les différentes sources de revenus des—apparaissant aux Comptes publics 1923-24, ont-elles rapporté au Gouvernement, 75. 2. Concernant le nombre d'acres de—octroyés gratuitement pour colonisation en 1892-93; en 1893-94, en 1902-03, en 1903-04, en 1912-13, en 1913-14, en 1922-23; en 1923-24, 153.

Therrien, C.-E.:—Concernant la date de la démission de—comme shérif du district de Saint-François, date que porte le dernier chèque pour l'exercice des fonctions de shérif à Sherbrooke, 50.

Thompson, M.:—(Voir *Lithographie de Québec*.)

Travail:—(Voir *Accidents du travail*.)

Travaux publics:—(Voir *Ouvriers, Sans-travail, Accidents du travail*.)

Trésorier:—Le—a-t-il été invité à donner sa démission à la suite du procès Noël, à Sherbrooke, 352.

Vaudreuil:—(Voir *Régistrateur*.)

Véhicules-Automobiles:—(Voir *Automobiles*.)

Vins ou liqueurs:—1. Y a-t-il eu des saisies de—faites en mars, avril ou mai 1924, 137. 2. (Voir *Commission des Liqueurs*.)

Voirie:—1. Quelle somme totale le gouvernement a-t-il dépensée pour la—de 1897 à 1908; de 1908 à 1924, 43. 2. Le gouvernement a-t-il un réclamation, à propos de voirie, contre Sainte-Victoire, Richelieu. 43. 3. Combien ont coûté au 1er décembre 1924, les 224.35 milles des grandes routes en gravier; 36.27 milles de macadam à l'eau; le béton, 49. 4. Concernant le coût en 1924 des travaux de réfection des 80.46 milles de routes provinciales et régionales; les 72.01 milles de chemins municipaux, 49. 5. Concernant la somme que les municipalités se sont engagées à payer pour leurs chemins en vertu de l'emprunt à 3% pendant 41 ans, 49. 6. Pour quelle somme a été réglée l'action contre diverses municipalités au sujet de travaux de voirie, 181. 7. (Voir *Bitume, Chemins, (lutrine, Macadam, Loi des chemins, Loi 12 Geo. V, c. 42, Ponts et ponceaux, Poursuites au sujet de voirie, Routes, Montréal-Mont-Laurier*.)

QUESTIONS:—*Suite.*

Williams, M.:—(Voir *Hyde, M.*)

Young, Arthur & Co.:—Quelle somme le gouvernement a-t-il payé aux experts comptables américains—, États-Unis, en 1919, pour établir la position financière de la province, 369.

Zones neutres.:—1. Concernant l'intention du gouvernement de mettre en vigueur le système de —, préconisé par le secrétaire-provincial, le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, 40. 2. Le gouvernement est-il arrivé à une conclusion au sujet des—depuis le 21 janvier 1925, 310. 3. (Voir *Forêts.*)

REBOISEMENT:—Loi relative au—. (Voir *BILLS, No 192.*)

RECORDERS:—Loi relative au traitement des—. (Voir *BILLS, No 42.*)

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL:—Loi relative aux—par certaines églises protestantes.—(Voir *BILLS, No 209.*)

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir *COMITÉS.*)

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE:—

Suspension du—(art. 510 et 511) quant à la lecture et réception de pétitions, 34, 45.

Suspension de l'art. 516; 140, 179.

Suspension du—relativement à la pétition et à la présentation d'un bill, 179.

(Voir *QUESTIONS D'ORDRE.*)

RENTES INSCRITES:—(Voir *OBLIGATIONS.*)

REPOS:—(Voir *JOURNÉE DE REPOS.*)

RIVER BEND:—Loi concernant la ville de—. (Voir *BILLS, No 83.*)

ROBERVAL-SAGUENAY:—Loi concernant la compagnie du chemin de fer—. (Voir *BILLS, No 68.*)

ROSS, JAMES KENNETH:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir *BILLS, No 108.*)

ROUYN MINES RY. CO.:—Loi concernant —. (Voir *BILLS, No 145.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ROYAL TRUST Co.:—Loi ratifiant un acte entre *The*—et la cité de Montréal.—(Voir *BILLS, No 120.*)

SAGUENAY:—Loi concernant la ville de—.(Voir *BILLS, No 84.*)

SAINTE-AURÉLIE:—Loi annexant lots de la paroisse de—à Saint-Louis-de-Gonzague, Dorchester.—(Voir *BILLS, No 106.*)

SAINTE-CATHERINE DE MONTRÉAL:—Loi concernant l'église de—.(Voir *BILLS, No 57.*)

SAINT-CYPRIEN-DE-LÉRY:—Loi annexant lots du district de Saint-Jean à—, district de Napierville-Laprairie.—(Voir *BILLS, No 154.*)

SAINT-DAMIEN-DE-BUCKLAND:—Loi annexant lots du district de Dorchester à—, district de Bellechasse,—(Voir *BILLS, No 152.*)

SAINT-JEAN:—(Voir *SAINT-CYPRIEN.*)

SAINT-LAURENT:—Loi concernant la ville—.(Voir *BILLS, No 123.*)

SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE:—Loi annexant lots du district de Beauce à—, de Dorchester, pour fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.—(Voir *BILLS, No 157.*)
(Voir *SAINTE-AMÉLIE.*)

SAINTE-MARIE, (quartier), MONTRÉAL:—(Voir *TITRE.*)

SAINT-PHILIBERT:—Loi concernant la paroisse de—.(Voir *BILLS, No 64.*)

SAINT-PIERRE:—Loi concernant la ville—.(Voir *BILLS, No 79.*)

ST FRANCIS VALLEY RY Co.:—Loi amendant la charte de la—.(Voir *BILLS, No 122.*)

ST. MAURICE LUMBER Co.:—

1. Loi concernant le Conseil et Commissaires d'écoles des Trois-Rivières et—.(Voir *BILLS, No 74.*)
2. Loi amendant la charte de—.(Voir *BILLS, No 140.*)

ST MAURICE PAPER COMPANY, LIMITED:—Loi ratifiant résolutions du conseil et des commissaires d'écoles du Cap de la Madeleine et conventions avec la—.(Voir *BILLS, No 141.*)

SALAIRE:—(Voir *FEMMES.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SANATORIUM DU LAC EDOUARD:—(Voir LAC EDOUARD.)

SANCTION DES BILLS:—215, 298, 413.

SASSEVILLE, SUCCESSION JOS.-ALP:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 87.)

SAUMON:—Loi concernant réserves sur rivières à—. (Voir BILLS, No 193.)

SÉANCES DE LA CHAMBRE:—

1. La Chambre décide d'avoir deux séances par jour, 300.
2. (Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)
3. (Voir ORATEUR.)
4. (Voir DÉPUTÉS.)
5. (Voir LIEUTENANT-GOUVERNEUR.)

SÉNAT:—Motion que le—et le Conseil législatif doivent conserver leurs pouvoirs. Amendement que cette Chambre exprime sa satisfaction que le Parlement du Canada ait approuvé le projet de convoquer une conférence; amendement adopté, motion telle qu'amendée, adoptée.
370 .

SERMENT: Loi relative à la prestation des—d'office.—(Voir BILLS, No 1.)

SERVANTES DU TRÈS SAINT-SACREMENT:—Loi concernant la congrégation des—. (Voir BILLS, No 55.)

SERVICES PUBLICS:—(Voir COMMISSION DES—.)

SESSION:—

1. Ouverture, 1; clôture, 418.
2. (Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, CONSEIL LÉGISLATIF, DÉPUTÉS, ORATEUR, LIEUTENANT-GOUVERNEUR.)

SHEFFORD, BAGOT AND MISSISQUOI RY Co.:—Loi concernant *The*—. (Voir BILLS, No 52.)

SHERBROOKE:—Loi concernant la cité de—. (Voir BILLS, No 114.)

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE NATURELLE A MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, No 131.)

SOEURS DE LA PROVIDENCE:—Loi concernant la Communauté des Sœurs de charité de la providence.—(Voir BILLS, No 127.)

STATUTS REFONDUS, 1909:—

1. Loi modifiant les—, relativement aux prix distribués dans les écoles. (Voir BILLS, B.)
2. Loi modifiant les—. (Voir BILLS, No 3.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

STATUTS REFONDUS, 1909:—*Suite.*

3. Loi concernant les—.(Voir *BILLS, No 6.*)
4. Loi modifiant les—, relativement aux produits laitiers. (Voir *BILLS, No 8.*)
5. Loi modifiant les—, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers. (Voir *BILLS No 9.*)
6. Loi modifiant les—, relativement à la Commission des Services publics. (Voir *BILLS, No 10.*)
7. Loi modifiant les—, relativement à la Cour de Magistrat. (Voir *BILLS, No 13.*)
8. Loi modifiant les—, relativement à la C. S. district de Pontiac. (Voir *BILLS. No 15.*)
9. Loi modifiant les—, relativement aux comptes des corporations scolaires. (Voir *BILLS, No 18.*)
10. Loi modifiant les—, relativement au greffier de la paix, district de Pontiac. (Voir *BILLS, No 21.*)
11. Loi modifiant les—, relativement à certaines divisions d'enregistrement. (Voir *BILLS, No 23.*)
12. Loi modifiant les—, relativement à la liquidation volontaire des Compagnies. (Voir *BILLS, No 26.*)
13. Loi modifiant les—, concernant la taxe sur les corporations. (Voir *BILLS, No 34.*)
14. Loi modifiant l'art. 584 des—, relativement aux enquêtes sur les affaires publiques. (Voir *BILLS, No 37.*)
15. Loi modifiant les—, relativement aux enquêtes concernant la corruption municipale ou civique. (Voir *BILLS, No 38.*)
16. Loi modifiant les—, relativement au traitement des recorders. (Voir *BILLS, No 42.*)
17. Loi modifiant les—, concernant la protection des édifices publics contre les incendies. (Voir *BILLS, No 43.*)
18. Loi modifiant les—, relativement à l'instruction publique. (Voir *BILLS, No 45.*)
19. Loi modifiant les—et accordant aux cités et villes le droit d'enchérir et d'acquérir des immeubles vendus en justice. (Voir *BILLS, No 49.*)
20. Loi modifiant les—, relativement au Barreau. (Voir *BILLS, No 151.*)
21. Loi modifiant l'art. 36 des—. (Voir *BILLS, No 155.*)
22. Loi modifiant l'art. 4531 des—, relativement au Barreau. (Voir *BILLS, No 156.*)
23. Loi modifiant les art. 65, 72 et 73 des—. (Voir *BILLS, No 171.*)
24. Loi modifiant les—, relativement aux termes de la Cour Supérieure dans certains districts. (Voir *BILLS, No 179.*)
25. Loi modifiant les—, relativement à l'administration de la justice dans certains cantons de Pontiac. (Voir *BILLS, No 180.*)

STATUTS REFONDUS, 1909:—*Suite.*

26. Loi modifiant les—, relativement aux Syndicats coopératifs. (Voir BILLS, *No 189.*)
27. Loi modifiant les—, relativement aux forêts domaniales. (Voir BILLS, *No 191.*)
28. Loi modifiant les—, au sujet du reboisement. (Voir BILLS, *No 192.*)
29. Loi modifiant les—, concernant la taxe sur les transferts de valeurs mobilières. (Voir BILLS, *No 201.*)

SUBDIVISIONS DE TERRAINS:—Loi concernant certaines—.(Voir BILLS, *No 185.*)

SUBSIDES:—

- Dépôt du budget de l'exercice 1926 et renvoi à comité des—, 102. (*No 1.*)
- Dépôt du budget supplémentaire pour 1925, et renvoi à comité des—, 401. (*No 1a.*)
- Constitution du comité des— 61.
- Motion pour formation du comité des—, 102; reprise du débat, 118, 123, 131, 134.; adoption, 136.
- Formation du comité des—136, 155, 159, 172, 182, 189, 212, 223, 233, 237, 244, 250, 266, 268, 293, 329, 337, 341, 357, 363, 377, 385, 386, 403, 404, 408.
- Résolutions adoptées, 136, 178, 183, 233, 237, 247, 251, 266, 269, 293, 337, 341, 358, 363, 384, 386, 403, 407, 411.
- Progrès rapporté, 155, 159.
- Etude d'un article du budget remise, 378.
- Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour 1925 et 1926.— (Voir BILLS, *No 25.*)
- Amendement proposé à la motion portant formation du comité des subsides, rejeté: Par M. Langlais, 402.

SUCCESSIONS:—Loi relative aux droits sur les—.(Voir BILLS, *No 35.*)

SYNDICATS COOPÉRATIFS:—Loi relative aux—.(Voir BILLS, *No 189.*)

TAXES MUNICIPALES:—Loi concernant le paiement des—dans le cas d'aliénation d'immeuble sujet aux—.(Voir BILLS *No 172.*)

TAXE SUR LES AMUSEMENTS:—(Voir AMUSEMENTS.)

TÉLÉPHONE:—(Voir COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE NATIONALE.)

TERREBONNE:—(Voir AMHERST, INCENDIE.)

THURSO:—Loi ratifiant le règlement No 84 du Village de—.(Voir BILLS, No 93.)

THURSO AND NATION VALLEY RY CO.:—Loi concernant *The*—.(Voir BILLS, No 92.)

TITRE:—Loi validant le—du lot No 296 du quartier Sainte-Marie, Montréal.—(Voir BILLS, No 62.)

TRAMWAY DE QUÉBEC:—Loi constituant en corporation le—.(Voir BILLS, No 77.)

TRANSFERTS DE VALEURS MOBILIÈRES:—

1. Loi concernant la taxe sur les—.(Voir BILLS, No 201.)

2. (Voir OBLIGATIONS.)

TRAVAUX DE LA SESSION:—État des—, 420.

TRAVERSE DE L'ILE D'ORLÉANS:—(Voir MONTMORENCY No 2.)

TROIS-RIVIÈRES:—(Voir ST MAURICE LUMBER Co.)

UNION DES ÉGLISES:—Loi concernant l'y mentionnées—.(Voir BILLS, No 130.)

URSULINES DE RIMOUSKI:—Loi concernant le Monastère de l'Immaculée Conception des—.(Voir BILLS, No 113.)

URSULINES DE ROBERVAL:—Loi concernant les—.(Voir BILLS, No 63.)

VALLEYFIELD:—(Voir COLLÈGE DE—.)

VÉHICULES—AUTOMOBILES:—(Voir AUTOMOBILES.)

VERDUN:—Loi concernant la cité de—.(Voir BILLS, No 121.)

VOIES ET MOYENS:—Constitution du comité des—, 61; formation en comité des—, 412; rapport de résolutions, concours, 412.—(Voir aussi BILLS, No 25.)

VOIRIE:—Loi concernant la—.(Voir BILLS, No 40.)

VOTES:—56, 150, 185, 220, 221, 259, 361, 371, 390, 400, 402.

WILSON, SUCCESSION CHARLES:—Loi concernant la—. (Voir **BILLS**, No 102.)

ZONES DE PROTECTION:—(Voir **FORÊTS**.)

ERRATA

Page 397.—Lire “1922” au lieu de “1925” dans la **QUESTION** relative aux dépenses de la province depuis le 1er juillet 1922.

Page 407: 20ème ligne.—Après le mot “**QUÉBEC**”, ajouter les mots suivants, omis par erreur: “Et toute personne au sujet des articles du “*Matin*” de Montréal, concernant le commerce des liqueurs.”

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.